

## Sûreté nucléaire à tout prix

**PRÈS** de six ans après la catastrophe de Tchernobyl, les centrales nucléaires des pays de l'Est et de l'ex-Union soviétique continuent d'inquiéter. Il n'est plus possible de minimiser les risques ou de s'abriter derrière des mots rassurants. Les faits sont là. Le relâchement dans l'atmosphère de gaz radioactifs par un réacteur de la centrale de Leningrad - hautement en conséquence radiologique pour l'environnement - est venu rappeler qu'il est urgent d'agir.

On peut, bien sûr, comme le gouvernement allemand, décider d'arrêter définitivement les installations défectueuses ; c'est ce qu'il a fait, lors de la réouverture, avec les cinq réacteurs de la centrale de Grafswald (ex-RDA). Mais tous les pays d'Europe centrale et orientale n'ont pas les moyens de se le permettre.

**QU'ON** ferme l'ensemble des réacteurs de la centrale bulgare de Kozlodou, la moins sûre de toutes pour les experts, et le pays sera à genoux, car cette installation fournit 40 % de l'énergie électrique du pays. Même situation en Tchécoslovaquie, où les centrales sont au meilleur état, et dans les pays de la CEI, où les besoins d'électricité sont énormes. Le gouvernement du Danemark ne s'y est pas trompé qu'il estime qu'on n'a pas le droit de demander aux républiques de la CEI de se passer d'une énergie dont elles ont actuellement trop besoin.

La seule solution, dans ces conditions, est d'aider ces pays à gérer au mieux leur parc de centrales. C'est ainsi que les Allemands et les Français ont pris contact avec les Tchécoslovaques, que la France est présente en Hongrie et en Bulgarie, et que des premiers pas sont faits en direction des pays de la CEI, sans qu'il soit vraiment possible de savoir où l'on va compte tenu de la dilution actuelle des responsabilités. Bref, beaucoup de bonne volonté mais une grande lenteur à agir.

**Le** problème est moins technique que financier. La remise à niveau des réacteurs des pays de l'Est, si l'on en croit un expert allemand, devrait coûter quelque 8,4 milliards de dollars. Qui paiera la note ? Et même lorsque des fonds sont dégagés, comme c'est le cas en Bulgarie, qui devrait bénéficier d'une aide de 11 millions d'euros pour la centrale de Kozlodou, on bute sur une bureaucratie qui ralentit tout.

Comme la remarque M. Claude Birraux, rapporteur chargé du nucléaire à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, « nous ne pouvons nous permettre un nouveau Tchernobyl. Alors, finissons-en avec les problèmes juridiques soulevés par Bruxelles et mobilisons les pays occidentaux pour donner enfin une sûreté minimum aux installations nucléaires des pays de l'Est ». Le maintien de la confiance de l'opinion publique dans l'énergie nucléaire est à ce prix.

Lire les articles de JEAN-PAUL DUFOUR et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU page 10

MD147 - 0326 0 - 6,00 F



## De laborieuses tractations à Helsinki Karabakh : la CSCE convoque une conférence

Réunie, mardi 24 mars, à Helsinki, les ministres des affaires étrangères des cinquante et un pays membres de la CSCE ont décidé de convoquer une conférence internationale en vue de parvenir à un règlement politique du conflit du Haut-Karabakh. M. Jiri Dienstbier, chef de la diplomatie tchèque-slovaque, qui assume actuellement la présidence de la CSCE, se rendra en mission fin mars dans le Haut-Karabakh avec pour but « de réunir les conditions qui permettront l'ouverture aussi rapide que possible de cette conférence ». Celle-ci se tiendra probablement à Minsk, en Biélorussie.

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

Un processus analogue à celui qui fut mis en œuvre pour la Yougoslavie sous l'égide de la Communauté européenne devrait donc s'engager prochainement pour le Haut-Karabakh sous les auspices de la CSCE (1). Cette décision n'a pas été acquise sans peine et on pouvait redouter mardi, en début d'après-midi, que les ministres ne se séparent sans un accord sur ce projet. La CSCE aurait ainsi fait étalage de sa totale impuissance au moment même où elle prétend se doter des moyens de mieux prévenir et

de mieux gérer les crises. Il a fallu l'énergie déployée notamment par MM. Dienstbier, Genscher et Dumas pour que cette initiative, à l'origine française, soit finalement adoptée par tous les participants. Mais toutes les modalités de la conférence de paix ne sont pas encore arrêtées.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite et nos informations page 4, et le compte rendu de la réunion d'Helsinki page 3

(1) Il s'agit de tous les pays européens, ainsi que des États-Unis et du Canada, soit, après l'entrée mardi de la Slovaquie, de la Croatie et de la Hongrie, cinquante et un États.

## La Cinq moribonde

L'abandon par M. Silvio Berlusconi de son projet de reprise de La Cinq met un terme à une période agitée du paysage audiovisuel français. La Cinq, qui a échoué - sauf improbable miracle - vers une liquidation et l'instauration temporaire d'un « écran noir », cristallise les contradictions politiques et économiques du système : marché publicitaire trop étroit pour des chaînes généralistes jugées trop nombreuses, changement fréquent d'opérateurs, interventionnisme politique par le biais d'une réglementation coûteuse. Quel que soit le futur locataire du réseau hertzien de La Cinq, c'est une nouvelle période de l'audiovisuel français qui s'ouvre.

Lire les articles de MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES MAROU page 21 et la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 29

## Pas de dépistage systématique du sida

M. Jean-Louis Bianco a fait part de son hostilité au projet. Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

## ÉDUCATION • CAMPUS

### L'école après Maastricht

Le traité de Maastricht reconnaît l'éducation comme l'un des champs de compétence de la Communauté européenne et incite les Douze à développer leur coopération. Mais il se garde de proposer une véritable harmonisation, tant l'école et l'université restent symboliques des mentalités et des identités nationales. L'Europe du bac et des « profs » n'est pas pour demain.

Lire pages 11 à 18 les articles de GÉRARD COURTOIS, ELISABETH DEVAL, JEAN-MICHEL DUMAY, LAURENT ZECHINI et le point de vue de JEAN-PIERRE JALLADE

## ARTS ET SPECTACLES

### « Kafka », de Steven Soderbergh

En apparence aussi éloigné que possible de *Saus, mèresonges* et *vidéo*, premier film qui avait révélé Soderbergh (et lui avait valu une Palme d'or à Cannes), *Kafka* n'est ni une biographie ni une adaptation, mais un trépidant film noir. Dans le jeu des citations, Soderbergh fraie son propre chemin, rigoureux et ludique, qui finit par retrouver des traces imprévues de l'auteur du *Château*.

Lire les articles de JEAN-MICHEL FRODON et MICHEL COURNOT pages 31 à 33

Lire également

« Une exposition Germaine Richier. » Architecture : Rem Koolhaas et la ville Dall'Ava. « La photographie Suzanne Lafont au Jeu de paume. » pages 34 à 42

## POINT

### La sécheresse

page 20

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

« Le Monde des carrières », page 21

« Le Monde Immobilier », pages 24 et 25

## Refusant tout accord avec le Front national

## L'opposition tente de conjurer ses divisions renaissantes

Avant l'élection, vendredi 27 mars, des présidents des conseils régionaux, l'opposition, qui ne dispose de la majorité absolue que dans trois régions, s'efforce de faire respecter par ses élus son engagement de n'accepter aucun accord avec le Front national. Elle tente, dans le même temps, d'obtenir le concours des écologistes et surtout de conjurer les divisions qui renaissent entre le RPR et l'UDF. Dans plusieurs régions, en effet, le partage

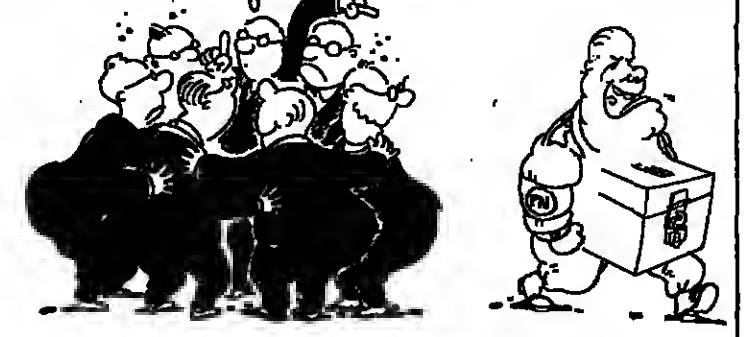
des responsabilités établi avant le scrutin entre les deux formations est contesté par les élus de l'une ou de l'autre. Au-delà de cette échéance, M. Giscard d'Estaing, qui reproche à M. Chirac d'avoir fait passer ses intérêts personnels avant ceux de l'union, a invité mardi son parti à « se montrer moins timide » à l'égard du RPR, notamment dans le prochain débat sur la ratification des accords de Maastricht.

## bioéthique

ON EST BIEN D'ACCORD, BANDE DE MALADES !... CERTAINS DONS D'ORGANES SONT INTERDITS !



PLANTU



par Daniel Canton

En cette folle semaine de tractations et d'enchères pour les présidences de région, l'opposition semble vivre de plus en plus dangereusement. Son union malmenée, un Front national qui fait peur, des écologistes qui déconcertent, les dirigeants du RPR et de l'UDF subissent la glorieuse incertitude de la proportionnelle. Entre les deux formations renaissent les suspensions et les divisions.

Depuis mardi soir, les dissensions entre le RPR et l'UDF en Bourgogne menacent tout l'édifice. Prenant ses distances avec les accords nationaux,

qui laissent la Bourgogne à l'UDF, M. Dominique Perben, député RPR de Saône-et-Loire et maire de Chalon-sur-Saône, s'est porté candidat face à M. Marcel Lucotte, maire d'Autun et président du groupe des Républicains et indépendants au Sénat. M. Perben fait valoir sa jeunesse et son dynamisme. L'UDF brandit les textes et demande au RPR de ramener à la raison son secrétaire général adjoint.

« Nous sommes décidés à porter cette affaire devant l'opinion publique », confiait mercredi matin M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF.

Lire la suite page 8

## La France ligotée

L'exécutif affaibli risque de se concentrer sur la politique intérieure et de freiner l'intégration européenne

par Daniel Vernet

M<sup>me</sup> Edith Cresson a beau dire que nos partenaires et voisins ne sont pas inquiétés de la situation en France, ils ont considéré avec intérêt et préoccupation les résultats des élections régionales. Aucun ne veut officiellement s'immiscer dans la politique intérieure française, mais rarement un scrutin local aura été suivi avec autant d'attention à l'étranger. Car personne ne s'y est trompé : derrière la désignation des conseillers régionaux, l'enjeu était bien la manière dont la France tenait gouvernée au cours des prochains mois, alors que la

construction de l'Europe fait face à des échéances importantes.

Sans doute nos voisins ont-ils toujours regardé avec quelque agacement la superbe gaulliste dont ont hérité les dirigeants socialistes, mais aucune *Schadenfreude* (joie maligne) ne se mêle, y compris chez les plus conservateurs, à la constatation que la France risque d'être paralysée pendant quelque temps, à cause, comme l'écrit l'éditorialiste du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « d'un président faible et d'un gouvernement encore plus faible ».

Lire la suite page 7.

Lire aussi

« Le palmarès des ministres-candidats » par PASCALE ROBERT-DIARD page 7

« Les « chasseurs » veulent se tenir à l'écart des combinaisons politiques » page 7

« La situation dans les régions : Corse, Guadeloupe, Haute-Normandie, Ile-de-France, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Réunion » Lire les articles de nos correspondants pages 8 et 9

DÉBATS : « Pour en finir avec la réforme électorale », par OLIVIER DUHAMEL ; « La vague verte », par MICHEL GODET ; « Surdités », par BRUNO DURIÉUX ; « Oublier Le Pen », par MAREK HALTER. Page 2

AMIN MAALOUF  
Le premier siècle après Béatrice

roman

Amin Maalouf

Le premier siècle après Béatrice



Grasset



## DÉBATS

Politique

## Pour en finir avec la réforme électorale

par Olivier Duhamel

**A**VEC les bouleversements des élections du 22 mars 1992 resurgissent les tentatives de la proportionnelle. Espérons qu'il ne soit pas inutile de rappeler à ce propos quelques principes simples, quoique fermes, sur lesquels les démocrates devraient s'entendre.

1. On ne change pas de mode de scrutin comme de chemise. Aucun système électoral n'est immuable, certes. Mais dans quel pays démocratique change-t-on le mode d'élection des députés à chaque élection? Aucun. La France aurait donc tout à gagner à ne pas s'installer dans ce travers.

2. On ne change pas de mode de scrutin à moins d'un en d'une échéance. Et ce n'est pas parce que les précédents en la matière sont légion qu'il faut s'en inspirer; dix fautes contre l'honnêteté ne justifient pas la onzième. Un mode de scrutin doit correspondre à un choix éthique et obéir à une cohérence institutionnelle. Le mariage des deux s'avère parfois difficile. Il ne s'opère en aucun cas dans le calcul partisan immédiat.

3. On ne change pas de mode de

scrutin sans un consensus minimum. Autant de nombreuses décisions politiques peuvent et doivent être prises contre l'opinion et contre l'opposition, autant celles qui touchent à l'exercice de la démocratie ne peuvent être imposées par une partie d'un parti minoritaire, même au pouvoir.

4. On ne change pas de mode de scrutin pour introduire un parti d'extrême droite à l'Assemblée. Un parti xénophobe, au programme de plus en plus nettement raciste, puisque concentrant ses haines sur l'immigration maghrébine et ses dérapages sur les juifs, prospère en France. Ce fait ne se retrouve dans aucun pays européen, hors l'Australie. Mais dans quel pays démocratique choisirait-on de substituer à un système majoritaire, qui tient l'extrême droite à distance de l'influence et du pouvoir, le scrutin proportionnel au moment même où l'extrême droite prospère?

5. On ne change pas de mode de scrutin pour achever un système politique malade. Il nous faut reconstruire les liens entre gouvernants et gouvernés; le scrutin majoritaire les favorise, et locale-

ment dans les circonscriptions, et nationalement en permettant aux électeurs de choisir la majorité parlementaire, donc gouvernementale. Il nous faut reconstruire des différences claires entre droite et gauche: le scrutin majoritaire y invite, mieux que la proportionnelle.

## Le confort du président

Ces cinq raisons devraient suffire. S'il faut descendre au niveau de l'opportunisme politique, ajoutons que le principal effet de la proportionnelle serait de faire entrer un peu d'écologistes mais beaucoup de lénistes à l'Assemblée. Ce sont ceux dont l'unique préoccupation est le confort de François Mitterrand à l'Élysée daignant se demander si le fait de remplacer des RPR ou UDF par cinquante à quatre-vingts lénistes lui rendrait la cohabitation plus facile? A l'oubli des principes, ces proportionnalistes ajoutent l'erreur de calcul.

Si tout cela était admis, on pourrait alors ouvrir la réflexion sur la recherche d'une représentation

pour les nouvelles forces politiques que le scrutin majoritaire écarte. Des solutions pourraient être trouvées dans un scrutin mixte. Une autre, moins dangereuse et plus claire, en gardant le majoritaire pour l'Assemblée et en élargissant le Sénat à la proportionnelle pure et directe. Écologistes et lénistes y auraient la parole sur la scène publique, mais pas le dernier mot, qui resterait à l'Assemblée majoritaire.

Quelle que soit la solution, elle devrait respecter les principes précédemment dégagés. Elle devrait être durable, par exemple inscrite dans une loi organique. Elle devrait être pour l'avenir, et ne pas jouer pour la prochaine élection, mais celle d'après. Elle devrait être consensuelle, ce qui se construit d'autant plus facilement que l'on aura admis d'en différer l'application. Elle ne devrait pas être mise en œuvre en pleine vague léniste. Elle devrait préserver l'élection majoritaire de l'Assemblée. A ces conditions, une réforme est envisageable. Sinon, elle abîmerait un peu plus la démocratie française.

## La vague verte

par Michel Godet

**C**OMMENT expliquer l'engouement soudain de l'électorat français pour les partis verts? Ces derniers ont recueilli plus de 14 % de voix aux régionales. Quel contraste avec les maigres résultats de 1986!

Il est vrai que les temps ont bien changé. A l'époque, le mécontentement vis-à-vis du gouvernement pouvait s'exprimer en votant pour l'opposition classique, puis il y a eu l'alternance et l'espoir libéral empêché par la cohabitation n'est plus - mais non exclu - par la Constitution de 1958, en l'occurrence dépassée par l'histoire. Si l'alternance paraît à nouveau probable, rien ne permet de présumer qu'elle sera plus gouvernable que la précédente, et ne débouchera pas à son tour sur l'élection du candidat de la gauche à la présidence de la République.

Aujourd'hui, de nombreux Français, déçus d'un socialisme plus affairiste que bien des capitalistes, rejettent avec dégoût le cynisme d'une gauche caviar aussi médiatique que sans éthique. Triste fin de règne qui n'est pas sans rappeler celle du roi Soléil! Après la vague rose, la vague morose! Il se trouve même des militants PS qui souhaitent renouveler leur parti et lui faire retrouver ses valeurs traditionnelles par une bonne cure d'opposition. Comme si le pouvoir, pour ne pas se corrompre, devait s'exercer pour un temps limité et ne pas devenir une fin en soi, d'où l'intérêt d'un mandat non renouvelable pour la présidence de la République.

Des millions de Français refusent de choisir entre blancs bonnets et bonnets blancs, d'autant qu'aucun n'est complètement net et

que presque tous paraissent usés ou démodés. Mais comment voter autrement et si possible utile, c'est-à-dire en faisant remonter certains messages?

Bien souvent, le vote sanction est nourri par la colère de ceux qui ont l'impression d'être devenus des étrangers dans leur propre quartier, ou bien par celle des chômeurs dont le nombre a triplé depuis 1975 alors que le gâteau du revenu national augmentait de plus de 50 %. Ou enfin par celle des paysans dont la fin est programmée et qui vivent comme des assistés tout en travaillant comme des forçats. Pour des millions d'électeurs, voter pour le Front national ou encore pour le Parti communiste, extrêmes d'autant plus attrayants qu'ils subissent aussi l'opprobre des pouvoirs établis.

## Voter autrement

Ce vote colère n'est pas sans danger, mais il est surtout irresponsable de ne pas remédier à ses causes bien connues, comme l'immigration incontrôlée, le refus de s'attaquer aux rigidités du marché du travail et du système éducatif, la course à la productivité par des subventions sur les produits et non des aides aux producteurs pour jouer la qualité et les services à haute valeur ajoutée.

Pour d'autres millions d'électeurs, voter autrement, en laissant la raison l'emporter sur la colère, c'est voter écologique. En effet, l'environnement fait à nouveau recette, et il a sans doute fallu des accidents du type Seveso, Three-Mile-Island et surtout Tchernobyl pour mobiliser l'opinion. Les

médias et les pouvoirs publics ont, en quelque sorte, préparé le terrain en entretenant l'angoisse sur le trou d'ozone, ou encore sur le réchauffement prévisible de la planète en raison de l'effet de serre. S'agit-il d'un phénomène passager ou durable?

La réponse n'est pas aisée. Souvenons-nous. Au début des années 80, on considérait que le problème des problèmes d'environnement était soluble. Aujourd'hui, cette tranquille assurance n'est plus de mise car quelques problèmes nouveaux ont fait irruption dans l'actualité et alimentent de multiples controverses. Ainsi, le fameux trou dans la couche d'ozone, dont l'existence et l'élargissement sont reconnus, évoluerait comme il l'a toujours fait, de manière aléatoire, en fonction des rythmes volcaniques?

A qui profite le doute? Certainement aux chercheurs qui voient ainsi se multiplier les crédits et les missions d'études. Mais aussi aux gouvernants qui se donnent ainsi, à peu de frais, des allures de responsables planétaires; alors même qu'ils sont incapables de résoudre leurs problèmes nationaux et d'empêcher la montée des colères.

Dans tous les cas, il s'agit d'un phénomène souhaitable pour ancrer durablement le long terme dans les préoccupations politiques. En effet, le temps politique des échéances électorales et le temps économique des touts d'actualisation conduisent à des horizons qui dépassent rarement le court terme. Hélas! le temps social et le temps écologique se situent à beaucoup plus long terme et ne sont pas maîtrisables à l'échelle d'une génération. Vis-à-vis des ressources

naturelles, l'homme se comporte trop souvent comme un prédateur.

Si une telle attitude est acceptable, pour les flux qui se renouvellent, elle ne l'est pas quand l'exploitation des flux entame les stocks (terres, forêts, poissons...). Avec de telles pratiques, nous avons pris le risque de financer la croissance en hypothéquant le développement futur et de transmettre un héritage négatif aux générations à venir (des villes et des paysages - les visages de nos pays - défigurés, des nappes polluées, des espèces exterminées, des déchets dangereux...). Nos enfants devront payer un lourd tribut pour réparer les dégâts de parents, mauvais citoyens, qui se comportent comme s'ils précédaient le déluge. La citoyenneté prospective, c'est aussi préserver l'avenir de ceux qui, par définition, sont mal défendus dans le présent.

La vague morose précède la montée des Verts mais ne l'explique qu'en partie. Tout se passe comme si la France s'offrait une grande marée verte pour donner l'impression de rattraper le retard pris sur ses voisins. Mais les forces de rappel jouent toujours dans les deux sens; après le flux vient le reflux. En Allemagne, les partis traditionnels ont largement intégré l'environnement dans leurs discours et leurs programmes et dépassé ainsi, au passage, les écologistes. De sorte que les Verts réduits aux écologistes, n'ont plus jamais dépassé 10 %.

Michel Godet est professeur de prospective industrielle.

## Surdité

par Bruno Durieux

**V**OS querelles ne sont pas les nôtres; vos frontières nous sont étrangères; vos discours nous laissent perplexes. Tel est, grosso modo, le message que les Français adressent pour le cinquième fois en quatre ans à leurs responsables politiques, et cela avec une clarté et une constance qui ne se démentent pas. Les résultats des élections régionales ne sont pas, loin de là, le fruit d'un comportement farsaque de l'électorat mais bien celui d'un comportement de bon sens et de sagesse. Car il était bien difficile de choisir, dimanche soir.

Appartenant à la famille centriste, libérale, sociale et européenne, j'ai observé avec surprise dimanche soir, comme des millions de Français qui partagent mes valeurs et mes convictions, qu'il n'y a pas eu de question de mon courant de pensée ni de ceux qui, en principe, le représentent. Comme des millions de Français, j'ai eu à choisir parmi plus de dix listes, sans qu'aucune n'affiche ce pour quoi j'aurais été heureux de voter. J'ai donc voté pour le mieux, approximativement.

Mes concitoyens dont les idées et les aspirations ne rejoignent pas les miennes ont sans doute ressenti la même insatisfaction. Mais le sens civique, allié à la patience, ne nous ont pas découragés. Nous sommes allés voter.

Combien de temps encore les formations politiques et leurs États-majors demeureront sourds aux appels des Français, pour la rénovation et la reconstitution politiques? Combien de temps encore les organisations partitanes bloqueront ou

torpilleront les initiatives des élus, aujourd'hui dans la majorité présidentielle ou dans l'opposition républicaine, lassés des artifices et des manœuvres, et désireux de se regrouper pour apporter leur concours au renouvellement de la vie politique et de ses clivages? Pendant combien de temps faudra-t-il encore se mesquer la vanité des unions de façade et des références à un passé révolu? Combien de temps encore refusera-t-on de voir que le monde a changé, que la société a changé, que les problèmes qui se posent à notre pays ont changé et que les électeurs sont profondément conscients de tout cela?

## Le manque d'audace sanctionné

Certains s'étonnent ou se lamentent de l'éclatement de la vie politique. On a aussitôt crié héro sur le baudet, la proportionnelle, de peur que la vérité qu'elle révèle ne porte tort aux calculs et aux ambitions. Pourtant, le dispersion des voix n'est que la sanction de la sclérose des équilibres et du manque d'audace de leurs chefs. C'est aussi un espoir pour ceux qui ne se résignent pas. Ils y verront un encouragement pour poursuivre dans le voie de la clarification et de la rénovation. Surtout si quelques hommes courageux, dans nos nouveaux conseils régionaux, enfreignent la loi des clans, composant la majorité nouvelle que les Français appellent de leurs vœux.

Bruno Durieux est ministre délégué à la santé.

## Oublier Le Pen

par Marek Halter

**N**ON, le problème, ce n'est pas Le Pen. L'intérêt assez morbide qu'il suscite à travers le monde à quelque chose de suspect. Dans toute société on observe des groupes de mécontents qui se regroupent, si le système de gouvernement le leur permet, à l'un ou l'autre des extrêmes politiques.

Que, par tempérament ou par ignorance, 15 % des Français suivent le Front national, comme ils auraient adhéré à tout autre mouvement bavard et violent, voilà qui est explicable et ne met aucunement en danger la démocratie. Dans ce cas, ce sont les raisons de cet effacement qui doivent nous intéresser.

Paradoxalement ce processus s'est accéléré en France, comme dans d'autres pays occidentaux, avec l'éclatement de l'empire soviétique. Comme si la présence à nos frontières d'un ennemi déclaré de la démocratie renforçait constamment celle-ci. La disparition de cet adversaire privilégié n'a pas supprimé la nécessité de s'affirmer contre un ennemi. Aussi ce moral, si nécessaire à l'existence du bien que nous croyons représenter, a changé de visage. Grâce à l'habileté d'une propagande, il a réapparu sous les traits de l'émigré.

Cela dit, le processus de l'affaiblissement de la démocratie a commencé bien avant la chute du mur de Berlin. Avec l'affaiblissement progressif de la société civile. Pénalisait ce que chaque individu devait consacrer une partie de son temps à ses occupations professionnelles et privées, et l'autre aux affaires publiques. Or l'État chez nous a depuis fort longtemps pris en charge les problèmes qui ont mobilisé par le passé les citoyens: les droits de l'homme, l'anticommunisme, l'écologie, l'organisation de la vie associative, l'action humanitaire. Bref, les questions de morale. Quand les rois se disent aussi prophètes, ces derniers passent la main.

Mais quand la seule sanction du jeu politique reste le politique, quand le débat démocratique n'intéresse plus qu'un petit nombre d'individus, on finit par réduire le vocabulaire: les mots employés par les uns s'ajustent, de plus en plus souvent, aux mots utilisés pour les autres. C'est ainsi qu'on a pu voir les adversaires du Front national, de gauche comme de

droite, se servir des expressions chères à Jean-Marie Le Pen.

Cette communication linguistique mène à une communauté de préoccupation: immigration, seuil de tolérance, violence. Donnant ainsi à croire qu'une fois l'immigration intégrée ou expulsée il n'y aurait plus ni exclusion ni chômage.

## Le problème c'est nous

A ce jeu-là, qui est le jeu des extrêmes, c'est bien entendu les extrêmes qui gagnent.

Cette dialectique perverse s'échappe pas à l'intelligence de nos hommes politiques. Aussi tentent-ils de manifester leur différence par d'autres moyens. Par des oppositions personnelles, par exemple. Au risque de disqualifier un peu plus nos règles républicaines, en renforçant par la même occasion la tendance abstentionniste ou, pire, le sentiment antidémocratique.

Si ces quelques réflexions correspondent, ne serait-ce qu'en partie, à la réalité, alors il est encore temps de réagir. Avant tout en renversant les priorités, en changeant les discours. Il s'agit donc d'extraire Jean-Marie Le Pen du centre du débat national, d'engager un véritable dialogue avec les citoyens sur les enjeux du monde de demain sans passer, comme d'habitude, par l'intermédiaire des commissions, des sous-commissions ou autres missions d'étude. Aujourd'hui nous avons moins besoin de spécialistes que de généralistes, et peut-être moins de moralistes que de réalistes.

Le problème, ce n'est pas Le Pen, le problème, c'est nous.

Précision. - Antonin Liebm souhaite préciser le sens de son intervention lors du colloque sur «les tribus et l'Europe» et que nous avons rapportée brièvement dans le Monde du 7 mars. Pour lui, il y a deux solutions possibles vis-à-vis des mouvements nationaux qui se manifestent en Europe: 1) reconnaître l'indépendance de tous ceux qui la demandent; 2) éviter de nouveaux morcellements dont les conséquences seraient pires que celles qu'a entraînées le traité de Versailles. Pour Antonin Liebm, seule la deuxième solution est envisageable, «tant, du moins, que n'existe pas une Europe véritable».

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprise, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2087

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au 111 40-65-20-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Guisebourg 94852 IVRY Cedex

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Téléc : 261.311 F

**ABONNEMENTS :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	571 F	790 F
6 mois	800 F	1 133 F	1 560 F
1 an	1 600 F	2 066 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris 199 2011 MON 101



# ETRANGER

La réunion des ministres des affaires étrangères à Helsinki

## La CSCE va s'efforcer de mettre au point de meilleurs mécanismes de sécurité

Les ministres des affaires étrangères de la CSCE étaient réunis à Helsinki le 24 mars pour un conseil extraordinaire, essentiellement consacré, outre l'inscription de trois nouveaux membres (Slovénie, Croatie, Géorgie), au conflit du Haut-Karabakh (lire page 4). Dans le même temps ils donnaient le coup d'envoi d'une réunion qui, lorsqu'ils auront quitté Helsinki le 26 mars, se poursuivra pendant trois mois au niveau de leurs représentants et dont l'objet est de réformer la CSCE dans le sens d'une plus grande efficacité. Le document élaboré dans cette enceinte devrait être adopté lors du troisième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CSCE qui se tiendra les 9 et 10 juillet dans la capitale finlandaise.

HELSINKI

de notre envoyée spéciale  
Comment assurer la sécurité en Europe ? La CSCE, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, est, comme toutes les instances et organisations régionales européennes, aux prises avec les nouvelles formes d'instabilité qu'ont libérées l'effondrement des régimes communistes et l'effacement de l'empire soviétique. Dépassée en vitesse par les événements, sollicitée en particulier aujourd'hui par la crise du Caucase qui engage certains des pays membres, elle est en train de chercher des moyens d'œuvrer efficacement au maintien de la paix, un peu comme l'a été dernièrement la CEE, harcelée par la crise yougoslave au moment même où elle préparait Maastricht.

Casques bleus  
et casques verts

Lors de la séance d'ouverture du conseil extraordinaire qui se tient à Helsinki, les participants (désormais au nombre de cinquante et un) n'ont fait que présenter à grands traits l'approche de leur pays les véritables négociations ne devant s'engager qu'après. Dès la première journée cependant, on a pu constater à la fois la richesse des propositions qui témoignent

d'un désir général de dater le continent de mécanismes capables de lui garantir la paix, et également les points de désaccord que les négociateurs auront à résoudre au cours des prochains mois.

L'une des questions centrales est de savoir si la CSCE doit se transformer en une sorte de mini-ONU capable de mettre sur pied des opérations de maintien de la paix et disposant de moyens de coercition. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, est l'un des plus ardents partisans de cette conception maximaliste de la CSCE. Il a fait valoir mardi 24 mars, qu'en termes du chapitre 8 de la Charte des Nations unies l'ONU peut autoriser des opérations régionales à mettre en œuvre des opérations de maintien de la paix et à prendre des mesures de caractère obligatoire : « La CSCE a-t-elle dit doit devenir une communauté d'action » c'est-à-dire se doter d'une dimension opérationnelle que, pour l'instant, elle n'a pas. Elle peut, estime M. Genscher, utiliser pour ce faire des moyens déjà existants, ceux de l'OTAN ou ceux de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Elle doit aussi disposer de ses propres « casques bleus » et même, selon le ministre allemand, de « casques verts » qui interviendraient pour défendre l'environnement. Une telle évolution permettrait évidemment à l'Allemagne de jouer sur le continent européen un rôle qu'elle n'est pas en mesure d'assumer à l'ONU puisqu'elle n'est pas un des membres permanents du Conseil de sécurité.

Plusieurs participants, sans adhérer totalement à cette approche allemande, font des propositions qui vont dans le même sens : la Suède suggère ainsi de doter la CSCE d'une force permanente de 50 000 hommes. Beaucoup d'autres insistent, qu'il est nécessaire d'articuler les moyens logistiques et militaires de l'OTAN avec la CSCE. C'est le point de vue des Etats-Unis, évidemment, qui voient là le moyen d'assurer leur droit de veto sur les affaires européennes, via l'Alliance atlantique, même si M. Eagleburger s'est montré très prudent dans son intervention de mardi.

C'est aussi le point de vue des Pays-Bas et de plusieurs pays de l'Est dont la Russie, qui s'est exprimée dans ce sens mardi par la voix de M. Kozirev. La France fera

vraisemblablement son possible pour freiner une telle évolution. Elle n'est pas favorable ni à la création d'une force d'intervention propre à la CSCE, qui ferait double emploi, dit-elle, avec les capacités de l'ONU, ni évidemment à l'entrée de l'OTAN dans la CSCE sous une forme ou sous une autre. Plutôt que de s'interroger sur les moyens d'intervention éventuels dans des conflits armés, elle insiste au contraire sur la nécessité de les prévenir ou de les désamorcer. C'est le sens de la proposition qu'elle avait présentée avec l'Allemagne lors de la dernière réunion ministérielle à Prague fin janvier, en faveur de la création d'une Cour de conciliation et d'arbitrage. M. Badinter s, depuis, peaufine le projet avec d'autres juristes de la CSCE. Cette idée a déjà recueilli le soutien de nombreux pays et même si d'autres, comme les Etats-Unis, sont encore peu enthousiastes, M. Roland Dumas estimait mardi que cette Cour d'arbitrage avait de bonnes chances d'être créée au sommet d'Helsinki en juillet, et mise sur pied tout de suite après.

Méfiance  
américaine

La deuxième proposition de la France, à plus long terme, est très ambitieuse : il s'agit de conclure entre pays membres un véritable « traité de sécurité ». Les engagements pris par les Etats dans le cadre de la CSCE n'ont jusqu'à présent pas de valeur juridique contraignante. Il s'agit, dans l'optique française, de la leur donner et de conclure sur un texte ayant l'autorité d'un traité des normes de bonne conduite et de non-agression entre les Etats européens. M. Dumas précisait mardi qu'il ne s'agit pas d'un texte concurrençant les alliances militaires existantes. Le projet n'en suscite pas moins une très grande méfiance, notamment de côté américain, et une prudente expectative du côté allemand. Il a en revanche recueilli le soutien explicite de M. Kozirev, qui l'a présenté mardi comme une proposition franco-russe. C'est en toute hypothèse la prochaine réunion de suivi de la CSCE, après le sommet de juillet, qu'il appartiendra, si mandat lui en est confié, de

réfléchir à un texte de cette nature, en même temps qu'à son sens à donner au processus du désarmement en Europe.

Un autre risque de glissement est apparu mardi à propos du problème des minorités, l'un des principaux facteurs d'instabilité dans les Balkans, le Caucase et virtuellement dans tout le continent. Les Pays-Bas ont proposé à la dernière réunion ministérielle la création d'un « Haut Commissaire de la CSCE pour les minorités » qui aurait pour fonction de rassembler les informations sur les tensions ethniques avant qu'elles ne dégénèrent en conflits ouverts, et de déclencher des mécanismes préventifs de bons offices. La France est parmi les pays membres qui n'adhèrent pas chez eux à la notion de minorité. Elle voit donc d'un très mauvais œil cette idée néerlandaise d'un commissaire qui viendrait se mêler des problèmes de la Corse par exemple, et elle lui oppose, là encore, sa proposition de Cour de conciliation et d'arbitrage. On a pu voir cependant, dès mardi à Helsinki, que cette proposition des Pays-Bas séduit plus d'un participant et paraît avoir le vent en poupe.

C. T.

Les Etats-Unis reconnaissent la Géorgie. — Les Etats-Unis ont établi, mardi 24 mars, des relations diplomatiques avec la Géorgie, reconnue le même jour par la CSCE. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué que les Etats-Unis ouvriront une ambassade « le plus tôt possible » à Tbilissi et soutiendront sa candidature aux organisations internationales telles que le FMI, car « le nouveau gouvernement géorgien a pris des mesures pour restaurer un régime civilisé et démocratique pour une réconciliation nationale et s'est engagé à tenir des élections parlementaires cette année ». — (AFP)

ISRAËL : après le refus américain des garanties bancaires

## M. Shamir compte sur les fonds de la diaspora

Moins d'une semaine après avoir choisi de poursuivre à grands frais la colonisation des territoires arabes occupés, quitte à faire son daili des garanties bancaires américaines, dont le pays avait, disait-il, « un grand besoin », le gouvernement israélien s'organise pour essayer de trouver ailleurs les fonds nécessaires à l'absorption des nouveaux immigrants. Tandis que la Japon, l'Allemagne et les banques suisses sont discrètement sondées par divers émissaires, c'est vers les communautés juives de l'étranger que M. Itzhak Shamir a suggéré, mardi 24 mars, de se tourner.

JÉRUSALEM

de notre correspondant  
La diaspora juive acceptera-t-elle de payer pour les rêves idéologiques de M. Itzhak Shamir ? « Ces deux derniers jours », a affirmé le chef du gouvernement, j'ai reçu des coups de fil de juifs du monde entier qui me disent : « Regardez, monsieur le premier ministre, nous sommes là, nous donnerons de l'argent, nous vous donnerons nos propres garanties... ». M. Shamir s'exprimait à l'occasion d'une cérémonie officielle célébrant l'arrivée en « Terre Sainte » du quatre cent mille immigré juif depuis octobre 1989. Mais M. Simha Dinitz, président de l'Agence juive, l'organisme qui suscite et finance l'immigration vers Israël, était absent de cette cérémonie, qu'il a jugée « déplacée » à l'heure où « après dix ans » des nouveaux Israéliens « sont sans emploi et vivent dans des conditions particulièrement difficiles ».

Encore plus optimiste que d'ordinaire, le premier ministre, qui n'ignore plus que son parti, le Likoud, aura peut-être fort à faire pour battre l'opposition travailliste aux élections générales de juin prochain, s'est, cependant, convaincu qu'en trois ou quatre ans le problème serait réglé. Bien que la vague d'immigration se soit considérablement ralentie ces derniers mois — moins de cinq mille nouveaux arrivants

par mois, alors que les estimations officielles tablent sur deux cent mille immigrants supplémentaires cette année — M. Shamir est certain que des juifs continueront de venir en grand nombre s'installer en Israël.

« Cette terre d'Israël, qui va absorber la grande immigration de Russie et d'ailleurs, ne peut pas devenir un Etat paillard », a-t-il dit, englobant dans l'expression « terre d'Israël » les territoires de Cisjordanie et de Gaza où vivent près de deux millions de Palestiniens. En clair, le premier ministre a fait, mardi, de la politique. D'autres, pendant ce temps, font les comptes...

Nouveaux  
sacrifices

Israël avait demandé aux Etats-Unis qu'ils accordent une garantie bancaire qui aurait permis aux autorités de l'Etat juif de lever un total de 10 milliards de dollars sur cinq ans. Or, l'an dernier, pour reprendre la suggestion de M. Shamir, la diaspora internationale avait apporté, sous diverses formes, autour de 1,5 milliard de dollars. Dans quelle mesure les communautés juives pourraient-elles augmenter leur effort et, en partie au moins, se substituer à l'Amérique défaillante sans diminuer leur apport annuel traditionnel ? Nul ne le sait.

En attendant, les sursauts économiques de l'Etat juif ne sont pas bons. M. Jacob Frankel, gouverneur de la Banque d'Israël, n'a pas caché, mardi, qu'il faudrait sans doute que l'opinion israélienne se résigne à de nouveaux sacrifices. Après avoir indiqué que la croissance de l'économie nationale s'était déjà notablement ralentie ces derniers mois et que le rythme des exportations, comme celui des importations, avait également diminué, M. Frankel a appelé le gouvernement à revoir en baisse le budget voté au début de l'année par la Knesset. « Il n'y a pas d'autre solution que de réduire les dépenses et donc les services publics », a-t-il dit, rappelant au passage que le budget de l'année en cours avait prévu, à tort, une rentrée de 2 milliards de dollars sur les dix que les garanties américaines auraient dû permettre de lever...

PATRICE CLAUDE

Malgré le compromis annoncé lundi à New-York

## Washington insiste pour que la Libye se conforme à « toutes les exigences » de l'ONU

Les Etats-Unis ont démenti, mardi 24 mars, avoir suspendu leurs démarches au Conseil de sécurité des Nations unies pour faire adopter une résolution imposant des sanctions à la Libye. Soupçonnant Tripoli de vouloir « gagner du temps » pour « éviter de remplir pleinement ses obligations vis-à-vis de la communauté internationale », le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a estimé que « l'action de la Ligue arabe ne constitue pas une alternative à la pleine conformité avec les termes de la résolution » 731 du Conseil de sécurité des Nations unies.

« Il n'y a pas de pause dans l'activité des Nations unies », a dit M. Tutwiler. Le représentant français à l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, avait annoncé lundi que Washington, Paris et Londres avaient accepté de suspendre — pendant quelques jours — leurs démarches tendant à faire adopter un projet d'embargo aérien et militaire contre la Libye.

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué que l'annonce selon laquelle la Libye s'engageait à remettre à la Ligue arabe ses deux agents accusés de l'attentat contre le Boeing de la PanAm en 1988 (270 morts) « laisse beaucoup à désirer » et « de notre point de vue ne répond pas aux critères » fixés. « Nous continuons de vouloir un respect de toutes les exigences » de la résolution 731 du Conseil de sécurité adopté en jan-

vier dernier, a-t-il ajouté. A la question de savoir si Washington consentait de faire pression pour un embargo contre la Libye tant que ce pays ne sera pas totalement plié à ces conditions, M. Fitzwater a répondu : « Oui, nous le ferons ».

« Un affront  
sans précédent » à l'islam

A Tripoli, l'agence libyenne JANA a jugé « étrange » mardi la mission lancée le jour même à Tripoli par la Ligue arabe, affirmant qu'extraditer pendant le mois de ramadan les deux Libyens accusés constituerait « un affront sans précédent » à l'islam. « Il est vraiment étrange qu'une mission vienne pendant les dix derniers jours (du ramadan) et parle de livrer des gens et de les juger alors qu'ils sont en train de jeûner et de s'adonner au culte divin », a souligné JANA dénonçant « le mépris et les injures faites à la religion musulmane ». « Voici l'Occident chrétien, représenté par la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui hisse

la bannière des croisés et qui lance un affront sans précédent à l'islam », a ajouté l'agence libyenne.

Avant son arrivée mardi soir à Tripoli, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Esmat Abdel Meguid, avait fait savoir que son organisation ne se fera remettre les deux Libyens accusés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie qu'à condition que Tripoli accepte par écrit qu'ils soient livrés ultérieurement aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne (1). Accueillie avec réserve à Tripoli, la délégation égyptienne a regagné mercredi le Caire, apparemment sans résultat. Interrogé par les journalistes, M. Abdel Meguid a simplement déclaré : « Les consultations se poursuivent ». — (AFP, Reuters)

(1) La résolution 731 « demande instantanément aux autorités libyennes d'apporter immédiatement une réponse complète et effective » aux requêtes présentées par Washington, Londres et Paris, mais ne mentionne pas explicitement l'extradition.

Le siège de la Commission du Pacifique Sud maintenu à Nouméa. — Le siège de la Commission du Pacifique Sud (CPS) sera reconstruit à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), ont décidé, mardi 24 mars, les représentants des vingt-trois pays participant à la conférence extraordinaire de l'organisation régionale réunie dans la capitale du territoire français. Le projet présenté par la France et la Nouvelle-Calédonie, qui prévoit la reconstruction du siège de la CPS sur un terrain proche du siège actuel, a obtenu 16 voix, contre 7 à celui présenté par les îles Fidji, qui

prévoyait le transfert de la CPS à Suva. — (AFP)

M. Vivien en Inde et au Népal. — Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères est arrivé, mardi 24 mars, à New-Delhi pour une visite officielle de six jours. Après des entretiens avec, notamment, le premier ministre M. Rao et le responsable de la diplomatie indienne M. Solanki, M. Alain Vivien se rendra à Bombay et Calcutta. La tournée du secrétaire d'Etat dans le sous-continent se poursuivra au Népal, où M. Vivien doit demeurer trois jours. — (AFP)

GIBRALTAR • ATHENS • CAIRO • ISTANBUL • ROME • MONTPELLIER

ZURICH • GATWICK • MANCHESTER • NEWCASTLE • NICE • INVERNESS • LEESEY • OSLO • AMSTERDAM • PARIS

BERNE • STOCKHOLM • INNSBRUCK • TEESIDE • BERLIN • BRUSSELS

VIENNA • HEATHROW • IBIZA • MADRID • LOURDES • PERTINIAN • TOULOUSE • BARCELONA • ABERDEEN

## Londres Gatwick aller-retour huit fois par jour



Entre 7h55, premier départ de Paris et 20h15, dernier retour de Londres, l'un des huit vols proposés chaque jour par Dan-Air entre Ruissey et Londres Gatwick correspondra certainement à vos horaires.

L'aéroport de Gatwick, situé à 30 minutes en train du centre de Londres, offre des correspondances Dan-Air avec quatre villes britanniques, dont Manchester et Aberdeen, et avec de nombreuses autres destinations.

Nous offrons un large éventail de prix pour les voyages d'affaires et de détente, ainsi qu'un service d'excellente qualité.

Nos appareils sont également des plus modernes : BAe 146 et Boeing 737.

Pour toute réservation, contactez votre agence de voyages ou Dan-Air au 47-47-44-44.





## EUROPE

Alors que les incidents se multiplient en Croatie

## La situation ne cesse de se dégrader en Bosnie-Herzégovine

Un regain de tension en Croatie a amené le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), le général Sathie Nembier, à adresser, mardi 24 mars, un appel « urgent » aux autorités de Zagreb et Belgrade leur demandant de tout mettre en œuvre pour empêcher les violations du cessez-le-feu, « de plus en plus fréquentes et sérieuses ». La recrudescence des affrontements, estime le général (indien) Nambiar, « accroît le risque d'un report de l'engagement complet de la FORPRONU ». La reprise des combats sur plusieurs fronts, qui ont fait plus de vingt morts depuis dimanche, coïncide avec le déploiement sur le terrain des premières équipes de « casques bleus ».

BELGRADE

de notre correspondante

Les incidents qui se multiplient depuis le week-end ont touché, mardi 24 mars, plusieurs points de Slavonie orientale (dans l'est de la Croatie) ainsi que Dubrovnik, où les forces croates et serbo-fédérales se sont affrontées autour de l'hôtel Belvédère. La situation continue, par ailleurs, à se dégrader en Bosnie-Herzégovine. Les incidents intercommunautaires qui se propagent dans cette République où cohabitent musulmans (43,7 %), Serbes (31,4 %) et Croates (17,3 %) menacent de dégénérer à tout moment en guerre civile.

Explosions, barricades et affrontements armés font désormais partie du quotidien. Estimant que « la situation était très tendue », la présidence de Bosnie-Herzégovine, réunie d'urgence, a décidé d'envoyer des patrouilles conjointes de la police bosniaque et de l'armée yougoslave à Neum et à Mostar (en Herzégovine, sud-ouest de la République), à Bosanski Brod (dans le nord-est, à la frontière croate), ainsi que dans la région de Gorazde et Visegrad (dans l'est). Observateurs de la CEE et de l'ONU se sont en outre rendus mardi dans ces zones de crise.

Opposés à l'indépendance de la

Bosnie-Herzégovine, les dirigeants de la communauté serbe réclament le partage de la République. Les négociations engagées par les représentants des trois communautés sous l'égide de la CEE en février dernier avaient abouti, mercredi 18 mars, à un accord de principe sur un projet de réorganisation de la Bosnie-Herzégovine prévoyant la création d'un Etat fédéral où trois unités constituantes formées sur une base ethnique se partageraient le pouvoir avec une autorité centrale (le 20 mars). Ce découpage — qui devait, selon les leaders serbes, « permettre d'éviter la guerre civile » — se heurte cependant aux appétits de chacune des trois communautés qui se disputent la part du lion. Le patchwork ethnique de la Bosnie craque aux coutures. Chacun revendique la subdivision des communes mixtes, le rattachement de villages à d'autres zones ou bien la création de corridors pour relier les enclaves.

Un partage impossible

Point de départ des négociations, la carte proposée par la CEE et basée sur la carte ethnique de la Bosnie-Herzégovine a révélé le caractère injuste de la partition d'une République où sont enchevêtrés trois peuples. A titre d'exemple, 59 % des Croates et 50 % des Serbes resteraient en dehors de leurs enclaves respectives. La communauté croate, qui a réclamé mardi la modification du découpage ethnique en prenant en compte d'autres critères, a estimé que ce type de partage avait « semé la confusion ». Les musulmans, pour lesquels le découpage serait viable puisque 82 % de la communauté serait rassemblée sur 44 % du territoire, y restent toutefois opposés et se contentent de le considérer comme la base éventuelle d'une décentralisation d'un Etat bosniaque indépendant et unitaire.

Les Serbes, qui revendiquent près de 65 % de la Bosnie, ne se satisfiraient pas des 44 % qui leur reviendraient actuellement. Réunis mardi dans la commune à majorité serbe de Pale, à une quinzaine de kilomètres de la capitale, les députés ont annoncé qu'ils promulgueraient

solennellement, vendredi 27 mars, à Sarajevo la Constitution de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » autoproclamée en janvier dernier. Ils ont, en outre, adopté une série de textes prévoyant notamment la création d'une garde nationale serbe. Le président de cette assemblée, M. Momcilo Krajisnik, a par ailleurs déclaré que si les trois communautés ne parvenaient pas à un accord sur la formation d'une confédération composée de trois Etats souverains, « les Serbes auraient la force de se rattacher à la Serbie et au Monténégro ». En d'autres termes, si l'indépendance et l'indivisibilité de la Bosnie-Herzégovine sont reconnues en avril par les Douze, la communauté serbe fera sécession.

« Les incidents qui se sont produits ces derniers jours en plusieurs points de la République n'annoncent-ils pas une prochaine annexion de territoires et un redécoupage des frontières ? » Le quotidien bosniaque *Oslobodjenje* constate la similitude de situation entre celle prévalant aujourd'hui en Bosnie et celle qui a précédé la guerre en Croatie — barrières, routes minées, affrontements sporadiques, attaques contre les postes de police, etc.

Avec une forte concentration militaire (quelque 150 000 soldats de l'armée serbo-fédérale) et la présence de formations paramilitaires au sein des trois communautés, la Bosnie-Herzégovine est une véritable poudrière qui menace d'exploser à tout instant. Nul doute que les partis — à base communautaire — n'hésiteront pas à déclencher une guerre s'ils ne peuvent parvenir à un compromis. Or, un affrontement généralisé entre Serbes, Croates et musulmans pourrait avoir des répercussions directes sur les Républiques voisines. Déjà, des Croates en conflit avec l'armée serbo-fédérale à Neum et Bosanski Brod, deux communes frontalières de la Croatie, ont réclame le soutien des forces de Zagreb. De son côté, le commandement de l'armée, opposé à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, a réaffirmé qu'il n'abandonnerait pas cette République.

FLORENCE HARTMANN

CEI : poursuite des combats au Haut-Karabakh

## L'Azerbaïdjan envisage une « économie de guerre »

Réuni mardi 24 mars en session extraordinaire à Bakou, pour la première fois depuis la démission du président Moutalibov le 6 mars, le parlement azerbaïdjanais débattait de l'introduction d'une « économie de guerre » pour reprendre le contrôle de son enclave du Haut-Karabakh. « La priorité des priorités est la création d'une armée nationale (...). Toutes les usines doivent travailler à un régime de guerre », a lancé aux députés le président intérimaire, M. Iagoub Mamedov, tout en réaffirmant qu'une « solution politique » du conflit reste l'objectif de l'Azerbaïdjan.

Le parlement, encore dominé par les ex-communistes, devait aussi entendre les résultats des négociations menées entre le pouvoir intérimaire et l'opposition, notamment le Front populaire, pour la formation d'un gouvernement de coalition. Un membre de l'opposition « radicale », M. Rahim Gaziev, a cependant déjà été nommé ministre

de la défense. Devant le Parlement, il a déploré « le manque de coordination totale » sur le front entre forces armées, « dont même le type et la quantité d'armements » ne sont pas connus.

S'exprimant avant l'annonce d'un accord à Helsinki pour la tenue d'une conférence internationale de paix sur le Haut-Karabakh, M. Gaziev, de même que le ministre des affaires étrangères Hussein Sadykov, ont réaffirmé que les négociations devaient être menées entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sans participation de représentants arméniens de l'enclave, auxquels seule une « autonomie culturelle et sociale » pouvait être accordée.

Sur le terrain, les tirs croisés se sont poursuivis mardi, faisant de nouvelles victimes malgré l'acceptation par Bakou et Erevan d'un cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'Iran. En outre, cinq combattants arméniens, accusés d'avoir tué un journaliste azerbaïdjanais et les trois militaires azerbaïdjanais qui

l'escortaient lors d'un reportage dans le Haut-Karabakh il y a un an, ont été reconnus coupables et condamnés à mort lundi, a annoncé l'agence Interfax citant le parquet à Bakou.

Les députés de la CICE, qui ont pu franchir pour la première fois la semaine dernière la ligne de front entre Agdam et Stepanakert, ont été autorisés à visiter les prisonniers de part et d'autre.

Mais les journalistes qui accompagnaient le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire Bernard Kouchner dans son trajet entre ces deux villes ont pu constater le traitement infligé aux otages des deux camps : trois corps brûlés, dont l'un aux mains attachées avec du fil de fer, ont été remis aux Azerbaïdjanais, alors que, dans l'hôpital de Stepanakert, trois cadavres remis par les forces armées, selon les médecins présents, avaient les yeux arrachés. — (AFP, Reuters)

M. Gorbatchev juge M. Eltsine

## « Une maison de fous »

M. Mikhail Gorbatchev n'a « certainement pas l'intention de quitter la scène politique ». L'ex-président de l'ex-URSS vient d'ailleurs de confier au *Washington Post* que la volume de ses Mémoires sur lequel il travaille actuellement s'intitule : « Tout est encore devant nous ».

Pour l'heure, son rôle politique consiste surtout à critiquer ses successeurs et même ses anciens partisans, puisqu'il reproche aux dirigeants américains de s'être comportés en « unique superpuissance ».

Quant aux nouveaux maîtres de la Russie, de l'Ukraine et autres Républiques de la CEE, « on verra que ce ne sont que des personnes naïves provisoires », assure M. Gorbatchev dans cet entretien, publié mercredi 25 mars.

En économie, M. Boris Eltsine « met la charrue devant les boeufs », tandis que « le pays est en train d'être déchiré ». « C'est de la pure folie. Ça me rappelle l'atmosphère d'une maison de fous. Ils parlent même de se répartir le Musée de l'Ermitage et la Galerie Tretiakov... »

Après plus de trois cent jours dans l'espace

## Le cosmonaute Sergueï Krikalev est revenu sur terre

Après plus de trois cent jours dans l'espace, le cosmonaute russe Sergueï Krikalev est revenu sur Terre, mercredi 25 mars. Venant de la station Mir, le vaisseau Soyuz TM-13 a atterri à 9 h 51 (heure française) au Kazakhstan, à 37 kilomètres de la ville d'Arkalyk, 6 secondes avant l'heure prévue, a annoncé la chaîne de télévision de la CEE. Se trouvant également à son bord Alexandre Volkov, qui a tenu compagnie pendant cinq mois à son collègue Krikalev, et l'astronaute allemand Klaus Dietrich Fladt, qui vient de passer huit jours à bord de la station spatiale russe. Soyuz avait décollé le 17 mars de la zone de Baïkonour avec ce dernier, ainsi que les cosmonautes russes Alexandre Viktorovitch et Alexandre Kaleri, qui sont restés à bord de Mir. Il s'agissait de la première mission spatiale de la CEE depuis la disparition de l'URSS. — (AFP)

Q. Aide aux enfants de Moscou. — L'association Aide à la Russie informe que les manifestations prévues à la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris du 23 mars au 2 avril dans le cadre de l'opération « Aide aux enfants de Moscou » sont reportées à une date et dans un lieu qui seront communiqués ultérieurement. La collecte des dons se poursuit.

► Renseignements : 75, rue du Javelot, 75013 Paris. Tél. : 45-70-95-40.

GRANDE-BRETAGNE : la campagne pour les élections du 9 avril

## Les travaillistes devançant légèrement les conservateurs dans les sondages

A deux semaines des élections du 9 avril, l'image de M. John Major reste forte dans l'opinion, bien plus que celle de son adversaire, M. Neil Kinnock : le chef du Labour ne parvient pas à combler l'écart entre la popularité et la crédibilité — en hausse — de son propre parti, et la sienne, désespérément faible. Le premier ministre connaît un phénomène inverse, puisque sa propre image est plus forte que celle de la formation qu'il dirige. A l'issue de la première « manche » de cette campagne électorale, le constat s'impose : les conservateurs ne parviennent pas à « décoller ».

LONDRES

de notre correspondant

Pendant huit jours, les conservateurs ont martelé un argument « prioritaire » : la propension « historique » des travaillistes à augmenter les impôts. Mais la prestation budgétaire de M. John Smith, le chancelier de l'Echiquier du « cabinet fantôme », qui dénotait une relative prudence, a plutôt rassuré les milieux économiques. Les sondages sanctionnent cet échec des conservateurs : trois nouvelles enquêtes d'opinion, publiées mercredi 25 mars, confirment que le Labour devance son adversaire d'une courte tête (41 % contre 38 %). Mais, selon les pollistes, un tiers de l'électorat est « flottant », c'est-à-dire indécis ou prêt à changer d'opinion. « Les conservateurs sont jugés sur leur bilan plus que sur leurs promesses », estiment les experts, ce qui, sur le



PANCHO

terrain économique au moins, n'est pas forcément flattereur.

M. Major et ses stratèges continuent, pour leur part, d'affirmer que le coût des engagements budgétaires du Labour représente la somme faramineuse de 38 milliards de livres (1), soit une augmentation des impôts, pour chaque contribuable, de 1 250 livres.

## Rencontres au coin du feu

En même temps, les Tories ont réalisé que l'image de M. Major — *The Nice Guy* (le chic type) — pouvait devenir contre-productive, parce que trop floue. Ils ont donc échangé de stratégie : il s'agit de

« densifier » le personnage du premier ministre.

M. Major n'est pas une « bête politique », comme l'était son prédécesseur, M. Thatcher. Son registre est plutôt celui des rencontres « au coin du feu » organisées devant deux cents invités — tous militants conservateurs — et une batterie de caméras de télévision. Il n'a pas davantage l'expérience des campagnes électorales, ni la rhétorique de son adversaire. Le premier ministre a donc, ces derniers jours, « musclé » ses discours, les attaques contre les « dangers » que ferait courir à la Grande-Bretagne un gouvernement travailliste devant systématiquement.

M. Thatcher, qui le soutient du

bout des lèvres, a maintenu le voyage qu'elle avait prévu aux Etats-Unis... huit jours avant le scrutin. Est-ce — de la part de celle que l'on dit effarée par l'ampleur du déficit budgétaire prévu par les conservateurs — un « service minimum » ? M. Kinnock profite de ces atterrissements et courtise avec ostentation les milieux industriels, afin de compléter le « lifting » du Labour.

S'étant plutôt bien sortis de cette passe d'armes sur la pression fiscale, les travaillistes s'efforcent de déplacer le débat sur la santé, l'un de leurs points forts. Le parti de M. Major va tenter, au contraire, d'exploiter l'un de ses atouts, la politique étrangère, pour montrer qu'il serait imprudent de confier les destinées du pays à M. Kinnock, totalement « inexpérimenté » dans ce domaine.

LAURENT ZECCHINI

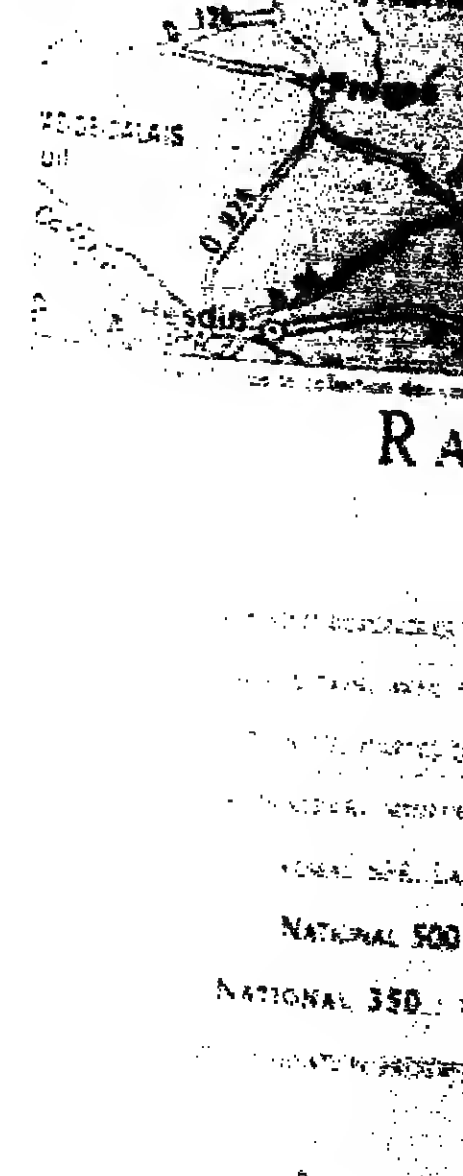
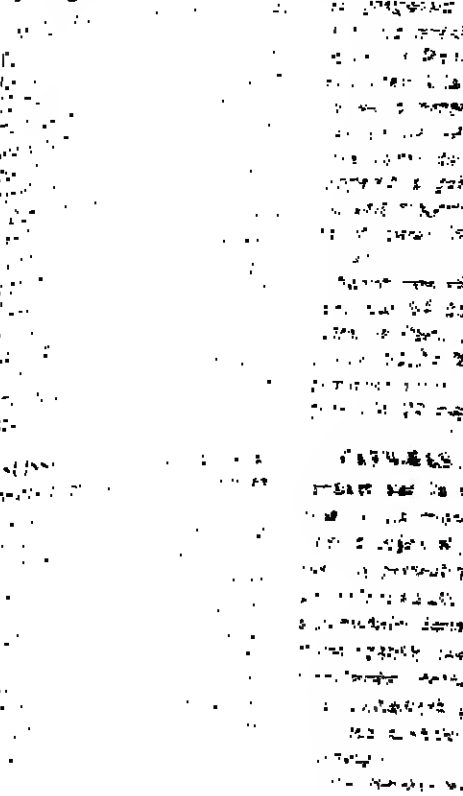
(1) Une livre sterling = environ 10 francs français.

Q. IRLANDE DU NORD : un membre de l'IRA condamné à vingt-deux ans de prison. — Un membre de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), Thomas Martin O'Dwyer, qui était inculpé de trente-trois crimes terroristes — dont une tentative de destruction de la piste de l'aéroport international de Belfast et plusieurs tentatives de meurtre contre des soldats et des policiers — a été condamné, mardi 24 mars à Belfast, à vingt-deux ans de prison. — (AFP)

DES LIVRES  
Le Monde

CLAIRE TRÉAN

ABANE  
M. Berisha souhaite un gouvernement de



مكتبة من الكتب



## EUROPE

**ALBANIE** : après la victoire électorale de l'opposition

### M. Berisha souhaite former un gouvernement de coalition

M. Sali Berisha, le président du Parti démocratique qui a remporté les élections législatives du 22 mars en Albanie, a souhaité, mardi 24 mars, pouvoir former un gouvernement de coalition avec des « personnalités extérieures » et bénéficier de l'aide de l'Occident. Dans un entretien accordé à l'AFP, M. Berisha, qui semble avoir toutes les chances de devenir le prochain président de la République, a écarté la possibilité de voir l'écrivain Ismail Kadare briser ce poste. « Il ne s'est jamais occupé de politique », a-t-il déclaré. Ismail Kadare, qui vit en France depuis 1990, a annoncé lundi qu'il

se préparait à retourner en Albanie. Le président actuel, le communiste Ramiz Alia, a estimé de son côté, à la radio albanaise, qu'il fallait à présent « accélérer le processus de réforme de toutes les structures de pouvoir » ; son sort dépend à présent du Parlement, où une majorité de 67 % est nécessaire pour révoquer le chef de l'Etat.

Selon des résultats officiels portant sur 99 des 100 zones électorales, le Parti démocratique a remporté 62,29 % des suffrages au premier tour. Le second tour est prévu le 29 mars. — (AFP, Reuters).

**SUISSE** : la visite du général Schwarzkopf provoque des violences — Des affrontements ont eu lieu, lundi 23 mars, dans la ville suisse de Winterthur, au nord de Zurich, entre des manifestants et les forces de l'ordre lors de la venue du général américain Norman Schwarzkopf, commandant des forces alliées durant la guerre du Golfe. La manifestation, autorisée, avait été organisée par des mouvements écologistes et de gauche. (AFP).

**PAYS-BAS** : référendum à Amsterdam sur la circulation automobile. — La municipalité d'Amsterdam a organisé, mercredi 25 mars, pour la première fois aux Pays-Bas, un référendum sur la circulation automobile dans le centre-ville. La municipalité, qui limite déjà cette circulation, demande aux habitants s'ils souhaitent que cette politique soit maintenue ou accentuée. — (Corresp.)

**ESPAGNE** : dans son discours sur l'état de la nation

### M. Gonzalez maintient son attitude de fermeté face au terrorisme

Dans son discours sur l'état de la nation, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a minimisé, mardi 24 mars, les accusations de corruption, maintenu une attitude de fermeté vis-à-vis du terrorisme et demandé des efforts à la population pour atteindre les objectifs de la convergence économique avec l'Europe d'ici à 1996.

MADRID

de notre correspondant

« L'unique critère objectif pour mesurer le degré de corruption dans un Etat de droit est le nombre de sentences condamnant des responsables politiques pour corruption », a déclaré M. Gonzalez estimant que « l'Espagne n'a pas un problème de corruption supérieur à celui des autres pays » mais « un problème d'opinion publique ». Le chef du gouvernement a ouvert le débat en déclarant que les scandales pour les transformer

en « instrument de propagande », se disant partisan « d'expulser de la vie politique ceux qui sont corrompus et ceux qui manipulent ce thème avec des accusations fausses et infondées... » Cette dernière remarque a provoqué des rouspades au sein du Congrès des députés, car le pouvoir socialiste a introduit dans le projet de nouveau Code pénal le délit de diffamation. Ce qui suscite de nombreuses critiques, tout particulièrement dans la presse qui accuse les autorités de vouloir le bâillonner.

La presse et l'opposition se gargarisent tout naturellement des « affaires » aux rejets financiers qui sortent régulièrement et aboutissent rarement à des sanctions judiciaires.

La dernière en date, le scandale Ibero, une banque privée, a éclaboussé le gouvernement de la banque d'Espagne, M. Mariano Rubio, lequel a offert à deux reprises sa démission. Le leader de l'opposition, M. José María Aznar, qui a da nouveau réclamer son départ, s'est fait traiter « d'irresponsable » par M. Gonzalez pour qui le gouverneur est « une personne honora-

ble qui fait l'objet d'une terrible campagne ».

Si le thème de la corruption, qui empoisonne la vie politique espagnole, a occupé une bonne partie des débats, le président du gouvernement a pour la première fois exprimé sa position quant aux négociations qui se sont ouvertes entre le Parti nationaliste basque (PNV) et la coalition Herri Batasuna considérée comme l'aile légale du mouvement séparatiste ETA.

Dix-huit victimes depuis le mois de janvier

Des pourparlers susceptibles d'aboutir à une trêve en cette année cruciale pour l'Espagne alors que le terrorisme a déjà fait dix-huit victimes depuis le mois de janvier. M. Gonzalez ne croit pas que ce dialogue va « permettre d'avancer sur la voie de l'éradication du terrorisme et le gouvernement n'est pas disposé à mettre en péril le consensus démocratique si quelque chose est accepté ». La position des autorités est constante, a affirmé M. Gonzalez, et elle ne variera pas : pas question de céder

au chantage de la violence d'autant que la police continue de marquer des points et que le mouvement armé se marginalise de plus en plus.

Le président du gouvernement a d'autre part demandé la collaboration de la population pour atteindre l'objectif de la convergence avec l'Europe d'ici à 1996. Le rapport de l'OCDE publié le 20 mars est venu rappeler aux responsables socialistes espagnols qu'il fallait faire de sérieux efforts pour se mettre à l'heure européenne. M. Gonzalez veut réduire l'inflation, le déficit budgétaire et les dépenses publiques. Pour l'heure, il s'est contenté de donner les lignes générales sans entrer dans le détail des ajustements qui s'imposent pour relancer la croissance et réduire le chômage (15,5 %), qui reste l'un des plus élevés de la Communauté. « Le futur de notre bien-être et de notre stabilité, a fait remarquer M. Gonzalez, dépend de notre capacité à surmonter avec succès le défi de la construction européenne. »

MICHEL BOLE-RICHARD



## RADIOTÉLÉPHONE LIGNE SFR, UN RÉSEAU NATIONAL.

LES SERVICES LIGNE SFR SONT DISPONIBLES SUR LA MAJEURE PARTIE DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN, AVEC PLUS DE 500 RELAIS INSTALLÉS. LA COLLECTION DES CARTES DE COUVERTURE SFR, MODÉLISÉES PAR ORDINATEUR, MONTRE PRÉCISEMENT LE CARACTÈRE NATIONAL DU RÉSEAU SFR. LA SFR PROPOSE TROIS TYPES D'ABONNEMENT : NATIONAL 500 : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAIN. NATIONAL 350 : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAIN, AVEC UTILISATION PRÉFÉRENTIELLE DES HEURES

**LIGNE  
SFR**  
LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

DE FAIBLE TRAFIC. PROVINCE 250 : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAIN SAUF L'ÎLE-DE-FRANCE. PRENEZ CONTACT AVEC VOTRE DISTRIBUTEUR DU RÉSEAU + SFR. IL VOUS FERA LA DÉMONSTRATION DE L'APPAREIL DE VOTRE CHOIX, VOUS DONNERA TOUTES LES INDICATIONS SUR LA COUVERTURE, LA TARIFICATION ET L'ABONNEMENT OU'IL VOUS CONSEILLE. IL EFFECTUERA L'INSTALLATION SELON LES RÈGLES DE L'ART ET DANS LES DÉLAIS CONVENUS. IL VOUS ASSURE LA GARANTIE ET LE SERVICE APRES VENTE.

Pour tout renseignement sur les services Ligne SFR et l'adresse du distributeur SFR le plus proche, contactez notre service Relations Clientèle au (1) 45.88.90.00 ou consultez le minitel 3615 Code SFR.



## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la course à la Maison Blanche

## M. Jerry Brown a remporté la primaire démocrate du Connecticut

M. Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie, a remporté, mardi 24 mars, la primaire démocrate du Connecticut (sur la côte nord-est), devant le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton, qui n'en reste pas moins de très loin le candidat démocrate le mieux placé dans la course à la Me-

son Blanche. Du côté républicain, le président George Bush l'emporte confortablement (67 % des voix) sur M. Patrick Buchanan. La prochaine bataille sérieuse aura lieu le 7 avril avec les primaires républicaines et démocrate de l'Etat de New-York.

## Des convictions à géométrie variable

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Jerry Brown ira jusqu'au bout. Dernier démocrate à faire encore concurrence à M. Bill Clinton, M. Jerry Brown continuera à harceler le gouverneur de l'Arkansas jusqu'à la convention de New-York, en juillet. A cinquante-trois ans, politicien professionnel depuis trente ans, l'ancien gouverneur de Californie s'est, paradoxalement, réincarné dans le rôle de l'outsider qui vient défer l'Establishment politique traditionnel.

Quand il monte sur l'estrade des réunions électorales, il ne dit pas « je propose » mais lance un très révolutionnaire : « nous, le peuple ». Héritier d'une des plus puissantes et riches familles politiques de Californie — son père, Edmund « Pat » Brown, fut gouverneur de cet Etat de 1959 à 1967 — toujours impeccablement sanglé dans de luxueux costumes gris, il se présente comme le porte-parole des déshérités, déclassés et recalés du modèle américain. Au revers droit de son veston, il arbore un ruban rose-orange, « un signe de solidarité avec les victimes du sida ».

Dans une campagne où les deux principaux protagonistes, MM. George Bush et Bill Clinton, sont obscurcis par la conquête d'une boudeuse classe moyenne, M. Brown et Buchanan sont soutenus par les seuls à parler des pauvres et des chômeurs. M. Jerry Brown s'annonce comme le chef d'un mouvement d'insurgés, pourfendant « un système politique corrompu par l'argent » : les groupes d'intérêts privés qui financent les campagnes électorales ont réduit à néant, affirme-t-il, l'indépendance des élus. Il se refuse à accepter des contributions individuelles de plus de 100 dollars (la loi autorise 1 000 dollars). Il n'emploie que sept permanents, là où MM. Bush et Clinton ont des armées de conseillers ; il dort chez les militants et voyage souvent sur les lignes

commerciales, alors que ses concurrents se déplacent en avion-charger.

Depuis le départ de M. Tom Harkin, le sénateur de l'Iowa, qui représentait la gauche démocrate traditionnelle dans cette campagne, M. Jerry Brown cherche à capter l'électorat des ouvriers syndiqués. Il dispute aussi à M. Bill Clinton l'électorat noir, qui se sent quelque peu orphelin depuis le retrait de la vie politique active du pasteur Jesse Jackson.



Dans cette dernière bataille, M. Jerry Brown a sans doute marqué des points avec la dernière en date des bourdes du gouverneur de l'Arkansas. Le candidat Clinton, pourtant largement soutenu par les Noirs, est allé jouer au golf dans un club de l'Arkansas qui ne compte que des blancs : en principe, les Noirs ne peuvent s'y inscrire, mais les conditions de parrainage font qu'il n'y a que des membres blancs.

Cette fois-ci, M. Jerry Brown est hargneux. Fils de gouverneur, comme on l'a vu plus haut, ancien élève des Jésuites, trois ans séminariste, diplômé de la prestigieuse faculté de droit de Yale, la politique a été son

seul métier ou presque. Il est en 1974 le plus jeune gouverneur de Californie, le plus grand Etat de l'Union. Réélu une deuxième fois en 1978, il laisse le souvenir d'un précurseur en matière d'économies d'énergie et de protection de l'environnement. Il fut déjà deux fois candidat à l'élection présidentielle, en 1976 puis 1980, avant de se retirer pour quelques années de méditation : il apprend l'espagnol dans un village mexicain ; on le retrouve au Japon où il aigüise sa quête spirituelle dans un monastère zen avant d'aller travailler en Inde auprès de Mère Teresa.

De retour en Californie, il assure la présidence du Parti démocrate de l'Etat. A l'époque, il conduit une féroce bataille contre les tentatives de limiter les contributions financières aux candidats à une élection. L'affaire est révélatrice d'un des plus gros reproches que l'on fait à M. Jerry Brown : ses convictions sont, comme les murs de papier d'un temple zen japonais : à géométrie variable. Il mène sa carrière politique avec des contorsions de yogi. A Los Angeles, il est internationaliste et libre-échangiste ; dans le Nord ruiné par la compétition japonaise, le voilà protectionniste. Lui qui fut le défenseur des grosses contributions privées aux politiques prêche aujourd'hui l'ascétisme avec toute la vigueur des nouveaux convertis.

« Ce gars-là se réinvente tous les jours », a lancé M. Bill Clinton. Exaspéré par ce vétéran de la politique qui entend se donner des airs de contempteur des élites, un autre démocrate, M. Paul Tsongas, lui a fait observer : « Vous pouvez difficilement jouer les marginaux tout en étant candidat à la présidence, c'est-à-dire candidat à occuper le cœur même du système ». La conclusion s'impose : M. Brown a un problème de crédibilité.

ALAIN FRACHON

## AFRIQUE

TUNISIE : après l'adoption d'une nouvelle loi

## La Ligue des droits de l'homme est menacée de disparition

TUNIS

de notre correspondant

Après quinze ans d'existence, la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) est menacée de disparition. C'est, du moins, l'opinion de la plupart de ses dirigeants après le vote à l'unanimité, mardi 24 mars, par la Chambre des députés, d'une nouvelle loi réglementant l'activité des associations (le Monde du 17 mars).

En rendant obligatoire l'acceptation des demandes d'adhésion et en interdisant le cumul des responsabilités associatives et politiques, les dispositions qui viennent d'être adoptées vont à l'encontre de

l'organisation de la Ligue, qui a toujours tenu à être sélective dans le choix de ses militants et soucieuse de maintenir à sa tête un consensus entre les diverses sensibilités politiques. Maintenant, elle va devoir obéir ou encourir une dissolution « de plein droit » dans les trente jours qui suivront la promulgation du nouveau texte. Devant les députés, le ministre de l'intérieur, M. Abdallah Kallel, n'a pas cité une seule fois le nom de la Ligue mais a déclaré : « Il nous incombe de sauvegarder l'autonomie des associations (...) tout en veillant à ce qu'elles demeurent à l'écart de toute manipulation politique (...), loin de toute exclusion ou nouage, car elles ne sont la propriété de

personne, et ne sauraient être la chasse gardée d'un groupe fermé ».

Même si elle est de portée générale, la loi, à l'évidence, vise tout particulièrement la Ligue, dont les prises de position, ces derniers mois, ont de plus en plus irrité les autorités. Alors que les médias sont strictement contrôlés, que les partis de l'opposition s'essouffent dans un dialogue interminable avec le pouvoir et s'engouffrent en querelles intestines, la LTDH a été la voix la plus écoutée quand elle a déploré certains abus, notamment dans la lutte menée contre les islamistes, dont elle a aussi condamné la violence.

MICHEL DEURÉ

## EN BREF

AFRIQUE DU SUD : prise d'otages dans une mine de charbon. — Pour protester contre la discrimination raciale et le licenciement de deux cents de leurs collègues et de trois responsables syndicaux, des ouvriers noirs, en grève, ont gardé en otage, mardi 24 mars, pendant plusieurs heures, quinze responsables blancs dans une mine de charbon de la province du Natal. Les otages, détenus au fond d'un puits, ont été libérés dans la soirée. — (AFP.)

CAMBODGE : M. Hun Sen demande à Washington de débloquent son aide. — A son arrivée à Washington, venant de Tokyo, le chef du gouvernement cambodgien, M. Hun Sen, a demandé, mardi 24 mars, aux Etats-Unis de débloquent des fonds pour l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC). La principale menace pour l'application des accords de paix de Paris, a-t-il estimé, est le manque de fonds. Dans ce cas, « les Khmers rouges

constituent un réel danger pour le peuple cambodgien. Les Etats-Unis souhaitent éviter leur retour et nous constituons la force majeure contre ce retour », a-t-il ajouté. — (AFP.)

CAMEROUN : un dirigeant étudiant condamné à cinq mois de prison. — Considéré comme un des principaux dirigeants du mouvement étudiant, M. Benjamin Senfo Tonkam, inculpé de port de faux papiers, a été condamné, vendredi 20 mars, à cinq mois de prison ferme par le tribunal de première instance de Yaoundé, a-t-on appris, lundi, de source officielle. Ayant été arrêté et incarcéré en novembre 1991, il devrait être prochainement libéré.

GABON : l'opposition appelle à la grève générale. — La Coordination de l'opposition démocratique (COD), qui regroupe les huit principaux partis d'opposition, a appelé, mardi 24 mars, à Libre-

ville, à l'organisation de journées « villes mortes » à partir de jeudi, sur l'ensemble du territoire, pour protester contre la mort d'une manifestante, lundi, La COD a demandé à ce que « les coupables, qui sont connus », soient sanctionnés. — (AFP.)

HAITI : une délégation de la presse n'a pas pu rencontrer le journaliste emprisonné. — Une délégation de six membres de la presse haïtienne et étrangère n'a pu rencontrer Paul Jean Mario, un journaliste emprisonné depuis le 9 novembre dernier à la prison de Petit-Goâve (80 km au sud-ouest de Port-au-Prince), a-t-on appris, mardi 24 mars, de source officielle, correspondant de Radio-Antilles International, une radio privée de la capitale qui a cessé ses émissions après avoir été victime de plusieurs agressions armées après le coup d'Etat du 30 septembre dernier, a selon sa famille, subi des sévices graves mettant sa santé en péril lors de sa détention. — (AFP.)

## ASIE

CORÉE DU SUD : les élections législatives

## Défaite morale du parti au pouvoir qui perd la majorité absolue au Parlement

TOKYO

de notre correspondant

La méfiance manifestée par les électeurs à l'égard du parti gouvernemental dans les élections générales du mardi 24 mars constitue une défaite morale pour celui-ci. Bien que la formation qui soutient le président Roh Tae-woo frôle la majorité simple, la progression de l'opposition n'en est pas moins symptomatique d'un désaveu.

Le verdict des électeurs aura des conséquences négatives sur la vie parlementaire, qui retourne à la situation d'instabilité qui prévalait au lendemain des élections d'avril 1988. L'ambition de M. Kim Young-sam, président exécutif du Parti démocrate-libéral (PDL), de prétendre à la succession du président Roh, dont le mandat s'achève en décembre prochain, se trouve sérieusement compromise. Il paraît vraisemblable que M. Kim devra assumer la responsabilité des mauvais résultats obtenus par son parti. Sa défaite ne fera en tout cas qu'attiser les attaques de ses

adversaires au sein de son propre mouvement.

Le PDL n'a obtenu que 149 sièges sur les 299 à pourvoir alors qu'il disposait jusqu'à d'une large majorité des deux-tiers. Le Parti démocrate de M. Kim Dae-jung remporte, en revanche, 97 sièges, une vingtaine de plus que dans l'Assemblée précédente. La percée la plus remarquable est celle du Parti pour l'unification nationale (PUN), nouvellement formé par le patriarche de l'industrie coréenne et fondateur du groupe Hyundai, M. Chung Ju-yong : il emporte 32 sièges. Un score qui dépasse les pronostics qui lui accordaient au maximum une vingtaine d'élus. Les indépendants, eux, en comptent 22.

Même si le système d'attribution de 62 sièges — qui sont soustraits à l'élection pour être répartis en fonction des résultats obtenus — privilégie le parti qui arrive en tête et pallie la faiblesse du score du PDL, le recul de ce dernier n'en est pas moins évident : sur les 237 sièges soumis au choix des électeurs, le PDL n'en a

obtenu que 116, soit moins de la moitié.

La tactique du camp au pouvoir, qui était de disposer d'un grand « parti attrape-tout », formé en 1990 par la fusion de l'ancien parti gouvernemental, de l'opposition centriste de M. Kim Young-sam et de celle, conservatrice, de M. Kim Jong-pil, n'a donc pas porté ses fruits. L'électorat a, au contraire, exprimé sa volonté de freiner « la course folle d'un parti géant cherchant à exercer un monopole du pouvoir sur le modèle du Parti libéral-démocrate japonais », note un commentateur coréen.

La victoire du Parti démocrate de M. Kim Dae-jung permettra à celui-ci de briguer, une nouvelle fois, la présidence de la République. Son rival de toujours, M. Kim Young-sam, paraît en revanche le grand perdant d'un scrutin dans lequel il menait à la bataille le parti gouvernemental. Dans l'immédiat, il va s'employer à attirer les indépendants afin de reconstituer une majorité.

PHILIPPE PONS

Succès de M. Chung Ju-yong, fondateur du groupe Hyundai

## Le coup de patte du vieux lion

TOKYO

de notre correspondant

La traditionnelle bataille entre le parti gouvernemental et l'opposition, doublée de la non moins habituelle rivalité entre les deux Kim (M. Kim Young-sam et Kim Dae-jung) ont été éclipsées par le bras de fer entre le pouvoir et le plus puissant des barons de l'économie, M. Chung Ju-yong, fondateur du groupe Hyundai (le Monde-Economie du 28 janvier).

Les résultats obtenus par son parti pour l'unification nationale (PUN) font de M. Chung, sinon un futur candidat à la présidence, du moins un « faiseur de roi » qui pèsera d'un poids déterminant dans la bataille pour la succession de M. Roh Tae-woo. Compte tenu du morcellement des forces politiques au Parlement, le PUN se

trouve en outre dans une position charnière. L'entrée à la scène politique reflète le caractère d'un personnage haut en couleur qui, sans autre bagage que sa détermination, a bâti l'empire industriel Hyundai (40 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1991). Très lié au président Park Chung-hee (1961-1979), mais en coquette, puis en opposition ouverte avec ses successeurs, M. Chung entendait régler ses comptes avec le pouvoir. Le coup de patte du vieux lion a porté.

Avec une pléiade de conservateurs non axiomatics d'utopisme, mais ayant aussi su présenter des candidats populaires — tel que M. Kim Dong-gil, ancien professeur à l'université Yonsei et vedette de télévision —, le PUN a donné à

l'électorat conservateur l'occasion de rejeter le parti gouvernemental sans avoir à voter pour l'opposition.

Le harcèlement auquel s'est livré la gouvernante pour barrer la route à M. Chung — coupure des crédits au groupe Hyundai, tracas administratifs à menaces d'un nouveau redressement fiscal — lui a attiré la sympathie de ses homologues industriels et d'une frange de l'opinion publique. Sa percée politique est révélatrice de la fracture entre le gouvernement et les « barons » de l'économie. Une fronde qui entame cette collusion entre les conglomérats (chaebol) et le gouvernement, qui fut l'un des piliers de l'expansion économique de la Corée du Sud.

Ph. P.

AFGHANISTAN : rumeurs de coup d'Etat, explosion et fusillades

## Kaboul vit des heures tendues

Kaboul a vécu, mardi 24 mars, des heures très tendues, rapporte l'envoyée spéciale de l'AFP. Après une journée où ont circulé des rumeurs de coup d'Etat, une explosion a secoué la capitale vers 22 heures, précédant des tirs nourris d'armes automatiques qui ont été entendus en plusieurs points de la ville. Tendis que retentissaient des sirènes d'ambulance, le fusillade s'est poursuivie une heure durant.

Origine de cette agitation : un incendie au quartier général de la garde présidentielle, au pied de la vieille forteresse de Kaboul. Le feu a fait sauter des entrepôts de munitions. La panique s'est alors répandue parmi les soldats et militaires qui gardent la ville durant le couvre-feu. Le caserne a été entièrement détruite. Pour les autorités, l'incendie était dû à un court-circuit. Le fait, cependant, que le propre frère de M. Najibullah soit le chef de la garde présidentielle

a encouragé les rumeurs. Dans la journée de mardi, le représentant du secrétaire général des Nations unies, M. Benon Sevan, était arrivé de façon inopinée à Kaboul. Il a aussitôt rencontré le chef de l'Etat, ainsi que diverses personnalités, dont M. Abdul Wakil, ministre des affaires étrangères. M. Sevan aurait été porteur d'un message du premier ministre pakistanais.

Des rumeurs instantanées avaient circulé mardi à Kaboul selon lesquelles une réunion, la veille, de responsables du parti au pouvoir Watan (ex-communiste) aurait décidé la mise à l'écart de M. Najibullah. Selon des sources bien informées à Kaboul, les responsables de ce « coup » seraient des personnalités décidées à favoriser une démocratisation du pays et à entreprendre des négociations avec la résistance sous l'égide de l'ONU. Les jours précédents, cependant, il était plutôt admis que les difficultés de M. Najibullah venaient des « durs » du régime, en particulier les militaires, proches de la faction communiste Khalk, qui a dirigé le pays du coup d'Etat d'avril

1978 à l'invasion soviétique en 1979. Le Khalk reproche au chef de l'Etat son maintien irrésolu de la « crise du Nord » causée par l'insubordination de milices pro-gouvernementales composées de minorités ethniques (Ouzbeks, turcophones, principalement) ou religieuses (chiites islamites). M. Najibullah avait provoqué leur colère, fin janvier, en tentant de nommer un officier de sa propre ethnie pachoune en remplacement d'un turcophone tadjik, le général Momin, au poste-clé de commandant de la garnison de Hayatano, frontalière de l'Ouzbékistan. Mais, lorsque les miliciens du commandant ouzbek Rashid Dostom ont appuyé le refus du général Momin d'obéir à Kaboul, M. Najibullah n'a pas pris de mesures pour faire plier les récalcitrants.

Les « durs » du Watan sont d'autant plus fondés à reprocher cette hésitation au chef de l'Etat qu'il s'en est suivi plusieurs semaines de confusion. En particulier, les milices ont exercé une pression sur les approvisionnements destinés à Kaboul en provenance de l'ex-URSS, via Hayatano. Par ailleurs, des groupes de moudjahidines implantés au nord de l'Hindou-Kouch, ont pu contrôler l'afflux vers la capitale de produits stratégiques, notamment du fuel, en provenance de l'Iran.

Enfin, les milices ont favorisé, le 18 mars, l'entrée à Mazar-i-Sharif de moudjahidines du commandant Massoud. Depuis lors la situation est confuse dans la principale ville du nord du pays : le régime et le parti Jamiat-i-Islami du commandant Massoud assurent la contrôler en tout ou partie (le Monde du 21 mars). Le même 18 mars, M. Najibullah déclarait à la radio de Kaboul qu'il était prêt à céder le pouvoir à un « gouvernement intérimaire » si celui-ci parvenait à se constituer sous l'égide de l'ONU. Bien que cette position fût celle du président afghan depuis des mois, sa formulation en un moment de troubles a contribué à convaincre que ses jours au pouvoir sont comptés.

J.-P. C.

مكة من الشمال



# POLITIQUE

Les élections régionales et cantonales

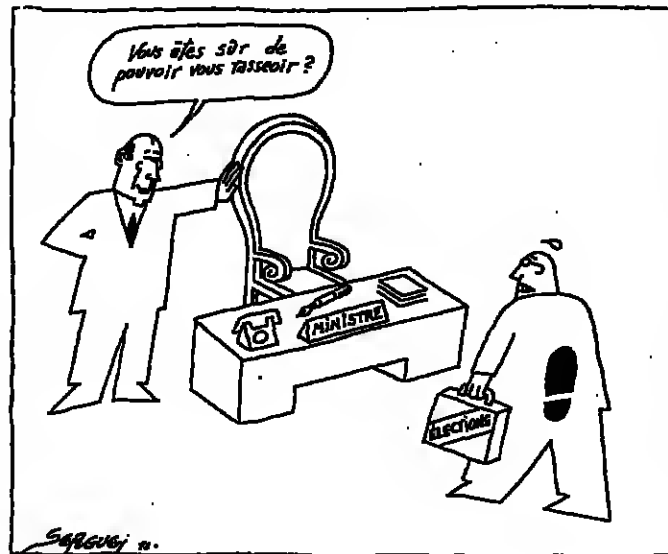
## Le palmarès des ministres-candidats

La vaillance du président de la République et du premier ministre d'envoyer les membres du gouvernement sur la « terre » pour les élections régionales n'a pas donné, à quelques exceptions près, l'effet de lacrimative escompté. Les électeurs n'ont guère été impressionnés par les ministres au pas de l'État qui avaient accepté de faire don de leur titre et de leur personne aux listes régionales.

Sur les vingt-cinq membres du gouvernement candidats, dont dix-neuf en tête de liste, seuls sept d'entre eux — MM. Jack Lang dans le Lot-et-Garonne, André Saignes dans l'Indre, Jean-Louis Bianco dans les Alpes-de-Haute-Provence, M. Elisabeth Guigou dans le Vaucluse, M. Jacques Mellick dans le Pas-de-Calais, Michel Charasse dans le Puy-de-Dôme et Michel Delebarre dans le Nord — limitent à moins de 10 points la chute du PS et des listes de la majorité présidentielle par rapport aux élections régionales de 1986.

Parmi ces heureuses exceptions, MM. Lang, avec 31,84 % des suffrages exprimés, et Laignes, avec 28,68 %, figurent en tête des meilleurs ministres-candidats. M. Bianco, « parachuté » dans les Alpes-de-Haute-Provence, obtient un score honorable (25,28 %) dans un département d'habitude socialiste. Autre « parachuté », M. Guigou n'a pas pu empêcher le succès de la liste Front national, arrivée en deuxième position derrière celle de l'UPF, mais elle a finalement reconquis son nom les voix des socialistes déchirés du Vaucluse. MM. Louis Mexandeau dans le Calvados, Louis Le Pensec dans la Finistère — où il était secondé par M. Kofi Yamgnane — et Laurent Cathala dans le Val-de-Marne, « agités » dans la moyenne nationale du PS.

Paris et sa couronne ont sanctionné durement les personnalités du gouvernement : la présence de deux secrétaires d'État, MM. Marcel Debarge et Véronique Neiertz, n'a pas suffi à séduire les électeurs de Seine-



Saint-Denis et, en dépit de la fâcheuse implantation locale de M. Oeborg, le chut a été supérieure à 12 points. Après son échec aux municipales de 1988 contre M. Jacques Chirac, Paris a répété à M. Jaxe qu'elle ne l'aime pas, en lui accordant 13 points de moins qu'à M. Lionel Jospin en 1986. Les Hauts-de-Seine n'ont pas été sensibles à M. Michel Sapin (moins 13,39 points), et l'Eure n'a guère éprouvé de respect pour le maire de la ville d'Évry, M. Jacques Guyard, secrétaire d'État à l'enseignement technique, dont le liste perdue de 16 points par rapport à 1986.

Autres échecs, ceux de MM. Philippe Marchand dans son fief de Charente-Maritime et de Lionel Jospin en Haute-Garonne, malgré un fort engagement personnel du ministre de l'Éducation nationale dans la région Midi-Pyrénées, où le PS chute de plus de 13 points. La Haute-Saône n'a pas fait honneur à M. Jean-Noël Jeanneney (moins 14,28 points). La Seine-Maritime ne s'est pas flattée de voir le premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius et

le ministre de la jeunesse et des sports, Mme Frédérique Bredin, venir querir ses suffrages. Quant à la liste PS du Rhône, sur laquelle le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popereau, figurait en dernière position, elle obtient près de 15 points de moins que celle de 1986, candidate à l'époque par... M. Jean Popereau.

### Double succès pour M. Jack Lang

Le dernier de la classe est M. Louis Mermaz dans l'Isère, où les socialistes chutent de plus de 17 points et perdent près de la moitié de leurs sièges au conseil régional Rhône-Alpes (25 contre 48). Les mauvais élèves n'ont plus qu'à espérer qu'un ne les jugera pas seulement sur leurs notes électorales pour déterminer s'ils peuvent ou non passer dans le prochain gouvernement.

Décidément bienheureux, M. Lang passe avec les honneurs l'épreuve des cantonales : candidat dans sa ville de Blois (Loir-et-Cher), il l'emporte tranquillement, dès le premier tour, avec

51,83 % des suffrages. M. Jean-Michel Baylet lui ravit le palmarès du succès électoral, en recueillant dans le canton de Valence (Tarn-et-Garonne), dont il était le conseiller général sortant, plus de 55 % des voix. Tous deux peuvent désormais assister en spectateurs à la bataille politique que tous les autres membres du gouvernement vont devoir mener d'ici le 23 mars.

À l'exception de M. Bianco, arrivé derrière le conseiller sortant RPR à Forcalquier, dans les Alpes-de-Haute-Provence — où le PS ne craint plus guère à ses chances d'enlever la présidence du conseil général à la droite —, les ministres ou les secrétaires d'État candidats aux élections cantonales sont tous en ballottage favorable. Parmi les conseillers généraux sortants, seul M. Pierre Bédégovoy améliore son score à Nevers-Est (Nièvre) par rapport à 1985, où il ne l'avait emporté que de six voix. M. Laurent Cathala se maintient tout juste à Créteil-Sud (Val-de-Marne) et M. Jacques Mellick a perdu des voix sur le chemin de Béthune-Est à Béthune-Nord, où il se présente aujourd'hui.

M. Edith Cresson premier ministre fait moins bien que M. Cresson ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur en n'obtenant que 38,76 % des suffrages exprimés contre 42,11, en 1985 dans son canton de Châtelleraut-Ouest. M. Jospin, qui l'avait emporté haut la main, en 1988, avec 58,71 % des voix dès le premier tour, a perdu 18 points et beaucoup d'électeurs en trois ans.

Dans l'Orne, en revanche, les électeurs, qui avaient très largement boudé le candidat socialiste aux cantonales de 1985, ont visiblement goûté l'arrivée dans le canton d'Argentan-Ouest de M. François Douhin (MRG), ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, qui, dès le premier tour, a fait faire un saut de plus de 35 points à la majorité présidentielle.

PASCALLE ROBERT-DIARD

## Les « chasseurs » veulent se tenir à l'écart des combinaisons

Le mouvement Chasse, pêche, nature, tradition (CPNT) a confirmé en cours des élections régionales, à la faveur du scrutin proportionnel, la percée effectuée à l'occasion des européennes de juin 1989. Présents dans trente-sept départements, les candidats CPNT remportent vingt-neuf sièges répartis dans treize régions (1). Le mouvement est certes en retrait dans les départements où il avait obtenu ses meilleurs scores il y a deux ans, la Somme, la Charente-Maritime, les Landes, la Dordogne ou la Gironde, mais il y conserve de fortes positions et progresse dans vingt et un autres départements. En dehors du Sud-Ouest, berceau historique du mouvement, les « chasseurs » font leurs meilleurs résultats dans les départements ruraux comme le Cantal, l'Aube, ou la Corrèze.

La crise agricole aidant, le mouvement pourrait disposer sans doute d'un vivier de votes protestataires. Pourtant, le discours sur la « ruralité », articulé autour de l'aménagement du territoire et de l'exploitation agricole familiale, que prône le président de CPNT, M. André Goustat, élimine du cours de la campagne pour les régionales. Mouvement catégoriel constitué au départ en réaction contre les directives européennes sur la chasse et appuyé sur le solide réseau des fédérations départementales de la chasse (mais ce n'est pas toujours le rôle, M. Pierre Bédégovoy, conseiller régional de Champagne-Ardenne,

est ainsi en conflit avec celle de l'Aube), le CPNT, qui apparaît avant tout comme une réaction anti-écologiste, n'en tient jusqu'à présent à aucun discours contre « les écologistes ».

Compte tenu de l'émiettement des forces politiques dans la plupart des conseils régionaux, les « chasseurs » se retrouvent souvent co arbitres de l'élection des présidents régionaux. En Aquitaine, évidemment, où leurs dix élus constituent la troisième force politique régionale, mais aussi en Bourgogne, en Languedoc-Roussillon ou en Picardie. « Ni à droite, ni à gauche », les élus, qu'ils soient d'anciens proches du RPR ou de l'UDF ou d'anciens militants PS, n'ont jusqu'à présent choisi de ne pas entrer dans les combinaisons élaborées en vue de l'élection des présidents de régions. Ils ont également affirmé nettement leur hostilité au Front national. Il reste à savoir si ces « chasseurs » auront la capacité de conserver leur identité en restant ainsi à la marge, sans programme, ou s'ils ne seront pas absorbés par les systèmes de majorités régionales, selon un mécanisme qui a coûté près d'une quarantaine d'élus régionaux au FN entre 1986 et 1992.

GILLES PARIS

(1) Aquitaine (10 élus), Auvergne (1), Bourgogne (1), Champagne-Ardenne (2), Languedoc-Roussillon (1), Limousin (1), Midi-Pyrénées (3), Nord-Pas-de-Calais (2), Haute-Normandie (1), Pays-de-la-Loire (1), Picardie (1), Poitou-Charentes (2), Rhône-Alpes (1).

## Hautes-Pyrénées : le MRG pourrait perdre la présidence du conseil général

TARBES

de notre correspondant

Tous les signaux d'alerte sont allumés chez les radicaux de gauche du canton d'Ossun. La personnalité emblématique du MRG local, M. Hubert Peyou, président sortant du conseil général des Hautes-Pyrénées, se trouve en effet dans une position plus qu'inconfortable. Il n'a obtenu au premier tour que 38,58 % des suffrages exprimés, alors que son principal adversaire, M. Pierre Châ, UDF, médecin à Azereix, a réalisé un score de 44,76 %.

Elu depuis trente-huit ans dans ce canton rural situé à mi-chemin de Tarbes et Lourdes et plébiscité depuis vingt et un ans à la tête de l'Assemblée départementale, tantôt avec l'appui des autres formations de gauche, tantôt avec celui de la droite, M. Peyou apparaît donc très menacé alors qu'il incarne jusqu'à présent le type même du notable censuel.

M. Peyou docoe pourtant l'impression de ne pas être affecté par cette menace : « Je m'engage dans une bataille rangée contre mes opposants de droite, affirme-t-il, et j'y vais avec un moral de futur... » Et si on lui souffle à l'oreille que son jeune antagoniste a bénéficié du soutien de certains de ses propres amis radicaux et de ceux des socialistes qui souhaitent le détrôner, M. Peyou réplique avec humour : « On le dit, mais je n'en crois rien. Je suis un

homme de gauche. C'est vrai, nous sommes allés au combat un peu en désordre. Mais maintenant, tous les bouillons sont resserrés... » D'ailleurs, toutes les personnalités départementales du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche lui ont promis une aide puissante pour ce second tour. M. Peyou veut penser que M. Châ « a fait le plein des voix ». Il espère pouvoir redresser sa situation avec le renfort des quelque 492 suffrages communistes pour refaire son handicap de 375 voix, en espérant que les 598 voix du Front national... se perdront dans la nature.

« Certains habitants ont voulu me donner un coup de semonce. J'ai reçu le message, comme d'autres présidents de conseil général », ajoute le président sortant qui affecte de ne pas imaginer un seul instant sa défaite.

Celle-ci aurait inévitablement des conséquences aux prochaines sénatoriales, où M. Peyou risquerait alors de perdre aussi son siège au palais de Luxembourg. Quant au MRG, conforté par l'accord signé avec le Parti socialiste, il devrait, dans cette hypothèse, trouver un candidat idéal pour succéder à M. Peyou. Le nom de M. François Abadie, ancien maire de Lourdes, ancien secrétaire d'État au tourisme, est déjà avancé, même s'il ne semble pas faire l'unanimité au sein de sa propre famille.

JEAN-JACQUES ROLLAT

## Yvelines : contestations au Chesnay

Dans le canton du Chesnay, les résultats énoncés transmis à la préfecture des Yvelines par la mairie du Chesnay donnent lieu à une procédure judiciaire : mardi 24 mars, M. Pierre Lequiller, président départementale de l'UDF, a annoncé sa décision de porter plainte contre X... pour divulgation de fausses nouvelles (art. L. 97 du code électoral). Une plainte qui vise en fait le maire RPR du Chesnay, M. Philippe Brillault, candidat à l'élection cantonale face à M. Jean-Louis Berthet, investi par l'UDF.

« Contrairement aux dispositions expressées de l'article R. 69 du code électoral, les résultats des élections cantonales du 22 mars de la commune du Chesnay n'ont pas été proclamés publiquement. Or ces résultats sont apparus que M. Brillault, maire du Chesnay, est battu dans sa propre commune. Par ailleurs, les résultats de cette commune et du canton communiqués à la presse sont erronés dans un sens favorable au maire du Chesnay, ce qui pourrait avoir une conséquence importante sur les résultats du second tour en influençant le vote des électeurs », déclare

M. Lequiller dans un communiqué. Selon le décompte, vérifié co préfecture, la commune de Roquencourt, où M. Brillault arrive co tête, a été comptabilisée deux fois par la mairie du Chesnay. Rectification faite, le candidat du RPR ne dispose que de 141 voix d'avance, au lieu de 477, sur son rival UDF (1).

Celui-ci a d'ailleurs émis, dans un courrier adressé au préfet, des réserves sur la façon dont ont été proclamés les résultats, signalant que « M. Brillault a refusé de lire publiquement les résultats de la commune du Chesnay, malgré la demande du public, alors même qu'il venait de lire les résultats du canton ».

PASCALLE SAUVAGE

(1) La préfecture a publié les résultats suivants : 21 777 : P. 13 874 : E. 13 615 : Philippe Brillault, RPR, m. 3 618 : Jean-Louis Berthet, UDF, adj. m. 3 477 : Chantal Delmas, FN, adj. 321 : Alain Morin, PS, adj. 1 079 : Gérard Debove, div. d. 1 052 : Michel Lavocat, O.E. 1 016 : Jean-Marcel, div. d. 681 : Bertrand Léger, Vers, 556 : Chantal Lachère, PC. 310 : Antoine Chedron, div. d. 294.

## La France ligotée

Suite de la première page

« Des décisions politiques et économiques importantes doivent être prises dans l'Europe et dans le monde », poursuit le journal allemand. Le fait que d'autres gouvernements dans le Communauté ne soient pas plus fringants n'a rien de réjouissant.

Certes, la politique étrangère n'a joué pratiquement aucun rôle dans les décisions des électeurs français, même si les peurs diffusées suscitées par l'unification européenne ont pu alimenter le vote protestataire en faveur du Front national et, à un moindre degré, des écologistes. Mais le résultat est là : la politique intérieure française est bouleversée à un moment où sa diplomatie est placée devant une situation critique nouvelle qui met en cause ses fondements mêmes et qui exigerait une redéfinition courageuse de ses principes.

De quelque côté que l'on se tourne, l'Europe après Maastricht, l'ouverture vers l'Est après la réunification allemande et l'éclatement de l'URSS, les rapports avec l'OTAN, l'Afrique qui sombre dans le chaos, le Proche-Orient après la guerre du Golfe et l'ouverture des négociations israélo-arabes, etc., les paramètres sur lesquels reposait la diplomatie française de la France d'après-guerre à être repensés, nu pour le moins réajustés. Cet agissement n'a été que trop différé. Un président qui se devait composer avec des forces diverses parce qu'il ne saurait durablement s'appuyer sur un parti recueillant moins de 20 % des suffrages, est-il en mesure de procéder, si tant est qu'il le veuille, aux indispensables révisions déclinantes ?

L'idée même que M. Mitterrand puisse tenter, par le biais d'un référendum sur la ratification des accords de Maastricht, de se refaire une légitimité en utilisant l'Europe, risquerait de faire sombrer nos rapports avec nos partenaires dans les arcanes des combinaisons partiales. Car, quelle que soit la ques-

tion, la réponse serait un « oui » ou un « non » au président et à son gouvernement, et la manifestation de rejet dont vient de faire l'objet son parti laisse assez deviner quel pourrait être le résultat.

Après un vote où se sont exprimées les frustrations les plus variées, avec des dirigeants affaiblis à la recherche d'une nouvelle base politique, le danger est grand d'un repliement sur soi aux accents nationalistes, qui fasse rechercher chez les autres les causes de nos difficultés. Un anti-européisme, teinté d'anti-germanisme, serait la pire des échappatoires. D'autant que l'autre composante du fameux « moteur de l'Europe » — le couple franco-allemand — est dans une situation tout aussi inconfortable.

Ayant largement sous-estimé le coût de la réunification, le chancelier Kohl doit faire face à une crise financière qui n'a pas coïncidé avec des conséquences électorales irréversibles, mais qui n'en diminue pas moins très nettement sa marge de manœuvre. Critiqué pour avoir sacrifié le deus ex machina européen, le dit lui aussi se garder d'alimenter les tendances nationalistes qui se font jour dans l'opinion et la classe politique allemandes.

Dans ces conditions, l'Europe de l'après-Maastricht apparaît bien marquée. L'ardeur européenne du gouvernement britannique qui sortira des urnes le 9 avril est pour le moins douteuse ; l'Italie se débat dans une crise de l'État, dont pour une fois il n'est pas exagéré de dire qu'elle est sans précédent ; la réunification peut faire oublier à l'Allemagne sa rigueur financière ; la France se vit en campagne électorale permanente pendant des mois, voire des années... Pour penser au-delà de leur clocher, il faudrait aux dirigeants européens plus que du courage, de la vertu.

DANIEL VERNET

## M. Mermaz : M. Mitterrand est « concerné » mais non « touché »

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, a déclaré, mercredi 25 mars, sur France-Inter, que M. François Mitterrand est « concerné », mais non pas « touché » par les résultats des élections régionales. Le président de la République tiendra de ces résultats « les conclusions qu'il veut au moment opportun », a précisé M. Mermaz. Les élections régionales sont une « photographie de l'état de l'opinion », estime le ministre, qui juge que « des votes protestataires sont émis plus facilement à l'occasion d'élections locales (...), dans lesquelles on peut se décharger », qu'à l'occasion d'élections nationales.

Pour M. Jean Popereau, ministre

des relations avec le Parlement, qui s'exprimait mardi sur Radio-Montecarlo, les élections régionales sont un « échec, pour ne pas dire une défaite ». « Il faudra aviser lorsque nous aurons passé le second tour des cantonales et la désignation des présidents des conseils régionaux », a ajouté M. Popereau. A ses yeux, « les Français demandent la prise en compte de l'exigence sociale ». « Si nous avons réussi à casser l'inflation, à rétablir les grands équilibres, et rendu à la France sa capacité d'exportation, a-t-il dit, il faut que tout cela serve à la justice sociale, faute de quoi nous ne serons pas entendus ».

« Le vrai programme » selon « Présent »  
« Travail, Famille, Patrie »

« Sans le Front national, il n'y a pas de majorité pour faire barrage aux sociaux-communistes », titre le quotidien Présent daté 23-24 mars. Dans son commentaire sur le résultat des élections, le journal d'extrême droite écrit : « Encore assez gros, le RPR et l'UDF se tissent néanmoins, ils s'efforcent, ils reculent, parce qu'ils n'offrent aux Français ni un projet, ni un espoir. C'est que leur vrai programme, le seul programme non socialiste qui soit possible, est forcément soit analogue, soit identique à celui du Front national. (...) Le vrai programme, le projet solide, le véritable espoir passent inévitablement par la « préférence nationale », par « Travail, Famille, Patrie », par l'inversion du courant migratoire, par le rétablissement des frontières délimitées, et par le refus de Maastricht ».

Dans le Pacifique sud  
WALLIS-et-FUTUNA : le RPR perd la présidence de l'Assemblée territoriale

L'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna, dont les vingt sièges ont été renouvelés le 22 mars, a élu un nouveau président. L'élu du Taum'a Lelie, le petit parti du « Bel avenir », M. Soane Mani Uthia, qui avait obtenu 195 voix (26,18 % des suffrages) dans la circonscription d'Hibiti (île de Wallis), a été porté à cette charge, mercredi 25 mars, sur terme des tractations rituelles.

Il a rassemblé sur son nom onze voix, dont celles des trois conseillers territoriaux se réclamant de la « majorité présidentielle ». Il a donc battu le président sortant, M. Clavis Logologofolau (RPR), qui n'a obtenu que neuf voix.

C'est la première fois, depuis vingt-huit ans, que le RPR n'est plus majoritaire à l'Assemblée territoriale. Le nouveau président, qui est âgé de trente-deux ans, fait partie des treize nouveaux conseillers parmi lesquels figurent pour la première fois deux femmes.



## POLITIQUE

## La situation dans les régions

## ILE-DE-FRANCE

## Les jospinistes ne sont pas hostiles à un accord sur un candidat écologiste

Les négociations engagées par les socialistes avec les écologistes hument sur les réticences de Verts à entrer dans des coalitions dont ils craignent de ne pouvoir influencer les choix de gestion, alors qu'ils en seront considérés comme responsables. Cette considération explique qu'un accord parait improbable dans le Nord-Pas-de-Calais (lire ci-dessous).

En Ile-de-France, où une présidence écologiste était envisagée, arithmétiquement, sur la base d'une alliance regroupant Génération Ecologie, les Verts, le PS et le PCF, les amis de M. Waechter estiment avoir plus à perdre qu'à gagner dans une formule de ce genre.

La question de leur effacement derrière un candidat écologiste risque donc de devenir sans objet pour les socialistes, dont le groupe régional ne s'est pas encore réuni.

Les amis de M. Lionel Jospin, qui dirigent quatre fédérations socialistes sur les huit départements d'Ile-de-France, ne sont pas hostiles à un accord avec Génération Ecologie, dont le candidat à la présidence régionale pourrait être M. André Holleaux, ancien PDG de FR 3.

Il s'estime, en effet, que les socialistes, moins nombreux dans le nouveau conseil régional que la droite, l'extrême droite et l'ensemble des écologistes, ne sont pas en mesure de s'opposer à une solution qui permettrait d'enlever la présidence à l'opposition.

P. J.

## NORD-PAS-DE-CALAIS

## Les Verts reprochent à M. Delebarre de ne pas prendre en compte leur programme

LILLE

de notre correspondant

La région Nord-Pas-de-Calais sera, vendredi 27 mars, l'objet de tous les regards. M. Michel Delebarre, ministre de l'Énergie, ministre de la ville, maire de Dunkerque, n'est pas assuré de s'asseoir dans le fauteuil de président. La traditionnelle alliance avec le Parti communiste ne dégarait, sur son nom, qu'une coalition insuffisante de 42 élus sur 113, et les Verts lui reprochent de ne pas tenir compte de leurs propositions sur l'aménagement de la région.

Depuis le soir du 22 mars, M. Delebarre doit faire face à deux menaces, qui pourraient se conjurer : celle du RPR et de l'UDF (27 élus), qui sentent enfin à portée de main la possibilité de faire tomber ce bastion de la gauche ; celle de M. Jean-Louis Borloo, le maire de Valenciennes (13 élus), qui veut jouer la carte de la « rénovation ». De tous, ce sont sans doute les écologistes (14 élus au total, dont 6 Génération Ecologie et 8 Verts) et, plus précisément, les Verts, qui déclinent la clé des trois scénarios possibles.

Premier scénario : formation de la « majorité de progrès » que M. Delebarre, dès le soir du 22 mars, invitait à constituer autour de lui et qui réunirait le PS, le PCF, Génération Ecologie et les Verts, soit, au total, 56 élus sur 113. Ce serait une majorité relative, certes, mais elle pourrait imposer son candidat à la présidence, les deux élus de la liste Chasse, pêche, nature et traditions ayant réaffirmé qu'ils maintiendraient leur appui à l'opposition.

P. J.

Cependant, si l'accord parait probable avec le PCF et possible avec Génération Ecologie, il est bien difficile avec les Verts. Ceux-ci, dont la sensibilité est à gauche dans la région et qui travaillent avec les socialistes dans les municipalités de Dunkerque et de Lille, n'ont cependant pas apprécié l'attitude du candidat Delebarre à leur égard, ni celle du PS dans les premières négociations. « Même s'ils reconnaissent qu'ils ne sont plus à 35 % et que la situation n'est plus la même, observe un des Verts, les socialistes continuent à gérer leurs relations avec leurs éventuels partenaires comme avant. Or nous ne sommes pas les radicaux de gauche ! »

## M. Borloo tente sa chance

Les Verts veulent un accord sur le fond et demandent, notamment, l'abandon des projets de construction de l'autoroute A 16, entre le littoral et Amiens, et de l'A 1 bis, qui double l'axe Paris-Lille. Ils ont le sentiment qu'on leur répond « poste de vice-président et R 25 ». Si les Verts se retirent de la discussion, les élus de Génération Ecologie ne resteraient sans doute pas seuls face à la coalition PS-PCF. Au moins risquent-ils de se partager, les deux élus du Pas-de-Calais se révélant proches du PS, tandis que les quatre du Nord pourraient rejoindre M. Borloo dans l'un des deux autres scénarios.

Le deuxième scénario est celui de l'« échec », où M. Delebarre, élu de l'UDF, des deux formations ont choisi M. Jacques Legendre comme candidat à la présidence et refusent toute alliance avec le

Front national. Ce principe a été réaffirmé à maintes reprises et, mardi 24 mars encore, le maire de Cambrai a décliné l'invitation formulée par M. Carl Lang, secrétaire général du Front national et chef de file de l'extrême droite dans la région, à une rencontre pour définir « un accord politique public avec les forces antisocialistes sur un programme commun de gestion régionale ». A défaut d'un tel accord, les lepeuistes annoncent qu'ils se maintiendront au troisième tour ou qu'ils ne participeront pas au scrutin, pour éviter toute ambiguïté sur les votes.

M. Legendre s'est dit prêt à toute discussion avec M. Borloo, aussi bien qu'avec Génération Ecologie ou avec les Verts. L'addition des quatre aboutirait à une majorité relative de 54 voix. M. Delebarre n'en pouvant aligner, dans cette hypothèse, que 42. Les amis de M. Brice Lalonde acceptent la discussion, mais on les voit mal faire « tomber » M. Delebarre, qui siège au gouvernement à côté du ministre de l'environnement, au profit d'un représentant de la droite classique. Les Verts ne veulent rien entendre, mais, même s'ils saluent les efforts et les avancées de la droite face à leur proposition (moratoire sur les autoroutes A 1 bis et A 16), ils ne se voient guère cohabiter avec certains élus de droite. Par exemple, avec M. Léonore Deprez, le maire (UDF-PSD) du Touquet, tête de la liste d'opposition dans le Pas-de-Calais, dont ils s'oublient pas qu'il avait reçu M. Jean-Marie Le Pen dans sa mairie, voilà quelques années, et qu'il accueille sur ses dunes la course de motos de l'Enduro.

Reste le troisième scénario, celui

de la « rénovation ». M. Borloo en a fait l'enjeu de ces élections régionales. Frisant les 15 % dans le Nord, abritant deux élus dans le Pas-de-Calais, le maire de Valenciennes a remporté une belle victoire et gagné la première partie de son pari. Toutefois, ses 13 élus ne lui garantissent pas qu'il réussira jusqu'au bout. Rejetant les avances de M. Pierre Mauroy - « Les socialistes, déclare-t-il, ont surtout besoin d'une cure d'opposition », - il voudrait constituer une majorité de troisième type avec les écologistes, la droite modérée et des socialistes « modernistes sans leur appareil ».

La droite acceptera-t-elle unanimement d'offrir un tel marchepied au maire de Valenciennes, qu'elle ne saurait contrôler ? Certains imaginent qu'un accord pourrait se faire sur un autre nom que celui de M. Legendre, qui s'offre guère le visage de la rénovation, mais, là encore, Génération Ecologie risquerait de se couper en deux, les deux élus du Pas-de-Calais se ralliant à M. Delebarre, les quatre du Nord suivant M. Borloo. Dès lors, sans les Verts, l'addition serait insuffisante. On serait encore à égalité, 44 partout.

« Rien ne pourra se faire sans nous », déclarait à la fin de la campagne M. Guy Hascot, le chef de file des Verts dans le Nord. Les urnes lui ont donné raison, mais il reste aux écologistes de cette tendance à savoir ce qu'ils veulent eux-mêmes faire.

JEAN-RENÉ LORE

## HAUTE-NORMANDIE

## M. Fabius craint que l'union ne se fasse autour de la droite

ROUEN

de notre correspondant

Dans une région où les affaires se gèrent avec sérieux entre gens de bonne compagnie, où la passion passe pour la pire des conseillères, le bilan électoral de dimanche laisse perplexe. Il n'y a pas eu d'éclats de file politiques, oot commenté le recul sévère de M. Laurent Fabius (moins 13 points en Seine-Maritime). Quant à M. Antoine Rufenacht, tête de liste de l'UDF et coadjut à la présidence de la région, il ne pouvait guère sourire des malheurs de M. Fabius. La faible mobilisation à ses côtés des ténors de la droite, en Seine-Maritime comme dans l'Enre, lui a sans doute coûté les quatre sièges perdus.

Avec 19 élus sur 55 sièges, M. Rufenacht est loin d'avoir gagné son pari. Pour se faire élire président, il a immédiatement lancé un appel à « toutes les sensibilités au nom de la prise en considération des choix et préférences des électeurs ». Dans son entourage, on précise que cet appel s'adresse « bien évidemment » aux huit écologistes élus (4 Génération Ecologie et 4 Verts) et non aux huit conseillers du Front national.

Du côté des socialistes, qui ont quatorze élus, M. Alain Le Vern, bras droit de M. Fabius en Seine-Maritime, a, lui aussi, choisi de travailler dans la discrétion. « Nous avons eu des contacts avec tout le monde », disait-il mardi soir, avant de rencontrer officiellement le PCF (cinq élus) pour tenter de mettre au point un accord où l'on parlerait tout autant de l'avenir des nombreuses municipalités d'union de la gauche que du programme régional.

Reste à convaincre les écologistes. « J'essaie de monter un tour de table », confiait encore M. Le Vern. L'entreprise est difficile, car les Verts souhaitent laisser au groupe le plus important, l'UDF, le soin de gérer la région. A cela s'ajoute un rejet du PS et de M. Fabius, y compris chez les militants d'extrême gauche qui les ont rejoints. Quant à M. Bernard Frau, chef de file de Génération Ecologie, il s'interroge sur le sens d'une « alliance des forces de progrès avec quelque chose, le PS, qui est en train de tomber », et se demande « pourquoi briser la coagulation qui a bien fonctionné entre la droite et le PS de 1988 à 1992 », après la rupture de la majorité RPR-UDF-FN. Le seul élu de la liste Chasse, pêche, nature, Traditions a fait savoir qu'il ne votera que pour lui ».

Au PS, on n'ose croire à une alliance de Génération Ecologie avec M. Rufenacht. Elle aurait des conséquences importantes, autant dans la circonscription de M. Fabius où se trouve Grand-Couronne, commune dont M. Frau est le maire, qu'au Havre, où le second de la liste Génération Ecologie est un adjoint (ex-PS) au maire communiste du Havre, une ville dont M. Rufenacht est conseiller municipal d'opposition.

ÉTIENNE BANZET

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

## Le PC dit non à M. Tapie

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Guy Hermier, député et chef de file du PCF dans les Bouches-du-Rhône, a confirmé, mardi 24 mars, que son parti n'apporterait pas son soutien à M. Bernard Tapie, chef de file de la majorité présidentielle, lors de l'élection du président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au cours d'une conférence de presse, M. Hermier, après avoir constaté que le vote de dimanche dernier n'a écarté le danger de voir Le Pen s'emparer de la région », a souligné que « Jean-Claude Gaudin et la droite disposent d'une majorité relative au sein du conseil régional ». « Avec toutes les forces de gauche, a-t-il dit, nous le dépousserions, mais tel est le verdict du suffrage universel. Il faut donc cesser de jouer avec l'espérance des gens, comme le fait Bernard Tapie, depuis dimanche, lorsqu'il prétend qu'il dépendrait des élus communistes qu'il devienne le président de la région ». Pour le député des Bouches-du-Rhône, il s'agit d'une « duperie » car cette perspective « n'est ni arithmétiquement ni politiquement possible ».

Rappelaot que la droite et l'extrême droite disposent de 77 sièges (43 pour l'UDF, 34 pour le FN) sur 123 contre 30 pour la

majorité présidentielle et 10 pour le PCF, M. Hermier a conclu : « Préférer vouloir faire avancer des choix de gauche dans une telle assemblée, c'est tromper les gens. Il faut arrêter ces jeux politiques détestables ». Le PC présentera un candidat lors des trois tours qui seront nécessaires pour élire le président de la région.

G. P.

M. Hermier critiqué. - L'animateur du Forum progressiste, M. Claude Labras, ancien membre du comité central du PCF, exclu du parti en 1988, a vivement réagi, mercredi 25 mars, au refus de M. Guy Hermier de soutenir la candidature de M. Bernard Tapie à la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Intervenant en tant qu'ancien adjoint de M. Hermier au « secteur des intellectuels » du PCF, M. Labras a déclaré : « Comment Guy Hermier peut-il hésiter une seconde entre le patron anti-fasciste Bernard Tapie et Gaudin dont chacun connaît le penchant pour l'extrême droite ? Cette attitude est irresponsable et dangereuse. Faut-il que je rappelle à Guy Hermier, qui a été un ami du poète Aragon, l'avertissement de ce dernier : « Quand les bêtes sont sous l'orage, fou qui fait le délicat ? »

## CORSE

## Une triple alliance pour la défense du statut Joxe

AJACCIO

de notre correspondant

Neuf listes restent en présence au second tour du scrutin pour l'Assemblée de Corse, quatre ayant été éliminées à l'issue du premier tour d'avoir pas franchi le seuil des 5 %, soit 6 380 voix. Elles étaient classées respectivement : MM. Félix Luciani, maire d'Aia, conseiller général d'Ajaccio, conseiller dissident, Laurent Croce, adjoint au maire de Bastia (PS), Henri Antonia, maire de Cote-Verdi (RPR dissident) et Michel Stefani (PC).

Huit de ces listes restent enchaînées : l'Union républicaine de M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR, maire de Porto-Vecchio, président de l'Assemblée départementale, le Rassemblement libéral de Paul Natali, conseiller général RPR dissident, et Corse nouvelle de M. Philippe Coccaldi, div. d., à droite ; le Rassemblement républicain de M. Nicolas Alfonsi, ancien député (app. PS), au centre gauche ; la liste des communistes et autres démocrates de M. Dominique Buccini, maire de Sartène, à gauche ; Corsica Nazione, de M. Edmond Simeoni, et le Mouvement pour l'autodétermination (MPA) de M. Alain Orsoni chez les nationalistes ; enfin, le Front national de M. Jean-Baptiste Biaggi.

La neuvième, quant à elle, est le produit d'un pur coup de théâtre : conduite par M. Henri Antonia, elle accueille co deuxième position M. José Rossi, UDF-PR, président du conseil général de la Corse-du-Sud, leader au premier tour de la liste Agir ensemble, et, à la queue, M. Félix Luciani (exclu du PS pour infraction à la discipline). L'objectif de cette nouvelle alliance est clairement affirmé : « Effort de réunir les 26 824 voix (21,06 %) totalisées au premier tour par les listes de MM. Rossi (12,43 %), Luciani (4,97 %) et Antonia (3,61 %), afin de devancer M. de Rocca Serra, qui a obtenu près de 19 % avec 23 999 voix. L'enjeu de ce combat singulier n'est rien de moins que les trois sièges apportés par la loi du 13 mai 1991 comme prime à la liste arrivée en tête, les quarante-huit autres sièges étant répartis à la proportionnelle comme dans les régions du continent ».

Placé sous le signe de la défense et de l'illustration du statut Joxe, cette triple alliance inattendue suscite bien des commentaires non dépourvus d'humour. Un accord Antonia-Rossi est, en somme, une affaire de famille, mais de là à l'entendre à des socialistes qui n'ont jamais mené critiques à la gestion du président du conseil général, il y avait un pas qu'on s'imaginait pas voir franchi. De

plus, dans sa préoccupation écumenique, M. Rossi est allé jusqu'à solliciter M. Croce, qui n'a pas donné suite à cette proposition.

Les socialistes, orthodoxes ou dissidents, avaient, d'autre part, été pressentis par M. Dominique Buccini (PC diss.) en vue de constituer avec lui et avec M. Michel Stefani (PC) une liste unitaire de gauche. Ils n'ont pas accepté parce qu'il leur était demandé de s'associer aux critiques du Parti communiste à l'égard du gouvernement. Quant à la réunification des communistes, elle n'a pu se réaliser. M. Stefani ayant refusé la troisième place qui lui était offerte.

Ces péripéties n'ont pas la sérénité de M. de Rocca Serra, pour qui l'entreprise de M. Rossi, qui n'a obtenu que 12,4 % au premier tour, a été « décevante ». Il est donc exclu qu'il puisse former l'« exécutif régional ». De son côté, M. Nicolas Alfonsi a affirmé que « la politique de M. Pierre Joxe n'a été approuvée que par le quart des électeurs ». Enfin, M. Edmond Simeoni, qui a recueilli 14 % des voix, a déclaré que Corsica Nazione était « prête à constituer un gouvernement permettant au peuple corse d'avancer sur la voie de son émancipation » et à « examiner toute proposition qui lui serait faite ».

PAUL SILVANI

## L'opposition tente de conjurer ses divisions renaissantes

Suite de la première page

« Pendant des semaines, Alain Juppé et moi sommes allés expliquer aux Français qu'au sein de l'opposition les choses avaient changé, expliqua M. Bayrou. Si le RPR ne respecte pas nos accords, l'opposition sera fondée à douter de notre bonne foi. Cela voudrait dire que les engagements du RPR ne signifient rien, que ce sont des chiffons de papier. Une ultime réunion de conciliation était prévue mercredi à Dijon. En cas d'échec, les autres accords régionaux pourraient tomber comme des dominos, en Ile-de-France, en Aquitaine et en Bretagne, mais aussi dans le Nord-Pas-de-Calais, où M. Philippe Vasseur (UDF-PR) conteste de plus en plus la tutelle du maire RPR de Cambrai, M. Jacques Legendre. En même temps que

ces difficultés internes, l'opposition s'efforce d'adopter une attitude cohérente vis-à-vis du Front national et des écologistes. Dans trois régions - Auvergne, Pays de la Loire et Basse-Normandie - une majorité absolue lui garantit un vendredi tranquille. En Bretagne, Alsace, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, les experts électoraux du RPR et de l'UDF estiment pouvoir compter sur « une majorité relative positive ». Dans toutes les autres, ils avouent « l'exclusion d'une surprise ». Ils s'attendent que le Front national ne recule devant aucun moyen pour les piéger et les compromettre, en votant en tous sens. Bien peu imaginent que dans le Languedoc-Roussillon le président sortant, M. Jac-

ques Blanc, trouve le courage nécessaire pour désamorcer cette stratégie d'empoisonnement des lepeuistes.

En Picardie, les « amis » du président Charles Baur qui pris pour lui quelques utiles précautions. Au terme d'une difficile journée de négociations mardi à Amiens, M. Baur s'est engagé à respecter le code de bonne conduite défini par le patron du Parti républicain dans la région, M. Gilles de Robiole. Il prévoit que si, au premier et au deuxième tour de l'élection du président, le Front national accorde ses voix à M. Baur, celui-ci fera fi d'une majorité absolue aiosi construite. Il démissionnerait et se présenterait au troisième tour pour se contenter d'une majorité relative.

## « Une loterie »

Cette parade tout à fait nouvelle pourrait être imitée dans d'autres régions à la merci des bumeurs de l'extrême droite. Dès lors serait prouvée la volonté entière de l'opposition de ne pas pactiser avec le diable, malgré l'invitation toujours pressante de M. Michel Ponia-

towski à le faire. Cette stratégie sera plus aisée à respecter si l'opposition survit, comme elle s'y efforce, à déjouer les voix écologistes. On convient dans les états-majors que l'affaire commence de plus en plus à ressembler à « une loterie », que ces écologistes sont plus difficiles à manier qu'ils ne le pensaient.

Chacun en réalité découvre, sans doute un peu tard, une curieuse alchimie qui pourrait transformer des votes protestataires émis nationalement contre le PS en vote de soutien aux socialistes dans les régions. Ce qui amène à se demander si cette opposition verte de gauche ne va pas suivre la route des socialistes dans plusieurs régions.

Comme il est fort probable que l'opposition ne retrouvera pas à la fin de cette semaine ses dix-neuf régions, que l'affaire de Bourgogne laissera de toute façon des traces et que des dérapages vis-à-vis du Front national ne sont pas exclus, on peut s'attendre à une rapide entreprise de ressuscitisme moral de toute l'opposition. Le Parti républicain a déjà prévu de réunir tous

ses dirigeants, le 31 mars, à huis clos, dans la banlieue parisienne. Mais d'ores et déjà, UDF et RPR ne semblent plus tout à fait sur la même longueur d'onde.

Les rapports entre MM. Chirac et Girard d'Estang ne se sont guère améliorés ces derniers temps. Au risque de lasser, le second reproche au premier d'avoir fait passer ses intérêts personnels avant ceux de l'union de l'opposition. Aux principaux dirigeants de l'UDF réunis mardi 24 mars, l'ancien chef de l'Etat, réquis par sa campagne d'Auvergne, a expliqué que l'UDF devait « se montrer moins timide » face à un RPR obnubilé, selon lui, par les joutes politiques et s'engager plus avant auprès des Français dans le débat d'idées. Les premiers travaux pratiques pourraient avoir lieu à l'occasion du débat sur les accords de Maastricht. L'UDF se paraît plus disposée à aucune concession.

Le RPR, pour l'instant, ne semble guère se soucier de ce genre d'humours, considérant que « toute stratégie de remise en cause de

l'union serait suicidaire ». On entend bien, Rue de Lille, terminer le travail engagé en commun : états généraux de l'opposition sur l'Europe et l'audiovisuel avant l'été, confection du programme de gouvernement à l'automne et mise au point définitive du système des primaires pour l'élection présidentielle le plus vite possible. Sera-ce suffisant pour donner à l'opposition un moral de vainqueur ?

« Il faut qu'aujourd'hui, plaidait M. François Léotard dans le Figaro du mardi 24 mars, cette opposition fasse appel à ce qui est en nous le plus caché et en même temps le plus vivant : la générosité, la fierté, l'ardeur, l'ouverture de l'esprit et du cœur. » Ce genre d'exigence ne se décrète pas. Il reste à tous ceux qui, comme M. Léotard, se sentent une âme de renouveau, à dépasser les histoires du couple Chirac-Girard pour prouver aux Français que l'opposition peut réellement donner d'elle-même une meilleure image.

DANIEL CARTON

هكذا من الضحك



# POLITIQUE

après les élections du 22 mars

## LORRAINE

Les divisions de l'opposition peuvent aider M. Rausch à conserver la présidence

METZ

de notre correspondant

M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz et ministre délégué chargé des postes et télécommunications, peut-il conserver la présidence du conseil régional? Arithmétiquement, non. La nouvelle donne est favorable à l'UDF et au RPR. Ces derniers n'ont certes pas gagné de sièges, mais ils ont toujours vingt-neuf élus, mais ils peuvent désormais compter sur cinq députés de droite, qui portent le potentiel de l'opposition à trente-deux.

M. Rausch ne peut en revanche compter que sur trente et un sièges s'il s'appuie sur le soutien non seulement du Parti socialiste, des écologistes et des divers gauches, mais aussi du Parti communiste.

Majorité et opposition ayant refusé le Front national pour arbitrer l'élection du président, les dix élus de M. Le Pen ont annoncé qu'ils présenteront un candidat aux deux premiers tours et s'abstiendront ensuite. La clé n'est donc pas à chercher de leur côté, même si M. Julien Schwartz (RPR), élu de liste UDF en Moselle et candidat possible, estime que personne n'ira fouiller dans les bulletins pour savoir si la voix de majorité est une voix du Front national.

En dépit d'un rapport de forces défavorable, M. Rausch n'a pas perdu d'avance son fauteuil. Il entend défendre ses chances jusqu'au bout. La situation présente n'est pas de nature à l'effrayer. Elle ressemble à celle de 1986, où, candidat de l'UDF, il s'était opposé pour cette même présidence à M. Pierre Messmer, ancien premier ministre.

Aujourd'hui tout le problème de l'UDF est de désigner un candidat unique. M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, fort de son succès en Meuse, a réaffirmé sa volonté de succéder au maire de Metz. Le RPR, qui a dix-sept élus contre dix à l'UDF, souhaite que l'un des siens soit élu président. Il estime également que l'UDF a une dette morale à son égard. Pour conserver la présidence lorraine en 1986, l'UDF s'était en effet engagé à céder aux gaullistes à mi-mandat, c'est-à-dire en 1989. Les cartes ayant été redistribuées en 1988 avec l'entrée de M. Rausch au gouvernement, cet accord est resté lettre morte. Ce sont autant de motifs qui poussent M. François Guillaume (RPR) à se porter candidat. L'ancien ministre de l'Agriculture de M. Chirac est un challenger de poids pour M. Longuet. Il possède une excellente connaissance des dossiers lorrains pour avoir été pendant six ans président du comité économique et social. Son passage à la tête des socio-professionnels lorrains lui vaut de surcroît de ne pas être marqué comme le défenseur d'un département contre un autre et en fait, du même coup, un candidat de rassemblement.

MM. Longuet et Guillaume ne sont pas les seuls à aspirer à la présidence. M. André Rossinot, UDF, député, maire de Nancy, M. Julien Schwartz, RPR, président sortant du conseil général de la Moselle, M. Jean Kiffer, député (app. RPR), maire d'Amnéville, qui a fait presque jeu égal avec M. Rausch en Moselle, sont prêts tous les trois à défendre leurs chances. Mais pour emporter la présidence les adversaires du maire de Metz devront s'unir autour d'un nom. Ces divisions jouent en faveur de M. Rausch.

JEAN-LOUIS THIS

## GUADELOUPE

M<sup>me</sup> Michaux-Chevry (RPR) espère tirer profit des dissensions socialistes

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

L'élection du président et la constitution d'une majorité au conseil régional de la Guadeloupe s'annoncent difficiles, malgré l'avantage dont dispose la gauche avec 26 des 41 sièges et une majorité arithmétique issue de cinq listes différentes et d'une campagne électorale qui a laissé quelques traumatismes.

Cette situation a été mise à profit, lundi 23 mars, par M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry, députée RPR, qui a revendiqué, dans une déclaration prononcée avec une solennité étudiée, la présidence du conseil régional en arguant du fait que la liste UDF qu'elle conduisait s'était classée en tête (avec 29,27 % des suffrages) à l'issue du scrutin et qu'elle constituerait le groupe le plus important de l'Assemblée, avec 15 de ses 41 sièges. « La population attend que je prenne mes responsabilités et je vais les assumer : je tiens à prendre la présidence du conseil régional et je suis disposée à le faire, au nom des Guadeloupéens, avec tous ceux qui veulent travailler pour la Guadeloupe », a ainsi affirmé l'ancienne secrétaire d'Etat à la francophonie, qui s'exprimait, a-t-elle précisé, au nom du « respect de la démocratie et du verdict populaire ».

Si aucune hypothèse ne peut encore être formellement exclue, il n'est cependant pas impossible qu'une majorité puisse se dessiner à gauche autour des neuf sièges acquis par la liste de la Fédération socialiste (qui n'avait pas réussi à obtenir l'investiture de la rue de Solferino), conduite par le maire PS des Abymes, M. Frédéric Jallon, député, et des sept sièges de la liste dissidente constituée par le maire PS de Petit-Bourg, M. Dominique Larilla, lui aussi député (que les instances nationales du PS s'étaient refusées à exclure).

auxquels s'ajouteraient alors les cinq sièges conquis par les anciens communistes du Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG).

Mais si l'affrontement de deux listes semble avoir réussi aux socialistes - passés globalement de 27,91 % à 32,84 % et de 12 à 16 sièges par rapport à 1986 - il a aussi laissé des traumatismes qui ont notamment conduit M. Larilla à estimer qu'il revenait à M<sup>me</sup> Michaux-Chevry de « gérer son avantage ». Sans nier qu'il avait espéré obtenir un meilleur score, le président sortant du conseil général (dont le fauteuil ne semble pas menacé) n'a cependant pas manqué de souligner que les sept élus de sa liste « constituent une force incontournable sans laquelle aucune majorité n'est possible ».

### « Ni des potiches ni des faire-valoir »

Son rival socialiste ne s'est, pour sa part, pratiquement pas exprimé depuis la proclamation des résultats du scrutin. M. Jallon, jusqu'ici « patriarche » incontesté de la fédération, avait été désigné comme tête de liste « sur proposition du camarade Félix Prato », le président sortant du conseil régional, pour tenter d'éviter la fronde de M. Larilla - qui s'était associé aux critiques formulées sur sa gestion - et les conséquences électorales d'un déficit budgétaire de 600 millions de francs. Comment interpréter ce silence? Et faut-il le lier aux affirmations d'amis de M. Prato, second de la liste Jallon, déclarant dans le score réalisé « le contraire du discours annoncé » et revendiquant la présidence « pour le groupe majoritaire à gauche, et, en son sein, pour celui qui n'a déjà l'expérience de la conduite des affaires régionales »?

De son côté, M. Ernest Moutou...

samy, député apparenté communiste, maire de Saint-François et tête de liste du PPDG, a souligné que « le pays n'a choisi une majorité de gauche et qu'il reste à constituer une majorité de travail pour traduire la volonté populaire », tandis qu'un communiqué de PPDG annonçait qu'un de ses élus ferait acte de candidature vendredi...

Dans cet échec de tractations dont l'aspect public se résume à des silences calculés et des déclarations soupçonnées, les indépendantistes de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), qui bénéficient de deux élus grâce à l'abandon de leur traditionnel mot d'ordre d'abstention et aux 30,05 % et 40,09 % de suffrages qu'ils ont recueillis dans deux communes, Anse-Bertrand et Petit-Louis, sur le nom de deux notables indépendantistes, semblent faire preuve d'une candeur apparente. Ils se promettent seulement, aux dires de leur tête de liste, M. Roland Thévenaz, de n'être « ni des potiches ou des faire-valoir, ni des trouble-fête ou des oppositionnels systématiques, mais une force de proposition ».

Les communistes (3 élus, contre 10 en 1986 et 7 dans l'Assemblée sortante après les déflections engendrées par la création du PPDG) ont été les seuls, du moins pour l'instant, à jeter une exclusive en se prononçant pour « un regroupement à gauche, mais seulement avec la gauche véritable qui se limite à la Fédération socialiste, à l'UPLG et à nous-mêmes », excluant de ce fait toute alliance avec le PPDG ainsi qu'avec les sept conseillers régionaux élus sur la liste de M. Larilla. Après les anathèmes de la campagne électorale, la gauche semble décidément incapable de surmonter ses divisions, au risque de rendre l'Assemblée ingouvernable.

EDDY NEDELJKOVIC

## LA REUNION

Les communistes n'excluent pas de soutenir M. Sudre

SAINT-DENIS DE LA REUNION

de notre correspondant

« Il y a un an, André Thien-Ab-Koon organisait des séances de prières publiques contre les films pornographiques de Tété Free-Dom : aujourd'hui, il vient se coucher devant Camille Sudre... » L'élu de la droite réunionnaise qui prononce ces mots ne cache pas son amertume après la visite que « Monsieur TAK », le maire du Tampon, député non inscrit, a rendu, lundi 23 mars, au président de Radio Free-Dom.

M. Thien-Ab-Koon était en troisième position sur la liste d'Union pour la Réunion (RPR-UDF) conduite le 22 mars par le président sortant du conseil régional, M. Pierre Lagourgue (div. d.).

Ce cavalier seul du maire du Tampon, dont on murmure qu'il tenterait de négocier avec M. Sudre son élection à la présidence de la nouvelle assemblée, témoigne du désarroi des milieux politiques locaux après le spectaculaire succès de la liste formée par le fondateur de Tété et Radio Free-Dom qui a conquis 17 des 45 sièges de l'Assemblée régionale (le Monde daté mardi 25 mars). M. Sudre tient aujourd'hui à sa merci les élus qui l'avaient lâché l'an après l'autre après les émeutes du quartier du Chaudron en février 1991 à Saint-Denis.

### Ultimatum au gouvernement

« C'est un spectacle amusant », estime le nouvel « homme fort » de l'île, tout heureux d'être redevenu un pôle d'attraction incontournable. Ses listes ont balayé les positifs qui paraissent les mieux assises. A Saint-Denis, par exemple, les quartiers populaires du Chaudron et des Camélias ont permis à M. Sudre de franchir le seuil des 40 % des suffrages exprimés. A Sainte-Marie, la commune vnoise, dont la municipalité est dirigée par un maire « divers droite », sa liste a dépassé 52 % des suffrages.

A Saint-André, la commune dont le maire est M. Jean-Paul Virapoulle, député centriste, elle en a obtenu 47,30 %. Dans la commune agricole de Bras-Panon, où la municipalité est ennuie par le RPR, elle a atteint 57 %. Elle a aussi fait perdre des voix au Parti communiste réunionnais (PCR) dans ses deux fiefs en talonnant, au Pnt, la liste conduite par le secrétaire général de cette formation, M. Paul Vergès, et en la devançant nettement à La Possession.

Dans le sud de l'île, moins bien couvert par les ndes de Tété Free-Dom, empêchée d'émettre depuis un an, la liste de M. Sudre réalise des scores inférieurs mais atteint malgré tout plus de 35 % à Trois-Bassins, une commune fermement tenue par la droite.

Cette expression populaire continue de s'exprimer, depuis lundi, sur Radio Free-Dom au cours d'émissions de « radin dnéances ». Si certains « free-domiens » ne veulent entendre parler d'aucune alliance, la plupart des partisans de M. Sudre souhaitent un rapprochement entre celui-ci et M. Vergès.

Le secrétaire général du PCR s'est d'ailleurs bien gardé, avant le scrutin, de joindre sa voix aux diatribes de la droite ou de la fédération socialiste contre M. Sudre. Mardi matin, M. Vergès a écarté tout projet d'alliance avec le président sortant, M. Lagourgue. Il n'a pas exclu, en revanche, la recherche d'une majorité avec les élus de Free-Dom sur la base d'« engagements précis sur l'égalité sociale et la démocratie ».

A droite, sans exclure une nouvelle candidature de M. Lagourgue, la tactique électorale semble être de laisser M. Sudre prendre ses responsabilités : « M. Sudre a voulu le pouvoir à la région, à lui maintenant de l'assumer », dit-on volontiers dans les rangs de l'UPR.

Pressé par les siens, M. Sudre a annoncé, mercredi, qu'il est candidat à la présidence. Il a déjà prévu d'appliquer immédiatement son programme s'il est élu : reprise sans délai des émissions de Tété Free-Dom, interrompues par les autorités judiciaires à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel, mise en œuvre de l'égalité sociale, définition d'un plan d'urgence pour l'île. Ce qui signifie, en clair, un ultimatum au gouvernement.

ALEX DJOUX

## Rectificatifs et précisions

### Régionales

MIDI-PYRÉNÉES. - Nouveau conseil régional : 5 PC; 23 PS; 4 MRG; 1 GE; 6 Vets; 3 CPNT; 4 UDF-rad; 6 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 2 UDF; 17 RPR; 2 app. RPR; 8 div. d.; 6 FN.

HAUTES-ALPES. - La liste Maj. prés. conduite par M. Daniel Chevalier aux élections régionales a obtenu 10 863 voix (soit 18,37 %), celle du PC, emmenée par M. Jean-Jacques Ferrero, 3 997 voix (soit 6,75 %).

GUYANE. - Dans nos premières éditions du 25 mars, le tableau des résultats des régionales en Guyane ne précisait pas la répartition des trente et un sièges qui est la suivante : 16 élus pour le Parti socialiste guyanais (PSG); 10 pour la liste du président sortant, M. Georges Othily, ex-PSG; 3 pour la liste de M. Roumillac, maire de Matoury, socialiste dissident; 2 pour le RPR.

MARTINIQUE. - Dans nos éditions du 25 mars, à la suite d'une erreur, nous avons publié sous le titre « Martinique » le tableau des résultats de la Guadeloupe, déjà précisés par ailleurs. Les résultats

du scrutin régional en Martinique, publiés la veille, ont abouti à composer la nouvelle assemblée régionale de la façon suivante : 9 élus pour le Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM); 4 élus pour le Parti communiste martiniquais (PCM); 9 élus pour le Parti progressiste martiniquais (PPM); 3 pour le PS; 16 pour la liste de l'UPF (1 RPR, 1 UDF, 14 div. d.). En outre, dans nos premières éditions, manquant, dans les résultats des cantonales, le nom de M. Jean-Baptiste Moléon (div. d.) réélu au premier tour dans le canton de Schoelcher-2.

### Cantonales

BOUCHES-DU-RHONE. - Allauch. 1. 20 170; V. 15 250; E. 14 812.

Roland Pavinelli, PS, m. 4 657; Jean-Pierre Bertrand, div. d., 2 968; Joseph Gonzalez, FN, e. m. 2 831; Monique Robinet, RPR, 2 367; Fabienne Comiti, PC, 1 016; Gabriel Olivier, écol., 973. BALL.

Maurice Bertrand, c. s., RPR, n. s. r. p.

MORBIHAN. - Vannes-Ouest. 1. 16 094; V. 11 772; E. 11 300.

Pierre Favet, c. s., UDF-PR, m. 5 577; Alain Le Fur, PS, c. m. 2 048; André Guillaud, Vets, c. m. 1 804; Yann Cadoret, 1 270; René Le Ferrand, PC, 338; Gilles Lagatu, rég., 263. BALL.

SEINE-ET-MARNE. - Melun-Sud. 1. 11 434; V. 7 324; E. 7 007.

Jean-Claude Agisson, c. s., UDF-CDS, 3 435; Jean-Louis Boissant, PS, 1 133; Grégory Prost, FN, 1 114; Eric Pateron, Vets, 924; Perfecto Civit, PC, 306; Carmine Valente, div. d., 95. BALL.

YVELINES. - Aubergenville. 1. 18 412; V. 12 934; E. 12 487.

Daniel Demaison, UDF-PR, 2 784; Jean-Claude Petitpère, FN, 2 684; Léon Herz, FN, 2 621; Alain Pierre, PS, 1 729; Michel Mosca, Vets, 1 315; Alexandre Rezette, div. d., 709; Marcel Chauvin, PC, adj. m., 645. - BALL.

Nelly Rodi, c. s., RPR, sén. n. s. r. p.

## itec LES CODES EN TROIS COULEURS

bleu (annotés)

blanc (européens)

orange (commentés et annotés)

230 F	158 F	310 F	205 F	205 F	210 F	170 F	310 F	350 F	330 F	350 F	180 F	180 F	330 F	A	280 F	A	200 F
Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	Franco	paraître	Franco	paraître	Franco
260 F	183 F	240 F	235 F	230 F	235 F	200 F	330 F	370 F	256 F	375 F	197 F	210 F	302 F		305 F		225 F

En vente chez votre libraire spécialisé ou

itec

27, rue Dauphine 75001 PARIS - 28, rue Soufflot 75005 PARIS  
138, rue Saint-Jacques 75005 PARIS







# EDUCATION • CAMPUS

## L'Europe au creuset de l'école

Le rapprochement des systèmes éducatifs du Vieux Continent ne pourra être que progressif. Mais il est inévitable, car les défis de l'an 2000 sont identiques pour tous les pays industrialisés

« L'ÉCOLE a été le creuset de la République depuis un siècle en France. Elle le sera demain pour l'Europe. C'est par l'éducation des nouvelles générations que se forgera l'identité de la Communauté. » Profession de foi un peu facile d'un européen convaincu, à la Commission de Bruxelles ? Sans doute. L'Europe de l'an 2000, en effet, n'est pas la France du XIX<sup>e</sup> siècle et les « eurocrates » n'ont qu'une lointaine ressemblance avec les « hussards noirs » de Jules Ferry.

Surtout, dans la plupart des pays du Vieux Continent, l'éducation a façonné les habitudes culturelles, les mentalités, les hiérarchies du savoir comme les hiérarchies sociales au point de constituer l'un des signes majeurs des identités nationales. Oxford et Cambridge en Grande-Bretagne, la Sorbonne et Polytechnique en France, Louvain en Belgique et Delft aux Pays-Bas, la Sapienza à Rome et la Complutense de Madrid, Heidelberg et Copenhague, sans oublier les écoles polytechniques suisses et l'université Charles de Prague : autant d'écoles du patrimoine de chaque pays, presque des monuments historiques, renvoyant à un passé, des traditions, des différences profondes.

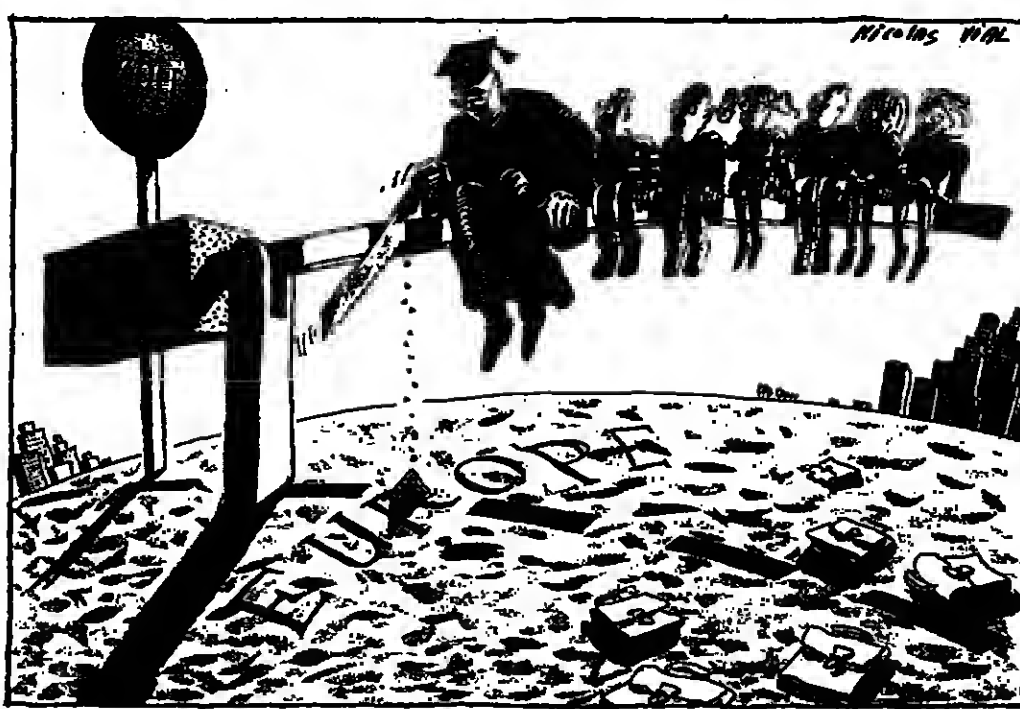
### De Rome à Maastricht

Il n'est donc pas vraiment surprenant que l'éducation n'ait pas fait partie des compétences communautaires définies par le traité de Rome en 1957. Et qu'il ait fallu un quart de siècle pour que, s'appuyant sur les initiatives engagées dans les années 80 (programmes Erasmus et Comett par exemple), le traité de Maastricht ouvre prudemment ce nouveau terrain d'exploration. Cela au moment même où les universités d'Europe centrale et orientale retrouvent leurs vieilles libertés après quarante ans de communisme et se tournent vers l'Europe de l'Ouest en quête d'échanges, d'aide et de partenariats.

### Rapprocher sans harmoniser

Cette volonté de contribuer à des initiatives « européennes » sans brasser ou braver les sensibilités nationales est tout à fait révélatrice des enjeux communs que partagent, en matière d'éducation, les douze pays de la Communauté et, au-delà, ceux de l'Europe tout entière, mais aussi la diversité des situations et des politiques éducatives.

Le récent mémorandum de la Commission des Communautés sur « l'enseignement supérieur et la formation avancée » trace clairement les défis de demain (le



Monde du 7 novembre 1991). Tout d'abord, les besoins constants du marché du travail en main-d'œuvre de haut niveau, tant dans les secteurs industriels, scientifiques et technologiques que dans ceux des services, de la gestion et de la vente, laissent pressentir un déficit général en qualification dans les secteurs de pointe.

C'est d'autant plus sensible que la population européenne diminue et vieillit et que, vers l'an 2000, le solde de l'accès au marché du travail sera négatif, avec un excédent de 300 000 personnes quittant le marché du travail par rapport à ceux qui entreranno.

Pour réduire ces tensions inévitables entre les systèmes de formation et les systèmes d'emploi, la priorité numéro un consiste à élargir l'accès à la formation et notamment à l'enseignement supérieur. Il faudrait, estime-t-on le plus souvent, que 40 % des générations accèdent à l'université.

### Disparités et réseaux

Un tel bond ne saurait se faire sans une « redistribution des priorités » entre formation initiale et formation continue afin de s'appuyer davantage sur la main-d'œuvre existante. Il implique également,

selon les indicateurs internationaux que l'OCDE vient d'établir mais qui ne sont pas encore publiés, ce qui est très loin.

En 1988, le taux d'accès à l'université était de 23 % en France, 27 % en Italie, 15 % en Grande-Bretagne, 19 % en Allemagne, 12 % aux Pays-Bas, 27 % au Danemark, 16 % au Portugal, 20 % en Belgique. Si l'on y ajoute les formations supérieures non universitaires, comme les sections de techniciens supérieurs en France, les proportions augmentent dans la plupart des pays mais restent, en moyenne, inférieures à 30 %.

Et M. Régis Ritz, président de l'Université Michel-de-Montaigne (Bordeaux III) et président de la commission des relations extérieures de la Conférence des présidents d'université cofondateur du « L'Université est un levier essentiel pour faire de l'Europe autre chose que l'Europe du port-monnaie ».

Les enjeux sont donc essentiels.

En regard, les perspectives et les terrains d'action communs fixés à Maastricht peuvent paraître modestes. Tout comme les projets à court terme de la Commission des Communautés pour les mois à venir : la création d'une banque de données sur les systèmes éducatifs européens, ou encore le synchronisation progressive des années académiques afin de favoriser la mobilité des étudiants et la reconnaissance des périodes (ou semestres) effectuées dans une université étrangère.

Mais, au-delà, deux débats s'ouvrent qui pèseront de façon déterminante sur l'avenir de l'Europe de l'éducation. Le premier

lien, quel sera l'avenir des grands programmes lancés à la fin des années 80 (Erasmus, Comett notamment), qui arriveront à leur terme en 1994 ? Le poids budgétaire de ces programmes est déjà lourd et l'on envisage mal, à Bruxelles, d'élargir ce mode d'octroi. D'autant que ces « grosses machines communautaires » mobilisent des financements qui seront indispensables pour favoriser, de façon plus effective, de nouvelles initiatives.

### « Personne n'ose parler de classement »

La tentation de « décentraliser » davantage ce type d'intervention rejoint d'ailleurs la logique de réseaux qui s'est développée depuis quelques années. Pour M. Régis Ritz, l'avenir repose en effet sur « les échanges directs, les interdépendances concrètes et les maillages entre établissements, avec l'appui des villes et des régions ».

Ces réseaux pragmatiques soulèvent, cependant, une seconde interrogation. L'Europe de l'éducation sera-t-elle une Europe à plusieurs vitesses, confortant ici les pôles d'excellence et laissant ailleurs à la traîne des pays moins avancés (Irlande, Grèce, Portugal) ou des régions défavorisées (sud de l'Italie, par exemple) ? C'est tout l'enjeu du débat actuel sur la mise en place, à Bruxelles, d'un système d'évaluation des systèmes et des établissements d'enseignement supérieur.

« Personne n'ose, aujourd'hui, parler de classement entre universités. Trop de susceptibilités sont en jeu et c'est un sujet tabou. Mais quel que l'on fasse, que l'on fixe des seuils élevés ou des seuils minimaux de qualité des établissements, on pourra difficilement échapper à l'émergence de pôles d'excellence et à une répartition des tâches entre universités, voire entre régions et pays », note M. Andris Barblan.

Perspective délicate, en effet, dont chacun espère qu'elle ne déviara pas la chance que constitue la construction européenne pour l'éducation. Et si l'on n'introduit pas de contrepois, l'évolution actuelle va accélérer, les universités seront incitées à se regrouper dans des réseaux d'excellence et cela aura des conséquences néfastes sur les équilibres entre le nord et le sud de l'Europe », souligne M. Michel Cusin, vice-président du comité de liaison des Conférences de recteurs et présidents d'université.

On le voit, le conseil des ministres de l'éducation des Douze, désormais investi de responsabilités reconnues, a du pain sur la planche pour les années à venir.

GÉRARD COURTOIS

### POINT DE VUE

## Le bac des Douze reste à faire

par Jean-Pierre Jallade

Il est un trait qui distingue les systèmes éducatifs européens de ceux des autres pays, et notamment de celui des États-Unis, c'est bien l'existence d'un diplôme de fin d'enseignement secondaire, dont l'objectif est double : sanctionner douze ou treize années d'études et autoriser – sans être nécessairement une condition suffisante – la poursuite des études dans l'enseignement supérieur.

En Europe de l'Ouest, le baccalauréat se trouve à la charnière des

deux fonctions essentielles – et quelque peu contradictoires – de tout système éducatif, à savoir : favoriser la promotion de tous et assurer la formation des élites. A la fois objectif et point de départ, il constitue un indicateur stratégique dans l'évolution des systèmes éducatifs.

En amont du système, le bac français ou ses équivalents étrangers (Abitur en Allemagne, Matura en Italie, A levels en Grande-Bretagne, etc.) exercent une influence déterminante sur la définition des programmes, les méthodes d'enseignement, l'orientation et les comportements des élèves. Il a une fonction de « contrôle de qualité » sur l'ensemble de l'enseignement secondaire. On peut certes contester la façon dont il l'exerce, mais pas sa nécessité, comme le montre bien la dérive de l'enseignement secondaire dans les pays où cet examen n'existe pas.

Si l'on en croit les chiffres, les avancées vers le marché unique de 1993 réalisées dans le domaine économique et monétaire n'ont guère d'équivalent dans le domaine de l'éducation, où la population bachelière des principaux pays d'Europe de l'Ouest continue d'évoluer de manière très contrastée (voir tableau p. 12).

L'examen de la situation dans quelques pays européens réserve des surprises. Si, en 1990, près d'un jeune sur deux obtient son bac en France et en RFA, la population bachelière est chez nous très supérieure à celle de nos voisins (384 000 contre 275 000, en 1990). Cela tient au fait que le nombre de jeunes de dix-huit ans

Jean-Pierre Jallade est directeur de l'Institut européen d'éducation et de politique sociale de la Fondation européenne de la culture.

est désormais beaucoup plus faible en Allemagne qu'en France. Les évolutions récentes sont aussi très différentes. Alors que le nombre des bacheliers a augmenté ici de 60 % au cours des cinq dernières années, il a diminué lentement outre-Rhin après avoir plafonné à 305 000 personnes en 1984. L'écart entre les deux pays risque

de s'accroître dans le futur : en France la croissance vigoureuse programmée jusqu'à l'an 2000 aura donc des effets, comme on le voit, sur les chiffres de 1991 (413 000 bacheliers, soit 50 % de la classe d'âge) ; en RFA, la conférence des ministres de l'éducation des Länder table sur un déclin lent.

Lire la suite page 12

**PCS**  
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes préparatoires HEC

Conditions d'admission

- Voie générale : bac C plus mention et/ou admissible aux concours
- Voie économique : Bac B et D plus mention et/ou admissible aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPE ESLSICA - PCS  
44, rue de la Fédération 75016 Paris  
tél. 0 45 65 99 90  
enseignement supérieur privé

## JURISTE INTERNATIONAL

### UNE CARRIÈRE D'AVENIR

Une formation juridique intégrée

Diplôme en droit français  
– Maîtrise en droit international

Diplôme de droit étranger  
– Master of Laws (G.B.)  
– Master of Public Affairs (USA)  
– Licenciatura en Derecho (Esp.)  
– Master en droit allemand (RFA)



Une formation linguistique supérieure

Diplôme d'interprète traducteur (ISIT)  
Diplômes Chambres de commerce  
Diplômes de l'Université de Cambridge

Faculté de droit Jean Monnet  
Programmes juridiques internationaux  
54, bd Desgranges, 92330 Sceaux  
Tél. : 40-91-17-83

Minitel : 36-15, code UPASUD

Institut supérieur d'interprétation et de traduction  
21, rue d'Assas, 75006 Paris  
Tél. : 42-22-33-16



## EDUCATION • CAMPUS

## Le bac des Douze reste à faire

Suite de la page 11

et continu, soit 260 000 bacheliers vers la fin du siècle. L'écart avec la France risque d'être alors du simple au double.

Avec seulement 268 000 bacheliers, soit 33 % de la classe d'âge, la Royaume-Uni est très largement dépassé par l'Italie (385 000 bacheliers), qui se trouve dans une situation analogue à celle de la France, bien que l'accroissement du nombre des bacheliers au cours des cinq dernières années ait été très modéré (+ 15 %). Au Royaume-Uni, les années Thatcher ont été caractérisées par une croissance très lente du nombre des bacheliers avec une légère reprise des taux de scolarisation après la réforme de 1988. Le futur est incertain, et du fait d'une démographie relativement vigoureuse, le taux de scolarisation à dix-huit ou dix-neuf ans restera médiocre : si les tendances actuelles se prolongent, guère plus d'un jeune sur trois obtiendra un diplôme de fin d'enseignement secondaire en l'an 2000.

A l'inverse, l'Italie peut s'attendre à une forte augmentation de la proportion de la classe d'âge obtenant le bac dans les prochaines années, du simple fait que — alors que le nombre de bacheliers augmente lentement — le nombre de jeunes atteignant l'âge du bac va décliner fortement dans les années qui viennent. Ces évolutions divergentes sont le résultat des réformes de l'éducation engagées, ou bloquées, dans le passé, selon un double mouvement d'unification des structures au niveau du collège et de diversification au niveau du lycée.

## Les ratés du collège unique

Pendant les années 70, l'idéologie du «collège unique» (*comprehensive school*, *Gesamtschule*...) domine les esprits des décideurs nationaux, et dans les organisations internationales on croit à la convergence des systèmes vers un tronc commun d'enseignement de base d'une durée de huit à dix ans. Dans la pratique, les choses se passent

de manière beaucoup plus contrastée. Les pays scandinaves (la Suède surtout, où le tronc commun de neuf ans est décrété dès 1962) sont en tête. Au Royaume-Uni le mouvement vers la *comprehensive school* bénéficie d'un patrimoine politique puissant (élection d'un gouvernement travailliste en 1965), et des progrès considérables sont accomplis au cours des années 70 en direction d'un tronc commun de onze ans, la scolarité commençant à l'âge de cinq ans. Mais il se heurte aussi à des résistances farouches de la part des collectivités locales et des écoles privées, et finit par s'essouffier.

Si la *comprehensive school* jusqu'à seize ans assure la promotion du plus grand nombre — mais pas de tous, car un solide secteur d'écoles privées subsiste —, l'élite reprend ses droits au-delà : seule une minorité d'élèves s'engage dans les cycles en deux ans préparant au bac (*A levels*). La sélectivité du système en fin de seconde est très forte. La relative inorganisation de l'enseignement technique de second cycle, dispensé dans les *colleges of further education*, et surtout l'absence de bac technique expliquent la minceur des cohortes de bacheliers.

En RFA, le collège unique — et l'idéologie égalitaire qui le sous-tend — n'a pas réussi à s'imposer vraiment. La *Gesamtschule* coexiste avec trois autres filières post-primaire sans les remplacer, et ne s'inscrit qu'à une minorité d'élèves. La fragmentation des filières au niveau du collège et l'orientation précoce qui en résulte permettent d'orienter une forte proportion de la cohorte scolaire vers les filières qui débouchent sur le «système dual» d'apprentissage, allégeant d'autant les flux d'élèves dans les *Gymnasien* (lycées d'enseignement général) menant à l'*Abitur*, et dans les lycées techniques à temps plein menant au bac technique.

## L'Europe latine en pointe

Le déclin démographique aidant — le nombre de jeunes de seize ans est passé de plus de 1 million en 1980 à 600 000 actuellement — la concurrence entre les filières de formation s'aiguise, contribuant à améliorer le flux d'élèves préparant le bac. La situation allemande n'est pas élitiste au sens britannique des *happy few* car l'immense majorité des jeunes de seize-dix-huit ans sont en formation. Il pratique le «tous en formation mais chacun à sa place» avec un grand pouvoir de contagion, notamment sur les *Landes* de l'ex-RDA où l'on discute de l'opportunité d'abandonner le tronc commun réalisé sous le régime communiste pour revenir à un premier cycle du secondaire différencié.

Des reticences analogues vis-à-vis du collège unique peuvent être observées dans d'autres pays d'Eu-

rope du Nord. Aux Pays-Bas notamment, où des discussions sans fin continuent d'opposer les partisans du maintien d'un enseignement général séparé de l'enseignement technique au niveau des collèges, à ceux qui veulent les intégrer dans une filière unique.

D'une manière générale, l'Europe latine (l'Espagne, l'Italie et la France) a été beaucoup plus réceptive que l'Europe du Nord (Scandinavie exceptée) à l'idée de collège unique et de tronc commun, et c'est certainement en France que l'idéologie égalitaire qui sous-tend cette réforme a été appliquée avec le plus de rigueur : corps enseignants unique, programmes identiques, méthodes pédagogiques peu différenciées, etc. On ne reviendra pas ici sur les méfaits de l'égalitarisme pédagogique à ce niveau.

Dans le système éducatif français, davantage peut-être que dans les autres, il faut bouleverser beaucoup d'habitudes et de règlements, simplement pour donner plus à ceux qui ont moins. Le retour que l'on constate à l'heure actuelle vers une certaine différenciation des structures (création des 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> technologiques) est largement attribuable à l'incapacité du système de pratiquer cette «discrimination positive» qui est nécessaire à la promotion des moins aptes.

L'Italie a commencé à mettre en place son collège unique très tôt (1962), mais pour une scolarité de base de huit ans seulement. Le mouvement n'est d'ailleurs pas encore achevé, puisque la politique actuelle consiste à unifier les programmes des deux premières

années de lycée pour allonger le tronc commun de scolarité obligatoire à dix ans. En Espagne, l'enseignement général de base d'une durée de huit à dix ans a été mis en relativement tardivement, mais le processus est désormais à peu près achevé. Il est intéressant de constater que la fracture nord-sud, qui semble diviser la CEE en matière de collège unique, passe au milieu de la Belgique, où celui-ci a été mieux accepté par les francophones que dans la communauté flamande.

## La diversification des lycées

Dans la plupart des pays européens, la diversification des structures de second cycle s'est opérée en créant et développant une ou plusieurs filières d'enseignement technique, distinctes de l'enseignement général. La proportion importante des bacheliers techniques dans l'ensemble de la population bachelière — de 33 % à 50 % en Allemagne fédérale, France, Italie, Suède — traduit la montée en puissance de cette filière dont les effectifs ne cessent d'augmenter. Partout l'enseignement technique est l'instrument de la démocratisation du bac.

Ce qui distingue la France de ses voisins dans ce domaine, c'est la volonté d'aménager la totalité des filières du second cycle en vue du bac. La création des bacs professionnels en 1985, succédant à celle des bacs techniques, dix-sept ans plus tôt, n'a guère de parallèle dans l'Europe des années 80.

Même la Suède, pourtant très en avance sur la France pour la mise en œuvre du collège unique, s'est bien gardée de prolonger toutes les filières technico-professionnelles du second cycle jusqu'au bac. La moitié des élèves du second cycle des lycées sont inscrits dans des filières en deux ans qui ne débouchent pas sur un diplôme donnant quelque chance d'accéder à l'enseignement supérieur. L'extension de ces filières à trois ans se fait lentement et avec une extrême prudence.

En Italie aussi, la filière du second cycle professionnel est trop courte pour mener l'ensemble des étudiants qui y sont inscrits jusqu'au bac professionnel. Il existe quelques passerelles qui permettent à une minorité d'entre eux de prolonger leur scolarité, mais l'arrondissement de la filière professionnelle jusqu'au bac n'est pas à l'ordre du jour.

Il est probable que la France atteindra son objectif des «80 % de la classe d'âge au niveau du bac». Cet objectif de promotion de tous est-il compatible avec le maintien du niveau et le recrutement des élites? Ça et là des voix s'élèvent pour dénoncer la dévalorisation du diplôme, pour signifier les études laxistes destinées à «faire passer tout le monde», ou pour citer en exemple la formation professionnelle à l'allemande comme alternative à la scolarisation des seize-dix-huit ans.

Il est vrai aussi que, en se généralisant, le bac s'est diversifié. Ce n'est plus une référence unique qui sépare les bacheliers des non-bacheliers, mais un indicateur «classant», qui établit une hiérarchie des élèves en fonction de la série fré-

quentée et, à l'arrière d'une même série, au moyen des notes. Ce faisant, il remplit son rôle de premier stade dans la sélection des élites. Est-ce évitable? L'exemple du bac japonais que l'on dit atteint par 90 % de la classe d'âge, et qui classe les étudiants en plusieurs catégories en fonction des résultats, semble indiquer que non. Tout se passe comme si la promotion du plus grand nombre à un certain niveau ne peut que susciter la création de nouveaux clivages et de nouvelles hiérarchies.

Le véritable point faible de la démocratisation du baccalauréat réside dans l'unicité des critères de réussite qu'il sanctionne. Les savoir-faire scolaires sanctionnés par le diplôme primant eux dépense d'autres savoir-faire, acquis par d'autres méthodes d'apprentissage et notamment par la pratique ou l'expérience. Cette unicité est créatrice de hiérarchies indésirables du type : la série G est pour les exclus de la série B. Il est donc capital que chaque type de bac ait sa légitimité propre et que les méthodes d'apprentissage et les critères de réussite soient davantage diversifiés, si besoin est par recours à des critères extrascolaires.

## Méritocratie scolaire

Au total, ce sont donc les voies de la réussite qu'il faut diversifier de manière plus audacieuse. Il est évident que la solution de ce problème ne réside pas seulement dans des aménagements de programmes dans les séries du second cycle menant au bac, si nécessaires que celles-ci puissent être. Chacun sait en effet que ce sont les conditions d'accès à l'ensemble des premiers cycles de l'enseignement supérieur qui «dictent» la hiérarchie entre les bacs. Ces conditions doivent être modifiées si l'on veut mieux légitimer certaines séries du secondaire dans l'esprit des parents et des enseignants.

L'absence de critères de réussite extrascolaires — lesquels ne peuvent venir que du monde de l'entreprise — est une des grandes faiblesses du système français. Elle contribue à hypertrophier cette méritocratie scolaire qui fabrique autant de vainqueurs que de vaincus. Les efforts actuels pour promouvoir l'alternance dans les bacs professionnels et développer la filière de l'apprentissage constituent des pas dans la bonne direction. Peut-être annoncerait-il un recentrage de l'objectif des 80 % qui serait replacé dans le cadre d'un objectif plus ambitieux des «100 % des seize-dix-neuf ans en formation», et qui inclurait les filières scolaires et non scolaires? C'est une tâche difficile, car la société française aime les hiérarchies simples et familières, et particulièrement celles fondées sur les diplômes. Mais c'est à ce prix seulement que la politique suivie par la France aura valeur d'exemple dans cette Europe du bac qui reste à faire.

JEAN-PIERRE JALLADE

## LA POPULATION BACHELIÈRE EN EUROPE (1990)

	Proportion de la classe d'âge ayant le bac	Effectifs de bacheliers	Changement au cours des 5 dernières années (origine 100)	Evolution future	Proportion de bacheliers des filières prof. et techniques dans le total des bacheliers
RFA	45	275 000	92	→	33
France	45	384 000	152	→	35
Royaume-Uni	33	268 000	110	→	23
Italie	44	385 000	115	→	47
Suède	45	40 000	109	→	44

Sources : Statistiques officielles.  
RFA : *Abitur* et *Fachhochschulreife*.  
Royaume-Uni : *A levels* et *BTEC*, *National Certificate and Diplomas*.  
Italie : *Maturità* en treize ans.  
Suède : douze ans d'études au moins.

## CONCOURS D'ENTREE

1<sup>re</sup> année : BAC + CONCOURS  
2<sup>me</sup> année (rentrée 93) : Prépa grandes écoles + CONCOURS  
3<sup>me</sup> année : BTS, DUT, DEUG... + CONCOURS  
Sessions en Mars, Avril, Mai, Juin, Juillet, Septembre.

*Une Grande Ecole pour le Commerce*

**icd**

INSTITUT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Le dynamisme d'une grande école en 4 ans.

Une véritable spécialisation en 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> année.

Une dimension internationale.

Un diplôme de stage.

Un diplôme de fin d'études.

Un diplôme de fin d'études.

Un diplôme de fin d'études.

Un diplôme de fin d'études.

Un diplôme de fin d'études.

Un diplôme de fin d'études.

Un diplôme de fin d'études.

## LE COMMERCE : DES DEBOUCHES ASSURES, DES METIERS D'AVENIR.

Le commerce est un secteur en pleine mutation, et qui se développe rapidement. Il offre des débouchés nombreux et variés dans les domaines du marketing, de la communication, de la distribution, du commerce international et de la vente. Il demande des jeunes dynamiques, ayant le sens du contact, de la négociation, et souhaitant prendre rapidement des responsabilités.

## LE DYNAMISME D'UNE GRANDE ECOLE EN 4 ANS.

Créée à la demande d'entreprises pour préparer spécifiquement aux métiers du commerce et de la distribution, l'ICD est une école différente qui innove dans sa relation avec le monde professionnel.

## UNE FORMATION PROFESSIONNELLE APPROFONDIE.

Durant les deux premières années, les étudiants de l'ICD ont le choix entre deux filières :

- le 1<sup>er</sup> cycle ICD Commercial-Marketing

- le BTS Action Commerciale.

La 3<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> années à l'ICD constituent un véritable tremplin vers l'entreprise en privilégiant l'un des domaines de compétence suivants :

Marketing, Marketing et Communication,

Marketing Technico-Commercial, Affaires

internationales, Management de la Grande

Distribution.

ICD PARIS : 12, rue Alexandre Parodi - 75010 PARIS - Tél. : 40 03 15 30

ICD TOULOUSE : 186, route de Grenade - 31700 BLAGNAC - Tél. 61 71 18 91

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

DEMANDE D'INFORMATION à retourner à ICD, 12, rue Alexandre Parodi - 75010 PARIS.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_ Niveau d'études \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Monde Campus Europe / Mars 92

## LE SÉRIEUX D'UN DIPLOME D'ETAT.

Les étudiants de l'ICD peuvent obtenir le BTS Action Commerciale 177 % de réussite en moyenne sur les 5 dernières années : moyenne nationale 48 %).

## UNE DIMENSION INTERNATIONALE.

L'ICD a développé un réseau international de Business Schools associées, en Europe, aux Etats-Unis et en Asie, permettant en 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> années l'indispensable apprentissage à l'étranger. Les stages et missions effectués à l'étranger complètent l'ouverture internationale de la formation.

## 16 MOIS DE STAGE EN ENTREPRISE.

Ces stages nourrissent l'enseignement de la connaissance du terrain et de la réalité professionnelle. La 4<sup>e</sup> année peut être effectuée dans le cadre d'une formule d'alternance. "L'étudiant" est alors salarié et son entreprise prend en charge ses frais de formation.

## L'INTEGRATION AU GROUPE IGS.

Un des premiers groupes de formation et de conseil en management et ressources humaines, membre fondateur de l'Académie Européenne de Management.

## DES LOCAUX VASTES ET MODERNES.

Aussi bien à Toulouse qu'à Paris les étudiants de l'ICD bénéficient d'espaces de travail et de détente entièrement neufs, vastes, fonctionnels, parfaitement adaptés aux principes pédagogiques les plus modernes.

AVEC  
LE GROUPE ESC GRENOBLE,  
LE MANAGEMENT TECHNOLOGIQUE  
S'EXPORTE BIEN.

DEJA OPERATIONNELS,  
26 ACCORDS  
DE COOPERATION  
INTERNATIONALE.



7, RUE HOCHÉ - BP 127 - 38003 GRENOBLE CEDEX - FRANCE  
TEL. (33) 76 43 02 12 - FAX (33) 76 58 90 02 - TELEX 320 824 F - CECOMEX  
SERVEUR TELEMATIQUE 26 15 ESCG

## La Tchécoslo

«P»

## Le levier des se

LA SANTE

هكذا من العمل



EDUCATION • CAMPUS

# La Tchécoslovaquie entre deux élitismes

15 % seulement des jeunes ont accès à l'enseignement supérieur.  
Les critères idéologiques ont désormais cédé la place aux lois du marché

**PRAGUE**  
de notre correspondant  
**«PROFESSION des parents? Avez-vous des origines paysannes ou ouvrières? A quel parti vos parents appartenaient-ils? Ont-ils fait quelque chose en faveur du socialisme? Souhaiteriez-vous adhérer aux Jeunesses communistes?»** Ces questions déterminantes pour l'entrée à l'université, Irina, quarante ans, aujourd'hui professeure de français, se souvient d'y avoir répondu. Ne venant pas d'un milieu de prolétaires - recommandé pour étudier les statistiques socialistes, n'appartenant pas non plus à une famille de la nomenclature communiste - et bénéficiant du coup d'épée sur mesure, elle eut la chance d'être très bonne élève. Un luxe qui lui permit de passer à travers les mailles du filet idéologique du parti et de faire ainsi partie des *happy few* admis en faculté.

Contrairement à ce que l'on peut en droit d'imaginer, en effet, le communisme ne fut jamais un système égalitaire. Sinon sur le papier. Les résultats de cette pratique sélective peuvent se mesurer au rapport de l'OCDE publié l'année dernière : en Tchécoslovaquie, 15 % des enfants ont accès à l'enseignement supérieur contre 35 à 45 % en Europe occidentale.

Depuis la «révolution» de velours de novembre 1989, le système a perdu son caractère sélectif. Mais il n'a pas pour autant disparu. À l'université Saint-Charles, à Prague, sur les trente mille étudiants qui se présentent chaque année, quatre mille seulement sont acceptés. «Pas question

d'abaisser le niveau de l'enseignement!», souligne M. Radim Palous, recteur de la prestigieuse université de Prague. «Qu'on ne se méprenne pas, explique son vice-recteur, Josef Pásek, nous serions prêts à accueillir d'autres étudiants, mais nous n'avons simplement pas assez de locaux ni de moyens financiers pour pouvoir augmenter leur nombre sans que le niveau de l'enseignement n'en pâtisse.»

**Perspectives peu réjouissantes**  
Bien sûr, les refoulés de Ssiot-Charles peuvent toujours réitérer leur tentative l'année suivante. Mais c'est une perspective aléatoire, car il n'existe aucune structure de préparation au concours. Finalement, deux ans après la révolution, on en revient au point de départ : en dehors des enfants d'enseignants qui peuvent être soutenus à la maison, les seuls à pouvoir réellement jouer cette deuxième carte sont les enfants des anciens responsables du parti. Souvent reconvertis dans le privé, ils font partie des rares personnes à disposer des ressources financières suffisantes pour envoyer leur enfant à l'étranger ou pour payer des cours particuliers.

Les autres bacheliers malchanceux se retrouvent dans une impasse car, en Tchécoslovaquie, il n'existe pas encore de formation courte après le bac. C'est donc le chômage assuré ou un emploi de manutentionnaire qui les attend. Autant dire des perspectives peu réjouissantes quand on a dix-huit ans et le bac en poche.

Devant ce redoutable enjeu, la pression et l'anxiété qui pèsent sur les jeunes et leurs familles est très

forte. Cette tension accompagne l'enfant tout le long de sa scolarité, puisque la sélection commence dès le début du parcours. Après la maternelle, on écarte les enfants retardés : d'un côté les anormaux, de l'autre les enfants désobéissants, parmi lesquels beaucoup de tiganes; ils iront dans des écoles spéciales.

Une fois cet écrémage réalisé, commence la véritable compétition. À l'issue du premier cycle, les enfants peuvent poser leur candidature dans deux lycées (contre un sous le régime communiste) choisis par les parents. S'ils échouent, c'est fini pour toute la vie : ils seront admis dans ce que l'on appelle pudiquement la «neuvième classe», où ils resteront une année de manière à se conformer à la loi qui rend l'école obligatoire pendant dix ans. Ils devront ensuite se réorienter vers le bâtiment, l'agriculture ou les professions inférieures.

Pour démocratiser l'éducation, il faudrait donc réformer le système dans son ensemble. Une telle restructuration est essentielle si la Tchécoslovaquie veut réaliser l'objectif qu'elle s'est fixé à l'horizon de l'an 2000 : 25 à 30 % des bacheliers devraient, d'ici là, avoir accès à l'enseignement supérieur.

**Pénurie d'enseignants**  
La première sélection des concours des universités se faisant sur le critère des langues (avant la maturité choisie), le ministère de l'éducation en fait sa priorité. Une tâche ardue, confiée à M. Pavol Cink, responsable de la section des langues dans cette administration : «Quinze jours après la «révolution de velours», la

décision était prise de supprimer le russe comme langue obligatoire; je ne sais pas si vous imaginez la panique, dit-il en souriant. Nous nous sommes retrouvés du jour au lendemain avec sept mille professeurs de russe en trop et une pénurie dramatique d'enseignants pour l'allemand, l'anglais, le français et l'espagnol.»

Depuis, deux mille de ces russophones ont pu se reconverter dans une langue occidentale. Pavol Cink a également ouvert la porte à des personnes non qualifiées recrutées dès le niveau du bac afin de faire face à cette urgence. Il est cependant loin d'être au bout de ses peines car on manque toujours cruellement de professeurs : avec un salaire de 3 100 couronnes par mois, après vingt ans d'ancienneté (soit environ 620F alors que le salaire moyen est aux alentours de 4 000 couronnes), une partie des linguistes préfèrent de loin travailler dans une ville étrangère disposée à les payer deux ou trois fois plus pour un poste de... secrétaire.

Pour l'instant, la plupart des professeurs acceptent, bon gré mal gré - transition du socialisme au capitalisme oblige - de faire figure de parents pauvres de la société au même titre que les médecins et les pharmaciens. Mais ces autres professions passeront cette année dans le secteur privé, il y a alors fort à parier que le nombre d'aspirants au métier d'enseignant se fera de plus en plus rare.

Un paradoxe sans doute puisque, cette année, la Tchécoslovaquie célèbre, à partir du 23 mars, le 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jan Amos Komenský, plus connu sous le nom de Comenius. Ce grand humaniste tchèque auquel on donna le nom de «professeur des nations» défendait l'idée qu'il était possible de réformer un monde corrompu grâce à un enseignement judicieux. Un visionnaire...  
CATHERINE MONROY

POINT DE VUE

## Le levier des sections bilingues

par Jean-Pierre Maillard

Le programme Langues Plus du ministère de l'éducation adopté par le conseil des ministres du 19 février est-il vraiment la «nouvelle politique cohérente d'apprentissage des langues vivantes» dont la France européenne a besoin? Je n'ai pas le temps de le discuter pas et laisserai les experts décider des mérites de la «sensibilisation» dans le primaire, de la généralisation de la deuxième langue au collège et de sa poursuite au lycée rénové. Il y a pourtant dans ce projet un élément qui n'occulte sans doute au début, mais qui témoigne à plusieurs égards d'une évolution très importante.

Dès le collège, en effet, seront développées des sections bilingues dans lesquelles les élèves recevront, outre un horaire renforcé de langues, un enseignement disciplinaire dans la langue concernée. Poursuivies au lycée, elles pourront donner lieu à une mention particulière au baccalauréat pour la langue considérée.

Soient clairs : il s'agit, dans certains établissements publics, d'enseigner (sur les programmes français) la biologie, l'histoire-géographie ou toute autre discipline, en allemand, en espagnol ou dans une autre langue.

**L'efficacité de la formule**  
Sans parler des difficultés, au point de vue des conditions d'application, sur lesquelles nous reviendrons, on voit tout de suite les problèmes que l'ouverture d'une telle possibilité pourrait bien soulever. Il est donc nécessaire d'emblée de faire savoir : - que cela existe déjà, et pas seulement dans le Canada un peu mythique des fameux programmes d'immersion, - que cela fonctionne plutôt bien, parfois même remarquablement. Soit-on par exemple qu'en Alle-

magne plus de cent établissements développent de telles sections bilingues, avec des résultats qui ont stupéfié jusqu'à l'inspection générale française? De conception française précisément (c'est un produit de la coopération franco-allemande instaurée par le traité de l'Elysée de 1963), elles ont d'abord végété, avant de connaître il y a peu un succès foudroyant avec l'effet 92, et d'être étendues... à l'anglais (40 en 1990). On notera d'ailleurs que les matières enseignées en langue étrangère sont plutôt l'histoire-géographie, éventuellement la biologie, pour les sections francophones, tandis que les sections anglophones n'hésitent pas à toucher à la physique, voire aux mathématiques (1).

En France même, plusieurs établissements privés, dont certains solides pédagogiquement (comme l'École active bilingue), ont des bilinguismes publics répondant au décret de 1981 sur les sections internationales (2) (ou allant au-delà, comme le lycée de Saint-Germain-en-Laye) font cela depuis longtemps et avec un succès dont témoignent à la fois leur liste d'attente et leur palmarès au baccalauréat.

En réalité, si cela ne s'est pas développé plus vite et n'a pas été formalisé plus tôt par l'Éducation nationale, ce n'est pas parce qu'on doutait de l'efficacité de la formule. Ce n'est pas non plus parce qu'il y a sans doute quelque sacrilège à toucher à l'enseignement en français. Ces réticences tiennent à trois raisons principales.

La première est liée à l'accusation d'élitisme, qui a existé aussi en Allemagne, où les Länder à gestion SPD ont d'abord boudé la formule avant d'en devenir les plus fervents partisans, parce qu'elle est publique et démocratique.

Il faut rendre hommage au ministère, pourtant légitimement soucieux de la tentation du saupoudrage égalitaire ou de la technocratie réglementaire, d'avoir fait confiance à la nouvelle logique des projets d'établissement et d'avoir compris que ne rien faire favorisait les entreprises mercantiles en marge du système éducatif, voire financées par des contrats d'association, et que c'était encore plus inégalitaire.

La seconde raison tient à la difficulté d'une mise en œuvre sérieuse, d'un corps de professeurs bilingues (comme en Allemagne, où il est courant par exemple qu'un professeur de français soit aussi professeur d'histoire).

Dans l'attente d'une mobilité

enseignante encore problématique, malgré l'ouverture de notre fonction publique aux ressortissants de la Communauté, il faudra briser un autre tabou : la nomination d'enseignants sur postes à profil (comme cela existe pour les sections internationales). Car s'il existe des professeurs français capables d'enseigner en langue étrangère, ou des professeurs étrangers capables d'enseigner un programme français (comme c'est déjà le cas pour certaines disciplines scientifiques déficitaires), il faut-il les recruter et les nommer au bon endroit, sans parler de leur rémunération.

**Les limites de la sensibilisation**

La troisième raison des réticences rencontrées tient au fossé qui continue d'exister entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. La généralisation de la sensibilisation aux langues étrangères ne résout rien, car elle n'est pas un «apprentissage précoce» (autre stratégie choisie depuis longtemps par des pays comme les Pays-Bas, ou récemment par l'Italie). Il n'est pas si simple quand même de faire de l'histoire en anglais quand on ne connaît rien de cette langue!

Il faut savoir par exemple que le système allemand auquel nous nous référons (qui a d'ailleurs généralement un cursus total de treize années) ne donne accès à la section bilingue qu'après un apprentissage préalable, un «sas» d'un an d'apprentissage intensif de la langue étrangère au niveau du système.

Beaucoup de questions se posent donc à propos du fonctionnement des sections bilingues. Mais il faut franchir le pas. C'est fait.

(1) Sur l'état des sections bilingues en Europe, voir le dossier de la *Lettre européenne de l'éducation* de mai-juin 1991. Le Lycée international de Saint-Germain-en-Laye organise un colloque sur ce thème les 22 et 23 mai 1992.

(2) Il convient de distinguer soigneusement les sections internationales, qui supposent une population internationale et permettent d'aller beaucoup plus loin dans l'interculturalité, des sections bilingues, qui doivent pouvoir se adresser qu'à des élèves français. Mais la pédagogie n'en est pas fondamentalement différente. Voir sur ce sujet l'«Annuaire international à l'enseignement» dans la revue *Savoir d'aujourd'hui* 1991.

► Jean-Pierre Maillard est professeur au lycée international de Saint-Germain-en-Laye et secrétaire général de l'association Europe et Éducation.

**ensae**  
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE  
**MASTÈRES SPÉCIALISÉS**  
- MODÉLISATION ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE  
- STATISTIQUE ET INFORMATIQUE  
**CERTIFICATS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES**  
- FINANCE ET ACTUARIAT  
- ÉCONOMIQUE INDUSTRIELLE ET MICROÉCONOMIE APPLIQUÉE  
- ÉCONOMÉTRIE ET SÉRIES TEMPORELLES  
- MODÉLISATION ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE  
- MÉTHODOLOGIE STATISTIQUE  
Ouverts aux diplômés des grandes écoles et aux titulaires d'un diplôme universitaire de niveau BAC + 5.  
Un niveau élevé en mathématiques est requis.  
Admission sur dossiers et entretiens en juin et septembre 1992.  
Les CESS offrent une formation à temps partiel compatible avec une activité professionnelle allégée.  
Les MASTÈRES offrent une formation à temps plein sur quatre trimestres.  
**RENSEIGNEMENTS**  
**3615 ENSAE**  
ou écrivez à :  
ENSAE  
MS/CESS  
3, avenue Pierre-Larousse  
92241 MALAKOFF CEDEX  
Tél. : (1) 41-17-65-09

**L'HERMÈS Editeur** Tél. (1) 46 34 07 70  
L'essentiel sur  
**TECHNIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL**  
par M.P. JEANDAT et E. MOREAU  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS.

**MASTERS SPÉCIALISÉS HEC**  
**DEVENEZ LE SPÉCIALISTE QUE LES ENTREPRISES RECHERCHENT**  
Les Mastères Spécialisés HEC vous offrent au sein d'un des plus prestigieux campus européen, une formation intensive et très exigeante pour vous spécialiser dans l'un des domaines clefs du management. Grâce aux Mastères Spécialisés HEC, vous aurez la possibilité d'acquérir en une année, à travers les cours dispensés par un corps professoral et des professionnels éminents, les connaissances, la méthodologie et le savoir-faire que les entreprises attendent. En fin de cursus, une thèse professionnelle viendra couronner cette nouvelle qualification qui fera de vous un spécialiste «recherché» sur le marché restreint des cadres dirigeants.  
**HEC**  
GROUPE HEC  
SCHOOL OF MANAGEMENT  
M.S. HEC COMMUNICATION M.S. HEC ENTREPRENEURS M.S. HEC EUROPEAN MANUFACTURING MANAGEMENT M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING M.S. HEC STRATEGIC MANAGEMENT  
La communication globale : analyse, décision, création, contrôle Les leaders de demain en action Le «savoir produire» dans un contexte international Les nouveaux métiers de la finance Le marketing quantitatif et qualitatif Les méthodes et les outils de l'expertise stratégique  
Pour tout renseignement, écrivez ou téléphonez :  
Groupe HEC - Mastères Spécialisés - 78351 Jouy-en-Josas Cedex - Tél. : 39 67 70 00

**AVEC GROUPE ESC GRENOBLE**  
**MANAGEMENT TECHNOLOGIQUE**  
**S'EXPOSE BIEN.**  
**DEJA OPERATIONNELS.**  
**26 ACCORDS DE COOPERATION INTERNATIONALE.**  
**ESC GRENOBLE**

**Le Monde ÉDITIONS**  
**LA SANTE**  
Guide des formations supérieures à débouchés professionnels  
Collection "Vos Études"  
dirigée par Frédéric Gausson  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



L'ALLEMAND EN ALLEMAGNE/SUISSE  
COURS INTENSIFS

- Commencement chaque mois
- Pour des informations supplémentaires veuillez contacter:

**Benedict**

Suisse: 8004 Zurich, Mülhbach 106, tél. 0041 1 242 12 60 - 8401 Winterthur, Bahnhofplatz 3, tél. 0041 52 212 38 22 - 6003 Lucerne, Pichlerstr. 6, tél. 0041 41 23 96 26 - 9001 Saint-Gall, Neumarkt 1, tél. 0041 71 22 55 44  
 Allemagne: 8000 Munich 2, Bayenstr. 21, tél. 0049 89 55 56 45

LA GRANDE ÉCOLE EUROPÉENNE DE  
MANAGEMENT POUR LES LITTÉRAIRES

Culture, économie et droit européens, ressources humaines et communication, quatre ans d'études en France et dans deux pays de la C.E.E. pour un MASTER reconnu par les partenaires européens.

Intégration après bac sur concours commun du Groupe Lincoln  
 ECSEL - Groupe LINCOLN - 65, rue du Théâtre 75015 PARIS - Tél: (1) 45 77 11 61  
 AMSTERDAM - Maastricht - Nancy - Paris - Sheffield  
 Ecole Supérieure de Commerce Privée

(Publicité)

## PRÉPAREZ H.E.C. à VIENNE en AUTRICHE

au LYCÉE FRANÇAIS DE VIENNE

Établissement public d'enseignement géré par le Ministère des Affaires Étrangères

- Vous pratiquez l'allemand et l'anglais à un bon niveau
- Vous êtes un très bon élève de terminale
- Vous souhaitez augmenter vos chances aux concours dans un contexte international

A 1 h 40 de Paris, au cœur de l'Europe, dans un contexte international qui privilégie naturellement l'apprentissage et la pratique des langues française, allemande et anglaise et les échanges culturels, le lycée français de Vienne offre à des élèves motivés, attirés par le monde commercial et industriel, des atouts particuliers et les meilleures chances de réussite aux concours: 65 % ont intégré en 1991 (ESSEC, EAP, LYON, ECRICOME, ESCAE, EME).

DEMANDE DE DOSSIER A REMPLIR ET A RETOURNER:

NOM: ..... PRÉNOM: ..... CLASSE: .....

ADRESSE: ..... INTERNET: OUI/NON

LYCÉE FRANÇAIS DE VIENNE/PRÉPA  
 Liechtensteinstrasse 37A 1090 VIENNE AUTRICHE  
 Tél.: (19-43-1)34-22-41/Télécopie (19-43-1)31-02-417

# ESAM

ÉCOLE SUPÉRIEURE EUROPÉENNE D'ADMINISTRATION ET DE MANAGEMENT

## ÊTRE LE COLLABORATEUR D'UN MANAGER EUROPÉEN

JOURNÉES  
PORTES OUVERTES  
Tél.: 40 03 15 20

**GROUPE IGS**  
UNIVERSITÉ PROFESSIONNELLE INTERNATIONALE

ESAM Membre de l'Académie Européenne de Management et de l'Académie Européenne de Secrétariat.  
 12, rue Alexandre Parodi - 75010 PARIS -  
 Tél. 40 03 15 20

- Une ambiance "internationale", grâce à des étudiants(es) venus(es) de pays d'Europe et des États-Unis.
- Des débouchés garantis pour cette formation originale de 30 mois dont 5 en Californie ou en Europe et 5 en entreprise.
- Des diplômes reconnus:

- 1er cycle: - BTS Commerce International  
 2ème cycle: - EMA: European Management Academy  
 - ESA: European Secretarial Academy  
 - AA: Associate of Arts Degree

ADMISSION: 1er cycle (BAC + Concours)  
 2ème cycle (DEUG, DUT, BTS + Concours).

Établissement privé d'enseignement supérieur

Bon à retourner à ESAM  
 12, rue Alexandre Parodi - 75010 PARIS Tél.: 40 03 15 20

M. Melle \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Niveau d'études \_\_\_\_\_  
☐ souhaite recevoir une documentation

Monde Campus Europe / Mars 92

## EDUCATION • CAMPUS

## L'histoire à douze voix

Des professeurs européens viennent de réaliser ensemble un manuel d'histoire qui paraît simultanément en France et dans plusieurs pays de la Communauté

**P**AR qui diable l'Invincible Armada a-t-elle été défaite au seizième siècle? Par le courage et la vaillance de Francis Drake, comme le soutiennent les Anglais? Par les guerres, comme le suggèrent les Néerlandais? Ou tout simplement par la tempête, comme l'expliquent les Espagnols?

Si le film est connu, les versions originales sont multiples, et la distribution changeante selon les salles de projection ou la nationalité du metteur en scène. A chacun ses héros. D'un pays à l'autre, l'histoire - celle qu'on enseigne dans les classes - varie. Rarement dans ses grandes lignes, mais toujours dans les recoins, où se forment fiertés et identités nationales.

« Quand j'étudiais en Grande-Bretagne, se souvient M. Frédéric Delouche, j'avais l'impression que les Anglais gagnaient tout. Et quand je rentrais en France, mes cousins me lançaient: « Et Bouvines? » Né outre-Manche, français par son père, norvégien par sa mère, « européen par nature », M. Delouche a toujours gardé une idée en tête: faire travailler ensemble des professeurs de différentes nationalités sur un manuel d'histoire européenne. Objectif: que les jeunes générations puissent lire enfin les siècles d'histoire commune sans avoir à chasser des « lunettes nationales » forcément déformantes. A ses yeux, il y a là comme un préambule nécessaire à la formation du citoyen européen (1).

Conseil en stratégie d'entreprises, il trouve chez Hachette un maître d'œuvre enthousiaste, même si aucun marché national ne se prête à une commercialisation rapide de l'ouvrage destiné aux quinze-dix-huit ans; en effet aucun programme national de lycée ne prévoit formellement d'aborder l'histoire sous cet angle, sauf en Allemagne depuis 1978 et dans certaines régions d'Italie. Lancée en 1988, l'idée a séduit tout de suite l'éditeur alle-

mand Klett, puis l'italien Mondadori, les belges De Boek et Van In, le néerlandais Malmberg, le portugais Minerva et le grec Ekdottis Athènes.

Douze auteurs furent contactés, professeurs de lycée ou de première année de faculté, déjà auteurs de manuels, tous issus de la Communauté européenne (Luxembourg

couverture et la maquette, sans oublier les illustrations. Enfin, chaque auteur s'est vu confier la responsabilité finale de la traduction de l'ensemble de l'ouvrage dans sa langue.

« Nous nous sommes mis tout d'abord d'accord sur la conception générale de l'ouvrage explique M. Scipione Guarracino, auteur

plus familier que celui utilisé pour les manuels italiens, « plus universitaire ».

Tous reconnaissent aujourd'hui en souriant que leur première réaction a consisté « naturellement » à défendre « leur » histoire. Mais le jeu des perspectives en a troublé plus d'un. « L'Italien nous a clairement montré qu'il y avait en fait deux types de féodalité, explique M. Montaville, ce que je n'avais jamais noté ». L'Anglais a rappelé que Jeanne d'Arc avait été, somme toute, condamnée par des prélats français. Et l'Allemand que la découverte de l'Amérique par Colomb est, en Allemagne, beaucoup moins mise en valeur, « car elle marque le début du colonialisme outre-Atlantique ».

Lever  
les préjugés

Et il faut parfois déployer beaucoup de diplomatie pour concilier les points de vue. L'auteur grec écarta une carte du dix-neuvième siècle sur laquelle figurait la Macédoine en tant que nation. L'anglais s'étonna que ne figurât point la bataille d'Angleterre dans la première mouture consacrée à la seconde guerre mondiale. L'entente, en revanche, dans sa première version, parut trop consensuelle, n'appuyant pas assez sur les antagonismes.

« Ce sont précisément tous ces préjugés, tous ces mentalités qui rendent si difficile la construction européenne, explique M. Delouche. Pour un Espagnol et un Britannique, Gibraltar est lourd de sens. N'oublions pas que nos diplomates, d'une certaine manière, vivent dans les archives ». D'où le sentiment pour les promoteurs de cette histoire européenne qu'un traité de fond tel que celui qui a été mené ne peut que parvenir à lever à terme les ambiguïtés. « Historiens français et allemands, dès les années 30, rappelle M. Tiemann, même à cette époque, en ontient d'ailleurs compris l'urgence ».

« L'Europe », s'exclame M. Alderbert, ce n'est pas seulement celle des fromages et du lait. Ce peut être aussi celle de l'histoire. Un point de vue que n'ont pas partagé de prime abord les Anglais. Aucun éditeur ne s'est porté candidat à la publication de l'ouvrage et n'a voulu financer les trois premières années de travail. En janvier, l'éditeur allemand a été droit à une pluie de critiques acérées dans la presse britannique. Le Times a été jusqu'à expliquer que les auteurs n'étaient autres que des députés socialistes membres du Parlement européen. Tandis que M. Norman Stone, professeur d'histoire moderne à Oxford, estimait que « tout cela sentait le poisson pourri ».

Ultime, M. Robert Unwin, qui a apporté la contribution britannique à l'ouvrage et déclare avoir trouvé le travail « passionnant », s'est insurgé contre de tels propos: « Une fois de plus, la Grande-Bretagne prouve qu'elle est toujours à la traîne. Comme pour le calendrier grégorien, l'adoption du système décimal ou du système métrique. Il est vrai, reconnaît-il, qu'il est difficile de concilier dans un ouvrage si concis toutes les traditions nationales ».

« Il n'est pas question que chacun renie sa culture », prévient M. Delouche, mais on conçoit que l'on reconnaisse que les autres partagent la même culture. « Et ce sens, à l'avenir, et en cas de réédition, des historiens des pays de l'Est devraient être associés. « On ne peut changer les mentalités que progressivement », explique M. Tiemann. On ne peut pas dire de but en blanc aux Espagnols et aux Portugais que la découverte de l'Amérique, c'est aussi une forme de colonialisme. Pour eux, c'est une composante importante de leur identité nationale. Que nous le voulions ou non, nous sommes toujours les enfants de nos nations ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) L'Histoire de l'Europe paraît simultanément le 25 mars, date du trente-cinquième anniversaire du traité de Rome en Allemagne, Belgique, Grèce, Hollande, Portugal et France. Il est déjà sorti en Italie. Une édition espagnole, ainsi qu'une autre, polonaise, sont en projet. Des éditeurs scandinaves se sont également portés candidats.

A noter qu'Hachette organise mardi 31 mars au Sénat, à Paris, un colloque sur le thème: « L'enseignement de l'Europe peut-il contribuer à forger une conscience européenne? » Reus.: (1) 46-34-86-30.

« L'Histoire de l'Europe », Hachette Education, 384 pages, 600 documents photos ou textes, 100 cartes, 185 F.

### RÉFLÉCHISSEZ: 1515 ÇA VOUS DIT VRAIMENT RIEN?



excepé), sauf un Tchèque, M. Jiri Grusa, encore professeur d'histoire lorsqu'il fut convoqué, et aujourd'hui... ambassadeur de Tchécoslovaquie en Allemagne.

Aucun « déterminisme »  
historique

Cet « euronouveau » n'est pas une juxtaposition de chapitres écrits séparément par des auteurs nationaux. Au contraire, pendant trois ans, au fil de multiples réunions, critiques croisées et corrections, les auteurs ont pris la responsabilité commune de l'ensemble de l'ouvrage, depuis la rédaction jusqu'à la

italien. Nous avons dû trouver une voie moyenne entre la vision anglo-saxonne de la narration, plus événementielle, plus axée sur les personnages, et notre vision latine, plus « structurée », qui consiste à chercher pour chaque époque les problèmes majeurs ».

« Il n'était pas question, pour nous, de chercher à tout prix à justifier a posteriori la construction européenne », prévient M. Jacques Montaville, l'éditeur. « Il n'y a aucune tentative de déterminisme historique. D'ailleurs, dans ce livre, l'Europe voit ses contours fléchir. Il ne s'agit pas plus de l'Europe dite de l'Atlantique à l'Oural que des deux pays de la Communauté. Sous domination mongole, la Russie tourne le dos à l'Europe. Avec Pierre I<sup>er</sup>, elle y revient. L'Europe s'étend jusqu'à Byzance, puis se replie sur le Nord de l'Italie. En réalité, selon M. Delouche, la tradition démocratique, la recherche des libertés individuelles, constituent le dénominateur commun, la valeur fondamentale, de tous ces pays ». Symboliquement, le livre s'achève sur la chute du mur de Berlin.

Mais surtout, par le prisme déformant des traditions nationales, les douze enseignants se sont renvoyés, au cours de leurs réunions de travail, des images déformées de leur propre passé. L'Histoire entre voisins de palier.

Napoléon  
démônisé

Napoléon, entre tous, a perdu quelques galoos. Démouillé à outrance dans la première mouture du manuel, le personnage accumule manifestement sur lui l'hostilité de la quasi-totalité de nos voisins. A charge pour l'auteur français de relativiser, dissocier les époques (Bonaparte de Napoléon), de rappeler le code civil, l'organisation de l'administration, etc. D'autres « héros » se sont vus ramenés à de plus modestes destins: Vercingétorix n'est plus seul résistant au conquérant romain. La reine Boudicca pour les Anglais, Néméus pour les Espagnols, Arminius pour les Germains, ont aussi droit de cité. En revanche, Louis XIV obtient, semblerait-il, la bénédiction générale, y compris allemande, effaçant presque des mémoires ses tentatives territoriales vers l'Est, au bénéfice du « grand siècle culturel ».

A lire leurs collègues, certains professeurs ont trouvé « un peu court » l'étude de périodes qu'ils jugeaient capitales. « J'ai été stupéfait de voir comment le dix-septième et le dix-huitième siècles italiens sont escamotés dans l'espérance de nos voisins. Après Michel-Ange, on arrive presque tout de suite à Garibaldi », s'exclame M. Guarracino. « J'ai noté quelques passages un peu rapides, ou tout début sur la Révolution française », remarque M. Jacques Alderbert, l'auteur français. « J'ai été surpris de voir à quel point on pouvait survoler la Réforme », confie M. Dieter Tiemann, l'auteur allemand, professeur à l'université de Dortmund.

« De manière générale, indique M. Montaville, la religion est bien plus présente chez nos voisins européens qu'elle ne peut l'être dans nos manuels français. » Qu'ait à M. Guarracino, il s'étonne du style plutôt « francisé » du manuel, jugé

## Erasmu

A

## Oxford-on-Isère

## INSAM

eslsca

3 CONCOURS  
CARRIÈRES DE COMMISSAIRE

RECHERCHES SUPPLÉMENTAIRES  
 de chacun des commissaires

## ARMÉE DE TERRE - D.C.C.

## MARINE - D.C.C.M.

AIR - D.C.C.A.  
 25, rue de la République  
 93000 PARIS 13  
 Tél.: 40 03 15 20

مكتبة المصطفى



# EDUCATION • CAMPUS

## Erasmus en quête de relais

Le plus connu des programmes européens souffre de son succès. Les budgets communautaires ne suffisent plus à répondre à la demande

GRENOBLE

de notre correspondante

**A**u fond, le programme Erasmus sert-il à quelque chose ? L'humeur britannique dant M. Alan Smith, directeur du bureau Erasmus à Bruxelles, a agité son intervention devant quatre cents responsables français de ce programme européen d'échanges universitaires, réunis les 19 et 20 mars à Grenoble, n'est pas totalement dénué de fondement.

Après l'enthousiasme qui a accompagné le lancement, il y a cinq ans, du premier grand programme de la Communauté européenne d'éducation, la question se pose en effet : dans un contexte de restrictions budgétaires, quel sort sera réservé aux aides à la mobilité étudiante prévues par les différents programmes qui, tel Erasmus, viennent à expiration entre 1993 et 1995 ?

Quoi qu'il advienne, la mécanique est bien enclenchée, comme l'a prouvé l'affluence massive à ces quatrièmes journées Erasmus, organisées à l'initiative de l'université Stendhal (Grenoble-III), et dont la première édition en 1988 n'avait défilé qu'une petite cinquantaine de participants. A en juger par le foisonnement des questions soulevées, la pensée collective que ne sont offertes les responsables d'échanges Erasmus dans leur parcours du combattant vers les subventions européennes n'avait rien de superflu.

Expriment leurs inquiétudes sur la complexité des procédures, les retards dans le versement des fonds, les stratégies gagnantes dans la course à l'élégibilité, les modalités de limitation des flux d'étudiants suggérées par Bruxelles, le manque de transparence supposé dans la sélection des demandes, les responsables de ces échanges européens refaisaient pour une bonne part le fond du problème, c'est-à-dire celui du financement.

Car si la demande étudiante explose, en effet, il n'en va pas de même du budget communautaire. Les projets finalement financés par la Communauté ne représentent ainsi qu'un quart environ de ceux qui sont proposés. En 1987-1988, Erasmus a concerné 5 000 étudiants européens pour 11,2 millions d'écus. Les prévisions 1991-1992 tablent sur 63 340 étudiants. Plus de 40 000 (dont 6 000 Français) sont déjà effectivement partis moyennant un budget de 74 millions d'écus, dont 42 consacrés aux étudiants.

### Trésors d'ingéniosité

Le solde finance d'autres actions. « Moins spectaculaires que les échanges d'étudiants, ces séminaires intensifs, échanges de professeurs, projets de développement conjoints, moyens de gestion donnés aux universités, contribuent tout autant au succès du programme, notamment en donnant une dimension européenne aux études de ceux qui ne partent pas. Mais la demande croissante de bourses étudiantes marginales de plus en plus le financement des autres actions », a expliqué M. Smith.

Gestionnaire de la situation en tant qu'agence nationale Erasmus, le Centre national des œuvres universitaires (CNOUS) invente chaque jour des solutions pour faire coïncider, au fil de calendriers universitaires et administratifs contradictoires, une masse d'argent limitée avec l'envol des flux d'étudiants. « L'essentiel est d'arriver à ce que chaque étudiant puisse bénéficier d'une avance qui sera régularisée a posteriori », a résumé M. Albert Frevos, directeur du CNOUS, tandis qu'en coulisse deux agents comptables estimaient que « ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'ouverture européenne que de conduire à l'innovation, par l'obligation de sortir du cadre réglementaire ».

Les trésors d'ingéniosité, pourtant, permettront-ils de sortir de l'impasse ? Selon M. Smith, « Erasmus fait l'objet d'un malentendu. Il n'a jamais été question que l'objectif affiché par la Commission des Communautés européennes de favoriser, au travers de ce programme, la mobilité de 10 % des sept millions d'étudiants que compte la Communauté puisse être atteint grâce aux seuls moyens du budget communautaire. Le débat est engagé avec les Etats membres, et mettra désormais en œuvre le principe de subsidiarité défini à Maastricht ». Un principe qui confirme l'indépendance des Etats membres en matière d'éducation, mais au prix d'un meilleur investissement dans les grands programmes.

### L'engagement des régions

Le message est bien passé en France, notamment auprès des régions, dont la plupart ont, intégralement certes, accompagné le mouvement. L'un des exemples les plus achevés vient du conseil régional Rhône-Alpes. Coordonné de « l'intérêt pour l'économie locale de l'internationalisation de ses futurs cadres », il a consacré, l'an dernier, 60 millions de francs aux différents programmes de mobilité étudiante. Dès la rentrée 1992, il portera à 2 400 francs l'allocation mensuelle, venant compléter la bourse Erasmus, de l'ordre de 800 francs, et les 300 francs versés par le ministère de l'éducation nationale.

La question de savoir comment prendre en compte le critère social dans l'attribution des subventions d'ailleurs donné à M. Smith l'occasion de pointer une confusion fréquente. « Erasmus est un programme de mobilité, visant

uniquement à ne pas pénaliser un étudiant qui souhaite effectuer une partie de ses études dans un autre pays européen. Cela revient, d'une part, à financer le surcoût entraîné par son déplacement, et, d'autre part, à intégrer dans son cursus le temps passé à l'étranger. L'aspect social de l'aide à la mobilité relève pour sa part, d'une solution nationale ou régionale ».

Erasmus semble en tout cas, notamment en France, dont les universités comptent parmi les plus dynamiques, se jouer des obstacles, des logements trop rares, de la paupérisation, des freins imposés par la mauvaise maîtrise de certaines langues en dehors du triangle Allemagne, France, Grande-Bretagne. Le phénomène ne surprend pas l'un des défricteurs du système, M. Jean-Claude Buchot, chargé des relations internationales de l'université Stendhal depuis 1976. Figure quasiment emblématique du réseau Erasmus, pour avoir à son actif le plus grand nombre d'étudiants « érasmiens » en France, par rapport à la taille de son université (217 pour 6 000 étudiants), M. Buchot voit dans le difficile exercice du passage des frontières « le dernier secteur d'enthousiasme ».

Pour combien de temps ? Il faudra vraisemblablement créer de nouvelles infrastructures, pour accompagner la banalisation de l'ouverture européenne. « Je ne peux m'empêcher d'être choquée par un déséquilibre entre la masse de travail engagée dans Erasmus, le coût de ce travail et le résultat final : 800 francs par étudiant. Ne pourrait-on alléger le système, rationaliser, par exemple en trouvant des synergies entre les différents programmes européens ? », s'interroge une enseignante.

En outre, avec le changement d'échelle et le nombre croissant d'étudiants en mobilité, beaucoup craignent la bureaucratisation du système. L'expérience prouve que les programmes Erasmus les plus réussis ne se sont développés que sur un terrain bien préparé par la conviction personnelle des universitaires concernés. « Trop codifier risquerait l'esprit d'Erasmus, qui consiste à brasser des cultures, ouvrir des portes, et non pas à faire acquiescer un savoir disciplinaire. Quel que soit le volume des échanges, la qualité et la chaleur des relations restent le pivot de la réussite », s'insurge un autre pionnier, M. Robert Griffiths (voir encadré). Dans les jours qui viennent, l'université Pierre-Mendès-France (Grenoble-II) consacra à sa façon cet état d'esprit, en saluant son premier mariage Erasmus, entre l'un de ses étudiants et une juriste irlandaise.

ELISABETH DEVAL

## Oxford-on-Isère

Le poli brun et l'œil pétillant, M. Robert Griffiths évoque plus, dans sa veste de velours côtelé, quelque notable gascon que le sujet de Sa Gracieuse Majesté qu'il est en réalité. A-t-il attrapé le virus de la coopération européenne parce qu'à la fin des années 30 son père joua comme footballeur professionnel dans l'Olympique de Dunkerque ? Ou bien pour avoir découvert avec ravissement la Maison française sur le campus de Oxford ?

Toujours est-il que cet historien de cinquante et un ans a été risqué dès 1977 à monter avec l'université Stendhal (Grenoble-III), dans le train des premiers échanges subventionnés par la CEE au travers des programmes d'études en commun.

En tant que directeur de l'European Exchange and Study Center (EECS) de l'université de Ripon et York (Yorkshire), il a accueilli, depuis, des milliers d'étudiants européens, dant

plus de trois cents grenoblois. Sans jamais relâcher son effort pour les intégrer à la vie locale, le théâtre, les rencontres ou les visites d'usines constituent aux yeux de cet homme éclectique, pianiste et golfeur à ses heures, la véritable encre de l'expérience.

O'ici à s'appliquer à lui-même le raisonnement, il n'avait qu'un pas à franchir, et l'a fait allégrement en multipliant les séjours sur le campus de Grenoble.

Auteur d'un livre sur la révolution française, le Centre perdu, publié en 1989 aux Presses universitaires de Grenoble (PUG), il est un exemple achevé de métissage des cultures universitaires européennes. Il pénètre aujourd'hui dans le bastion de l'éducation nationale. Déjà chancelier des Palmes académiques, il poursuit son intégration dans le système éducatif français comme professeur de civilisation britannique à l'université Stendhal.

E. D.

## INSAM

INSTITUT INTERNATIONAL DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Études à Paris, États-Unis, Europe

Admission 1<sup>re</sup> année : bac + concours

2<sup>e</sup> année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

eslsca

1, rue Beugnot, 75007 Paris - France  
Tél. : 01 45 55 55 55  
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
POUR L'ÉTAT, RECONNU PAR L'ÉTAT

### 1 CONCOURS 3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRES

L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air recrutent en 1992 par concours commun plus de 30 élèves commissaires parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur (licence, I.E.P.,...) Droit, économie, sciences politiques...  
Limite d'âge 25 ans

RENSEIGNEMENTS auprès des directions centrales de chacun des commissariats



**ARMÉE DE TERRE : D.G.C.A.T.**  
37, boulevard de Port-Royal  
BP 305 - 00464 ARMEES  
Tél. : 16.1.40.65.52.72



**MARINE : D.C.C.M.**  
2, rue Royale - 00352 ARMEES  
Tél. : 16.1.42.60.33.30  
Postes 21221 et 22098



**AIR : D.C.C.A.**  
25, boulevard Victor  
00460 ARMEES  
Tél. : 16.1.45.52.64.51  
et 45.52.64.54



ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET DE GESTION : Management International BAC + 4

## Allez jusqu'au bout de vos ambitions !

Bachelier, avec l'IPAG, vous atteindrez les sommets des carrières internationales.

RESEAU UNIVERSITAIRES EUROPEENNES PARTENAIRES

- ALGERIE : Université Algérie
- ANDORRE : Institut Polytechnique
- ANTWERP : Université d'Anvers
- ARLON : Université de Liège
- BARCELONE : Université de Barcelone
- BELGIUM : Université de Louvain
- BELGIUM : Université de Gand
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre
- BELGIUM : Université de Wallonie
- BELGIUM : Université de Limbourg
- BELGIUM : Université de Luxembourg
- BELGIUM : Université de Mons
- BELGIUM : Université de Saint-Gilles
- BELGIUM : Université de Tournai
- BELGIUM : Université de Verviers
- BELGIUM : Université de Charleroi
- BELGIUM : Université de Namur
- BELGIUM : Université de Bruxelles
- BELGIUM : Université de Brabant
- BELGIUM : Université de Flandre





INSTITUT DE MANAGEMENT DES INDUSTRIES DE LA SANTE

LA GRANDE ECOLE  
DE MANAGEMENT DE LA SANTEMEDECIN - PHARMACIEN - VETERINAIRE -  
BIOLOGISTE - CHIRURGIEN DENTISTE -  
INGENIEURUn 3ème cycle créé et organisé en liaison  
avec les entreprises  
6 mois de formation intensive + 4 mois  
de mission en entrepriseSTRATEGIE D'ENTREPRISE - MARKETING -  
COMMUNICATION - FINANCE GESTION -  
RESSOURCES HUMAINES - ECONOMIE  
INFORMATIQUE - ANGLAIS.

GROUPE IGS

Pour recevoir la brochure d'information et un dossier de candidature :  
IMIS - 107, rue de Marseille - 69007 LYON - Tél. (16) 72 73.47.83Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Date de naissance \_\_\_\_\_  
Formation \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_3<sup>e</sup> CYCLE :  
« COMMERCE ET MANAGEMENT  
AVEC L'ESPAGNE »« Pour acquérir un profil de carrière européen et une  
parfaite maîtrise du monde des affaires espagnol »

## DURÉE

1 an dont 4 mois en entreprise + mémoire profes-  
sionnelle.

## NIVEAU D'ENTRÉE

- Ecole de Gestion,
- Ecole d'Ingénieurs,
- Maîtrises universitaires ou équivalent.

## ADMISSION

Sur dossier + entretien + test langue vivante Espagnol.

## INSCRIPTION

Date limite de dépôt des dossiers  
1<sup>re</sup> session : 25 mai 1992  
2<sup>e</sup> session : 4 septembre 1992

## CONTACT : 59-92-64-64

Jean DONDI  
Jacqueline LAGREZEGROUPE ESC PAU - Campus Universitaire,  
3, rue Saint-John-Perse, 64000 PAU

En collaboration avec l'équipe pédagogique de l'ICADE MADRID

## EDUCATION • CAMPUS

## Les Anglais tentés par le retour à la sélection

L'enseignement est au centre de la campagne électorale en Grande-Bretagne.  
Au cœur du débat : les performances médiocres et l'élitisme du système britannique

## LONDRES

de notre correspondant

DANS le débat extrêmement politisé sur l'éducation, il y a au moins un consensus entre les partis politiques : le bilan est globalement mauvais. Ce jugement ne porte évidemment pas sur le niveau d'instruction des quelque 20 ou 30 % des élèves qui réussissent dans le système scolaire, encore moins sur la réputation d'excellence, dans l'ensemble intacte, des universités prestigieuses, au premier rang desquelles Oxford et Cambridge. La crise concerne la grande majorité des écoles britanniques, où l'on dispose d'un enseignement de qualité moyenne, parfois même franchement médiocre, et un système éducatif dont l'une des conséquences est d'être qu'il n'est pas préparant pas efficacement aux exigences du monde du travail.

Il est devenu banal de constater que le niveau de formation et d'éducation outre-Manche est inadéquat à la compétition économique internationale. Bien des économistes admettent que si la récession a frappé si durement la Grande-Bretagne, c'est en partie pour cette raison : les filières sont davantage conçues pour l'obtention immédiate d'un emploi plutôt que pour l'acquisition d'une formation poussée. Les chiffres, notamment lorsqu'on compare la situation de la Grande-Bretagne à celle d'autres pays industrialisés, brossent un panorama souvent affligeant : le taux de participation à plein temps au système éducatif au-dessus de 18-19 ans est de 19 % au Royaume-Uni en 1987-1988, contre 65 % en Allemagne, 60 % en France, 50 % au Japon et 55 % aux États-Unis.

Un système  
de castes

Les dépenses en faveur de la formation professionnelle, d'autre part, représentaient 0,15 % du chiffre d'affaires des entreprises britanniques en 1980, contre 2 % en Allemagne et 3 % au Japon.

Des chiffres plus récents (1989) situent le niveau au sein par les employeurs britanniques à environ 0,3 % du chiffre d'affaires, mais l'écart avec les autres pays de référence ne s'est pas substantiellement modifié. Enfin, alors que 82 000 étudiants français atteignent le niveau du baccalauréat technique chaque année, 25 000 Britanniques seulement obtiennent un diplôme équivalent, le *A level*. Les déficiences commencent très

tôt : en décembre 1991, les résultats de la première étude nationale sur le niveau scolaire des enfants de 6 et 7 ans ont été rendus publics : près de 30 % d'entre eux ne peuvent pas lire sans aide et un nombre équivalent sont incapables de compter jusqu'à 100.

On pourrait ainsi multiplier les exemples. Mais si ce constat ne provoque guère de polémiques, et si chaque parti fait de l'éducation une priorité de son programme électoral, promettant notamment une augmentation importante des financements, les politiques susceptibles d'améliorer le niveau de l'enseignement sont bien sûr contradictoires. Au-delà des approches partisans, une réalité s'impose cependant : si l'accès à une éducation supérieure est plus limitée que dans la plupart des pays industrialisés, c'est en tant que tel, en raison de la structure d'une société qui reste fondamentalement élitiste et individualiste. Les classes sociales en Grande-Bretagne sont parvenues à véritables « castes ». Il s'agit de l'héritage du dix-neuvième siècle, dont l'emprise n'a pas disparu : à l'époque, l'aristocratie estimait qu'il pouvait être dangereux d'éduquer les classes laborieuses, l'éducation devant rester l'appanage de l'élite de la société.

La révolution industrielle, grande enseignante de main-d'œuvre sans formation, n'a fait qu'enraciner cette croyance et ses conséquences économiques. Cette réalité n'appartient pas au passé : en témoigne l'institution toujours vivace des *public* et des *boarding schools* (écoles privées et pensionnats) réputées former autant le caractère que développer l'esprit. Réservées à une élite (les frais de scolarité atteignent couramment 10 000 livres par an, soit 100 000 francs), elles éduquent de 7 à 8 % des jeunes Britanniques (environ 600 000 enfants), mais fournissent 50 % des étudiants de Oxford et Cambridge. Membres du gouvernement et des cabinets ministériels, hauts fonctionnaires, juges et avocats, directeurs des principales sociétés sont à une large majorité, des anciens des *public schools*.

Il en résulte un état d'esprit dominant dans les sphères d'influence et de décision en faveur du maintien du *status quo* social, et une empreinte profonde dans les multiples réformes de l'éducation qui se sont succédées depuis plus de trente ans. De 1944 aux années 60, l'enseignement était construit sur une pyramide scolaire dont la principale conséquence était de freiner toute mobilité sociale : dès l'âge de 11 ans, les enfants étaient sélectionnés - par l'examen dit *eleven-plus* - et orientés. Une minorité

avait la chance d'intégrer une *grammar school*, réservée aux meilleurs, les autres étant dirigés vers les *secondary modern schools*, destinées à préparer à la vie professionnelle. Depuis trente ans, la généralisation des *comprehensive schools*, qui favorisent le brassage social dans le cadre d'un enseignement public, a aboli en partie le cloisonnement de l'ancien système.

Aujourd'hui, celles-ci représentent environ 90 % des écoles, les 10 % restants étant pour l'essentiel les *grammar schools* et les *public schools*. Seules trois ou quatre des 116 *Local Education Authorities* (LEA) qui existent en Angleterre et au pays de Galles (l'Ecosse et l'Irlande du Nord ont leur propre système d'éducation, d'ailleurs bien plus performant) ont refusé de favoriser la création de *comprehensive schools* et continuent de promouvoir une éducation basée sur l'ancien système.

Les poids  
des autorités locales

Mais cette réforme, encouragée par les travaillistes, n'a pas entraîné d'effets très significatifs s'agissant de la qualité de l'enseignement.

Aux yeux des conservateurs, elle a surtout permis aux LEA - qui sont les instruments de la très grande décentralisation du système britannique, - souvent contrôlées par le Labour, d'accroître leur influence sur les écoles et le contenu des programmes, lequel, jusqu'à la réforme de 1988 instituant notamment le *national curriculum* (liste des matières à enseigner), relevait de la seule décision des LEA.

Revenus au pouvoir en 1979, les Tories essaieront à la fois d'améliorer le niveau de l'enseignement et de lutter contre le monopole des LEA. La réforme de 1988 va leur donner une arme majeure, avec l'introduction de la procédure dite du *opting-out*. Il s'agit de la liberté offerte aux écoles de s'affranchir de la tutelle des autorités locales, au profit d'une relation directe avec le gouvernement central, notamment s'agissant du financement.

Les conservateurs estiment que les écoles choisissant cette procédure, qualifiées de *grant-maintained schools*, ont ainsi la liberté d'adopter une philosophie différente (un « projet éducatif ») de celle qui est prescrite par l'autorité locale. De façon plus crue, cela revient à permettre à ces établissements de promouvoir un enseignement se rapprochant des valeurs défendues par le Parti conservateur dans des zones contrôlées par le Labour. Deux cents écoles (sur 25 000) ont jusqu'à présent opté pour ce nouveau statut, mais le gouvernement assure que 2 000 demandes ont d'ores et déjà été formulées.

M. Kenneth Clarke, ministre de  
l'éducation du gouvernement

conservateur, ne cache pas que son but est de faire en sorte que toutes les écoles britanniques fassent ce choix avant la fin de la prochaine législature.

S'ils sont reconduits au pouvoir, les conservateurs s'efforceront, en outre, de favoriser la réémergence des *grammar schools*. Ils défendent cette idée avec prudence, de crainte d'être accusés par le Labour de vouloir réintroduire le principe du très sélectif *eleven-plus*. De façon paradoxale, le premier ministre, M. John Major, est lui-même un partisan modéré de cette tendance qui compte, au sein du Parti conservateur, de farouches partisans.

La question  
du financement

Cette position semble étrange pour un premier ministre dont les origines sociales modestes font partie de l'argumentaire électoral, et qui se veut un partisan d'une « société sans classes ». La contradiction ne s'arrête pas là : la grande majorité des électeurs conservateurs (notamment ceux des classes moyennes) sont attachés au principe des *comprehensive schools*, et hostiles à la finis au retour de la sélection et à un enseignement privé jugé trop onéreux. Pour une part, la croisade en faveur des *grammar schools* semble s'apparenter, pour les conservateurs, à un suicide politique...

Les partis conservateur, travailliste et démocrate-libéral ont rendu publics ces derniers jours leurs programmes électoraux. Le « trône commun » est une volonté d'améliorer le niveau de l'enseignement et de la formation. Chaque parti fixe des objectifs ambitieux, et tous s'engagent à consacrer à l'éducation un budget en nette augmentation : la palme revient aux démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown, avec des dépenses nouvelles de 2 milliards de livres (20 milliards de francs). Le programme électoral du parti de M. Major met donc l'accent sur le « choix » et la « diversité », alors que les travaillistes insistent sur l'amélioration des niveaux et la nécessité de refonder, au niveau local, la gestion des écoles, en supprimant la procédure du *opting-out*.

La question du financement - sans être exclusive de la crise du système d'enseignement - est importante : d'abord parce que les infrastructures scolaires sont souvent dans un état lamentable ; ensuite, en raison de la nécessité de revaloriser la situation financière des enseignants, victimes d'un « malaise » ancien. En dépit de ses multiples déficiences, l'enseignement britannique se porte mieux s'il était mieux défendu par ceux qui sont chargés de le dispenser.

LAURENT ZECCHINI



la cité des Sciences et de l'Industrie



INDUSTRIES TECHNIQUES



alternatives ECONOMIQUES

cité des Sciences  
et de l'Industrie  
30 avenue Corentin Cariou  
75019 Paris  
Métro Porte de la Villette  
Renseignements :  
40 05 75 81Les Entretiens de la Villette : 1<sup>er</sup> / 5 avril 1992  
Produire aujourd'hui

Les 3<sup>èmes</sup> Entretiens de la Villette, Produire aujourd'hui, se proposent de traiter d'un enjeu aussi important pour l'industrie que pour la formation, Réorganisation du système de production, nouvelles technologies, conséquences sur l'emploi et les formations, tels sont les thèmes qui, à travers rencontres et débats, seront abordés par des économistes, des responsables de l'industrie, des experts de production ou de matériaux nouveaux et des sociologues. Des démonstrations et des présentations d'innovations technologiques compléteront ce colloque destiné principalement aux enseignants, à tous les formateurs et aux étudiants.

**LE 1<sup>er</sup> AVRIL Production et société**  
avec Roger Lesgards, Arnaud Leenhardt, Thierry Gaudin, François Labadens, Yves Dubreil.  
• Table-ronde de 16h à 18h. Vers de nouveaux rapports sociaux dans l'entreprise. Introduction : Alain Touraine.

**LE 2<sup>e</sup> AVRIL Gestion des ressources**  
avec Benjamin Coriat, Jean-Jacques Marquaire, Jacques Jaussaud, Jean-Marie Narnio, François Fabre.  
• Table-ronde de 16h à 18h. De la gestion des ressources humaines à la communication. Introduction : Alain d'Iribarne.

Accès payant pour les 5 jours : étudiants 75F / enseignants 150F / organismes de formation et entreprises 1000F. Les Entretiens de la Villette ont bénéficié du partenariat de l'Union des industries métallurgiques et minières et sont placés sous le haut patronage des Ministres de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, de l'Industrie et du Commerce extérieur.

**LE 3<sup>e</sup> AVRIL Intégration des machines**  
avec Gérard Maeder, Pierre Dockès, Pierre Padilla, Maurice Gélus, Jean Prévost, Aimé Jardon, Jacques Lacour, Jean Sarrazin, André Taliec, Jean Moret, Jacques Bestin, Tanguy Cathelin.  
• Table-ronde de 16h30 à 18h30. La qualité dans l'entreprise. Introduction : Isabelle Orgogozo.

**LE 4<sup>e</sup> AVRIL L'enjeu des matériaux**  
avec Constant Wippler, Jean Rouxel, François Christin, James Barton, Bernard Raveau, Thomas Machia, Paul Caro, Alain Dubertret, William Lenne, Alain Navarro, Daniel Hataz, Marc Blusztajn.  
• Table-ronde de 16h40 à 18h30. Production et environnement : récupération, recyclage, élimination des déchets. Introduction : Alexandre Collin.

**LE 5<sup>e</sup> AVRIL De nouvelles compétences**  
avec Pierre Guillen, Dominique Straus-Kahn, Dominique de Calan, Jacques Guyard et Arnaud Leenhardt.  
• Table-ronde de 10h15 à 12h45. Quelle formation pour quels métiers. Introduction : Guy Gauthier.

## SUP Europe

GESTION-FINANCE OU MARKETING-VENTE

Une formation originale  
et internationale de haut niveau

- 4 années d'études dont une année complète en Angleterre ou en Allemagne.
- 7 mois de stage en entreprise en France et à l'étranger.
- Double diplôme :  
B.A Honours (Anglais) ou Diplom Betriebswirt (Allemand) et Diplôme Supérieur Européen de Management
- Une maîtrise linguistique, une mobilité et une ouverture culturelle permettant l'entrée directe sur le marché du travail européen et international.
- Le programme SUP Europe reçoit l'aide de la CEE (programme Erasmus).

## Admission

- Sur concours ouvert aux titulaires du Baccalauréat A1 - B - C - D et aux étudiants des classes préparatoires au haut enseignement commercial.

GROUPE E.S.C. Normandie - RUE CLAUDE BLOCH - 14000 CAEN  
TEL : 31 47 40 20 - FAX : 31 43 81 01

هكذا من العمل



EDUCATION • CAMPUS

# Le marché unique des enseignants

Le grand brassage des professeurs à travers la Communauté n'est pas pour demain. Les différences de formation et de conditions de travail sont des freins puissants

L'OUVREMENT des frontières en 1993 va-t-elle déclencher un vaste mouvement d'échange entre les 3 800 000 enseignants qui comptent les douze pays membres de la Communauté? Va-t-on voir brusquement des professeurs de langues vivantes ou de français s'expatrier hors des frontières? Ou bien, en France, les nombreux postes vacants en mathématiques et en sciences physiques être subitement pris d'assaut par des enseignants allemands ou italiens? Le raz de marée ou l'exode massif sont-ils à craindre ou est-il plus raisonnable de penser que les particularités de chaque système d'éducation, qu'il s'agisse du recrutement, de la formation et du mode de gestion des enseignants, mettront ces derniers à l'abri, et pour longtemps, d'un grand brassage européen?

L'article 48 du traité de Rome établit le principe de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la CEE. Et les enseignants n'échappent pas à la règle. La Cour de justice des Communautés européennes a en effet tranché, dès 1980, le débat juridique concernant l'application du traité de Rome aux fonctionnaires, en considérant que seuls les emplois publics « comportant l'exercice de prérogatives de puissance publique » (police, armée, justice, diplomatie...) devaient être occupés exclusivement par des ressortissants nationaux.

Enfin, en décembre 1988, une directive européenne a établi le principe d'un système général de reconnaissance, par les Douze, des diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant des « formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans ». Conséquence immédiate pour l'accès, en France, à la fonction d'enseignant : depuis le 2 janvier 1991 un arrêté modifie les conditions d'accès aux concours du CAPES, désormais accessibles à tout détenteur d'un diplôme de niveau bac + 3 acquis dans un Etat membre de la CEE.

## Une vue de l'esprit

Une petite révolution, passée quasiment inaperçue mais qui, en son temps, provoquera l'indignation du Syndicat national des enseignants de second degré. Le SNES craignait, à terme, la possible remise en cause du verrou du concours pour l'accès au métier d'enseignant.

Toutefois, malgré ces avancées juridiques et la volonté affirmée par le traité de Maastricht de « favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants », l'Europe des professeurs semble encore, pour une large part, une vue de l'esprit. Car même s'ils sont bien réels et



confinent parfois au casse-tête, les verrous législatifs ne sont pas les plus difficiles à faire sauter. Dans un domaine aussi sensible que l'enseignement et pour une catégorie sociale - les enseignants - aussi symbolique de l'identité nationale, en France comme ailleurs, les vrais blocages sont d'un autre ordre.

A la veille de l'échéance de 1993 et de l'ouverture du grand « espace éducatif européen », tout se passe, en effet, les enseignants des différents pays de la CEE. Indépendamment des différences d'ordre culturel liées aux programmes et aux contenus d'enseignement, indépendamment aussi des barrières linguistiques qui ne placent pas le système français dans la position la plus favorable, les enseignants européens ne peuvent pas, loin s'en faut, les mêmes formations et n'obtiennent pas aux mêmes règles de recrutement. Ils n'ont pas non plus les mêmes statuts et encore moins les mêmes conditions de travail, de service et d'exercice de leur profession.

Sur tous ces points une frontière assez nette sépare, en gros, les Etats du sud de ceux du nord de l'Europe. Pour recruter leurs enseignants, l'Italie, l'Espagne et le Portugal se fondent, comme la France, sur un système basé sur un concours garantissant un emploi, tandis que le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni mais aussi la Grèce opèrent un recrutement sur titre basé sur le diplôme. Le recrutement s'effectue localement en Grèce, en Italie, au Portugal et pour partie en Espagne et en Belgique, il est régional en Allemagne, en Grande-Bretagne et dans les régions

## Spécialités françaises

Dans le même temps, l'Allemagne conserve un système éducatif centré sur des filières très cloisonnées puisque environ 25 % seulement des élèves sont admis au *Gymnasium*, l'équivalent du lycée français d'enseignement général. Les professeurs du *Gymnasium* sont ainsi formés en six années et plus tard que ceux des filières courtes le sont en quatre ou cinq ans. Le Royaume-Uni et l'Irlande se rapprochent de l'ancien système français puisque les instituteurs et

les professeurs du secondaire sont formés dans des filières distinctes. Mais la formation des maîtres n'est pas, dans ces deux pays, le monopole de l'Etat puisque les enseignants n'y sont pas fonctionnaires.

Enfin, la France est la seule, parmi les Douze, à former ses enseignants dans une seule discipline, la bivalence étant la règle partout ailleurs. Autre particularité française : l'existence d'un super-concours comme l'agrégation et la coexistence, dans les mêmes établissements d'enseignement secondaire, de professeurs ayant des statuts, des niveaux de rémunération et des conditions de service différents.

Les conditions de service et de travail des enseignants, enfin, sont loin d'être harmonisées dans les douze pays de la CEE. Les amplitudes sont même considérables. En Espagne par exemple, la durée légale de travail des enseignants est fixée à trente-sept heures et demi hebdomadaires et les enseignants, comme en Allemagne, effectuent des tâches administratives, d'animation ou de surveillance en plus de leur charge de cours. De la même façon, les Italiens doivent consacrer vingt heures par mois à des tâches fixes collégiales tandis qu'au Portugal les enseignants n'ont qu'un mois de vacances d'été... leurs élèves, eux, en ont deux.

## Pénuries et excédents

Les conditions de travail des enseignants français, apparemment plus favorables, sont-elles de nature à attirer en masse des enseignants européens dans l'Hexagone? La Belgique, par exemple, qui souffre d'un relatif excédent d'enseignants, peut-elle tabler pour ses enseignants au chômage sur un nouveau débouché dans l'académie de Lille, une région frontalière où les enseignants sont en sous-effectif? L'ouverture des frontières en 1993 va-t-elle provoquer une arrivée massive en France d'enseignants allemands puisés dans ce pays, où la natalité est en chute libre, environ 30 % des diplômés formés au métier d'enseignant sont actuellement au chômage?

En fait, certains pays d'Europe - dont la France - sont actuellement confrontés à une pénurie importante d'enseignants, particulièrement en mathématiques, en physique et en technologie. A la rentrée 1990-1991, on estimait qu'il manquait environ six mille cinq cents enseignants au Royaume-Uni. En outre, on considère que dans ce pays moins de 60 % des jeunes formés pour enseigner entrent finalement dans la carrière et que le tiers de ces rescapés sont encore dans le métier après cinq ans.

Diverses mesures d'incitation financière ont été prises au Royaume-Uni dès 1987 pour augmenter le nombre de candidats et certaines autorités locales, notamment celles de Londres, vont déjà puiser dans le vivier des pays de la Communauté où les enseignants sont en surabondance : Pays-Bas, Allemagne et Danemark (2). Mais il faut rappeler que la Grande-Bretagne, outre une tradition ancienne de recrutement d'enseignants à l'étranger, est dans une situation linguistique qui ne peut plus favoriser et que, de surcroît, ses enseignants ne sont pas des fonctionnaires.

De toute façon, des pays comme le Danemark ou les Pays-Bas qui, en raison d'une forte baisse de la natalité, sont contraints d'arrêter leur recrutement d'enseignants devront bien à terme renouveler ces derniers et par conséquent relancer la machine. C'est ce que la France a entamé avec bien des difficultés depuis 1984. C'est ce que le Danemark par exemple sera forcé de faire dans les dix prochaines années, puisqu'on prévoit dans ce pays le départ à la retraite de la majorité des enseignants aux alentours de 2010. Dans ces conditions, on peut imaginer qu'il n'y aura plus guère alors d'enseignants danois prêts à s'expatrier pour exercer leur métier dans les quartiers défavorisés de Londres.

CHRISTINE GARIN

(1) Voir les *Synthèses éducatives* en France, par Jean Michel Leduc et Christine Rault. « Notes et études documentaires ». La Documentation française, 1989.  
(2) « Tendances nouvelles de la formation des enseignants ». Recherche et formation, INRP, n° 10, 1991.

### Le 2<sup>ème</sup> Cycle Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

DES ENSEIGNANTS SUPÉRIEURS

11 Mois d'enseignement  
7 Mois de stage en entreprise

Demain vous serez en entreprise

- Responsable du Personnel
- Responsable de la Formation
- Responsable du Recrutement
- Directeur des Ressources Humaines

Admission : Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence  
Concours : Sessions 1992, Avril, Juin, Septembre  
Renseignements : Tél. (1) 47 57 31 41  
IGS 120, rue Danton 92300 Levallois-Perret  
Tél. (1) 47 57 31 41

IGS GROUPE IGS

IGS 120, rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél. (1) 47 57 31 41

### INSTITUT SUPÉRIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

L'Institut Supérieur de Management Culturel créé par Claude Mollard, propose une année de spécialisation en management et en ingénierie culturelle. Diplôme niveau 2<sup>ème</sup> cycle en cours d'homologation. Concours d'entrée, début juin, ouvert aux étudiants des universités et aux diplômés des grandes écoles. L'ISMC prépare à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à l'ingénierie culturelle. Le salaire moyen en début de carrière est de 170 Kf/an.

Renseignements : ISMC  
(Etablissement privé d'enseignement supérieur)  
3, RUE DANVILLE - 75014 PARIS - Tél. : (1) 43.20.73.73

### SEJOURS LINGUISTIQUES

Améliorer son service et son accent. Travailler ses gammes et sa grammaire. Bosser ses maths et sa linguistique. Faut pas rêver... Si ! avec SILC

Surf, tennis, golf, musique, maths, civilisation, cours intensifs... A son fameux bain linguistique, SILC peut ajouter un parfum de sport, d'aventure ou de culture. A vous de choisir !

ANGLETTERRE, ESPAGNE, IRLANDE, ETATS-UNIS, ECOSSE, MALTE, ALLEMAGNE, AUSTRALIE, RUSSIE, POLOGNE, MEXIQUE, JAPON.

**SILC**

Créateur du Bain Linguistique

Allo Info ! SILC 16022 ANGOULEME Cedex  
Tél. 16 45 95 83 56 - Fax : 16 45 95 41 10

BUREAUX PERMANENTS

Paris : Tél. 1 45 95 83 56 - Centre : Tél. 55 32 91 91 - Sud Est : Tél. 42 27 88 42 - Bretagne : Tél. 98 81 40 38 - Sud-Ouest : Tél. 58 79 03 43 - Rhône : Tél. 74 61 82 08 - Est : Tél. 83 33 20 70 - Ouest : Tél. 40 83 52 72 - Midi-Pyrénées : Tél. 62 21 27 62 - Champagne-Ardenne : Tél. 26 47 30 57

### Profil manager

La gestion des entreprises de réseau (transports, énergie, banques, finances, distribution, communication...) demande des cadres supérieurs et dirigeants aux compétences nouvelles.

- France Télécom, La Poste et leurs filiales,
- les entreprises publiques et privées de réseau

recherchent des managers présentant ce profil nouveau.

Diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, d'IEP, universitaires, titulaires d'un 2<sup>e</sup> cycle, ayant de bonnes connaissances en gestion, vous pouvez l'acquérir grâce aux cycles avancés de l'ENSPTT et de ses filiales.

#### Filière ADMINISTRATEUR

Pour devenir Cadre dirigeant avec le titre d'Administrateur des PTT, France Télécom, La Poste, leurs filiales, le ministère des PTT (recrutement sur concours).

- Epreuves d'admissibilité : 18, 19 et 20 mai 1992 - Clôture des inscriptions : 14 avril 1992.
- Formation rémunérée.

#### Filière ENTREPRISE

Pour devenir Cadre dirigeant dans le secteur public ou privé des grandes entreprises de réseau (recrutement sur dossier et entretiens).

- Date limite de dépôt des candidatures : 22 mai 1992. Entretiens : 20 juin à début juillet 1992.
- Diplôme : MBA en "Management des entreprises de réseau".

Ouvrent également à des étudiants ou à des candidats en situation professionnelle.

Formation/Action (17 mois) alternant stages dans les entreprises de réseau (La Poste, France Télécom, EDF, SNCF, GDF, Air France, Club Med, BNP, Crédit Lyonnais, IBM, DEC, Alcatel...), recherche appliquée en équipe et enseignements :

- sur les spécificités de la gestion des entreprises de réseau (management des organisations, gestion des ressources humaines, finances et gestion financière, marketing, comptabilité et contrôle de gestion, gestion de la production);
- sur l'environnement des entreprises de réseau (économie des entreprises de réseau, réglementation des entreprises de réseau, théorie et gestion des systèmes d'information, outils et techniques de communication, langues et cultures étrangères).

N° VERT 05 22 82 82 - MINITEL 3615 HELI-ENSPTT

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Service Communication - 37/39, rue Dareau - 75014 Paris - Tél. (1) 42 79 44 76 ou 42 79 44 91



## EDUCATION • CAMPUS

# Les étudiants hollandais défendent leurs privilèges

Le gouvernement s'efforce de réduire le coût d'un système d'aide très généreux

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

**M.** RENÉ DANEN est aujourd'hui connu de tous les services de police des Pays-Bas. Le nouveau président du Syndicat national des étudiants, le LSV, b, élu en juin dernier, a été la vedette d'un épisode rocambolesque en mai de septembre. Lors de l'ouverture de l'année universitaire, des étudiants interrompent le déroulement de cette cérémonie protocolaire pour bien montrer au ministre de l'Enseignement et des sciences leur indignation à l'égard de la politique suivie dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Au cours de cet incident, René Danen, invité par le ministre et sagement assis lors de l'allocation, est tout simplement embarqué au poste de police, victime de ses vingt ans et de son allure juvénile. Bilan : quatre heures de garde à vue pour cause d'insubordination, une manifestation d'étudiants narquois réclamant la libération de leur président, et des forces de l'ordre confuses de la

méprise. Le regard rieur, l'étudiant en sociologie de l'université de Nijmegen, s'excuse encore l'appel téléphonique du ministre, M. Jo Ritzen, s'excusant du traitement infligé à celui qui était son invité.

Depuis, M. Deen n'a plus le moindre problème avec les policiers et a conforté sa notoriété naissante en organisant les plus importantes manifestations étudiantes des Pays-Bas depuis des années, comme le 13 novembre 1991, où 7 000 étudiants selon la police, 15 000 selon le LSV, b manifestent à La Haye.

## Un véritable salaire

L'enjeu est important autant que symbolique. Le gouvernement a en effet décidé, sous la contrainte budgétaire, de réduire les avantages financiers accordés aux étudiants et de limiter, dès l'an prochain, le financement des études supérieures à une durée de cinq ans, au lieu de six actuellement. Cela permettrait d'économiser quelque 70 millions de florins (210 millions de francs) d'ici 1995. Mais cette restriction remet en cause les droits des étudiants. Or ces

droits ne sont pas minces. Aux Pays-Bas, chacun des 246 000 étudiants (dont 172 000 à l'université proprement dite), reçoit une bourse mensuelle de 600 florins (1 800 francs) durant le temps de ses études, quel que soit le niveau de revenus de ses parents. 400 florins supplémentaires (1 200 francs) sont accordés à ceux qui viennent de milieux défavorisés. Au maximum, l'étudiant reçoit 1 045 florins (3 135 francs) par mois.

Ce salaire étudiant n'est pas une survivance des périodes fastes de la prospérité économique. Il est récent. C'est en 1986, en effet, que le ministère de l'Enseignement a décidé de modifier le système des bourses universitaires. Jusque-là, la politique était généreuse, mais d'inspiration plus classique, chaque foyer recevant une aide proportionnelle aux revenus et au nombre d'enfants faisant des études supérieures.

Le virage entrepris en 1986 ne devait être qu'une modification technique. Il s'agissait de répartir autrement les mêmes sommes, en répondant à trois objectifs : permettre à tous d'accéder à l'enseignement supérieur ; favoriser l'autonomie des étudiants en leur rendant indépendants de leurs parents ; être équilibré en donnant à chacun les moyens de s'assumer.

Théoriquement neutre sur un plan financier, cette modification s'est rapidement transformée en gouffre budgétaire. En 1986, on prévoit que le total des bourses distribuées atteindra 3,2 milliards de florins (9,6 milliards de francs). En 1987, il grimpe déjà à 4,37 milliards de florins et passe à 4,5 milliards (13,5 milliards de francs) en 1991. Ce dérapage est dû au gonflement récent des effectifs d'étudiants. En 1990, 37 800 jeunes se sont inscrits pour la première fois dans une université hollandaise contre 31 500 en 1986. Ces nouveaux étudiants sont notamment des filles, de plus en plus nombreuses à intégrer l'enseignement supérieur, alors que les Pays-Bas présentaient jusqu'à présent un retard par rapport aux autres pays européens. Ainsi, elles représentent 45 % des nouveaux inscrits en 1990, contre 36 % en 1982.

## L'allongement des études

Le nouveau système de bourses partait donc d'un bon sentiment. Mais il se révèle fort onéreux. D'autant que l'étudiant néerlandais est déjà le plus cher de la CEE, exception faite du Danemark. Selon une étude du Centre d'étude des politiques de l'enseignement supérieur (CHEPS) de l'université de Twente pour le compte de la Commission européenne, en l'année 1987, il coûte 8 000 écus par an, soit deux à trois fois plus qu'un étudiant français. Du coup, les Pays-Bas consacrent 4,2 % de leurs dépenses publiques à l'enseignement supérieur.

Les résultats de cette enquête ont été ressentis de tous côtés comme

une menace directe. Ainsi, le ministère de l'Éducation et l'Association des universités néerlandaises (VSNU), qui ont pourtant des rapports de frères ennemis, ont fait front, dénonçant une étude « qui compare des pommes et des oranges ». Éternelle querelle des comparaisons internationales en matière d'éducation. Malgré tout, il est impossible de nier que le système néerlandais est très coûteux.

Il est donc évident que les dépenses du supérieur n'échapperont pas aux coupes claires, même si l'enseignement de masse entraîne de nouvelles contraintes. Pour justifier la politique de rigueur, le ministère souligne en particulier les effets pervers du système actuel, notamment sur la durée des études. Pourquoi, en effet, chercher du travail quand on a décroché un diplôme en quatre ans, alors que l'Etat accorde généralement deux années supplémentaires d'études payées ? De fait, la durée moyenne du cursus dans les universités hollandaises est montée à 5,7 années.

C'est notamment sur la base de cette analyse que le ministère de l'Éducation a décidé de limiter à cinq ans la durée du salaire étudiant. M. Henri Wesseling, professeur d'histoire contemporaine à Leyde, la plus ancienne université hollandaise, fait à peu près le même constat : « Les étudiants pourraient parfaitement, en histoire, faire le programme en quatre ans s'ils le souhaitent. Leur grogne face à la réduction du temps de leur bourse répond à un phénomène bien connu : ils perdent un privilège ».

## Améliorer le rendement

« Faux », répondent les étudiants. Nous avons besoin des 5,7 ans pour terminer nos études. Car les universités profitent aussi du système d'aides de l'Etat en se gardant d'organiser de façon rationnelle les enseignements. Pourquoi tenter d'amener un étudiant au diplôme en quatre ans alors qu'en laissant le système en l'état il mettra deux années de plus sans protester puisqu'il a une bourse ? L'Association des universités néerlandaises était opposée à la réduction d'un an du financement des études mais devra l'appliquer puisqu'elle a été adoptée par la Chambre des députés.

Pour contraindre les universités à être plus « rentables », le ministère vient, en outre, de mettre en place un nouveau mode de calcul des dotations qui leur sont versées. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, la part étudiante requise par les universités sera désormais calculée en fonction du nombre de diplômés, afin d'encourager les facultés à avoir un « meilleur rendement ». Elle tiendra bien sûr compte du nombre d'étudiants inscrits dans les différents cursus, mais uniquement jusqu'à leur quatrième inscription. L'objectif est évident : chaque redoublement, chaque échec dans le système, sera vécu comme un handi-

cap financier par les universités. Et inversement. La jeune université de Maastricht, par exemple, avec ses effectifs peu nombreux et ses bons résultats, devrait voir sa manne financière s'améliorer sensiblement par rapport à des établissements plus anciens avec beaucoup plus d'inscrits.

Dans l'immédiat, l'obsession du ministère est de réduire les coûts de fonctionnement du système d'enseignement supérieur, ou au moins de les contenir. Vingt mesures ont été adoptées. Elles touchent toutes aux avantages dont bénéficient les étudiants : augmentation des droits d'inscription de 100 florins (300 francs) par an ; obligation de réussir 10 % au moins des examens requis chaque année ; limite de l'âge d'inscription à l'université à 27 ans au lieu de 30 ; hausse des taux d'intérêt des prêts ; gel du montant des bourses ; limitation des bourses pour les étudiants à temps partiel.

Face à cette reprise en main, les étudiants se sentent démunis. Même M. René Danen, « C'est de pire en pire », explique-t-il. Ainsi, malgré l'importance des manifestations de novembre, la limitation des bourses à cinq ans a été imposée. « Nous avons deux alliés, raconte le

président du LSV, b : les juges et les députés. Les premiers obligent le ministère à respecter le principe de non-rétroactivité des lois. Les seconds ont parfois le réflexe de bloquer certaines mesures trop sévères. » Ainsi, le gouvernement a souhaité lier l'obtention de la bourse à la réussite complète aux examens. Mais les parlementaires ont jugé que cette initiative était trop sévère et supprimant, de facto, tout droit au redoublement.

Mais les étudiants se montrent parfois pleins d'astuce. Ainsi le gouvernement a fourni à tous les étudiants une carte de transports valable dans tout le pays et prélevée, en échange, sur leur « salaire » 65 florins (225 francs). Certains ont protesté, au motif qu'ils n'avaient pas besoin de se déplacer. Mais la mesure est appliquée. Du coup des étudiants en ont profité pour créer une société de courriers. Ils transportent gratuitement colla et livres d'un bout à l'autre de la Hollande, par les transports publics, pour le compte des particuliers et des entreprises. L'affaire rouille, fort bien même, car leurs prix sont plus compétitifs que ceux des entreprises, qui n'ont pas de carte de transports.

MICHÈLE AULAGNON

## Marketing universitaire

En 1986, l'université de Maastricht, la benjamine des établissements d'enseignement supérieur néerlandais, érige la surprise. Dérogeant à la règle traditionnelle de discrétion des universités, elle s'offre de pleines pages de publicité dans les journaux. L'objectif est clair : attirer davantage d'étudiants dans une université vieille de dix ans à peine et un peu exilée au sud du pays. Et ne pas se trouver dévalorisée par le système de financement des universités, qui calcule notamment leurs crédits de fonctionnement en proportion de leurs effectifs.

Maastricht joue donc la carte du cœur de l'Europe et de la qualité de la vie, elle vend sa ouverture internationale et le charme de son savoir-vivre. Et l'université consacre chaque année 300 000 florins (900 000 francs) à sa publicité.

Depuis, bien d'autres établissements d'enseignement supérieur lui ont emboîté le pas. L'Ecole d'études économiques de Groningen a ainsi lancé une campagne, en anglais, sur le thème : « Devinez où vous pouvez trouver les meilleurs cours d'économie internationale de Hollande ? ». Réponse : « Dans le plus grand port, bien sûr. » De son côté, l'université réformée d'Amsterdam présente dans les

quotidiens le séduisant visage d'un étudiant, vieillesse ravi de faire de la recherche sur le site dans cette vénérable institution. Au total, les établissements d'enseignement supérieur dépensent 10 millions de florins (30 millions de francs) par an pour leur publicité.

Certains établissements refusent toutefois de succomber aux charmes de la communication. L'université de Leyde, fondée en 1575, a toujours résisté. « Ce serait déchoir », déclare un éminent enseignant. Mais surtout, nous avons besoin de ces crédits pour la recherche et l'enseignement. » Et les réfractaires soulignent surtout que l'impact de ces annonces sur les étudiants est très faible.

Ainsi, à l'école technique d'Eindhoven, 4 % seulement des étudiants déclarent avoir été attirés par la publicité. Ils sont 13 % à l'établissement professionnel de Tilburg. Pour la grande majorité la proximité continue à jouer un rôle déterminant dans le choix de l'université. Du coup, cette politique d'image et de prestige apparaît comme un luxe un peu excessif en période de rigueur budgétaire.

M. A.

## Le néerlandais n'est pas menacé

En juin dernier, le ministre hollandais de l'Enseignement et des sciences a créé une commission sur les aspects linguistiques de l'enseignement. Derrière cette appellation très administrative se cache une étonnante perspective, tracée par M. Jo Ritzen au détour d'un discours : le ministère envisageait tout bonnement la possibilité de faire des cours, dans l'enseignement supérieur, en d'autres langues que le néerlandais. Pourquoi, suggérait-il, ne pas les faire en anglais, ou dans n'importe quelle autre langue ? Il se trouve quand même quelques bonnes âmes pour

s'émouvoir d'un tel projet. Et pour craindre que le néerlandais ne disparaisse si les Hollandais eux-mêmes ne l'utilisent plus.

La commission, qui a rendu son avis en janvier, reste très mesurée. Pas question, explique-t-elle, de supprimer les enseignements en néerlandais. Mais elle juge toutefois inutile d'utiliser la loi pour protéger la langue des Pays-Bas. Cela risquerait d'entraîner plus de dangers que d'avantages et de bloquer les possibilités d'initiative et d'adaptation des universités. A ses yeux, le néerlandais n'est pas menacé.

## Le monde regarde vers l'Est

### MASTÈRE MANAGEMENT DES ECHANGES EST-OUEST

Accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles

- Vous êtes diplômé(e)s d'une grande école, de l'université, ou vous occupez un poste à responsabilité.
- Votre entreprise souhaite développer ses relations avec l'Est.

L'ESSCA vous propose son Mastère, formation spécifique directement liée au développement des échanges Est-Ouest, conclue par un stage de 4 mois dans une entreprise.

Sélection sur dossier et entretien avec un jury.  
Contact, Direction du Mastère : 4173 47 85

**ESSCA**

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES D'ANGERS  
1, rue Lokanai - BP 2007 - 49016 Angers Cedex 01  
Établissement privé d'enseignement supérieur

## TELECOM PARIS MASTÈRES

Un Mastère à TELECOM Paris, c'est une formation complémentaire de haut niveau pour aborder votre premier emploi ou vous spécialiser dans le domaine des technologies de l'électronique et de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel.

- CONCEPTION ET ARCHITECTURE DE RESEAUX
- CONCEPTION ET ARCHITECTURE DES SYSTEMES INFORMATIQUES
- DISPOSITIFS ET TECHNIQUES DE COMMUNICATIONS
- IMAGE ET TELEVISION
- IMPLANTATION DE SYSTEMES A HAUTES PERFORMANCES
- INGENIERIE DU LOGICIEL
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET SCIENCE COGNITIVE
- SECURITE DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET DES RESEAUX
- TELECOMMUNICATIONS ET SYSTEMES AEROSPATIAUX
- TRAITEMENT DU SIGNAL ET RECONNAISSANCE DES FORMES

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un DEA, d'un DESS ou d'un diplôme étranger équivalent, ou vous exercez les fonctions d'ingénieur depuis plusieurs années ; vous pouvez présenter une demande d'inscription :

La sélection se fait sur dossier et sur entretien.  
Date limite de dépôt de candidature : 1<sup>er</sup> juin 1992

Mastères - Direction Scientifique - Pièce 429 - Tél : 33 (1) 45 81 76 64  
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
46, rue Barrault - 75634 PARIS Cedex 13



## les 3<sup>e</sup> cycles de L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES de GRENOBLE

### HUIT DESS

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)

Management de la Fonction Achats

Audit Financier et Opérationnel

Commerce International

Finance d'Entreprise et des Marchés

Marketing "Le Quant"

Gestion du Personnel

Management des Systèmes d'Information et d'Organisation

### UN PROGRAMME DOCTORAL

DEA Sciences de Gestion

Doctorat (4 options : Finance, Marketing, Stratégie,

Systèmes d'Information et de Décision)

### DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Date limite : 31 Mai 1992

هنا من التحصيل



EDUCATION

Parallèlement à des manifestations

# La discussion sur la réforme universitaire a commencé entre le ministère et des étudiants

Tandis que de nouvelles manifestations d'étudiants se déroulaient à Nice, à Toulouse et à Clermont-Ferrand pour réclamer le retrait du projet de réforme universitaire, le ministère de l'éducation nationale a reçu, mardi 24 mars, une délégation d'étudiants à qui il a proposé de nouvelles garanties quant à la réforme des premiers cycles.

Apparue à la suite de la manifestation nationale du 19 mars et composée d'étudiants du courant majoritaire de l'UNEF-ID (proche du Parti socialiste), la « coordination de province » avait réclame une entrevue avec le ministre afin d'obtenir une réécriture du projet de réforme et des garanties supplémentaires.

Elle a été longuement reçue, mardi 24 mars, par M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale, qui a accepté de revenir sur trois points du projet initial. Il est prêt, si les étudiants le demandent, à supprimer le certificat d'études universitaires (CEU) qui devait sanctionner la fin de la première année d'enseignement supérieur. Concernant les conditions d'examen, le nouveau texte devrait garantir l'anonymat des copies et préciser qu'une durée d'un mois deux mois devrait séparer les deux sessions d'examen. Cette garantie était réclamée par les étudiants, qui craignaient la suppression de la session de septembre. En outre, M. Allègre a promis de réfléchir à une grille nationale d'équivalence qui permettrait aux étudiants en classes préparatoires, en BTS et en IUT d'intégrer les cursus universitaires.

## Une laborieuse relance

En revanche, les négociations ont échoué sur trois points. Le conseiller spécial du ministre a refusé de revenir sur l'instauration de stages en premier cycle inscrits dans le projet. Quant à la question des horaires de premier cycle et à celle des modules éliminatoires, elles ont été renvoyées aux conférences pédagogiques qui doivent se tenir, filtrer par filière, dans les prochaines semaines.

Au moment même où le ministre entamait ces discussions avec une partie des étudiants, se tenait à Paris-VII (Jussieu) une nouvelle réunion de la coordination nationale du mouvement. Composée de délégués d'universités de Paris et de province, cette coordination, animée par des indépen-

dants et des étudiants communistes, trotskystes et proches de SOS-Réforme, a cherché un prolongement au mouvement. Elle avait échoué sur ce terrain. Le 20 mars, après une nuit de discussions (le Monde du 21 mars), paralysée par le jeu des appareils politiques et syndicaux et les clivages entre les étudiants indépendants et les membres de mouvements politiques.

Les étudiants non syndiqués ont cherché, mardi 24 mars, à donner un nouvel élan au mouvement. Un appel a été adopté, soulignant à nouveau que le retrait du projet de réforme universitaire était le seul objectif à atteindre. La coordination de Jussieu a invité tous les délégués d'assemblée générale à se réunir samedi 28 mars à Paris, à l'université de Tolbiac. Elle a aussi appelé à l'organisation de manifestations locales mercredi 1<sup>er</sup> avril.

Rofin, les divisions traversent les appareils syndicaux. Ainsi, dix présidents d'assemblées générales d'étudiants de l'UNEF (syndicat proche du Parti communiste qui a toujours refusé, jusque-là, l'expression de différentes tendances) ont dénoncé les pratiques de leur direction syndicale. Celle-ci est accusée d'avoir tenté de faire passer sa ligne politique, à 6 heures du matin le lendemain de la manifestation nationale. « Nous sommes porteurs, ajoutent les dix contestataires, d'une autre conception du syndicalisme qui accompagne les mobilisations étudiantes et puisse jouer un rôle moteur, sans pour autant chercher à les diriger ».

MICHELE AULAGNON.

JUSTICE

L'affaire Carrefour du développement devant la cour d'assises de Paris

# La « gabegie » du ministère de la coopération

La cour d'assises de Paris, qui juge depuis lundi 23 mars M. Yves Chailier, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci pour le crime de « soustraction de deniers publics par détournement », a examiné, mardi 24 mars, l'ensemble de la comptabilité de l'association Carrefour du développement. Un débat technique suivi, notamment, par la déposition d'un collaborateur de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération sous la cohabitation, qui a dénoncé en termes sévères les « gabegies » de ses prédécesseurs au ministère.

« Tous les couloirs de la Cour des comptes avaient été la gabegie au ministère de la coopération », a déclaré ainsi le magistrat, conseiller référendaire à la Cour des comptes. Mais M. Christian Sabbe se désigne aussi comme un intime de M. Aurillac qu'il a rejoint en mars 1988 au ministère de la coopération. « Il m'a donné la haute main sur toutes les finances du ministère », expose M. Sabbe, avec une certaine complicité, avant de se livrer à un réquisitoire féroce sur le comportement de ses prédécesseurs. « La réputation de ce ministère était déplorable », dit-il. On a nettoyé les décaissements. Nous avons eu l'impression d'avoir affaire à une bande de copains qui vivaient aux frais de la princesse (...). Le minimum était l'incompétence et il y avait aussi quelques personnes qui voyaient tout à fait clair et qui n'avaient pas peur de dire ce qu'ils voyaient. (...) Avant, les décaissements d'abord évalués à 10 millions de francs, M. Sabbe

indique : « L'Élysée a été prévenu en même temps que le premier ministre ». Pour les jurés, le président Henri Le Gall traduit en souriant : « Le président, c'était M. Mitterrand, le premier ministre, c'était M. Chirac, nous étions au début de la cohabitation. » Et M. Sabbe explique son enquête. Il a d'abord penché sur l'Association Carrefour du développement (ACAD), car son expérience lui a montré que c'est dans cette direction qu'il faut d'abord chercher. « C'est par les associations que se fait le coulage dans les administrations », affirme ce technicien de la finance qui a rencontré M. Michel Bréhin-Naquet, à l'époque président de l'ACAD et aujourd'hui partie civile. « La présidente présentait les choses comme si elle les découvrait. J'ai trouvé en elle une gentillesse et une incompétence absolues. » Puis, se voulant charitable, il ajoute : « Je lui rends service en disant cela... Si c'est pas ça, c'est plus grave. »

## « Effet de manche ! »

Dans sa délicatesse, M. Sabbe reconnaît toutefois que les procédures budgétaires sont parfois trop rigides. « C'est vrai, on ne peut pas faire de la coopération avec les règles du ministère du budget. Les règles de la comptabilité publique ne sont pas adaptées. » Un juré cherche à comprendre comment les dépenses pouvaient être engagées sans être contrôlées. Ses questions précises trahissent l'expert-comptable qui sait de quel il parle. Mais il n'aura pas de réponse satisfaisante. Un accusé, M. René Triffaut, responsable de l'ordonnement des dépenses au ministère de la coopération,

fait de son mieux pour expliquer le mécanisme. Mais c'est le président qui clôt le débat en rappelant : « Les mesures de contrôle n'ont jamais été mises en place. Le décret n'a jamais été voté. » Et de son côté, M. Sabbe dénonce la pratique du « certificat administratif » délivré par un ministre. « En droit français, le ministre est irresponsable. Le système est diabolique car avec un certificat administratif, vous bloquez le contrôle de la Cour des comptes. »

M. Sabbe va quitter la barre lorsque M. Jean Maggiani se dirige vers lui pour lui demander s'il est certain que pendant la présence de M. Aurillac à la tête du ministère, les règles du marché public ont été rigoureusement respectées. M. Sabbe est formel. Mais l'avocat lui demande deux précisions sur un marché passé en juillet 1987 et portant sur le transport de trois cents tonnes de pommes de terre au Niger pour 1 900 000 F. M. Sabbe ne se souvient pas. M. Maggiani voudrait aussi son avis sur des prestations pré-financées à hauteur de 2 500 000 F lors des rencontres de Libreville, en janvier 1987, et concernant le marché numéro 87 00 731 00, signé le 9 octobre 1987. M. Sabbe évoque de mémoire un financement privé, un budget de fonctionnement, mais surtout, il voudrait parler sur pièces et non pas sur de simples affirmations, si il résume l'attaque de l'avocat en trois mots : « Effet de manche ! ».

Silencieux dans son box, M. Chailier tente d'oublier les dépositions des experts de la Cour des comptes qui ont longuement appliqué au jury la mécanique conduisant au détournement reproché à M. Chailier. Il

se résume en quelques chiffres : pour le anneau de Bujumbura, l'expédition de semences potagères et de matériel médical, et la création de centres de gestion en Afrique, l'ACAD a obtenu 59 millions de francs dont 32 millions ont reçu une utilisation conforme. Près de 27 millions ont donc été détournés dont 5,4 millions auraient été versés en espèces à M. Chailier. Un chiffre qu'il conteste, reconnaissant avoir tout au plus bénéficié de 1 million de francs. Pour le reste, il donne des explications : il aurait versé environ 1 million à l'association pour la promotion communale internationale présidée par M. Pothier. Cette association affirme n'avoir rien reçu, tout comme l'association La France avec vous, dirigée par M. Daniel Mitterrand, qui, selon M. Chailier, aurait touché 200 000 F. Le reste, il l'impute à des opérations déjà financées par l'ACAD. Un autre accusé, M. Philippe Leroy, se défend aussi d'avoir gardé de l'argent provenant de fausses factures. « 500 000 F m'ont été donnés de Suisse, admet M. Leroy, je les ai remis directement à M. Nucci. Ils ont servi à payer sa campagne électorale. » L'ancien ministre n'est pas là, mais son avocat, M. Francis Szpiner, dément.

Tous ces chiffres qui s'abattent sur la cour donnent la vertige. La président a besoin de traduire en anciens francs pour se rendre compte, ce qui conduit à certaines confusions, renforcées par la fatigue due à la longueur des débats. Les lapsus se multiplient et l'on confond souvent les noms de M. Nucci et de M. Chailier. L'ancien chef de cabinet lui-même trébuche en parlant de « ministère de la récupération ». MAURICE PEYROT

SCIENCES

Un navire d'exploration

# Présentation du projet « Calypso II » de Jacques-Yves Cousteau

MM. Pierre Joxe, ministre de la défense, et Jacques-Yves Cousteau ont présenté, mardi 24 mars, au bureau des cartes (de la délégation générale pour l'armement) de Paris un projet de navire d'exploration, le Calypso II. Depuis un an, des maquettes du futur bateau étaient à l'essai dans les bassins des carènes. Ces essais touchent à leur fin. D'ici la présentation, Le Calypso II, long de 66 mètres et servi par un équipage de 36 hommes (ou femmes), devrait être d'un type spécial : monocoque à l'avant, catamaran à l'arrière. Elle devrait être mue par une

turbopropulsion (donc par l'énergie éolienne) et aussi par deux propulseurs Voith-Schneider à axe vertical (dont les sous-marins ou hydroaéronefs font un peu penser à des bateaux à mayonnaise, qui assurent une manœuvrabilité exceptionnelle même à vitesse réduite et font, en même temps, office de gouvernail). Ce qui donnerait au futur bateau une très grande autonomie.

Le coût des essais d'un montant de 500 000 à 1 000 000 de francs est pris en charge, « en cadeau », par l'Etat. Mais la construction et le fonctionnement de la Calypso II doivent être entièrement financés par un fonds spécial alimenté par les cotisations des nombreux membres de la Fondation Cousteau ou par des dons. La somme d'argent nécessaire est d'autant plus importante que la Calypso II fera partie d'un « système » comprenant, notamment, un hydrogène, des petits sous-marins, des communications par satellites, des matériels d'études. Mais on ne sait pas encore combien coûteront le « système » (« plusieurs millions de francs » probablement), le bateau (« quelques millions de francs », sans doute), les sous-marins ou hydroaéronefs (« un pourrait en trouver un d'occasion »), ni quels seront les équipements, ni quelle surface auront les laboratoires. Le but de ce projet, dont la réalisation n'a encore aucune date fixée, est de « tenir à jour le bulletin de santé de la planète » et d'en informer le monde, quasiment en temps réel, de façon totalement indépendante de tout gouvernement.

YVONNE REBEYROL

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 25 mars 1992 :

- DES DÉCRETS
  - N° 92-262 du 24 mars 1992 portant création de la Commission nationale consultative des gens du voyage ;
  - N° 92-263 du 18 mars 1992 portant publication de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue de la construction d'un tunnel routier au col du Somport, signé à Paris le 25 avril 1991 ;
- N° 92-264 du 23 mars 1992 modifiant le décret n° 81-306 du 2 avril 1981 modifié relatif aux études conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier et d'infirmière ;
- DES ARRÊTÉS
  - Du 11 mars 1992 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement du Centre national de formation et d'études de la protection judiciaire de la jeunesse ;
  - Du 23 mars 1992 relatif au programme des études conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier ;

L'inculpation de Gérard Monate et les suites de l'affaire Urba

# Le juge Van Ruymbeke poursuit son instruction au pas de charge

Le juge rennais Renaud Van Ruymbeke, chargé de l'instruction sur le financement du PS sarthois, a procédé, mardi 24 mars, à deux nouvelles inculpations : celle de M. Gérard Monate, ancien PDG d'Urba, le bureau d'études chargé de la collecte de fonds pour le Parti socialiste, et celle de M. Marie-Hélène de Jomaron, présidente de la société Aurige, un bureau d'études créé en 1990, lié au PS mais concurrent d'Urba (nos dernières éditions du 24 mars). Tous deux ont été inculpés de trafic d'influence, faux et usage de faux, et laissés en liberté.

Les contingences électorales n'empêchent visiblement pas le juge Van Ruymbeke de poursuivre son instruction du dossier concernant le financement du Parti socialiste dans la Sarthe. Commencée en janvier par une perquisition désormais fameuse au quartier général du PS à Paris, l'enquête avait déjà permis au conseiller de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes de prononcer cinq inculpations et de mettre en cause une bonne douzaine d'élus socialistes du département.

Que M. Monate soit à nouveau épinglé par la justice relève d'une certaine logique. En effet, le réseau Urba, dont il avait la responsabi-

lité à l'échelle nationale, passait aussi par la Sarthe, et deux de ses ex-délégués régionaux pour les pays de Loire, MM. Christian Giraudet et Marc Juridit, se trouvaient déjà parmi les inculpés.

Ancien secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), M. Monate avait été condamné le 31 janvier pour trafic d'influence à quinze mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est. Durant le procès, il avait affirmé qu'Urba finançait les dépenses de fonctionnement du PS, mais pas directement les élus. Il avait refusé de divulguer les noms des actionnaires d'Urba, créée en 1975 et mise en liquidation judiciaire en janvier 1990.

## Un nouveau brûlot

La démarche de M. Van Ruymbeke s'inscrit dans une logique et ses investigations suivent trois grands axes, correspondant chacun à un « bureau d'études » : celui de Bretagne-Loire-Equipement, réputé proche du parti communiste ; celui d'Urba et celui de la SAGES, toutes deux liées au PS mais néanmoins rivales. C'est ce travail, ponctué depuis deux mois de nombreuses perquisitions à Paris et en province, qui avait conduit aux cinq premières inculpations. Compte tenu de la saga des fausses factures du Sud-Est depuis 1989, cette relance de l'affaire Urba peut donner une impression de déjà vu. Reste qu'on ne peut exclure a priori des prolongements qui entraîneraient un nouveau brûlot juridique et politique embarrassant pour les socialistes.

Dans l'état actuel du dossier, c'est le volet SAGES qui est potentiellement le plus gênant — pour ne pas dire plus — pour les socialistes en général et pour certains élus en particulier. C'est ce volet, en effet, qui a conduit à l'inculpation pour trafic d'influence, il y a un mois, de M. Michel Rey, le seul inculpé à être inculpé. Pour le moment, le patron de la SAGES, homme d'influence bien introduit chez les socialistes également chez les franc-maçons, s'est enfoncé, face au juge, dans un mutisme absolu.

Mais le dossier, étalé en séance publique le 2 mars à sa demande, a laissé entrevoir quelques pièces et quelques pistes bien compromettantes (le Monde du 4 mars). Certains documents saisis par M. Van Ruymbeke, à commencer par une comptabilité tenue à jour méticuleusement par Michel Rey, montrent que des élus socialistes ont imprudemment profité des largesses (voyages exotiques, notes d'hôtel, menus travaux) de la SAGES. D'autres, y compris des ministres et chefs de cabinet, sont mentionnés dans un dossier intitulé « Interventions ».

Le juge Van Ruymbeke, qui semble lancé dans une véritable course contre la montre, comme s'il redoutait à tout moment de se voir dessaisir du dossier, ne va pas se reposer. Il a ouvert, lundi dernier, les scellés d'une disquette informatique saisie au siège du PS et sur laquelle figuraient les noms des élus socialistes ayant bénéficié des services d'Urba. Tout indique qu'il compte aller, sans marquer le pas, jusqu'au bout du mandat et du dossier qui lui ont été confiés. Reste à savoir si, dans un deuxième temps, sa compétence sera confirmée et élargie pour lui permettre de poursuivre l'instruction d'un dossier aux ramifications multiples au-delà des limites géographiques (la Sarthe) et temporelles (janvier 1988 à janvier 1991) qui lui ont été fixées.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Le « corbeau » de Villereau (Loire) condamné par le tribunal d'Orléans. — Le tribunal correctionnel d'Orléans a condamné, lundi 23 mars, M. Simone Sotteau, soixante-quatre ans, à deux ans de prison, dont vingt-trois mois avec sursis, et une mise à l'épreuve de trois ans, au cours desquels elle devra s'abstenir de paraître dans sa commune. Appelée le « corbeau » de Villereau (Loire), cette femme, épouse de l'adjoint au maire, avait semé la perturbation par des lettres anonymes avant les élections municipales de mars 1989. Aucun habitant n'avait fait acte de candidature. — (Corresp.)

ESPACE

Première d'une série de missions Atlas

# La navette américaine Atlantis étudie les phénomènes atmosphériques

La navette américaine Atlantis a décollé, mardi 24 mars à 14 h 14 (heure de Paris), du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride), pour une mission scientifique d'une semaine (nos dernières éditions du 25 mars). Parmi les sept membres d'équipage, on compte le prêtre astronome belge, Dick Frimout, et une femme, Kathryn Sullivan, dont c'est la troisième vol.

Le lancement de la navette Atlantis, prévu pour lundi 23 mars, a été retardé à la suite de la découverte d'une fuite lors des opérations de remplissage des réservoirs d'hydrogène et d'oxygène. Baptisée Atlas-1 (Atmospheric laboratory for applications and science), cette mission est la première d'une série de dix, qui devrait s'étaler sur toute la durée d'un cycle solaire, soit onze ans.

Les chercheurs espèrent pouvoir observer et mesurer l'influence de l'activité solaire, mais aussi celle des composés chimiques indus-

triels, sur les phénomènes physiques et chimiques complexes de l'atmosphère. Ils utiliseront, à cet effet, douze instruments fixés sur deux palettes « Spacelab » de fabrication européenne, armées dans la soute de la navette, dont les portes ont été ouvertes dès que l'engin a atteint son orbite de travail. Située à 300 kilomètres d'altitude et très inclinée par rapport à l'équateur (37 degrés), cette orbite a été calculée pour que la quasi-totalité du globe puisse être observée durant la mission.

Les instruments emportés par Atlantis ont été mis au point par des laboratoires américains, mais aussi allemands, belges, britanniques, français, hollandais, japonais et suisses. Ils ont déjà volé pour diverses missions scientifiques et seront utilisés pour les autres missions Atlas. L'un d'entre eux, un appareil de mesure des teneurs en ozone, servira en outre à calibrer, par comparaison des résultats, les détecteurs montés sur certains satellites météorologiques ou de recherche atmosphérique américains.

J.-P. D.



## POINT / LA SÉCHERESSE

## L'hiver sans la pluie

## Une situation exceptionnelle par sa durée

Même s'il se met à pleuvoir, il y a vraiment très peu de chances que la situation puisse se rétablir avant le réveil printanier de la nature et compenser la pluviométrie hivernale déficiente. Il faudrait que, d'ici à la fin du mois de mars, dans en quelques jours, il tombe des pluies extraordinairement abondantes. Pour quelques villes de l'ouest de notre pays, Météo-France a calculé que la quantité d'eau qui devrait tomber pour la totalité de ce mois de mars devrait être, à Laval : 246 millimètres (soit 4 fois la normale); au Mans : 190 mm (soit 3,5 fois la normale); à Alençon : 223 mm (soit 3,7 fois la normale); à Rennes : 168 mm (soit 3,4 fois la normale); à Brest : 300 millimètres (soit 3,1 fois la normale); à Nantes : 199 mm (soit 3,1 fois la normale). De telles « espérances » sont totalement improbables car les maximums de précipitations de mars connus pour ces villes sont : 196 mm en 1947 à Laval, 114 mm en 1947 au Mans, 125 mm en 1978 à Alençon, 121 mm en 1919 à Rennes, 209 mm en 1947 à Brest, 158 mm en 1919 à Nantes. On a toute chance d'être, le 31 mars, très loin du compte, et d'autant plus que les six chiffres cités ci-dessus constituent des records absolus...

D'après les statistiques établies par Météo-France, la sécheresse 1988-1992 est générale, certes, mais elle a tout de même eu des variations régionales, comme le montre notre graphique. Notre pays a, bien évidemment, subi dans le passé des périodes de grandes sécheresses dont les chroniques puis les statistiques chiffrées ont gardé le souvenir. 1303 a été sûrement une année exceptionnelle pour la sécheresse (et aussi pour la chaleur) : « En Alsace, on voyait les raisins mûrs à la Saint-Jean [24 juin], des cours d'eau étaient tellement desséchés que ceux qui faisaient tourner deux roues à moulins pouvaient à peine en mouvoir une... Le Rhin était assez bas entre Strasbourg et Bâle pour qu'en beaucoup d'endroits, on pût le traverser à pied ».

En 1540, on passe à pied sec les rivières de l'est, notamment le Daub, et les moulins de la Garonne doivent s'arrêter faute d'eau. Plus terrible encore est 1719 : dans l'est, « la terre desséchée est comme de la cendre et les grains brûlent sur pied » et dans le Centre, « pas de pluie du 25 mars au 1<sup>er</sup> novembre, sauf un orage le 24 juillet ».

A Paris en 1785, le total de l'eau tombée du 1<sup>er</sup> mars au 31 mai n'atteint que 21 mm (au lieu de quelque 150 mm). En Bretagne, « entre la Toussaint (1<sup>er</sup> novembre) 1784 et la Madeleine (22 juillet)

1785 », il n'y a pratiquement pas eu de pluie. Plus près de nous, on peut citer, comme années sèches, 1874 et surtout 1921 qui est, pour les météorologues, l'année de « sécheresse historique ». Selon le *Mémorial de la Météorologie nationale, climatologie de la France*, publié en 1967 par M. Garnier (et dont on souhaiterait la réactualisation simplifiée), « les mois de juin et juillet n'ont reçu en tout à eux deux à Paris que 5 millimètres de pluie, et le total de l'année, 278 mm, n'atteint même pas la moitié de la valeur normale : il représente environ la quantité normale de pluie qu'on recueille à la limite septentrionale du Sahara algérien ». De même dans toute l'année 1921, il n'est tombé à Nancy que 200 mm (normale 728 mm), au Mans que 289 mm (679 mm), à Tours que 392 mm (650 mm), etc.

Le très réel déficit de pluies qui a accablé la France et l'Europe occidentale de l'été 1975 à l'été 1976 est encore présent dans toutes les mémoires en raison de « l'impitoyable sécheresse » qui a dû être payé par les contribuables. Toutes ces années anormalement sèches — dont nous n'avons cité que quelques-unes — sont, certes, exceptionnelles. Mais il ne s'agit que d'années. Les séquences d'années très sèches comme celle que nous vivons sont vraiment très rares.

## Cent cinquante ans de statistiques

Le seul exemple de sécheresse aussi persistante — et encore — peut être trouvé dans les années entre 1945 et 1949 que la mémoire populaire — bien entendu, oubliée. Rappelons ici qu'il n'y a rien de plus infidèle que la mémoire météorologique...

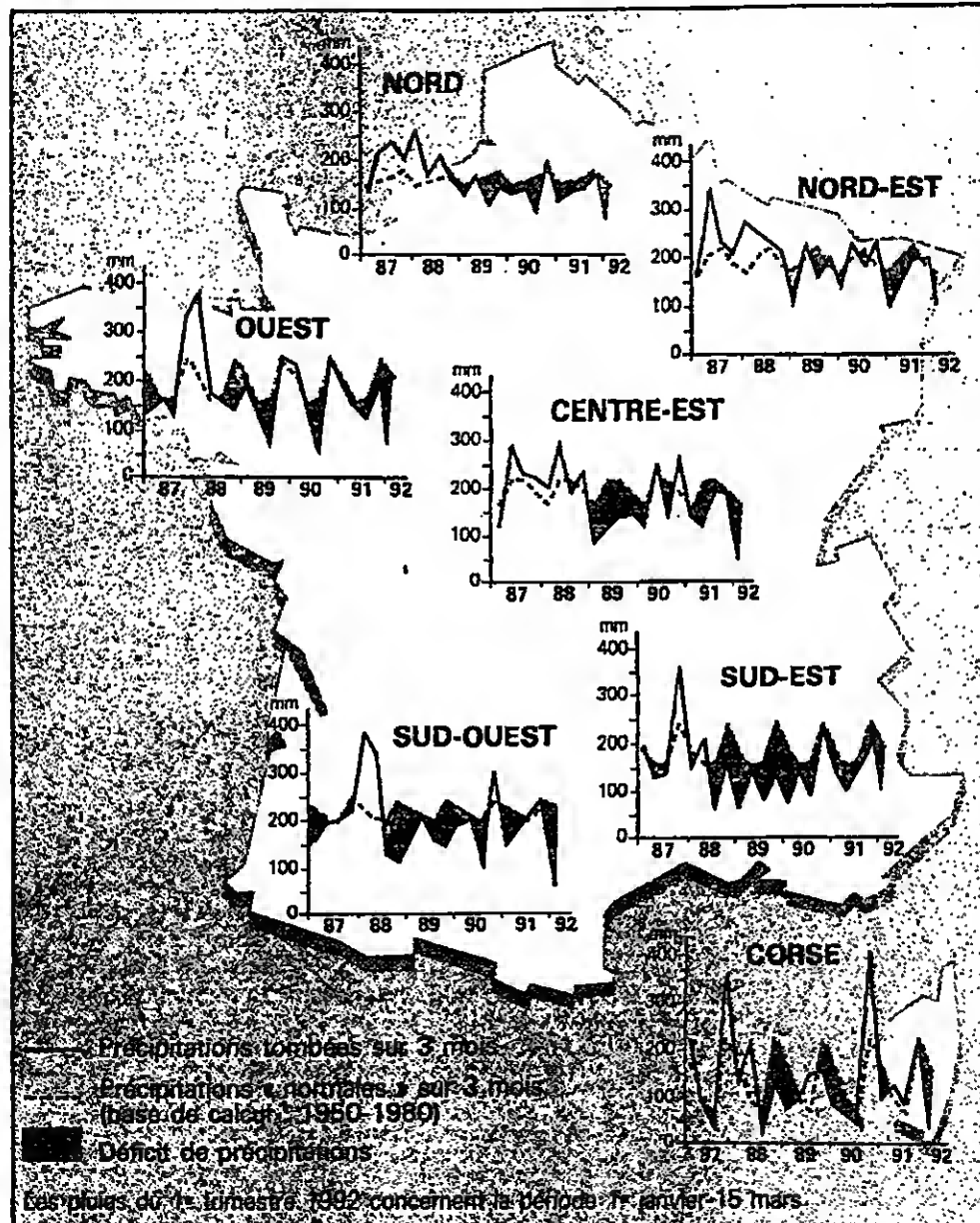
D'après le même *Mémorial de M. Garnier*, « une sécheresse très accentuée a caractérisé en France l'année 1945... Dans l'ouest de la France... le déficit pluviométrique se fait sentir depuis cinq années ». 1946 et 1948 ont dû être à peu près normales puisque le *Mémorial* n'en fait pas mention dans ses *Grands Étés*. Mais la sécheresse est revenue en 1947 et 1949. Pour 1947, M. Garnier précise que « d'avril à octobre, le total pluviométrique représente environ les deux cinquièmes de la normale dans l'est, la moitié dans le Nord, les trois cinquièmes dans l'ouest et le Centre ». A Toulon, on a enregistré une période sans pluie notable s'étendant du 4 mai au 8 août. Rappelons que l'été 1947 a été établi dans de nombreuses villes françaises des records absolus de chaleur : 40,4°C à Paris-Montsouris, pour n'en citer qu'un. Retour de la sécheresse en 1949, surtout

de juin à août : 30 mm en juin, 12 mm en juillet à Paris-Saint-Maur au lieu des quelque 50 mm mensuels normaux.

La sécheresse persistante actuelle justifie-t-elle que l'on crie au début du réchauffement de la Terre et au changement climatique que l'augmentation régulière de la teneur de l'atmosphère en gaz à effet de serre (gaz carbonique, méthane et quelques autres) peut faire craindre dans un avenir assez proche ? Sûrement pas. Tous ces épisodes rentrent parfaitement dans le cadre de la variabilité annuelle, et pluriannuelle, connue qu'il faut. Les conditions météorologiques, en effet, ne sont

jamais constantes. Elles ne cessent d'osciller autour de valeurs moyennes sans que le climat change pour autant. En outre, il ne faut pas oublier que les statistiques météorologiques ant, au mieux, cent cinquante ans (sauf comparaison sérieuse peut-on faire entre, d'une part ce siècle et demi et, d'autre part, les cent siècles qui se sont écoulés depuis le fin de la dernière période glaciaire ? Etant entendu que le climat postglaciaire a connu des fluctuations régionales temporaires.

YVONNE REBEYROL



## Réchauffement de la Terre ?

Cheque fois qu'une période de sécheresse se prolonge, les tenants du réchauffement global de la planète raparment en compagne. Ils ont d'ailleurs plus de chances d'être écoutés cette fois-ci que, dans quelques semaines à Rio-de-Janeiro, les participants du Sommet de la Terre vont examiner ce point qui figure en bonne place à l'ordre du jour, ainsi que l'affaire du trou de l'ozone, qui monopolise l'attention outre-Atlantique. Les Américains craignent plus les cancers de la peau au soleil de Floride que l'empoisonnement progressif de l'air par les gaz d'échappement de leur gigantesque parc automobile. Ils préfèrent donc se passer d'électrons au CFC (chlorofluorocarbones) plutôt que d'abandonner leur voiture, quitte à participer au réchauffement général de la planète.

Mais si le réchauffement de la Terre peut s'observer à quelques signes — recul des glaciers, montée du niveau de la mer et augmentation du taux de gaz carbonique dans l'air —, nul ne peut faire le lien avec une sécheresse qui reste très localisée.

Tendie que certaines régions de Grande-Bretagne, de France et du Portugal attendent la pluie comme le messie, d'autres, en Chine, au Brésil ou au Proche-Orient, croulent sous les trombes. En France même, les Alpes du Nord et les Pyrénées de l'est ont fait le plein de neige, et même au-delà dans le département des Pyrénées-Orientales.

## L'exemple du Sahel

Au Sahel, la sécheresse s'est éteinte dans les années 1973-1983, et les pluies ont repris leur cours normal ensuite. Aux États-Unis, l'été 1988, torride, a rappelé aux plus anciens le *dust bowl* (désert de poussière) des années 1930, qui avait contraint à l'exil les fermiers de l'Oklahoma. On est revenu depuis à des saisons « normales ». La météorologie, par définition, est éphémère. Une sécheresse ne fait pas le réchauffement de la Terre.

ROGER CANS

Vieille ont enregistré leur hiver le plus sec depuis plus d'un siècle.

Cette sécheresse hivernale, s'ajoutant à trois étés de fort déficit pluviométrique, inquiète les responsables de la direction de l'eau et de la prévention des pollutions du ministère de l'environnement. Normalement, les nappes phréatiques se rechargent en hiver, lorsque la vie végétative est arrêtée. Or non seulement les nappes n'ont pas pu se recharger, mais les rivières se vident, comme au plus fort de l'été. Cette situation a déjà conduit certains préfets à prendre des mesures de restriction, notamment dans la Vienne et le Loiret, où le « nappe de Beauce » est au plus bas.

Si les barrages-réservoirs qui alimentent en eau potable la région parisienne sont correctement remplis, il n'en va pas de même pour le Massif Central, où le barrage de Neussac, sur l'Allier, ne pourra pas soutenir le débit d'étiage de la Loire, actuellement très bas.

Même si « tout n'est pas joué », comme on dit au ministère de l'environnement avec l'espoir d'un « printemps pourri », il y a fort à parier que plusieurs régions devront rationner l'eau cet été.

## Les campagnes sur le qui-vive

Ce n'est pas (encore) le panique dans les campagnes, loin de là. La France n'en est pas au point catastrophique de l'Afrique australe ou des régions nord-orientales de Chine. Mais quatre années de sécheresse successives ont rendu nos agriculteurs plus vigilants que jamais. Il faut se préparer à un été aride aux conséquences plus que fâcheuses, face à ce qu'on a appelé les « champs et prairies-paillissans ».

« Le quotidien immédiat n'est pas trop préoccupant », confie Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), car il n'y a pas encore de récoltes à faire, mais le proche avenir pourrait l'être. Nous sommes en mars, la végétation n'est

pluviométrique est la Loire. La plupart des barrages sont correctement pourvus sauf celui de Neussac, sur l'Allier. Globalement donc, si inquiétudes il devait y avoir, elles se concentreraient sur les régions Centre, Ile-de-France, Basse-Normandie, Picardie, Pays de la Loire et le nord de la Lorraine. Pour mémoire, on rappellera qu'en 1989 une cinquantaine de départements ont été déclarés sinistrés et que les mesures de restriction ont été appliquées à 37 départements en 1990 et 40 en 1991.

Diverses quant aux déficits pluviométriques, la France l'est aussi à travers sa géographie des productions agricoles. Les sécheresses ne mettent que très rarement les viticulteurs en émoi. En revanche, les régions traditionnelles d'élevage bovin (Massif Central, Bourgogne, Vendée) y sont très sensibles. En Bretagne — même si des déficits sont enregistrés — la production porcine (qui connaît une période florissante) n'a pas besoin de beaucoup d'eau. Il en va de même des cultures localisées dans la ceinture léguimière (de Canele à Saint-Pol-de-Léon et Roscoff), où poussent artichauts et choux-fleurs, précises natures correspondant à Brest Gabriel Simon. Pour le blé des grandes plaines céréalières de Brie et de Beauce, il est un peu tôt pour crier à la catastrophe. Si, comme en 1991, les pluies de printemps et éventuellement d'été parviennent à répondre aux besoins des plantes cultivées, la situation sera correcte et les rendements bons.

## Cultures alternatives

Dans la région Rhône-Alpes, on ne signale pas pour l'heure de situations préoccupantes, nous indique notre bureau de Lyon. Dans le Sud-Ouest, en revanche, la situation mérite attention. Selon les dirigeants de l'agence de bassin Adour-Garonne qu'a interrogés notre correspondant à Bordeaux Ginette de Maub, la Garonne affiche un débit d'un tiers environ inférieur à la normale. La Charente ne coule qu'à 10 % de son volume habituel. Selon les experts, les cours d'eau issus des Pyrénées entraineront en étiage plus tôt que d'habitude. La zone la plus touchée par la sécheresse en Aquitaine, le département de Dordogne, est heureusement celle qui est la moins cultivée en maïs, gourmand en eau.

En tant qu'état de cause, les agriculteurs des zones touchées par la sécheresse devront réduire de manière significative leurs programmes d'irrigation, soit par défaut de ressources en eau, soit en application des mesures de restriction qui ne manqueront pas de prendre plusieurs préfets.

Les agriculteurs peuvent-ils adopter des solutions alternatives et remplacer par exemple le blé par une autre culture ? Oui, mais dans une certaine mesure seulement. Les terres à blé ou à betteraves ne se prêtent pas nécessairement au colza, aux pois, aux carottes ou à l'avoine. Il faut tenir compte de la nature des sols, du climat, des saisons du semis et des récoltes, et du marché. De toute façon, là où l'irrigation sera rationnée, les agriculteurs doivent dès maintenant éviter les plantes grosses buiveuses d'eau, au premier chef le maïs, et se reporter sur des produits plus sobres comme le tournesol, qui fait partie de la famille des oléagineux. La sécheresse de 1990 avait déjà contraint les maïsiculteurs aquitains à réduire leurs surfaces plantées : de 422 000 hectares en 1989, on est tombé à 378 000 en 1990.

« A supposer que ces transferts soient agronomiquement possibles, ajoute Raymond Lacombe, les mécanismes communautaires n'autorisent pas une large marge de manœuvre. Un règlement pour le mois, un autre pour le colza, encore un pour cet ou cela. Imaginez qu'un agriculteur décide d'occuper sa sole de colza ou de tournesol, à la place de maïs, pour économiser l'eau : eh bien, s'il dépasse un plafond, il n'aura plus les aides de Bruxelles et il sera pénalisé. L'hyperinflation des règlements agricoles de Bruxelles est paralyzante ! » S'il ne pleut pas suffisamment d'ici au 7 avril, jour de son ouverture, le congrès annuel de la FNSEA promet d'être particulièrement remuant.

FRANÇOIS GROSCHICHARO

**Le Monde**

**1986 - 1991**  
**LE RETOUR DES NATIONS**  
L'histoire au jour le jour. Tome V.  
212 pages - 87 francs



# ÉCONOMIE

Le Monde • Jeudi 26 mars 1992 • 21

## BILLET

### Les chantiers de l'opposition

Les résultats des élections régionales du dimanche 22 mars rendent vraisemblable une victoire de l'opposition aux législatives de mars 1993 et donc une nouvelle cohabitation entre M. Mitterrand et un premier ministre de droite.

Autant les choses avaient été faciles en 1986-1987 - sur le plan économique et financier - autant elles seraient cette fois difficiles pour l'Etat, dont les ressources s'amoindrissent alors même que les charges publiques augmentent. Même si la reprise économique n'est plus très loin, l'Etat va devoir gérer au moyen de ses comptes avec des moyens qui apparaissent insuffisants par rapport aux engagements pris dans de nombreux domaines : éducation nationale, fonction publique, Europe, santé (indemnisation des transfusés)...

Les projets économiques et financiers de la droite s'en trouvent sensiblement modifiés. Quand il était ministre de l'économie et des finances, M. Balladur avait consacré le produit des privatisations (70 milliards de francs) moitié aux entreprises publiques pour leurs dotations en capital, moitié au désendettement de l'Etat.

Pour les premières, rien n'a changé : leurs besoins sont toujours aussi grands. Mais au chapitre du désendettement, les choses se présentent maintenant de façon différente. L'un des problèmes les plus préoccupants pour un ministre des finances, qu'il soit de droite ou de gauche, est la charge que fait peser chaque année sur le budget de l'Etat les intérêts d'une dette publique qui atteint maintenant 2 000 milliards de francs. Ces intérêts sont très lourds : ils représentent cette année quelques 165 milliards de francs, en augmentation de presque 8 % par rapport à 1991. Faudrait-il alors utiliser une partie importante du produit des privatisations pour réduire le stock de la dette responsable de charges annuelles exorbitantes ?

Où faudrait-il utiliser directement le produit des privatisations pour financer des dépenses d'investissements ordinaires, du genre routes et infrastructures ? Tactique peu orthodoxe sans doute mais qui aurait l'avantage de réduire vite un déficit budgétaire passé de 93 milliards en 1990 à 131,7 milliards en 1991 et qui risque de friser les 140 ou 150 milliards cette année ; un déficit qui doit être financé chaque année par emprunts et qui donc alourdit à son tour le stock de la dette. Un autre problème posé à la droite sera la réforme de l'impôt sur le revenu, dont le produit croît très vite (70 milliards de francs entre 1988 et 1991), trop vite par rapport à l'augmentation des revenus, et alors que les produits de l'épargne sont exorbitants. Vestes chantiers...

ALAIN VERNHOLLES

## La liquidation judiciaire de la cinquième chaîne de télévision semble inévitable

### Pourquoi M. Berlusconi ne reprend pas La Cinq

M. Silvio Berlusconi, PDG de Fininvest, qui avait annoncé le 15 décembre 1991 son intention de poursuivre l'exploitation de La Cinq, a fait savoir mardi 24 mars à M. Michel Rouger, président du tribunal de commerce de Paris, qu'il y renonçait. L'impossibilité de trouver en France et dans la Communauté un groupe d'actionnaires prêts à augmenter le capital de la chaîne de 1,5 milliard de francs, les difficultés liées à l'apurement du passif et l'hostilité des chaînes concurrentes eurent donc au raison de M. Berlusconi.

Le tribunal de commerce a jusqu'au 3 avril pour se prononcer sur une liquidation judiciaire qui semble inévitable et pourrait même être accélérée en cas d'« atteinte à l'ordre public ».

La balle sera ensuite dans le camp du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui aura à se prononcer sur les projets de reprise. Si le gouvernement souhaite installer Arte, la chaîne culturelle franco-allemande, sur le réseau hertzien de La Cinq, il devra alors faire jouer son droit de préemption.

C'est par un communiqué laconique du tribunal de commerce, diffusé mardi 24 mars en milieu d'après-midi, que l'abandon de M. Silvio Berlusconi a été rendu public. Vers 16 heures, M. Michel Rouger, président du tribunal, a annoncé qu'il venait « d'être informé par le groupe Berlusconi que ce dernier renonçait à poursuivre la mise en œuvre du plan de continuation de La Cinq présenté au tribunal ». Il indiquait que le tribunal redoutait « sa décision le 3 avril », décision qui, sans coup de théâtre, devrait amener la liquidation de la chaîne.

Pourquoi M. Berlusconi a-t-il renoncé à reprendre une chaîne à l'activité de laquelle il participe depuis sa création ? Première et évidente raison : il n'a pas pu trouver les actionnaires et donc le milliard et demi de francs d'argent frais dont La Cinq avait besoin. Quoi qu'il en soit, les journalistes de La Cinq sur leur antenne, mardi 24 mars à 20 heures, aucun tour de table italo-germano-espagnol n'a jamais pu être réuni.

Si certains investisseurs de la Communauté européenne avaient pu émettre le souhait de reprendre La Cinq, aucun « obstacle » d'ordre juridique ou administratif n'aurait pu leur être opposé. Rappelons que quand M. Giancarlo Parretti a voulu reprendre Pathé, M. Bérégovoy, ministre de l'économie, a dû invoquer une atteinte à l'« ordre

public » pour l'en empêcher. Dans l'entourage du ministre, on dément formellement que le Trésor ait mis des obstacles à l'entrée de capitaux étrangers dans La Cinq.

Selon M. Michel Rouger, la lettre que M. Berlusconi lui a adressée « et dont des éléments seront rendus publics lorsque le tribunal de commerce se prononcera sur l'avenir de la chaîne - ne fait état d'aucune « manœuvre » tant de la part du gouvernement que des concurrents de la chaîne. Reste évidemment que personne n'a déjoué de tapis rouge au groupe italien.

Outre l'absence d'investisseurs, deux autres éléments clés ont poussé M. Berlusconi à jeter l'éponge. Le premier est qu'un recours au Conseil d'Etat, déposé en 1990 par la radio NRJ contre l'attribution de la chaîne au groupe

Hachette, était toujours pendant. M. Berlusconi l'ignorait et ce l'a appris que tardivement. Le risque existait donc de voir les magistrats du Conseil d'Etat mettre en danger un éventuel plan de reprise.

#### Le refus des banques

Second facteur motivant l'abandon : le passif. Alors que la date de clôture de déclaration des dettes n'est pas encore atteinte, il s'avère impossible d'évaluer clairement l'ensemble du passif. Les chiffres tournent autour de 4 milliards de francs (dette bancaire plus passif « industriel » auprès des fournisseurs), mais restent approximatifs. Reprendre une chaîne sans une idée claire des charges et surtout sans moratoire avec les créanciers tient

donc de la gageure. Les producteurs de l'audiovisuel étaient jusqu'à la dernière minute fermement décidés à négocier les propositions qu'ils jugeaient raisonnables de M. Berlusconi. Quant aux banques, lourdement engagées dans la déroute de La Cinq, elles n'étaient nullement décidées à donner une nouvelle chance à M. Berlusconi.

Actionnaires, elles ont refusé l'augmentation de capital proposée. Créancières, elles ont exigé mieux que le remboursement de 25 % proposé par le magnat italien. Enfin, aucune grande banque n'a accepté d'organiser la souscription publique permettant aux spectateurs de devenir actionnaires, comme l'Associazione di difesa de La Cinq en caressait le projet.

Y. M.

## Un échec qui ne fait pas que des mécontents

Avec l'abandon de Silvio Berlusconi et la disparition vraisemblable d'une Cinq généraliste, les acteurs du paysage audiovisuel se divisent aujourd'hui en deux : les contents et les pas contents. Les adhérents de l'association de soutien seront déçus, les hommes politiques ne manqueront pas de verser une larme sur ce média d'information moribond, les producteurs pleureront les créances. Les concurrents de La Cinq, eux, seront soulagés. Moins nombreux à se partager le gâteau publicitaire, ils gagneront chacun en audience, tout en mettant un frein à l'inflation des coûts des programmes. Quant au gouvernement, il peut espérer un meilleur équilibre financier du système audiovisuel sans une trop forte sollicitation des fonds publics.

#### Les concurrents respirent

Le ministère de la culture et de la communication et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ont dû pousser un « ouf » de soulagement lorsqu'ils ont appris que M. Silvio Berlusconi avait jeté l'éponge. MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Georges Kleiman, ministre de la communication, ont eu beau toujours affirmer qu'il y avait une chaîne généraliste de trop dans le paysage audiovisuel français et que le marché publicitaire était insuffisant à les faire vivre toutes, ils ne pouvaient militer ouvertement pour la disparition de la chaîne. Dans cette affaire, gouvernement et CSA ont même eu deux fois de la chance : la première fois, en décembre 1991, quand le groupe Hachette a renoncé de lui-même à être opérateur jusqu'au bout, au lieu d'obliger le CSA à constater qu'il ne remplissait pas son cahier des charges et à lui retirer son autorisation. La seconde aujourd'hui, puisque le CSA évite d'apparaître formellement comme un « télécide ». Et le gouvernement comme son complice.

Les concurrents de La Cinq aussi ont quelques motifs de satisfaction. TF1 surtout, mais aussi M6 et, dans une moindre mesure, Canal Plus et les deux chaînes du secteur public, Antenne 2 et FR3. Les chaînes privées ont d'ailleurs fait campagne auprès de tous les groupes financiers français et européens pour bloquer tout soutien à la solution Berlusconi. L'échec du magnat italien signifie pour eux une audience accrue, une réduction

de la concurrence par surenchère en matière d'achats de droits sur les films ou sur les sports et des ressources publicitaires plus importantes à partager entre moins d'acteurs.

Certes, les publicitaires jurent que la décision des entreprises d'investir dans la publicité télévisée ne dépend pas du nombre de chaînes. Mais tous les budgets auparavant reportés par La Cinq ne disparaîtront pas avec elle et se répartiront au moins en partie sur le réseau de La Cinq. C'est-à-dire une concurrence possible pour l'« audience » et pour les crédits publicitaires. Le rapport remis par M. Jérôme Clément en gouvernement sur la diffusion de la SEPT évalue à un milliard de francs l'occupation du réseau de La Cinq, soit un coût supplémentaire de 600 à 700 millions de francs.

#### Des créanciers inquiets

M. Bourges n'est pas le seul inquiet. Les producteurs et les prestataires de l'audiovisuel vont avec La Cinq s'évanouir un débouché important et des créances évaluées à plus de 250 millions de francs rien que pour les producteurs. Dans une profession morcelée où peu d'entreprises ont la taille européenne, le fio d'une chaîne de télévision risque d'entraîner des faillites en série. Aussi les producteurs de cinéma et d'audiovisuel commencent-ils d'ores et déjà à se retourner contre Hachette, dernier opérateur en date. Les assignations sont prêtes, dont les termes ont été soigneusement pesés, et elles devraient être déposées au tribunal prochainement. Toutes se basent sur les promesses optimistes du premier groupe de médias français.

Les hommes politiques, pour beaucoup, ne pleureront que par apparence cette Cinq qui n'est pas à elle seule garante du pluralisme. Certains s'inquiètent toutefois de voir l'information télévisée réduite

à un duopole déséquilibré TF1-chaînes publiques. Le gouvernement Rocard n'a-t-il pas favorisé l'arrivée de Hachette dans La Cinq pour faire contrepoids à la suprématie de TF1 ? La Cinq disparue, la chaîne de M. Francis Bouygues confortera son poids politique déjà érosé et irritant pour le gouvernement, comme certaines affaires récentes l'ont montré.

C'est le même refus d'une réduction de la concurrence qui alimente les regrets de certains publicitaires à l'égard de l'homme d'affaires italien prêt à toutes les négociations de tarifs.

#### Le premier parti de France

Pour les téléspectateurs-électeurs, enfin, la mort de La Cinq, ce sera la disparition de certains rites familiaux. Avec ses séries, ses vedettes, ses décors, elle avait fini par s'installer. Et son absence sera donc vécue comme une régression, une perte. La frénésie de construction d'émetteurs par les collectivités locales témoigne à contrario du vide que va laisser La Cinq. Cette frustration peut-elle se transformer en révolte, attisée par les 800 salariés de la chaîne promis au licenciement, reprise par une opposition qui fait feu de tout bois contre un gouvernement affaibli ?

L'Association de défense de La Cinq, dont le gouffrage des effectifs a surpris, revendique un million de membres, le « premier parti de France » selon la formule du publicitaire Jacques Séguéla. Dès le mardi 24 mars, le présentateur Jean-Claude Bourret appelait l'ensemble des téléspectateurs à se « mobiliser ». Le standard du ministère de la communication et celui du CSA subissent quelques assauts dans l'après-midi, sans parler de celui de la chaîne. Y aura-t-il des manifestations importantes ? Celles-ci amèneront-elles une réaction politique ? L'écrit en tous cas l'espoir des salariés de la chaîne : provoquer suffisamment d'agitation pour obliger les pouvoirs publics à aider La Cinq. En cas de « trouble de l'ordre public », les pouvoirs publics pourraient cependant demander au tribunal de commerce de ne pas attendre le 3 avril pour prononcer la liquidation de la chaîne.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES MANOU

## Une habitude en voie de disparition

Il a commencé à recevoir des lettres de licenciement, il se sentait « les Italiens » ont ranconné. Mais ils s'accrochent à tous les espoirs, même les plus ténus. Comme leur directeur de l'information, Patricia Duhamel, venu exceptionnellement ouvrir le journal du soir, ils s'affirment prêts à accompagner jusqu'au bout dans la « dignité » les « millions de téléspectateurs » d'une « grande chaîne ».

Est-ce parce qu'ils ont l'habitude des espérances en voie de disparition ? Deux écologistes médiatiques, Baud Lalande et Jacques-Yves Cousteau, sont

venus mettre du baume au cœur d'une rédaction qui ne veut pas croire à sa fin prochaine. Boulevard Paroisse, se mêlent les discussions sur les actions à mener, les appels à la mobilisation, la rancœur contre le « Trahison » des banques, l'impression d'être victime de complots. Comme le dit le président de l'association de défense, Jean-Claude Bourret, La Cinq est devenue une habitude des téléspectateurs. C'est à la force de cette habitude que veulent croire ses fantasmes.

M. C. L.

## Six années cahotantes à la poursuite du public

Le 20 février 1986, à quelques semaines d'élections législatives qui sont déjà considérées comme perdues par la gauche, La Cinq est officiellement créée à un trio d'hommes d'affaires proches de M. Mitterrand : MM. Jérôme Seydoux, Jean Riboud et Silvio Berlusconi. A la fin de 1986, le déficit atteint 200 millions de francs.

Le 23 février 1987, quelques mois après la formation du gouvernement de M. Jacques Chirac, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) révoque la concession et place MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi aux commandes. Le déficit en 1987 atteint 350 millions de francs. En 1988, les pertes s'accroissent à 840 millions de francs. En 1989, elles sont de 500 millions de francs, non compris les 116 millions de francs d'amendes diverses pour non-respect de la réglementation sur les quotas de diffusion.

Entre 1986 et 1989, l'audience s'est progressivement stabilisée entre 9 et 10 %.

Le 28 mai 1990, M. Robert Hersant passe la main à M. Jean-Luc Lagardère : Hachette prend 22 % du capital de La Cinq. Quelques mois plus tard, le 23 octobre 1990, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) autorise Hachette à prendre 25 % et à devenir opérateur. Cette année-là, le déficit atteint 550 millions de francs.

Le 17 décembre 1991, Hachette annonce un plan social de survie. Mais le 31 décembre, face au refus du CSA, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère provoque un dépôt de bilan.

Le 15 janvier 1992, quasi simultanément, MM. Silvio Berlusconi et Charles Pasqua rendent public leur intérêt pour La Cinq.

Le 24 mars, M. Silvio Berlusconi renonce à tout projet de reprise de La Cinq.

## La reprise de la consommation des ménages se confirme

La consommation des ménages en produits manufacturés a progressé de 1,1 % en février. Cette augmentation se produit après le très fort pic de l'achat enregistré en janvier par rapport à décembre (+3,9 %). Du coup, la consommation des ménages a atteint en février un niveau record, supérieur aux deux autres pics enregistrés en juillet et en novembre 1991.

La dépression de 1990 et 1991 due à la crise du Golfe est cette fois complètement effacée : les dépenses de consommation ont atteint en février un niveau supérieur de 4 % au niveau moyen du second semestre 1991. Par rapport à février 1991, la progression est de 3,9 %, et de 3 % par rapport à février 1990. En février, pratiquement tous les

secteurs - en particulier les biens durables - ont bénéficié de la progression de la demande des ménages. Les Jeux olympiques d'hiver expliquent en partie cette accélération, comme on le voit avec les achats d'électronique grand public : +10 % en janvier, +7 % en février.

Le nombre total des immatriculations d'automobiles françaises et étrangères s'est situé - après correction des variations saisonnières - à un niveau proche de 179 000 véhicules, c'est-à-dire nettement au-dessus de la moyenne de la dernière année, qui était de 169 000. Mais cette progression s'est accompagnée d'une hausse très forte du taux de pénétration des véhicules étrangers : 41,3 % en février après 37,8 % en janvier.

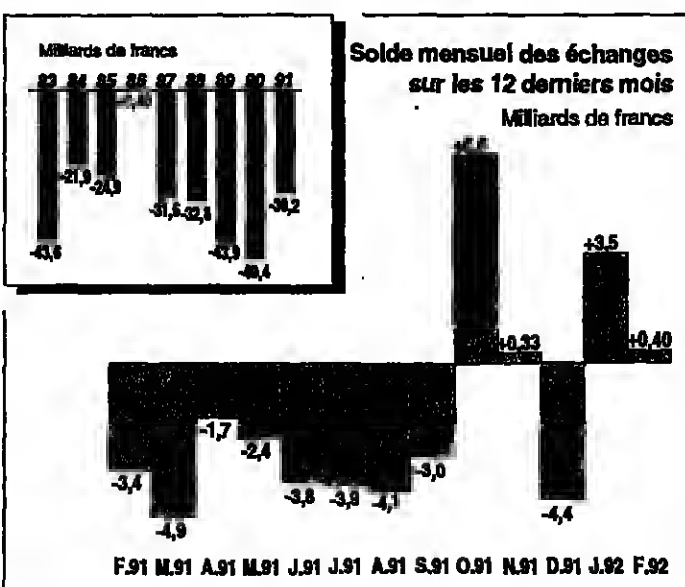
## Le redressement du commerce extérieur français

Avec deux résultats excédentaires en janvier et février, l'amélioration du commerce extérieur de la France, enregistrée en 1991, se confirme. L'année dernière, le déficit avait été réduit de 19,2 milliards de francs, revenant de 49,4 milliards en 1990 à 30,2 milliards. Sur les deux premiers mois de 1992, un excédent de 3,9 milliards de francs fait suite à un déficit de 9,1 milliards pour les deux mêmes mois de 1991.

L'amélioration enregistrée en 1991 avait été intégralement imputable à l'industrie et à l'Europe. Le déficit de la balance des produits manufacturés s'était réduit de 23 milliards de francs. Dans la mesure où les excédents du commerce extérieur avaient fondu de moitié, le redressement était encore plus spectaculaire pour la balance des seuls produits manufacturés civils, dont le déficit revenait de 85,9 milliards en 1990 à 49,1 milliards en 1991.

Par zone géographique, le déficit de 39 milliards de la France avec la CEE en 1990 avait fait place à un excédent de 2 milliards en 1991. Rétablissement spectaculaire dû à la fonte de notre déficit avec l'Allemagne, passé de -41,8 milliards de francs à -7,4 milliards. Mais des progrès sensibles avaient aussi été enregistrés vis-à-vis de l'Italie, de la Belgique, de l'Espagne. Nos échanges s'étaient en revanche nettement détériorés vis-à-vis des Etats-Unis, le déficit passant de 33,7 milliards de francs en 1990 à 48 milliards de francs en 1991.

On retrouve grosso modo les mêmes tendances début 1992. Avec la CEE, qui absorbe 63 % de ses exportations, la France enregistre un excédent de 7,6 milliards de francs sur janvier et février. Moins encourageant : la France continue d'être très déficitaire à l'égard des Etats-Unis (de 7,1 milliards en janvier et février 1992), du fait de la compétitivité du dollar.





## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le Conseil d'Administration de la Société de la Tour Eiffel s'est réuni le 17 mars 1992 pour arrêter les comptes de l'exercice 1991 qui enregistrent les résultats de l'effort de reclassement des actifs de la Société poursuivi depuis deux ans par la cession d'investissements anciens et un réinvestissement dans des sociétés porteuses d'avenir.

Dans ces conditions, la Société a dégagé en 1991 des plus-values exceptionnelles s'élevant à 3 194 000 F après impôts, de sorte que les comptes de l'exercice clos se soldent par un bénéfice net de 4 018 298 F après 781 567 F d'impôts contre un bénéfice de 289 921 F après 237 943 F d'impôts pour l'exercice 1990.

Cette amélioration des résultats de la Société de la Tour Eiffel comme les résultats favorables obtenus par les nouveaux investissements opérés permettront au Conseil d'Administration de proposer à la prochaine Assemblée Générale la reprise de la distribution avec un dividende de 10 F par action auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 5 F, soit un dividende global de 15 F.

## EPARCOURT-SICAV

SICAV COURTIERE REGULIERE  
pour le placement de vos disponibilités

## MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1991

Le Conseil d'Administration, réuni le 18 février 1992 sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Tholon, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1991. Il proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires, qui se tiendra le 3 avril 1992, de fixer le dividende net par action à 320,00 F.

Décomposition:	NET	CREDIT D'IMPOT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	320,00 F	0,26 F	0,26 F
<b>TOTAL</b>	<b>320,00 F</b>	<b>0,26 F</b>	<b>0,26 F</b>

Sous réserve du vote de l'Assemblée Générale, ce dividende sera détaché le 10 avril et mis en paiement le 14 avril 1992 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1992).

PERFORMANCE 1991 (dividende net réinvesti) : + 9,20 %  
Valeur de l'action au 31/12/91 : 4 473,35 F.

## ORIENTATION DES PLACEMENTS

Recommandé pour des placements de plus de 3 mois à 2 ans, Eparcourt-Sicav est un produit intermédiaire entre les Sicav monétaires et les Sicav obligataires. Ses actifs monétaires permettent d'obtenir une bonne régularité de l'évolution de la valeur de l'action; son portefeuille obligataire lui apporte un surcroît de performance, lorsque les marchés sont favorables.

GESTION  
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

CAISSES D'ÉPARGNE, BUREAUX DE POSTE

## INDUSTRIE

## Remaniements à la direction du groupe suédois

## Le patron de Procordia va prendre la tête de Volvo Automobiles

Le 25 janvier, les groupes Volvo et Procordia (agroalimentaire et produits pharmaceutiques), dans lequel l'Etat suédois et Volvo ont une participation égale, annonçaient leur intention de fusionner. Aux termes de leur arrangement, M. Pehr Gyllenhammar, grand patron de Volvo, restait au sommet de la nouvelle pyramide. Le PDG de Procordia, M. Sören Gyll, se voyait pour sa part offrir le poste de M. Christer Zetterberg, président exécutif de Volvo. Et ce dernier redevenait d'un cran dans le hiérarchie pour n'être plus que le PDG de la division voitures. Deux mois plus tard, les négociations avec le gouvernement, qui avait d'autres projets pour Procordia, n'ont toujours donné aucun résultat mais la désignation de M. Zetterberg a été confirmée lundi 23 mars par un bref communiqué de Volvo. Fusion ou pas fusion, le mouvement d'hommes est maintenu.

## STOCKHOLM

de notre correspondante

Conformément à ce qui avait été annoncé le 25 janvier, M. Pehr Gyllenhammar prend désormais la tête du groupe et M. Christer Zetterberg devient son adjoint. Le remaniement sera effectif à partir du 13 mai, date à laquelle se réunira l'Assemblée Générale des actionnaires de Procordia.

Les résultats 1991 de la division automobile Volvo, publiés la semaine dernière, ont pesé lourd dans la balance. Le constructeur suédois a enregistré l'an passé un déficit record (le Monde du 21 mars). L'activité poids lourds, la rentabilité traditionnellement plus florissante, a vu ses bénéfices s'eff-

fondrer de moitié. L'état des lieux ne pouvait être plus défavorable à M. Zetterberg, chargé en 1990 d'assainir la division automobiles de Volvo. Grâce à sa participation de 42,7 % dans Procordia, qui affiche une santé insolente (les bénéfices de sa division pharmaceutique ont augmenté de 41 %), et à son alliance avec Renault, Volvo pouvait sortir du rouge inquiétant dans lequel il s'était retrouvé à la fin de 1990.

Pas plus que ne l'était M. Zetterberg en entrant à Volvo, M. Sören Gyll n'est un spécialiste de l'industrie automobile. Au moins, ses années passées à la tête de Procordia ne sont-elles pas entachées des erreurs coûteuses que l'on reproche

au court passage de M. Zetterberg à la tête de la banque PK, aujourd'hui Nordbanken, aux prises avec un déficit de plusieurs milliards de couronnes. D'ailleurs, M. Gyllenhammar avait choisi de ne pas défendre son « dauphin » face au volet de critiques dont il fait l'objet depuis quelques mois.

On devrait apprendre dans les jours qui viennent que l'affaire Volvo-Procordia ne se fera pas — du moins dans les termes présentés en janvier. — Le gouvernement n'étant pas disposé à faire de cadeaux à M. Gyll. Cela s'ajoutera, certes, à la liste déjà consistante des projets de fusion avortés de Volvo avec d'autres groupes, mais Volvo gardera, le cas échéant en

l'augmentant, sa participation dans Procordia en s'étant assuré celle de M. Gyll.

Reste maintenant le développement de l'alliance Volvo-Renault, qui, pour beaucoup, est la raison majeure du remaniement actuel à la tête de Volvo. En l'absence de commentaires des principaux responsables, la voie est ouverte à toutes les spéculations. Les plus hardies voient déjà — comme elles le faisaient d'ailleurs dès février 1990 — M. Gyllenhammar à la tête du méga-groupe qui résultera de la fusion, jugée aussi inévitable que prochaine, des deux partenaires.

FRANÇOISE NIÉTO

## INDICATEURS

## FRANCE

● Conjoncture : les Industriels plus optimistes en mars. — Selon l'enquête mensuelle dans l'industrie réalisée par l'INSEE et publiée mercredi 25 mars, l'émotion des jugements portés par les industriels sur leur situation s'est poursuivie en mars. L'INSEE note que « l'opinion sur la production s'améliore modérément après le redressement du mois dernier. L'amélioration touche principalement les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnel ». L'institut souligne également que, s'ils se sont dégonflés récemment, les stocks des entreprises restent à un niveau élevé.

● Réserves de change : + 11,8 milliards de francs en février. — Les avoirs officiels de change de la France s'élevaient à la fin du mois de février à 334,5 milliards de francs contre 322,7 milliards de francs à la fin du mois de janvier, soit une augmentation de 11,8 milliards de francs en un mois. En un an (février 1992 comparé à février 1991), les réserves de change de la France ont baissé de 14,6 milliards de francs.

## ALLEMAGNE

● Masse monétaire : + 8,5 % en février. — La croissance de la masse monétaire allemande a atteint 8,5 % en rythme annuel au mois de février. Ce résultat est un peu inférieur à celui de janvier (+ 9 %) mais reste bien supérieur aux normes définies par la Bundesbank (+ 5,5 %). Les responsables monétaires allemands redoutent que cette augmentation rapide de la masse monétaire en circulation se traduise par un regain d'inflation.

## FINANCES

## Inauguration de la Bourse des valeurs irakienne à Bagdad

La première Bourse des valeurs irakienne, dont la création avait été décidée au lendemain de la guerre du Golfe, a été inaugurée lundi 23 mars à Bagdad et sera opérationnelle à partir de la semaine prochaine. Le coup d'envoi des activités de cette Bourse, appelée « le marché financier de Bagdad », a été donné par le premier ministre irakien, M. Mohammed Hanza al-Zubaidi.

Selon le ministre irakien des finances, M. Majid Abdel Jassar, cette institution devrait permettre la cotation de plus de huit millions d'actions que représentent une soixantaine de sociétés inscrites à la Bourse. En vertu des textes réglementant ses activités, « le marché financier de Bagdad » a pour tâche, notamment, d'organiser la cotation et l'échange des actions et des valeurs mobilières ainsi que la promotion de l'épargne et de l'investissement en vue du développement économique de l'Irak. — (AFP)

## SOCIAL

## Succédant à M. John Vanderveken

## M. Enzo Friso a été élu secrétaire général de la CISL

M. Enzo Friso, soixante-quatre ans, a été élu, mardi 24 mars, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) au terme du quinzième congrès mondial de cette organisation, qui vient de prendre fin à Caracas (Venezuela). M. Friso succède à M. John Vanderveken, qui assurait les fonctions de secrétaire général depuis 1982 et ne sollicitait pas de troisième mandat.

La CISL, qui accueille désormais de nombreuses centrales syndicales originaires d'Afrique et d'Europe de l'Est, a décidé lors de ce congrès d'accroître son action auprès du Fonds monétaire international

□ Signature d'un avenant sur la maîtrise des dépenses des infirmières libérales. — Les trois caisses nationales d'assurance-maladie (la CNAMTS pour les salariés, la MSA pour les agriculteurs et la CANAM pour les non-salariés), viennent de signer avec la Fédération nationale des infirmières (FNI) un avenant relatif à la régulation des dépenses des infirmières libérales, a annoncé la CNAMTS le mardi 24 mars. Ce texte reprend l'accord conclu il y a trois mois prévoyant que les remboursements d'actes infirmiers ne devront pas augmenter de plus de 9,7 % en 1992 (contre une tendance spontanée de 14 %). De même, est instauré un plafond individuel de 22 000 coefficients (qui mesurent la spécificité des actes médicaux) par an. Au-delà de ce plafond, l'assurance-maladie « récupérera auprès de l'infirmier concerné l'intégralité des sommes remboursées aux assurés ».

□ RATP : arrêts de travail sur le RER les 30, 31 mars et 12 avril. — Les autonomes du GATC, les syndicats CGT, FO, CFTC et CFTS des lignes régionales de la RATP ont appelé les personnels de la ligne A du RER (Boissy-Saint-Leger-Saint-Germain-en-Laye) à des arrêts de travail les 30 mars, 31 mars et 12 avril prochains. Les syndicats estiment que « l'exploitation de la ligne A est en danger » en raison des « incidences » qu'aura sur le trafic de « la ligne la plus fréquentée du monde » son prolongement dans quelques jours vers Chessy-Euro Disney.

(FMI) afin de limiter le coût social excessif des « politiques d'ajustement structurel » menées dans les pays en voie de développement (le Monde du 19 mars).

Elle entend aussi intégrer la défense de l'environnement dans l'action syndicale, renforcer ses structures régionales, notamment en Afrique et en Amérique du Sud, et entamer des pourparlers avec la Confédération mondiale du travail (CMT, de sensibilité chrétienne) dans la perspective d'une unification.

Devant les quelque mille congressistes représentant 152 centrales (dont FO et la CFTD pour la France) dans 108 pays, M. Friso a insisté sur la nécessité de « promouvoir la solidarité internationale ». Selon lui, la CISL doit s'attacher à « faire reculer les tendances à l'individualisme » et « combattre les thèses néo-libérales qui s'attribuent de manière indécise la victoire sur

le communisme mais limitent la liberté syndicale ».

Né à Padoue (Italie) en décembre 1927, M. Friso a participé en 1950 à la création de la CISL (confédération syndicale italienne, proche de la démocratie chrétienne), issue des rangs de la CGIL, dominée par les communistes. Métallurgiste, il devient en 1962 directeur du bureau de la Confédération internationale des syndicats libres à Beyrouth, puis snn représentant en Indonésie avant de rejoindre le siège de l'organisation à Bruxelles. Nommé en 1976 responsable des activités couvrant le continent américain, l'Europe, les questions Est-Ouest et les relations avec les secrétariats professionnels internationaux (SPI) associés à la CISL, il en est devenu en 1984 le secrétaire général adjoint.

J.-M. N.

## Selon des estimations de l'UNEDIC

## Le déficit cumulé de l'assurance-chômage pourrait être compris entre 15,2 et 17,1 milliards en 1992

A nouveau en difficulté en 1991, avec 8,2 milliards de déficit, l'UNEDIC n'irait guère mieux en 1992, selon les différentes hypothèses contenues dans une note de prévisions. D'ici à la fin de l'année, le trou pourrait être de 8,9 milliards, et de 17,1 milliards en cumulé, si la reprise économique devait être faible. Avec 1,8 % de croissance et une augmentation de 4,5 % de la masse salariale, dans ce scénario, la création de 132 000 emplois supplémentaires serait compensée par l'apparition de 110 000 chômeurs de plus.

Si la situation économique était plus favorable, les résultats pour l'UNEDIC seraient à peine meilleurs. Par exemple, une croissance de 2 % et une hausse de 4,6 % de la masse salariale se traduiraient par 160 000 emplois supplémentaires et une augmentation limitée à 31 000 du nombre des chômeurs. Dans ce cas, le déficit serait encore de 7 milliards de francs sur l'an-

née, et de 15,2 milliards en cumulé. Pour l'instant, les dispositions arrêtées dans l'avenant du 5 décembre 1991 n'ont pas donné leur plein effet. Sauf pour le relèvement de 0,12 % de la cotisation d'assurance-chômage, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier, et qui annule une baisse intervenue l'année précédente. Actuellement, l'UNEDIC négocie avec les banques un nouvel emprunt de l'ordre d'une quinzaine de milliards de francs, pour faire face à ses difficultés de trésorerie.

Dans ces conditions, les négociations pour le renouvellement de la convention, qui prend fin au 31 décembre 1992, s'annoncent délicates. En raison des élections prud'homales, prévues en décembre, et officiellement pour se donner le temps de trouver une solution définitive, certains partenaires sociaux préféreraient reporter la discussion au début de 1993.

A. La.



## Baisse des résultats, maintien du dividende

Le conseil d'administration de Lafarge Coppée, réuni le 13 mars 1992 sous la présidence de Bertrand Collomb, a arrêté les comptes de l'exercice 1991.

Le bénéfice net consolidé part du groupe a atteint 1 234 millions de francs, en baisse de 44 % par rapport aux niveaux élevés atteints en 1989 et 1990. Le résultat par action s'établit à 24,3 francs, contre 43,7 francs en 1990. La marge brute d'autofinancement est de 3,3 milliards de francs, en retrait de 29 % par rapport à l'année précédente.

Confiant dans les perspectives du groupe, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale de maintenir le dividende au niveau de l'an dernier, soit 9 francs par action.

En dépit d'une conjoncture mondiale globalement défavorable, la performance du groupe reste satisfaisante pour une large partie de ses activités : ciment en France, béton et granulats en France, en Espagne et au Portugal, produits de spécialité, biochimie. Dans les pays en voie d'industrialisation, les activités cimentières se sont développées avec profit.

En revanche, quatre secteurs ont contribué pour l'essentiel à la chute du résultat : en Amérique du Nord, le ciment, les bétons et granulats ont été confrontés à une récession sévère aux Etats-Unis et plus encore au Canada ; en Espagne, le ciment a été pénalisé par des importations à prix de dumping ; la plaque de plâtre en Europe a subi de nouvelles et fortes baisses des prix ; enfin les pertes des semences de grande culture et les frais de restructuration ont pesé sur les résultats d'Onsan.

Chiffre d'affaires en millions de francs	
91	31 649
90	32 543
89	30 363
88	22 684
87	19 080

Résultat net part du Groupe en millions de francs	
91	1 234
90	2 192
89	2 176
88	1 880
87	1 531

Investissements industriels en millions de francs	
91	3 100
90	3 000
89	2 850
88	1 530
87	1 000

Dividende par action en francs, hors avoir fiscal	
91	9,00
90	9,00
89	8,75
88	7,50
87	6,25

proposé à l'Assemblée Générale

Dans chacun de ces domaines, des signes d'amélioration sont apparus récemment.

Relativement à l'évolution des marchés, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 31,6 milliards de francs, en retrait de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Hors croissance externe et à taux de change comparables, le recul est de 4,6 %.

D'autre part, les résultats de 1991 n'intègrent pratiquement pas d'éléments hors exploitation (23 millions de francs) alors que ceux-ci représentaient en 1990, notamment du fait de plus values de cession, 500 millions de francs.

Le groupe a maintenu en 1991 son effort de modernisation et d'amélioration de la productivité. Les investissements industriels ont atteint 3,1 milliards de francs (contre 3 milliards en 1990 et 2,5 milliards en 1989). Par ailleurs, il a poursuivi sa politique d'acquisitions sélectives dans des zones et des activités offrant de bonnes perspectives de croissance : bassin méditerranéen, Europe de l'est, Asie-Pacifique, nouveaux matériaux.

Cette préparation de l'avenir s'est faite en préservant une situation financière solide. A fin 1991, les fonds propres de l'ensemble consolidé atteignent 24,3 milliards de francs (y compris TSDI pour 3,4 milliards et intérêts minoritaires pour 7,8 milliards) pour un endettement net de 9,1 milliards.

Les comptes consolidés et les comptes sociaux pourront être consultés 93, rue Nationale à Boulogne-Billancourt à partir du 1<sup>er</sup> avril 1992.

leader mondial des matériaux de construction

مكتبة الشاهين



# ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

L'accord Nestlé-Agnelli-BSN

### Embrassons-nous

On a beau être cuirassé par l'expérience et prêt à tout, les affaires ont de quoi rendre perplexes et un peu admiratifs. Depuis le début de l'année, M. Antoine Riboud, PDG du géant BSN, et les deux frères Agnelli, patrons de Fiat et de bien d'autres entreprises, solennellement associés en 1987, avec échange de participations, pour investir plus commodément dans l'industrie automobile italienne, se bombardent de propos sans douceur, d'OPA, contre-OPA et procès, tout cela à propos de l'eau de Volvic, propriété de ce groupe Perrier-Exor qu'absorbe la famille Agnelli.

Propos sans douceur, evonous dit. Ainsi, M. Umberto Agnelli espère que sa situation d'actionnaire de BSN à 5,8 % seulement eût « changer aussi vite que possible », dans le sens de l'augmentation sensible du pourcentage, naturellement. M. Riboud, outré, rétorquait que l'indépendance de BSN était « inscrite dans les murs : c'est une cathédrale ». Au milieu de tout ce hurlement, la banque David-Weill, un pied dans chaque camp, faisait le grand écart, avec, il fallait tout de même choisir, un « capui complet » à BSN.

En bien ! mardi 24 mars, en fin d'après-midi, après l'accord entre Nestlé et Agnelli (la Monde du 25 mars), tout le monde s'embrassait. M. Riboud, redeux, la mèche en bataille, et les yeux plus pétillants que jamais derrière ses lunettes,

remerciaient tout le monde, d'abord son « vial ami » M. Gabetti, homme de confiance des Agnelli, « à l'origine de notre collaboration », puis M. Jacques Vincent, PDG d'Exor et M. Corinne Mentzelopoulos, son principal actionnaire, dont il « comprend » l'attachement à leur société et leur « participation » à la négociation. Quant aux Agnelli, M. Gabetti escaut, avec conviction, qu'ils avaient commis l'erreur de sous-estimer la tempête. Nous n'avions pas très bien compris pourquoi cette bataille devenait si passionnée et pourquoi nous étions considérés comme des envahisseurs maladroits. D'ailleurs, affirme M. Gabetti, « notre intérêt principal était dans l'immobilier (les 100 000 mètres carrés d'Exor), et pas vraiment Perrier, ce qui est probablement vrai.

#### La main sur le cœur

Si on le suit bien, c'était M. Vincent qui bloquait tout accord, puisque les Agnelli, minoritaires chez Exor, ne pouvaient le forcer à rien. Au reste, M. Vincent mérite toute leur reconnaissance, puisqu'en obligeant Nestlé et BSN à s'entendre sur Perrier, il leur a permis de faire plus de 1 milliard, et méritera donc d'être maintenu en place. A vrai dire, tout le monde paraît très content, les Agnelli pour le plus-valor, M. Mentzelopoulos, qui gardera la haute main sur Château Mergueux, sa passion, M. Riboud, qui, grâce à une

marge brute de 7 milliards de francs, n'aura même pas à emprunter pour payer les 3 milliards de Volvic, dont les énormes réserves d'eau vont relayer celles de la source d'Evian à son plafond de production. La banque Lazard, enfin, se montre économiquement satisfaite : il fallait voir le sourire épanoui de M. David-Weill.

Quant aux outrances entrecroisées, du genre « Nous attendrons jusqu'à la fin du siècle », ce n'était que des bulles. Les ambitions de M. Umberto Agnelli sur BSN ? « Nous sommes des actionnaires minoritaires loyaux et fidèles », jure, la main sur le cœur, M. Gabetti, l'œil presque mouillé. Les projets de développement communs de BSN et d'Agnelli, que l'on pouvait à bon droit croire menacés ou tout à fait compromis ? « Je ne vois pas pourquoi ils s'arrêteraient », a-t-onna, avec chaleur, M. Riboud, qui, toutefois, a « beaucoup appris dans cette affaire ». Une liote.

En définitive, tout cela fait de très bons Européens, qui se partagent l'industrie agroalimentaire du continent bien avant l'abaissement total des frontières au début de 1993, avec même l'invitation faite à Nestlé, car excellent ogra helvétique, de participer au festin, tout cela avec la bénédiction d'un gouvernement français tout à fait libéral. Embrassons-nous Folleville, tout pétite !

FRANÇOIS RENARD

Effondrement de 15 % de la production et des commandes

### La machine-outil française a connu une très mauvaise année 1991

L'embellie n'aura été que de très courte durée. Portée par l'effort soutenu d'investissement en 1989 et en 1990, l'industrie française de la machine-outil aura connu deux années de répit avant de replonger dans la tourmente. La production du secteur a chuté de 15 % l'an passé. Les commandes se sont effondrées dans des proportions identiques tout comme les importations, a annoncé mardi 24 mars le SYMAP (Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la production associée).

Cette évolution devrait s'accroître en 1992, a estimé le président du SYMAP, M. Maurice Follet, en soulignant que les commandes européennes avaient reculé de 20 à 25 % l'ao dernier, notamment en raison de la quasi-disparition des marchés d'Europe de l'Est. Le SYMAP n'attend pas de reprise des commandes avant le mi-92. Les professionnels soulignent que la machine-outil française a moins souffert de la crise que d'autres pays européens, notamment l'Espagne et la Grande-Bretagne, qui ont vu leur chiffre d'affaires dans ce secteur reculer d'environ 20 %. Les effectifs en France ont reculé de 3 % en 1991, alors que la diminution des effectifs européens était en moyenne de 10 %. Elle pourrait atteindre 20 % dans les prochaines années si le ralentissement de la production se poursuit, selon le syndicat.

STEFAN SWIEZAWSKI



### Histoire de la philosophie européenne au XV<sup>e</sup> siècle

Adapté par MARIUSZ PROKOPOWICZ 393 FF 336 pages

BEAUCHESNE

72, rue de Saint-Pierre 75007 PARIS

### La bataille autour de l'architecture Risc

### Hewlett-Packard crée un clan pour promouvoir sa technologie

Les familles Risc étaient jusqu'à présent informelles. Les constructeurs d'ordinateurs, qui considèrent que ce micro-processeur associé à la technologie Unix (système ouvert, c'est-à-dire qui favorise la compatibilité de machines de conception et de marques différentes) est l'avenir de l'informatique, n'ont cessé de se déterminer au cours des derniers mois en fonction de telle ou telle architecture, formant grosso modo trois clans d'égale importance. L'américain Hewlett-Packard vient de formaliser l'un d'entre eux. Le candidat malheureux à l'alliance avec Bull a annoncé, mardi 24 mars à Paris, qu'il allait créer une association baptisée « Pro » avec huit autres industriels américains et japonais

pour faciliter la promotion de sa technologie Risc.

Les autres sociétés sont les américaines Convex, Huges Aircraft, Prime, Sequoia et les japonais Hitachi, Mitsubishi, Oki et Yokogawa. Ils ont tous adopté la technologie Pa-Risc de Hewlett-Packard. Un autre mini-club, moins formel que l'association annoncée le 24 mars par HP, s'est déjà formé autour de la technologie Risc mise au point par Motorola et IBM (adoptée par Apple et Bull). En février, Digital Equipment faisait part à son tour de la mise au point d'un processeur Risc ultra-puissant. Cray Research puis le constructeur japonais Kubota annonçaient leur intention de l'utiliser.

## AUTOMOBILE

### Opel-Astra break : bien vu

Il n'y a pas tous les matins, dans le domaine de l'automobile, des raisons de se réjouir sans restrictions ou presque. A deux détails près et dans le domaine particulier du break, Opel, avec une version de sa nouvelle Astra, nous donne l'occasion de le faire. Comme on l'a vu, il s'agit d'une variante de la nouvelle gamme élaborée et produite par la filiale allemande de General Motors (1) qui connaît déjà, pour ses berlines, un essor franc succès.

Si l'on exclut une certaine raideur aux suspensions, classique au-delà du Rhin mais gage tout de même d'un comportement routier aisé (mauvaises surprises, ce break de dimensions raisonnables apparaît comme une version familière de l'Astra mais aussi comme une solution dans la recherche d'un véhicule de loisirs. Bien conçu dans les dimensions qui étaient imposées par la structure du modèle de base, disposant des renforcements de sécurité latéraux inscrits dans le cahier des charges de la gamme et qui, lui, renforcent la rigidité de l'ensemble, ce break apparaît comme une réussite.

Espaces disponibles de chargement (1 630 litres) largement utilisables si l'on couche les

sièges arrière pliables par 1/3-2/3, seul de chargement à la hauteur du plancher, absence de chandeliers d'amortissement sur le plateau, on ne voit guère de reproches à faire. D'autant plus qu'en série sont livrés une barre à bagages de toit et un récepteur de radio. La motorisation proposée en bss - le 1400 cm<sup>3</sup> à injection et catalyseur de la berline - apparaît largement suffisante (82 ch pour 6 CV). Le groupe est par ailleurs peu gourmand. Une version brillante en turbo-diesel (1,7 litres) est à venir.

Du côté des reproches annoncés plus haut, notons le cache-bagages en accordéon qui ne manque pas de se bloquer à chaque fois qu'on le ferme et des accoudoirs à l'avant qui auraient pu être plus tendres. A la longue, on ne sait plus où poser son coude.

Ultime atout du modèle, son prix, qui apparaît, par les temps qui courent, raisonnable : moins de 85 000 francs... à l'on renonce aux vitres teintées et au fameux cache-bagages.

C. L.  
(1) General Motors France annonce que les breaks Omega (Opel), versions plus importantes en gabarit que l'Astra citée plus haut, seront désormais proposés au même prix que les berlines correspondantes (de 139 500 francs à 234 000 francs).

## Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE  
L'Ecole des HEC cherche un Professeur de mathématiques et de sciences actuarielles, à plein temps. L'enseignement consiste en un cours de mathématiques destiné aux étudiants en sciences économiques et en divers cours actuariels spécialisés.

Entrée en fonctions : le 1<sup>er</sup> septembre 1993.  
Conditions requises : doctorat, publications scientifiques, qualités pédagogiques.

Avant de déposer leur candidature, les intéressés voudront bien demander le cahier des charges au prof. O. Blanc, doyen de l'Ecole des HEC, BSH 1, CH-1015 Lausanne.  
Tél. : 19 41 21/692.41.38.  
Fax : 19 41 21/692.41.46.  
Délai des candidatures : 20 septembre 1992.

LYCÉE FRANÇAIS, BUDAPEST.  
M. SEPT PROF. CERT. ANGLAIS, MATHEMATIQUES, LIT. 40 1125 BUDAPEST, HONGRIE.  
Tél. : 36-1-1507067.

COMMUNE DE FONTVIEILLE

### UN RÉDACTEUR

PROF. ET MISSION

- 3 ans d'expérience. Bonne connaissance et motivation pour développement :
- informatique, statistiques, juridiques, finances, administration générale.
- Appétit à l'enseignement.
- Motivés à l'emploi.
- 13990 Fontvieille.

CENTRE SOCIO-CULTUREL recherche ANIMATEUR PERMANENT pour secteur jeunes 11-20 ans. NEVAUL : en cours de format. BEATOP ou BEA. Env. cand. et CV : rue Alfred-de-Vigny, 78860 Volaine-le-Riz.

### BANQUE D'OUVERTURE

POUR CONTRÔLE PROCESSUS

- 1 ingénieur système contrôlé sur PC industriel :
- 1 A.T. (BTS-DUT) pour R. m. D. cartes industrielles PC.
- 1 A.T. contrôle SAV-cartes PC.
- Env. a.v. sous réf. n° 8506 Monde Publicité, 18-17, rue de Colonne P-Av. 75013 Paris.

VILLE D'ACHERES (plus de 15 000 habitants) RECRUTE

### ANIMATEUR (TRICE)

pour Service Jeunesse.

MISSIONS :

- Mise en place d'activités pour les jeunes de 13 à 25 ans ;
- direction du jour équipement pour le jeu ;
- accueil au responsable du Service Jeunesse.

PROFIL :

- Expérience en animation de quartier ;
- Niveau minimum BEATEP ou équivalent.

Adresser candidature à :

M. B. 6-8 rue Deschamps-Morand, 78200 ACHÈRES.

Centre de formation

recrute : Une secrétaire de direction, BTS de direction ou équivalent, ayant une expérience professionnelle, une pratique de l'enseignement (baccalauréat) et de la bureautique.

ATTENTIONS :

- Accueil et information du public ;
- administration de stage ;
- Tenue des statistiques.

Encadrement d'une équipe de secrétaires - 4 personnes.

### CEMEA

27, rue de la Couture d'Austerre, 52230 Germignies

Important groupe de transports en région Rhône-Alpes (750 pers.), nous renforçons nos équipes avec un

### JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DES ETUDES GENERALES

pour prendre en mains enquêtes, études statistiques, créations et aménagements avec 7 collaborateurs, en relation avec nos clients et fournisseurs, sous l'autorité de notre directeur technique.

A presque 30 ans, ingénieur, passionné par l'économie et la gestion, vous savez approfondir vos dossiers avec rigueur et les défendre avec conviction.

Venez dans un cadre exceptionnel épanouir votre sens relationnel.

Ecrivez à notre conseil, Christine MARTY, (référence 4031LM).



ALEXANDRE TIC  
36, RUE DE STALINGRAD - 38100 GRENoble

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris recherche

### CADRE compétent TRANSPORTS/URBANISME.

Classement rédacteur principal contractuel. Poste à pourvoir immédiatement. Expérience professionnelle souhaitée.

S'adresser à la : la Direction de l'Aménagement et des Equipements : 7, rue Beaujon, 75008 Paris - Tél. : 42-89-77-00.

recrute

### CHARGE DE MISSION

Prévention de la Délinquance

Votre mission : animer et coordonner le Conseil Communal de la Prévention de la Délinquance, mettre en œuvre le programme d'action de prévention de la ville avec les différents partenaires, aider le tissu associatif à développer des actions en direction des jeunes, favoriser les initiatives de sensibilisation dans les établissements scolaires.

Expérience professionnelle : Formation universitaire souhaitée - Salaires selon références (Contractuel).

Adresser votre candidature à M. le Maire, Direction des Ressources Humaines, BP 330, 60021 BEAUVAIS cedex - Renseignements : Tél (01) 44 79 40 78



### GMV conseil

Recherche pour compléter son équipe de 25 consultants

### UN CONSULTANT MARKETING

Débutant (jusqu'à 2 ans d'expérience)

Formation grande école de gestion ou d'ingénieurs

Vous trouverez auprès de notre société :

- la possibilité d'acquies une expérience diversifiée dans le domaine du marketing ;
- une formation pratique approfondie aux techniques modernes ;
- un travail en équipe dans une ambiance jeune et dynamique.

Adresser c.v., photo et références à :

GMV conseil, 66, rue Escadrier, 92100 BOULOGNE.

un cvote GJ - Membre de SYNTec, ADETEM, EUREQUIP.

Société de Télécom basée à Rungis-Orly, recherche : secrétaire administrative, réceptive, efficace, bilingue anglais, très bon français.

Envoyer CV avec photo à : CASTOR INFORMATIQUE, 2, rue du Kéfir, Seine 943, 94537 RUNGIS.

EDITEUR CHERCHE PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES

Important projet d'édition pour le collège.

Contact : Véronique Tournaire

au 111 40-34-77-77

URGENT. Ecole de danse (150 km nord Paris, 1h15 en train) ch. Professeur de Modern/contemporain, cours solo, et en gr. (8 p. de 4 ans)

Envoyer CV à :

Ecole de danse S. PELARD

7 bis, rue Henri-Dunant 02100 Saint-Denis

(01) 25-06-81-27, 25-02-67-89

### FORMATION PROFESSIONNELLE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation

Fondée en 1989, l'F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Le programme est ouvert aux diplômés du 2ème cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle.

Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur, ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).

Le programme dure 2 ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuées de séminaires. A titre exceptionnel, une admission en 2ème année peut être accordée à des candidats ayant une expérience significative de la formation d'adultes.

Le programme peut donner lieu à une rémunération des stagiaires et être financé au titre des A.F.R., des C.I.F. et des plans de formation.

Les inscriptions sont closes le 30 Avril 1992.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'F.A.C.E. 79, avenue de la République 75343 Paris Cedex 11 Tél. : 48.23.22.25.22.21.

### capitaux propositions commerciales

INVESTISSEMENT HORS PAIR

En région grenobloise (en France) dans un projet à vocation de

tourisme possédant un grand

potentiel commercial.

- Investisse, total estimé à

env. FF. S. 60 millions ;

- rendement calculé (avant

impôts) à partir de 21 % ;

- participation, écart, poss. à

partir de FF. S. 5 millions.

Renseignements sous chiffré

25-AA, 106 Publications, case

postale, CH-0002 Lucerne.

Société autrichienne product.

au minérale, bois, gaz,

bonne implant. tech. particu-

lière indust. éd. Association

ouverts de son unité. Curieux

ou invest. s'abstenir. Ecrire :

A 2001, 33, rue de Valenci-

ennes, 75012 PARIS.

M. CHAGNEAU.







## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 72 m², R.-C. parking	80-82, rue Saint-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 800 + 1 228 7 058	3 PIÈCES 109 m², 5 <sup>e</sup> étage parking compris	27-28, r. de Montevideo (Faisanderie) AGIFRANCE - 48-03-44-05 Frais de commission	13 785 + 2 723 8 800	5 PIÈCES 107 m² 1 <sup>er</sup> étage possib. parking	COURBEVOIE 14, place des Dominicains SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 200 + 1 630 3 744
8 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 80 m², 5 <sup>e</sup> étage cave	48, rue de Berri AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 880 + 450 4 882	17 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 90 m², 3 <sup>e</sup> étage	COURBEVOIE 35, rue Pierre-Homme SOLVÉG - 40-67-08-99 Frais de commission	8 200 + 830 8 850
5 PIÈCES 118 m², 4 <sup>e</sup> étage 2 caves	38, avenue de Wagram AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 800 + 1 700 9 807	4 PIÈCES 107 m², 5 <sup>e</sup> étage cave	113, avenue de Villiers LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	19 074 + 1 500 14 310	5 PIÈCES 104 m², 1 <sup>er</sup> étage	COURBEVOIE 33, rue Pierre-Homme SOLVÉG - 40-67-08-99 Frais de commission	8 700 + 735 8 925
3 PIÈCES 61 m², 3 <sup>e</sup> étage	4, rue Robert-Estienne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 500 + 711 7 580	5 PIÈCES 128 m², 3 <sup>e</sup> étage cave	25, rue du Colonel-Moll AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	17 000 + 1 230 12 087	3 PIÈCES 75 m² + balcon 3 <sup>e</sup> étage parking	GARCHES 70, rue du D-Dabot CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 700 + 680 4 374
11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 103 m², 1 <sup>er</sup> étage	7/9, rue Pichon SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 000 + 1 237 5 780	4/5 PIÈCES 100 m², 5 <sup>e</sup> étage	7, rue Puits-de-Chaveaux SAGGEL - 47-42-44-44 Honoraires de location	8 910 + 1 300 8 888	5 PIÈCES Immeuble neuf, 104 m², 1 <sup>er</sup> étage ascenseur, balcon	LEVALLOIS 136, rue Aristide-Briand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	8 800 + 844 8 174
3 PIÈCES Imm. neuf, 70 m², 1 <sup>er</sup> ét., parking	6, cité de Phélobourg GCI - 40-16-28-71	8 800 + 686	19 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			3 PCES, IMM. NEUF 85 m², 1 <sup>er</sup> étage ascenseur, balcon	LEVALLOIS 136, rue Aristide-Briand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	8 850 + 536 6 717
4 PIÈCES 101 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	1, rue Peleé LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	10 181 + 750 7 830	20 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			STUDIO 45 m² + terrasse sur jardin rez-de-ch. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 26, rue Jacques-Dubut CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 500 + 844 3 910
12 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 52 m², 1 <sup>er</sup> étage parking, cave	12, rue de Rambouillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 550 + 377 3 948	5 PCES IMM. NEUF 112 m², 3 <sup>e</sup> étage ascenseur, balcon	182, rue de Bagnot LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	10 400 + 978 8 842	3/4 PIÈCES 90 m², 5 <sup>e</sup> étage	NEUILLY-SUR-SEINE 165, boulevard Sirey SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 500 + 1 682 8 840
4 PIÈCES 87 m², 1 <sup>er</sup> étage parking, cave	82/84, cours de Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 400 + 1 408 5 288	4 PCES IMM. NEUF 87 m², 1 <sup>er</sup> étage ascenseur, balcon	182, rue de Bagnot LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	7 700 + 634 8 536	7 PIÈCES 251 m², 4 <sup>e</sup> étage	NEUILLY 43, boulevard Victor-Hugo AGIFRANCE - 48-03-43-04 Frais de commission	27 009 + 3 206 18 219
13 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2/3 PIÈCES 79 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	27-29, avenue Stéphen-Pichon GCI - 40-16-28-71	8 800 + 1 570	4 PCES, IMM. NEUF 103 m², 2 <sup>e</sup> étage ascenseur, balcon	44, rue de Bagnot LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	9 100 + 723 7 628	8 PIÈCES 230 m², 4 <sup>e</sup> étage	NEUILLY 1 bis, bd Richard-Wallace AGIFRANCE - 48-03-43-04 Frais de commission	27 158 + 3 788 19 324
14 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 88 m², 2 <sup>e</sup> étage 2 parkings	189/201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	9 920 + 738 7 470	78 - YVELINES			2 PIÈCES 70 m², 3 <sup>e</sup> étage	SAINT-CLOUD M <sup>e</sup> Dubois 48-02-48-88 Frais de commission	5 878 + 935 4 465,15
15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 80 m², 1 <sup>er</sup> étage	17-19, rue Bausset CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 320 + 1 520 4 821	4 PIÈCES 80 m², 2 <sup>e</sup> étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Usines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 808 + 900 4 702	4 PIÈCES 95 m², 5 <sup>e</sup> étage parking, terrasse	VANVES 108, avenue Victor-hugo SAGGEL - 47-42-44-44	7 400 + 1 337
3 PCES DUPLEX 87 m², 5/5 <sup>e</sup> étage 2 parkings, 2 balcons terrasse 27 m²	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 700 + 813 7 284	MAISON 7 PIÈCES 143 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 22 bis, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 280 + 1 247 7 387	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
3 PIÈCES 74 m², 5 <sup>e</sup> étage parking, cave	8, passage Duguesclin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 150 + 1 200 6 800	6 PCES DUPLEX 136 m², 4-5 <sup>e</sup> étage 2 parkings	VIROFLAY 10-12, bd de la Libération GCI - 40-16-28-89	8 005 + 1 150	3 PIÈCES 78 m², 12 <sup>e</sup> étage parking cave	PIERREFITTE 52-64, av. du Général-Gallieni AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 180 + 1 137 2 249
16 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 140 m², 2 <sup>e</sup> étage parking compris	27-29, r. de Montevideo (Faisanderie) AGIFRANCE - 48-03-44-05 Frais de commission	19 402 + 3 487 13 806,48	92 - HAUTS-DE-SEINE			94 - VAL-DE-MARNE		



## VIE DES ENTREPRISES

A l'occasion du rapprochement Crédit lyonnais-BFG

## Le conflit AGF-AMB s'envenime

Aachener und Münchener Beteiligungs AG (AMB) ne baisse pas les bras. La deuxième compagnie d'assurances allemande continue à multiplier les obstacles à l'entrée des assurances françaises de France (AGF) dans son capital. Le groupe de M. Michel Albert a beau être le premier actionnaire d'AMB depuis le 8 janvier avec 25 % des actions, il ne possède que 9 % des droits de vote. Après les grandes manœuvres juridiques, les AGF ont porté plainte le 19 février auprès du tribunal d'Aix-la-Chapelle (le Monde du 22 février), et l'heure est aux accusations directes.

Un porte-parole d'AMB a reproché, mardi 24 mars, aux AGF de s'opposer à toute négociation entre AMB et le Crédit lyonnais au sujet de la cession de la participation majoritaire (50 %) que l'assureur

détient dans la banque allemande Bank für Gemeinwirtschaft (BFG). AMB tente depuis plusieurs semaines d'assortir l'attribution pleine et entière des droits de vote aux actions détenues par les AGF à la cession « à un bon prix » au Crédit lyonnais de sa participation dans la BFG.

Si sur le fond tout le monde est d'accord, à commencer par le Crédit lyonnais, qui cherche un réseau bancaire outre-Rhin, la forme a pris dans cette affaire une importance démesurée. Personne ne veut céder le premier. « Il est évident que le refus persistant opposé à la reconnaissance des droits des AGF dans AMB fait obstacle », explique un communiqué des AGF. L'assureur français exige une reconnaissance préalable de ses droits de vote dans AMB, alors que la compagnie alle-

mande ne veut pas accepter sans contrepartie « l'intrusion » de la compagnie française.

Cette dernière ne relâche d'ailleurs pas la pression et a réussi à imposer un audit sur les relations entre AMB et Fondiaria, concernant notamment l'entrée de la compagnie italienne dans le capital de l'assureur allemand à la fin de l'année dernière. Le groupe français soupçonne également l'existence d'irrégularités lors de la création, le 18 février, du holding européen EPIC regroupant AMB, Fondiaria et le britannique Royal Insurance. L'issue du conflit repose plus que jamais sur un seul homme, M. Wolf Dieter Baumgartl, le président du conseil d'AMB, clairement hostile aux AGF.

ERIC LESER

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

Cellulose du Pin (Saint-Gobain) : bénéfice net en baisse de 75 %. Le groupe papeter La Cellulose du Pin, filiale de Saint-Gobain, a réalisé en 1991 un bénéfice net consolidé de 93 millions de francs, en baisse de 75 % par rapport à celui de 1990. Pour la même période, le chiffre d'affaires a atteint 8,3 milliards de francs, soit une baisse de 4,9 % par rapport à l'année précédente. L'autofinancement du groupe a chuté de 22 %, à 611 millions de francs. Dans un contexte déprimé, le groupe papeter juge avoir pu maintenir un résultat positif grâce aux résultats de l'activité emballages en carton ondulé. En revanche, la baisse des prix de vente, notamment dans le domaine de la pâte à usage sanitaire et des papiers de publicité, a lourdement pesé sur le chiffre d'affaires et le résultat. Pour 1992, la direction du groupe table sur les retombées des investissements réalisés en 1990-1991 et sur un redressement du niveau d'activité qui s'observe depuis le début de cette année.

SCOA : 199 millions de francs de pertes en 1991. Le groupe de commerce et de négoce international SCOA, contrôlé à 49,9 % par Paribas depuis sa récente augmentation de capital, a enregistré en 1991 une perte nette (part du groupe) de 199,7 millions de francs, réduite de 43 % par rapport aux 355,3 millions de francs de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé est également en baisse de 36 %, à 8,10 milliards de francs en 1991 contre 12,75 milliards de francs en 1990, en raison du programme de désinvestissements pratiqué par le groupe.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

locafinancière

## CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

	en millions de francs			
	1990		1991	
	CB	LS	CB	LS
Décassements de l'exercice	0,2	48,8	49	179,9
Engagements nouveaux	65	65	190,5	190,5
Engagements bruts cumulés	726,8	1 169,3	896,1	1 410,4
Produits locatifs	146,7	116,4	263,1	134,9
Produits exceptionnels dont : - Plus-values sur ventes d'option - Plus-values sur cessions d'immobilisations à court terme	14,7	23,3	2,87	69
Résultat	85,9	7,78	56,33 (*)	136,6
Dividende par action	36		45,1	

(\*) entraînant le paiement d'un impôt sur les sociétés de 0,9 MF en 1990 et 10,1 MF en 1991.

Le Conseil d'Administration s'est réuni sous la présidence de Monsieur Patrick SIMON le 12 mars 1992 pour arrêter les comptes de l'exercice 1991. L'actualisation du patrimoine locatif au 31 décembre 1991 fait ressortir, par rapport à une valeur nette comptable de 1 017,6 millions de francs, une plus-value latente, avant imposition, de 569,1 millions de francs.

L'évolution de la répartition des produits locatifs traduit la politique d'investissement patrimonial menée par la société.

Le résultat d'exploitation courant avant impôt s'élève à 78,5 millions de francs contre 67,4 millions de francs en 1990, soit une augmentation de 16,5 %.

Après 59 millions de francs d'impôts de produits exceptionnels nets d'impôts, le résultat s'établit à 136,6 millions de francs contre 85,9 millions de francs en 1990, soit une augmentation de 59 %.

L'assiette distribuable, excluant les plus-values à long terme nettes d'impôts réalisées hors exploitation courante et des plus-values de levées d'option reportées à hauteur de 1,9 million de francs, et compte tenu de la reprise à hauteur de 5 millions de francs de plus-values de même nature réalisées en 1990, s'élève à 95,3 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale la distribution d'un dividende de 45,10 F par action contre 36 F en 1990, soit une progression de 25,28 % et un taux de distribution de 85,05 % de l'assiette distribuable.

Compte tenu du niveau important des produits exceptionnels enregistrés en 1991 et de l'assujettissement progressif à l'impôt sur les sociétés des bénéfices provenant de la location simple, le résultat 1992 devrait diminuer, sauf nouveaux produits hors exploitation courante.

L'ancien comptoir colonial est « dans le rouge » depuis 1987 et espère retrouver l'équilibre - au niveau de l'exploitation courante - cette année.

L'Air liquide : bénéfices en hausse de 8,1 %. Le groupe français L'Air liquide, leader mondial des gaz industriels, a enregistré en 1991 une hausse de 8,1 % de son résultat net consolidé par rapport au groupe, hors éléments exceptionnels, à 2,13 milliards de francs contre 1,97 milliard en 1990. Le chiffre d'affaires a progressé de 10 % à 31,8 milliards, « malgré une conjoncture difficile », précise un communiqué. Le conseil d'administration proposera l'attribution d'une action gratuite pour dix anciennes, ainsi que l'augmentation du dividende de 13 F à 14 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 7 F. Si le groupe a souvent offert à ses actionnaires des actions gratuites (6 fois en dix ans), en revanche le dividende n'avait pas progressé depuis dix ans. Le conseil proposera la nomination au poste d'administrateur de M. Pierre Gilles de Gennes, qui a reçu en 1991 le prix Nobel de physique.

BSN : progression de 26 % du bénéfice et attribution d'actions gratuites. « Nos résultats sont très beaux », a déclaré mardi 24 mars M. Antoine Riboud, président du groupe agroalimentaire BSN, en annonçant un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 3 906 millions de francs, en hausse de 26 % par rapport aux 3 091 millions de francs de 1990. Hors éléments exceptionnels - le groupe a cédé l'an dernier ses activités dans le champagne (Pommery et Lanson) et une partie de ses activités biscuitières, - la pro-

gression des résultats atteint encore 11,4 %, à 3,445 milliards. BSN va distribuer une action gratuite pour dix anciennes en plus d'un dividende de 14,50 F par action (contre 13 F au titre de 1990) auquel s'ajoute l'avoir fiscal. Les actionnaires pourront comme les années antérieures opter pour le paiement de leur dividende en actions.

## ALLIANCE

L'ANVAR s'allie avec son homologue britannique. L'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) va prendre une participation de 4 % à 7 % dans le capital de son homologue britannique, le BTG (British Technology Group), à la faveur de la privatisation de cet organisme, a annoncé l'agence française le mardi 24 mars. L'investissement ne devrait pas dépasser les 5 millions de francs, ont affirmé ses dirigeants. L'ANVAR envisage également de participer à une société de courtage de technologies, au capital initial de 5 millions de francs, dont le nom et la structure précise seront annoncés le 10 avril. Le capital sera réparti entre l'ANVAR (1/3), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS, 1/3) et d'autres organismes de recherche comme l'Ifremer (recherche marine).

## LICENCIEMENTS

Hoechst : 600 suppressions d'emplois. Le groupe chimique allemand Hoechst a qualifié de « démantèlement », mardi 24 mars, l'évolution de ses affaires en début d'année. Evénement l'annonceur, Wolfgang Hilger, président du conseil d'administration, a reconnu que l'exercice qui commence ne sera pas « facile ». Conséquence de la conjoncture, Hoechst prévoit cette année de supprimer au moins 600 emplois, surtout en Allemagne. Le groupe a déjà réduit ses effectifs de 1 300 personnes depuis la fin 1990. Fin 1991, son personnel atteignait 179 000 personnes. L'an dernier, Hoechst - comme la plupart de ses concurrents - a souffert d'un recul de la demande mondiale et d'une stagnation des prix des produits chimiques. Son bénéfice net consolidé a chuté de 20 % à 1,36 milliard de deutschemarks (4,5 milliards de francs).

## RACHAT

Microsoft change sur les terres de Borland. L'éditeur de logiciels Microsoft a annoncé mardi 24 mars le rachat, pour environ 175 millions de dollars (962 millions de francs), de Fox Software, entreprise spécialisée dans la fabrication de programmes informatiques des bases de données. Grâce à cette opération, Microsoft, premier éditeur mondial de logiciels, entre sur le marché des programmes informatiques pour la gestion de banques de données, un domaine dont il était absent jusqu'à présent. Ce rachat met désormais Microsoft en concurrence directe avec l'éditeur Borland, leader actuel des logiciels de banques de données. La procédure de fusion, soumise à autorisation de l'administration, devrait être achevée au 30 juin.

## STATUT

Krupp se transforme en société anonyme. Dans la perspective de sa fusion avec la firme Hoesch (sidérurgie), le groupe allemand Krupp a décidé de transformer sa forme juridique, actuellement une société à responsabilité limitée (GmbH), en société anonyme par actions (AG). La société Krupp AG a ainsi été inscrite le lundi 23 mars au registre du commerce du tribunal d'Essen. La nouvelle société Fried. Krupp AG absorbera vraisemblablement en juin, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier, son rival Hoesch, contrôlé à hauteur de 51 %. Il s'agit de la quatrième transformation juridique de la firme Krupp depuis sa naissance, il y a cent quatre-vingts ans.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 mars ↑

## Reprise

Après une ouverture en baisse, les valeurs françaises se sont nettement reprises mardi 24 mars, jour de liquidation du terme boursier de mars. A la mi-journée, leur progression se situait aux alentours de 0,7 %. En clôture, l'indice CAC 40 s'inscrivait en hausse de 0,62 % sur son précédent niveau.

Ca redressement du marché s'est effectué, selon les professionnels, dans le sillage de la reprise du MSCI par rapport à ses plus bas niveaux de la matinée. Toutefois, toujours selon les boursiers, la hausse du marché des actions demeure fragile car le menace des taux reste très présente en Allemagne et la reprise du MATIF n'est pas assez forte pour assurer durablement une relance du marché.

Pour sa part, la liquidation générale était perdante et s'est soldée par un bilan négatif de 3,37 %. Le précédent terme boursier avait enregistré un solde positif de 6,07 % et le premier de l'année, celui de janvier, qualifié de « euphorie » à l'époque, 13,4 %.

Aux valeurs, au terme des échanges, Saint-Louis gagnait 1,6 % pour 20 000 titres. La société bénéficiant du règlement intervenu et de l'accord conclu par Agnelli et Renault sur Parifort et Exor, Pernod-Ricard progressait de 1,5 % pour 35 000 titres. Cette progression s'est faite sur des achats spéculatifs, le marché considérant cette société « expédiable ». Thomson-CSF, actionnaire de Alcatel finance avec le Crédit lyonnais, gagnait près de 3,2 % pour 70 000 titres bénéficiant, selon les opérateurs, des résultats d'Alcatel finance qui s'est réalisée en 1991 et de résultats net consolidés, en hausse de 40 % par rapport à l'exercice précédent.

NEW-YORK, 24 mars ↓

## Tassement

Wall Street a poursuivi sa baisse mardi 24 mars, dans une séance active. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 280,98, perdant 11,18 points (- 0,34 %). Quelque 192 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en baisse dépassait celui de celles en hausse : 986 contre 729 ; 524 actions sont restées inchangées. Après avoir connu sans direction en cours de matinée, le Dow Jones est reparti à la baisse en début d'après-midi après l'annonce, par des constructeurs automobiles américains, de ventes inférieures aux prévisions à la mi-mars.

Les investisseurs institutionnels, de leur côté, révisent la composition de leur portefeuille avant la fin du premier trimestre 1992, notent des spéculations sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, ont reculé à 7,93 % contre 8,03 % lundi en fin de journée.

VALEURS	Cours du 23 mars	Cours du 24 mars
Alcatel	70 1/2	71 1/8
Altus	40 1/2	40 1/2
Chang	24 1/2	24 1/2
Chang-Huawei Bank	48 7/8	47 1/4
De Post de Hong Kong	56 1/4	56 1/4
Exor	40	39 1/8
Genetec	77 1/2	77 1/2
General Motors	38 3/4	37 3/8
General Motors	88 1/4	88 3/8
IBM	86 1/8	86 1/8
ITT	68 1/8	68 1/8
Philips	58 3/4	58 1/4
Plaza	68 1/8	68 1/8
Schering-Plough	67 1/4	66 1/8
Tanaka	58 1/8	58 1/8
UAI Corp.-de-Nagasaki	163 1/2	163 1/2
Union Carbide	25 1/8	25 1/8
United Tech.	58 3/8	58 3/8
Westinghouse	18 1/8	18 1/2
Xerox Corp.	77 3/8	77 7/8

LONDRES, 24 mars ↑

## Progression

La Bourse de Londres a nettement progressé mardi 24 mars après la publication d'un sondage pré-électoral donnant cinq points d'écart à l'opposition. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en hausse de 12,7 points, à 2 458,7. Le volume des échanges s'est élevé à 484,1 millions d'actions, contre 373,7 millions la veille.

Ce sondage a encouragé les investisseurs à réviser quelques achats dans ce secteur lors des dernières séances. La hausse a bénéficié à presque tous les secteurs, notamment les privatisées, toujours sensibles aux influences politiques.

TOKYO, 25 mars ↑

Au-dessus des 20 000 points. Le marché a opéré une reprise technique pour débiter la hausse de mercredi 25 mars en forte hausse de repasser au-dessus de 20 000 points. L'indice Nikkei a gagné 335,21 points, soit 1,89 %, à 20 226,7, dans un volume d'environ 280 millions de titres, contre 300 millions la veille.

Le Nikkei avait ouvert en baisse sous l'effet de la poursuite des ventes des institutionnels. Toutefois, des achats Ues à l'Inde et une demande étrangère à bon compte ont redonné la tendance par le suite. Malgré tout, beaucoup d'investisseurs restent sur la défensive, avant la présentation mardi 31 mars du programme gouvernemental de relance économique.

VALEURS	Cours du 24 mars	Cours du 25 mars
Alcatel	70 1/2	71 1/8
Altus	40 1/2	40 1/2
Chang	24 1/2	24 1/2
Chang-Huawei Bank	48 7/8	47 1/4
De Post de Hong Kong	56 1/4	56 1/4
Exor	40	39 1/8
Genetec	77 1/2	77 1/2
General Motors	38 3/4	37 3/8
General Motors	88 1/4	88 3/8
IBM	86 1/8	86 1/8
ITT	68 1/8	68 1/8
Philips	58 3/4	58 1/4
Plaza	68 1/8	68 1/8
Schering-Plough	67 1/4	66 1/8
Tanaka	58 1/8	58 1/8
UAI Corp.-de-Nagasaki	163 1/2	163 1/2
Union Carbide	25 1/8	25 1/8
United Tech.	58 3/8	58 3/8
Westinghouse	18 1/8	18 1/2
Xerox Corp.	77 3/8	77 7/8

## PARIS :

## Second marché (réduction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4141	4150	Immob. Habitat	1238	1205
Altus	270	270	Immob. Computer	155	155
Altus	77 40	77 40	LP.S.M.	70	70
Banque Paribas	780	780	Locam	84 80	84 80
Banque Paribas	413	405	Meta Comm.	173 30	169
Banque Paribas	225	225	Mobis	174	174
Banque Paribas	670	674	Publi-Financ.	418	412
Banque Paribas	328	328	Rhone-Alp. (Lyon)	327	327
Banque Paribas	835	835	Solac Invest (Lyon)	90	90
Banque Paribas	175	175	Sorbus	325	325
Banque Paribas	273	273	Sopra	329	329
Banque Paribas	1041	1051	TF1	353 30	359
Banque Paribas	281	281	Thomson H. (Lyon)	350	350
Banque Paribas	1080	1080	Unilog	237	237
Banque Paribas	225	225	Viel et Cie	98	98
Banque Paribas	301	301	Y. St-Laurent Groupe	845	845
Banque Paribas	1020	1020			
Banque Paribas	345	345			
Banque Paribas	1002	1002			
Banque Paribas	215	215			
Banque Paribas	120	120			
Banque Paribas	150	150			
Banque Paribas	105	105			
Banque Paribas	115	115			
Banque Paribas	355	355			
Banque Paribas	188	188			
Banque Paribas	880	880			
Banque Paribas	122	122			
Banque Paribas	90 30	90 30			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 176 987

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92	
Dernier	105,88	107,42	107,72	
Précédent	105,50	107,04	107,33	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 92	Sept. 92	Juin 92	Sept. 92
108	0,47	1,05	1,04	1,38
CAC 40 A TERME (MATIF)				
Volume : 21 948				
COURS	Mars	Avril	Mai	
	Dernier	Précédent		
	1 911,5	1 925		
	1 895	1 909,5	1 921	

## CHANGES

Dollar : 5,62 F ↓

Le dollar s'inscrivait en baisse contre les principales devises mercredi 25 mars, dans un marché très hésitant. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,62 francs contre 5,638 francs mardi au fixing.

	24 mars	25 mars
FRANCFORT	24 mars	25 mars
Dollar (en DM)	1,6649	1,6690
TOKYO	24 mars	25 mars
Dollar (en yen)	133,89	133,78

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (25 mars) : 97,16 - 10 %  
New-York (24 mars) : 3,58 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

23 mars 24 mars  
Valeurs françaises : 109 109,60  
Valeurs étrangères : 102,80 102,70  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC 519,20 513,60  
(SBF, base 1000 : 31-12-97)  
Indice CAC 40 : 1884,50 1886,20

NEW-YORK (indice Dow Jones)

23 mars 24 mars

Industrielles : 3 272,10 3 268,90

LONDRES (indice Financial Times)

23 mars 24 mars

100 valeurs : 2 441 2 438,70

30 valeurs : 1 918,80 1 928,50

Médias d'or : 123,40 121,80

Fonds d'Etat : 85,94 86,02

FRANCFORT

23 mars 24 mars

Dax : 1 717,47 1 713,11

TOKYO

24 mars 25 mars

Nikkei Dow Jones : 19 392 20 227

Indice général : 1 440 1 449

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6145	5,6165	5,6977	5,7027
Yen (100)	4,2071	4,2119	4,2621	4,2695
DM	6,9340	6,9388	6,9295	6,9364
Franc suisse	3,9112	3,9171	3,9228	3,9298
Lire italienne (1000)	3,7293	3,7332	3,7488	3,7472
Livre sterling	4,9840	4,9846	4,9816	4,9871
Peseta (100)	9,6980	9,7839	9,6816	9,6978
Forain (100)	5,3634	5,3706	5,3317	5,3442



## BOURSE DU 25 MARS

COURT REPORTERS & TRANSCRIBERS

COURT REPORTERS & TRANSCRIBERS

VALUERS															VALUERS														
Admission	VALUERS	Cross paid.	Previous cross	Dossier cross	%	Compos.	VALUERS	Cross paid.	Previous cross	Dossier cross	%	Compos.	VALUERS	Cross paid.	Previous cross	Dossier cross	%	Compos.	VALUERS	Cross paid.	Previous cross	Dossier cross	%	Compos.	VALUERS	Cross paid.	Previous cross	Dossier cross	%
4375	4374	4373	4372	4371	4370	4369	4368	4367	4366	4365	4364	4363	4362	4361	4360	4359	4358	4357	4356	4355	4354	4353	4352	4351	4350	4349	4348	4347	4346
4345	4344	4343	4342	4341	4340	4339	4338	4337	4336	4335	4334	4333	4332	4331	4330	4329	4328	4327	4326	4325	4324	4323	4322	4321	4320	4319	4318	4317	4316
4315	4314	4313	4312	4311	4310	4309	4308	4307	4306	4305	4304	4303	4302	4301	4300	4299	4298	4297	4296	4295	4294	4293	4292	4291	4290	4289	4288	4287	4286
4285	4284	4283	4282	4281	4280	4279	4278	4277	4276	4275	4274	4273	4272	4271	4270	4269	4268	4267	4266	4265	4264	4263	4262	4261	4260	4259	4258	4257	4256
4255	4254	4253	4252	4251	4250	4249	4248	4247	4246	4245	4244	4243	4242	4241	4240	4239	4238	4237	4236	4235	4234	4233	4232	4231	4230	4229	4228	4227	4226
4225	4224	4223	4222	4221	4220	4219	4218	4217	4216	4215	4214	4213	4212	4211	4210	4209	4208	4207	4206	4205	4204	4203	4202	4201	4200	4199	4198	4197	4196
4195	4194	4193	4192	4191	4190	4189	4188	4187	4186	4185	4184	4183	4182	4181	4180	4179	4178	4177	4176	4175	4174	4173	4172	4171	4170	4169	4168	4167	4166
4165	4164	4163	4162	4161	4160	4159	4158	4157	4156	4155	4154	4153	4152	4151	4150	4149	4148	4147	4146	4145	4144	4143	4142	4141	4140	4139	4138	4137	4136
4135	4134	4133	4132	4131	4130	4129	4128	4127	4126	4125	4124	4123	4122	4121	4120	4119	4118	4117	4116	4115	4114	4113	4112	4111	4110	4109	4108	4107	4106
4105	4104	4103	4102	4101	4100	4099	4098	4097	4096	4095	4094	4093	4092	4091	4090	4089	4088	4087	4086	4085	4084	4083	4082	4081	4080	4079	4078	4077	4076
4075	4074	4073	4072	4071	4070	4069	4068	4067	4066	4065	4064	4063	4062	4061	4060	4059	4058	4057	4056	4055	4054	4053	4052	4051	4050	4049	4048	4047	4046
4045	4044	4043	4042	4041	4040	4039	4038	4037	4036	4035	4034	4033	4032	4031	4030	4029	4028	4027	4026	4025	4024	4023	4022	4021	4020	4019	4018	4017	4016
4015	4014																												

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp.Etat (8,95/77)	122 40	7 98	C.I.T.A.M. (8)	1215	....	Perkins	180	....	A.E.C.	700	....
Emp.Etat (9,96/78)	122 40	7 98	C.I.T.A.M. (8)	1215	....	Petit Fonce	235	....	Alain H. Sico	441	....
10,80% 79/84	101 40	5 98	Comptex	632	....	Petit Orléans	216	....	Alain Alami	111 90	....
Emp.Etat (8,15/83)	....	3 47	Comptex	632	....	Perkins Invest.	300	....	American Bonds	248 80	....
Emp.Etat 12,25 84	100 86	5 35	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	577	....	Adair	648	....
10,20% sans BS	103 30	0 36	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	1380	....	Asiaticum Miro	134	....
GAT 10% 5/2000	106 85	0 27	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	501	....	Banco Popular S.A.	185	....
GAT 9,94 12/1987	103 52	0 37	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	1889	....	B. Raguem Invt.	1880	....
GAT 9,94 1/1989	102 14	1 47	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	708	....	Can. Pacific	....	....
PTT 11,25 85	100 20	3 33	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	107	....	Camp. Corp.	98	....
CFI 10,30% 88	....	1 84	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	171	774 80	C.I.R.	6 10	....
CAF 10,25% nov 80	....	0 28	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	254 38	....	Commodore	880	....
ON 10 % 1979	180 45	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	442	....	Dow Chemical	340	....
CHB Bques 5000F	....	2 00	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	218 80	....	East	22	....
CHB Paribas 5000F	....	2 00	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	202	....	GBR (Rex Lamb)	530	....
CHB Suez 5000F	....	2 05	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	340	....	Ges. Invest.	1024	....
OE 11,55% 86	180 90	0 37	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	112 80	....	Globe Holdings Ltd.	78	....
CFI 10,25% 85	....	2 05	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	981	....	Globe Holdings Ltd.	346	....
CFI 10,25% 85	....	2 05	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	185	....	Globe Holdings Ltd.	400	....
CHB RCE 3% 100	....	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	238	....	Globe Holdings Ltd.	75 10	....
CHB C.A.	961	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	115	....	Globe Holdings Ltd.	135	....
Conse.	....	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	740	741	Globe Holdings Ltd.	20 85	....
Alcatel 8 % janv. 88	....	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	355	....	Globe Holdings Ltd.	31 10	....
Ly. Eaux cv 6,5%	....	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	1180	1180	Globe Holdings Ltd.	77 10	....
Thomson cv 8,25 86	880	....	Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	75	....	Globe Holdings Ltd.	10 40	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	2487	....	Globe Holdings Ltd.	388 80	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	83	816	Globe Holdings Ltd.	17 88	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	484 50	....	Globe Holdings Ltd.	25	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	488 10	....	Globe Holdings Ltd.	195	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	2897	....	Globe Holdings Ltd.	291	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	358	....	Globe Holdings Ltd.	5 90	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	235	....	Globe Holdings Ltd.	22	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	1120	....	Globe Holdings Ltd.	101	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	415	....	Globe Holdings Ltd.	182 10	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	1491	....	Globe Holdings Ltd.	72 80	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	110 10	128 80	Globe Holdings Ltd.	22	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	250	....	Globe Holdings Ltd.	1 50	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....	....	Globe Holdings Ltd.	....	....
			Cofin. Ind.	6020	....	Petit Orléans	....				

**SICAV** (selection)

VALEURS	Emission Frane ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frane ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frane ind.	Rachet net
Action	211 89	205 93	Foncia	470 04	468 35	Prêt/Associations	28934 72	28934 72
Amalgam	894 36	789 72	Franc. Fern.	902 03	103 91	Prud'ca	868 28	984 80
Amalgam	7457	7641 36	Franc. Stephan	1258 96	1222	Quatre	334 36	131 95
Amalgam	281482 11	281457 11	Franc. Amal. Ind.	50 88	94 29	Mahat	829 93	804 74
Amalgam	802 18	804 18	Franc. C&I	40 04	40 04	Rennu	180 03	189 18
Amalgam Court.	2078 26	2078 26	Franc. C&I	234 98	231 61	Rennu Trimest.	5296 81	5244 37
Amalgam	1073 45	1073 45	Franc. C&I	904 18	981 11	Reventon	1126 62	1119 84
Amalgam	403 57	393 70	Franc. C&I	1449 13	1417 04	Reventon-H&A	1001 22	955 62
Amalgam	1182 23	1182 23	Franc. C&I	12 10	18 31	St Honoré B&A	11020 18	10975 30
Amalgam	1746 14	1711 50	Franc. C&I	1224 54	1198 97	St Honoré B&A	22 22	216 62
Am Capital	197 80	197 80	H.M. Monteban	1393 59	1393 59	St Honoré B&A	777 95	747 67
Am Court Term.	7782 82	7782 82	Indust. Fin. Court. T.	1442 22	1442 22	St Honoré B&A	206 34	196 58
Am Court Term.	981 80	989 23	Indust. Fin. Court. T.	10857 43	10835 56	St Honoré B&A	691 30	564 49
Am Court Term.	120 91	125 27	Indust. Fin. Court. T.	1378 93	1351 90	St Honoré B&A	540 49	516 95
Am Court Term.	117 60	112 61	Indust. Fin. Court. T.	524 25	513 97	St Honoré B&A	14695 54	14637 99
Am Court Term.	123 36	128 19	Indust. Fin. Court. T.	156 54	101 01	St Honoré B&A	456 98	499 38
Am Court Term.	149 71	143 25	Journeymen	282 89	278 71	St Honoré B&A	1770 48	1713 44
Am Court Term.	119 89	116 34	L.T.C.	2214 30	2211 58	St Honoré B&A	12593 12	12346 20
Am Court Term.	148 09	141 30	L.T.C.	12334 00	12334 00	St Honoré B&A	1367 60	1367 60
Am Court Term.	125 34	119 14	L.T.C.	8914 35	8915 89	St Honoré B&A	708 72	696 25
Am Court Term.	104 13	102 58	Loan Association	11063 45	11063 45	St Honoré B&A	1813 47	1813 47
Am Court Term.	1937 50	1917 55	Loan Association	2889 19	2882 12	St Honoré B&A	677 71	657 97
Am Court Term.	6188 35	6182 18	Loan Association	2240 86	2218 37	St Honoré B&A	1194 38	1161 14
Am Court Term.	6282 32	6169 14	Loan Association	25804 32	25804 32	St Honoré B&A	431 78	431 91
Am Court Term.	1283 07	1284 19	Loan Association	596 91	599 40	St Honoré B&A	1416 52	1364 66
Am Court Term.	1282 34	1281 40	Loan Association	728 15	705	St Honoré B&A	381 26	402 12
Am Court Term.	3446 51	3441 35	Loan Association	10094 50	504 25	St Honoré B&A	220 10	215 78
Am Court Term.	369 05	349 07	Loan Association	16702 31	16702 31	St Honoré B&A	438 20	427 45
Am Court Term.	476 80	462 72	Loan Association	71255 93	71255 93	St Honoré B&A	1203 45	1188 40
Am Court Term.	1254 90	1232 25	Loan Association	13719 42	13719 42	St Honoré B&A	308 72	305 65
Am Court Term.	859 80	859 05	Loan Association	140 44	134 39	St Honoré B&A	1057 67	1046 63
Am Court Term.	202 34	195 52	Loan Association	27878 78	27878 78	St Honoré B&A	1381 61	1284 61
Am Court Term.	1256 57	1280 50	Loan Association	128 34	122 36	St Honoré B&A	514 07	509 45
Am Court Term.	810 69	784 75	Loan Association	7025 98	7010 47	St Honoré B&A	2186 14	2160 74
Am Court Term.	248 29	226 17	Loan Association	1125 61	1035 48	St Honoré B&A	10080 62	9738 73
Am Court Term.	1078 85	1046 01	Loan Association	1338 69	1381 25	St Honoré B&A	10086 21	10078 99
Am Court Term.	134 93	129 16	Loan Association	24896 15	24896 15	St Honoré B&A	13438 79	12780 79
Am Court Term.	2159 74	2454 79	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	2302 40	2236 51	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	438 18	425 49	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	38770 52	38770 52	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	38714 46	38714 46	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	2389 37	2389 37	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	2407 52	2407 52	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	234059 29	234059 29	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	2651 94	2651 94	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	3531 94	3531 94	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	4559 89	4559 89	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	34789 32	34789 32	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	16497 55	16497 55	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	1759 40	1711 34	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	67 42	64 81	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	68316 68	68316 68	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		
Am Court Term.	204 82	189 44	Loan Association	1256 17	1316 87	St Honoré B&A		

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/3	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/3
			achat	vente			
Etats-Unis (1 USD).....	5 838						
France (100 fr.).....	5 836						
Allemagne (100 dm).....	339 050				Or fin (palle en barre).....	51 800	.....
Belgique (100 F).....	16 671				Or fin (ser lingot).....	51 800	.....
Canada (100 C).....	301 130				Napoleon (200 F).....	354	.....
Danish (100 kr.).....	9 511				Pièce Fr (10 F).....	358	.....
Finland (1000 mark).....	5 836				Pièce Suède (20 F).....	446	.....
Germany (100 M).....	4 717				Pièce Luthé (20 F).....	346	.....
Gda.Breslau (11 M).....	2 925				Souverain.....	443	.....
Greece (100 drachmes).....	373 130				Pièce 20 dollars.....	2086	.....
Italy (100 L).....	58 330				Pièce 10 dollars.....	1080	.....
Norway (100 kr.).....	86 400				Pièce 5 dollars.....	680	.....
Austria (100 sch).....	49 180				Pièce 50 pence.....	2270	.....
Spain (100 pes.).....	5 377				Pièce 10 Roubles.....	370	.....
Portugal (100 esc.).....	3 383						
Canada (1 \$ can.).....	4 734						

### Marché libre de l'or

RS	1/3	Key Corp.	210	171 20
		Leontine de Monte	1201	....
		Mobile	355	....
		Particip. Premier	35	....
		Quadrant	214 80	....
		Ramona N.Y.	6711	1858
		St-Gedon-Entstehung	785	....
		S.E.P.R.	130	27 70
		S.M.T. Group	256 10	....
		S.P.R. act. 8	1000	....
		Waterside		....

c : coupon

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



## LETTRES

Malgré la censure et l'affaire Rushdie

## L'édition française est invitée à participer au Salon du livre de Téhéran

L'édition française peut-elle être officiellement présente au Salon du livre de Téhéran qui se tiendra du 5 au 15 mai dans la capitale iranienne? La question agite de nombreux éditeurs dans les travées du Salon du livre de Paris qui s'est ouvert le 20 mars.

A l'origine de «l'affaire», une lettre circulaire de France-Edition, l'organisme de promotion internationale du livre français que préside M. Bernard Foulon, par ailleurs membre du bureau du Syndicat national de l'édition. Dans cette circulaire adressée à l'ensemble des éditeurs, France-Edition écrit : «Sortant d'un isolement international de près de dix ans, l'Iran est actuellement l'un des pays dont les importations de livres connaissent la plus grande croissance (355 % de 1986 à 1990). Cette demande en ouvrages importés était jusqu'alors surtout comblée par des éditeurs anglophones. La récente détente franco-iranienne et le soutien actif du ministère des affaires étrangères (en gras dans le texte) vont nous permettre cette année d'affirmer la vitalité et la diversité de l'édition française dans un pays en pleine reconstruction et dont une partie de l'élite est francophone.»

A ces considérations politico-commerciales, le texte ajoute quelques recommandations : «De retour après une longue éclipse, l'édition française à Téhéran se doit de présenter un visage aussi pluridisciplinaire que possible. Nous vous rappor-

tons seulement qu'une extrême prudence est de mise en ce qui concerne les normes morales en vigueur dans la République islamique : «Les livres comportant des images obscènes, les œuvres antireligieuses et anti-islamiques, ainsi que tout type d'ouvrages propageant le sionisme et la discrimination raciale sont interdits» (Règlement de la foire).

## Des intellectuels iraniens se mobilisent

L'invitation pressante faite aux éditeurs français par un organisme qui les représente sur le plan international à se rendre à Téhéran dans les conditions actuelles, et la manière dont cette invitation est rédigée ont suscité un profond malaise chez de nombreux éditeurs. Ceux-ci rappellent simplement que la condamnation à mort de l'écrivain Salman Rushdie prononcée il y a trois ans est toujours en vigueur, que des menaces continuent à peser sur les éditeurs et sur les traducteurs de l'écrivain britannique, et qu'elles ont été mises à exécution contre deux des traducteurs du romancier. Ils s'interrogent par ailleurs sur le sens d'une participation à une foire du livre obérée par la censure qui pèse sur les ouvrages. Ils s'inquiètent de l'attitude de France-Edition qui semble envisager favorablement l'établissement de relations culturelles et commerciales possibles avec le régime iranien.

A France-Edition, M. Foulon fait répondre que «la profession ne fait aucun commentaire sur l'affaire de

la foire de Téhéran». Officieusement, le Syndicat national de l'édition, des dirigeants admettent qu'une bème a été commise, sur la pression du ministère des affaires étrangères, exclusivement soucieux d'une normalisation des relations entre Paris et Téhéran et peu sensible aux considérations éthiques des gens du livre. «Mais il ne faudrait pas, ajoute-t-on au SNE, que cette affaire malencontreuse fasse oublier, pendant le Salon du livre, les problèmes de fond qui doivent affronter l'édition française. Les éditeurs qui veulent aller à Téhéran iront; les autres resteront chez eux.» On ne connaît pas encore la liste des éditeurs qui consentiront à faire le voyage.

M. Evelyn Pissier, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture, a, pour sa part, adressé une lettre à M. Foulon dans laquelle, tout en admettant que «pour des raisons diplomatiques autant que commerciales», la présence d'éditeurs français à la foire de Téhéran puisse être organisée, elle juge «les termes de la circulaire adressée aux éditeurs français (...) aussi maladroits qu'inacceptables».

Au moment où France-Edition semblait vouloir faire oublier l'affaire Rushdie, une cinquantaine d'intellectuels iraniens publiaient un appel de soutien à l'écrivain condamné par Téhéran : «Nous soulignons le caractère intolérable de cet arrêt de mort et insistons sur le fait que seuls les critères esthétiques sont propres au jugement d'une œuvre d'art; nous élevons unanimement notre voix pour soutenir Salman Rushdie et rappelons à tout le monde que les écrivains, artistes, journalistes, penseurs iraniens se trouvent en Iran subissant quotidiennement la censure religieuse et que le nombre de iraniens exilés ou emprisonnés sous prétexte de «blasphème» est loin d'être négligeable; toute tolérance envers le déni systématique des droits de l'homme en Iran ne pourra qu'encourager l'exportation des méthodes terroristes et liberticides de la République islamique.»

Ainsi un groupe important d'intellectuels et d'artistes d'un pays musulman déclare ouvertement que le droit de blasphème fait partie intégrante de la liberté d'expression.

P. L.

## Un stendhalien

La 22 mars 1942, il y a exactement cent cinquante ans, devant l'hôtel où il était descendu, 22, rue des Petits-Champs, Henri Bayle, dit Stendhal, s'écroula, frappé d'apoplexie. Il mourait en ce même hôtel où matin du 23 mars.

C'est pour célébrer ce cent cinquantième qu'un colloque, organisé sous les auspices du Stendhal-Club, présidé par M. Victor Del Litto, avec le concours de la Bibliothèque historique de Paris, a

eu lieu à l'hôtel Lamoignon, les 21 et 22 mars, sous le titre «Stendhal, Paris et le mirage italien».

On a pu y entendre vingt-quatre communications du plus haut intérêt suivies, avec la plus grande attention, par un public de marque, M. François Mitterrand, stendhalien convaincu, qui était arrivé très exactement dès l'ouverture des travaux.

ANDRÉE JACOB

## CULTURE

## SALON DE MARS

## Confrontation ou décoration?

La quatrième édition de cette manifestation qui rassemble galeristes et antiquaires a ouvert ses portes en face de l'Ecole militaire

Ce n'est pas la rencontre du para-pluie et de la machine à coudre sur une table de dissection, chère aux surréalistes, mais celui de la commande Louis XV et de la statuette africaine en présence d'un praticien du minimal art. Au Salon de Mars, qui fête sa quatrième édition, chaque stand doit être l'occasion d'une confrontation entre les arts décoratifs de toutes les époques, l'art dit «primitif» et la création contemporaine. Galeristes et antiquaires invités sous la vaste tente de 11 000 m<sup>2</sup> qui couvre une portion de l'esplanade du Champ-de-Mars sont donc impérativement poussés à des mariages - provisoires. «Ici, les visiteurs sont conviés à examiner les œuvres en raison de leurs formes plutôt que pour leurs fonctions», indique Daniel Crevier, l'initiateur de ce Salon. Nous voulons abolir le temps et l'espace, démontrer que la très grande qualité dans tous les domaines artistiques peut non seulement cohabiter mais gagner à cette confrontation. Effectivement, dans le stand où il partage avec Etienne Levy et Joël Fleu, les boiseries et le mobilier néo-classique font bon ménage avec les tableaux de Debré et les compositions de Torres-Garcia. L'antiquaire Chantaline David expose ses chaises néo-étrusques hors de tout contexte, accrochées à des éléments de caisses d'emballage «qui rappellent leurs voyages et les planches dont elles sont issues».

Mais la confrontation chic et choc - à mi-chemin entre FIAC et Biennale des antiquaires - esquissée la première année a vite tourné à la présentation décorative - agréable d'ailleurs - beaucoup plus traditionnelle. Effet de la crise qui frappe l'ensemble du marché de l'art, les marchands étrangers ne se sont guère déplacés et les exposants ont, sagement, choisi de présenter un échantillon de leurs réserves. Sans mélanger

les «genres». Chez Liliane et Michel Durand-Dessert, on peut voir des œuvres de Boltanski et d'Yves Oppenheim; à la galerie Beaubourg; Boissard, César et Klossowski; Combas est chez Lambert; Dilasser à la galerie Clivages; Marie-Hélène Monteny expose Denis Lage et Anne-Marie Pédher; la galerie de France les derniers bronzes de Matta. Daniel Templeon chez qui on peut voir des œuvres de Warhol, Raynaud ou Stella confirme cette tendance : «C'est un Salon hexagonal, avec des visiteurs français où chacun montre ce qu'il a en stock. J'aimerais venir ici parce que l'ambiance est détendue.»

Même politique chez les antiquaires, où l'atmosphère est un peu différente, la décoration appuyée et la mise en scène donnant facilement dans le clinquant : dorures de la rue des Saints-Pères ou du Faubourg Saint-Honoré et vernis Arts déco de la rue Mazarine ou de la rue Bonaparte. La sélection semble pourtant avoir été plus rigoureuse que l'an passé. Les représentants des continents non occidentaux sont, en revanche, fort sobres.

## Temps incertains

L'art asiatique, visible chez Gisèle Croës (une habitude de ce Salon), se retrouve chez Hugue Bérès, qui expose des gravures chinoises et japonaises. Les arts «primitifs» sont particulièrement bien mis en valeur, dans des stands dépourvus. L'Afrique est chez Alain de Monbrison (un beau masque perché de béliet bamilé), chez Leloup où on remarque un masque guéré, allégorie guerrière qui aurait ravi Arcimboldo, et chez Philippe Guimot où dans une encoignure on découvre deux très belles

terres cuites de Djenné. Les galeries Mermoz et Dulon affirment la présence de l'Amérique précolombienne.

Ce Salon de Mars devrait accueillir autant de personnes que l'an passé (55 000 environ). Mais les visites se concrétiseront-elles en achats? Les exposants sont comme le temps : incertains.

## EMMANUEL DE ROUX

Salon de Mars, 3, place Joffe, 75007 Paris. Jusqu'au 30 mars, de 12 heures à 20 heures; le jeudi 26 jusqu'à 23 heures; samedi 28 et dimanche 29, de 10 heures à 20 heures.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 26 MARS

De l'Ecole militaire à l'Empire, Napoléon dans les collections de Carnéval, 11 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

Cloison, sculpteur français du dix-huitième siècle, 12 heures, Musée du Louvre, sous la Pyramide, accueil des groupes (G. Maréchal-Carné).

Des Bures-Cheumont au bassin de la Villette, 14 h 30, musée Botzaris (Paris pittoresque et insolite).

Le château de Vincennes et son chantier de fouilles, 14 h 30, musée Chénou (P.-Y. Jassat).

Les appartements royaux du Louvre, 14 h 30, parvis de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Suzanne Wang).

Sur les bords du Nil, la vie quotidienne de l'Égypte pharaonique, avec C. Richard, 14 h 30, Musée du Louvre, piler carré de la Pyramide (Le Cavalier bleu).

Hôtels et église de l'île Saint-Louis, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régis-Carlier).

Le appartement d'Anne d'Autriche au Louvre, l'enfance de

Louise XIV, 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (J. Hauler).

La Sorbonne, 14 h 30, 47, rue des Ecoles (S. Rojman-Kern).

La cathédrale orthodoxe russe, Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture, la religion et l'histoire, 14 h 30, 12, rue Daru (E. Roman).

L'église Notre-Dame-de-Lorette, d'Hippolyte Le Bas, 15 heures, façade principale de l'église (Monuments historiques).

Le Musée Zadkine, 15 heures, 100 bis, rue d'Assas (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

Centre Mesnil-Saint-Denis, 25, rue Mesnil, 14 h 15 : «A la découverte de Toulouse-Lautrec» (Toussaint culture).

Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Bling, 15 heures : «Classicisme français ou refus du baroque», par S. Saint-Girons [Grandes étapes de l'art en Europe].

## CARNET DU Monde

## Décès

Le conseil d'administration, le personnel de Garnier-Ponsonnet-Vuillard, font part avec tristesse du décès de

M. Jacques BAUDOUIN, chevalier de la Légion d'honneur, ancien gérant, puis administrateur de Garnier-Ponsonnet-Vuillard de 1948 à 1988, ancien président du Syndicat des fabricants d'enveloppes, de la Fédération des fabricants d'articles de papeterie.

Les funérailles religieuses ont été célébrées le 24 mars 1992, à Roiffieux (Ardèche).

Anecy.

M. Jacques BOTTIN, son épouse, Thierry et Jeanine, Jean-Jacques et Liliane, Véronique et Marcel, ses enfants, Elsa, Sarah, Sonia, Vincent, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BOTTIN, capitaine au long cours, officier de la Légion d'honneur, officier du Mérite maritime, croix de guerre avec palmes,

survenu à Anecy, le 23 mars 1992, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Ses funérailles seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-Liesse, à Anecy, le jeudi 26 mars, à 14 h 15.

Condolances sur registres. Inhumation au cimetière des lles, 6, boulevard Saint-Bernard-de-Ménil, 75000 Anecy.

M. Julien Bricage, son épouse, ses frères, ses sœurs, ses beaux-frères, sa belle-sœur, son neveu, ses nièces, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Claude BRICAGE, survenu le 21 mars 1992, dans sa cinquante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 31 mars, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Croix de Ménilmontant, Paris-20, suivie, selon sa dernière volonté, de son incinération au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20, à 15 heures.

M. Julien Bricage, 173, boulevard Sérurier, 75019 Paris.

Ses proches ont l'immense tristesse de faire part de la disparition de

Claude BRICAGE, photographe, mort du sida à Paris, à cinquante-deux ans, le 21 mars 1992.

Ils seraient touchés de retrouver ses amis à ses obsèques en présence de sa famille.

Michèle Meulier, 14, rue d'Aligre, 75012 Paris. Jean-Luc Baillet, 61, avenue Gaston-Boissier, 75220 Vitrolles. (Le Monde du 24 mars.)

M. André Panouillé, son épouse, Jean-Pierre et Michel Panouillé, ses fils, ont la douleur de faire part du décès de

André PANOUILLÉ, rappelé à Dieu le 22 mars 1992, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le jeudi 26 mars, à Pessens (Aude).

Une messe sera dite ultérieurement en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris-1<sup>re</sup>.

21, place Dauphine, 75001 Paris.

Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie.

Ses collègues, ont le regret de faire part du décès, survenu le 15 mars 1992, de

M. Germaine COUSIN, professeur honoraire à la Sorbonne, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques.

La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP) a le regret de faire part du décès de

M. Armand ESTEVE, membre de la présidence de la FNDIRP, interné résistant, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance.

Les obsèques auront lieu jeudi 26 mars 1992, à 16 heures, en l'église Saint-Joseph, rue Cabrit, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), suivies de l'inhumation au cimetière de l'Ouest, à Perpignan.

Drapaux, Fleurs.

Son épouse, Ses enfants, Les collaborateurs de la société Fidon Contrôle, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean GROSSETETE, survenu le 19 mars 1992, dans sa soixante-troisième année.

Dominique VALAT, sa mère, Daniel LEROY, son père, Antoine, son frère, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Anne, qui a choisi de nous quitter, à l'âge de vingt-cinq ans.

M. Jean Puiggali, son épouse, Jacques et Caroline Puiggali, Gilbert et Solange Faoulet, Jean-Michel et Isabelle Galan, ses enfants, Odile, Marianne, Agnès, Jean-Baptiste et Nicolas, ses petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Jean PUIGGALI, professeur de lettres honoraire, palmes académiques, croix de guerre 1939-1945, médaille des évadés, croix de combattant volontaire de la Résistance, croix d'interné résistant,

survenu le 22 mars 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Péronès, le samedi 28 mars, à 14 heures, en l'église de Saint-Savinien-sur-Charente.

M. Michel Vicas, M. Michèle Vicas, Benjamin, Quentin, M. et M. Maurice Pour et leurs enfants, Toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Nasom VICAS-ROUKHOMOVSKY, artiste peintre, survenu le 23 mars 1992, à l'âge de soixante-deux ans.

Ses obsèques auront lieu le 27 mars, à 9 h 30, au cimetière de Bagneux (entrée principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5744

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

## HORIZONTALEMENT

1. Cela peut être une femme ou foyer même si elle est souvent partie. - II. Source de chaise. - III. Conjonction. Femme de couleurs. - IV. Obtenu en se mettant à l'ouvrage. - V. Bonne famille. Animal du passé. - VI. Assure une progression. Fait de nombreux va-et-vient. - VII. Interjection. Saint-Martin et Sainte-Lucie. - VIII. Est presque aussi important que le grand Amour. Il n'est pas rare que l'on y talle une bavette. - IX. Prend de l'importance en montant. La femme à barbe. - X. Coule sous le ciel d'Afrique. Passe dans le noir. - XI. Prénom. Appelle la biche.

Nous apprenons le décès, le 15 mars 1992, de

M. Henri REDIG.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

M. et M. Jean-Yves Pollock-Vicent, M. Philippe Pollock-Vicent, ses fils, Ance, Julien, Annick, Marie, ses petits-enfants, M. et M. Jules Magon de Saint-Elier, sa sœur et son beau-frère, M. et M. Michel Jourdain et leurs enfants, M. et M. Michel Magon de Saint-Elier et leurs enfants, M. Jean-Charles Magon de Saint-Elier et sa fille, ses neveux et nièces, M. et M. Denise Guimard, M. Alain Guimard et M. Nelly Le Strat, ses cousins, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Charles VINCENT, lieutenant-colonel ER, officier de la Légion d'honneur,

survenu à Nanterre, le 23 mars 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La levée du corps aura lieu le jeudi 26 mars, à 13 h 30, à l'hôpital de Nanterre, 403, avenue de la République, à Nanterre (Hauts-de-Seine).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 mars, à 14 h 30, en l'église de Trébeurden (Côtes-d'Armor).

L'inhumation aura lieu dans le cimetière de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 19, rue Michel-Ange, 75016 Paris. 16, avenue du Maréchal-Joffre, 35100 Rennes. 60, rue Godard, 35400 Saint-Servan.

## Anniversaires

Il y a deux ans mourait

Geneviève LEGRAND.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Que le souvenir de

M. Robert RABIER

ne soit pas oublié en ce dixième anniversaire de sa disparition.

Il y a dix ans,

Michel VOIX

nous quittait pour entrer dans la lumière du Père.

A ceux qui l'ont connu, aimé, caimé, il est demandé une pensée, une prière en union avec sa famille.

Il y a dix ans, disparaissait

Suzanne WANG.

Que ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent d'elle.

Liane Mozer, 2, rue Georges-de-Porto-Riche, 75014 Paris. Arielle Roy, 1, rue de Fleury, 75006 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

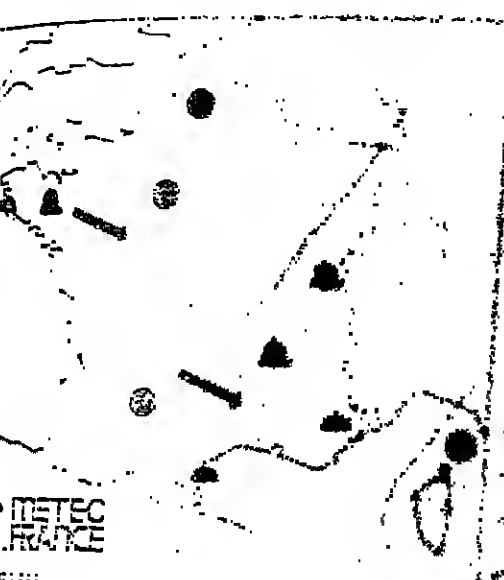
40-65-29-94

## MÉTÉOROLOGIE

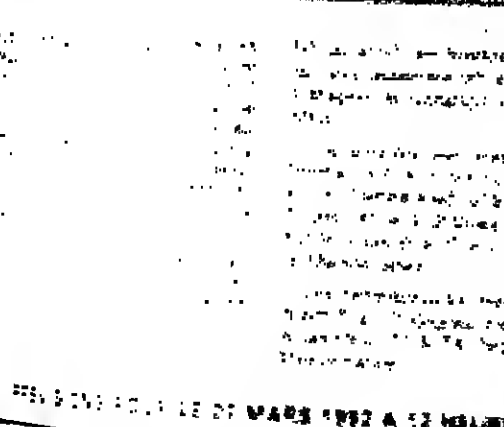
ÉTAT DU CIEL 21 MARS 1992 À 06 H



ÉTAT DU CIEL POUR LE 24 MARS 1992



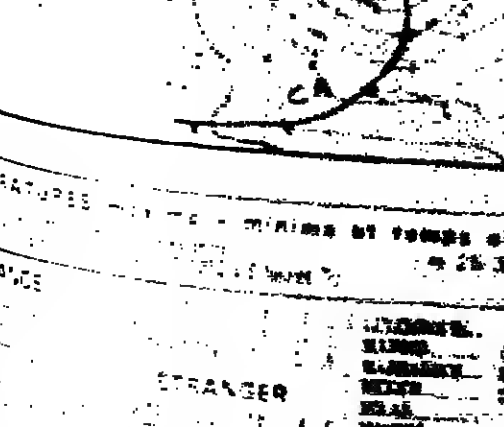
ÉTAT DU CIEL 21 MARS 1992 À 12 H



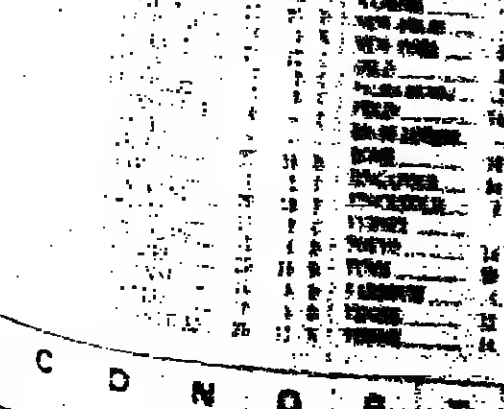
ÉTAT DU CIEL 21 MARS 1992 À 18 H



ÉTAT DU CIEL 21 MARS 1992 À 00 H



ÉTAT DU CIEL 21 MARS 1992 À 06 H

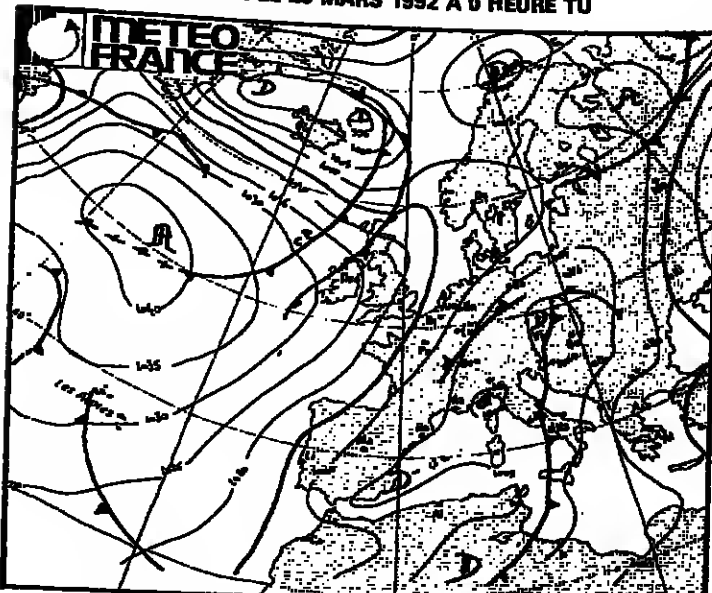


مكتبة الشامل

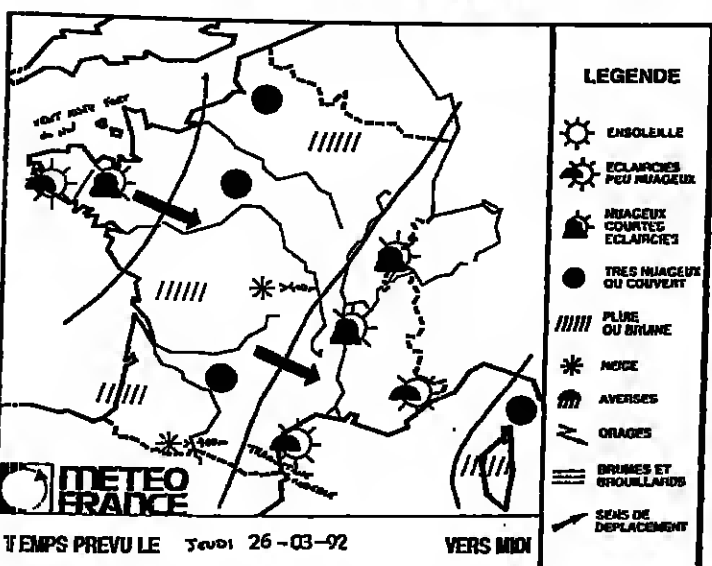


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 MARS 1992 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS 1992



**Jeudi :** temps frais, pluvieux et venteux. Une zone de temps gris et pluvieux s'étend le matin au nord d'une ligne Metz-Bordeaux, puis se déplace vers l'est pour se situer en bordure des Pyrénées au Massif Central à la Champagne-Ardenne et à la Lorraine. À l'arrière sur le quart nord-ouest, un temps de pluie s'installe avec des averses.

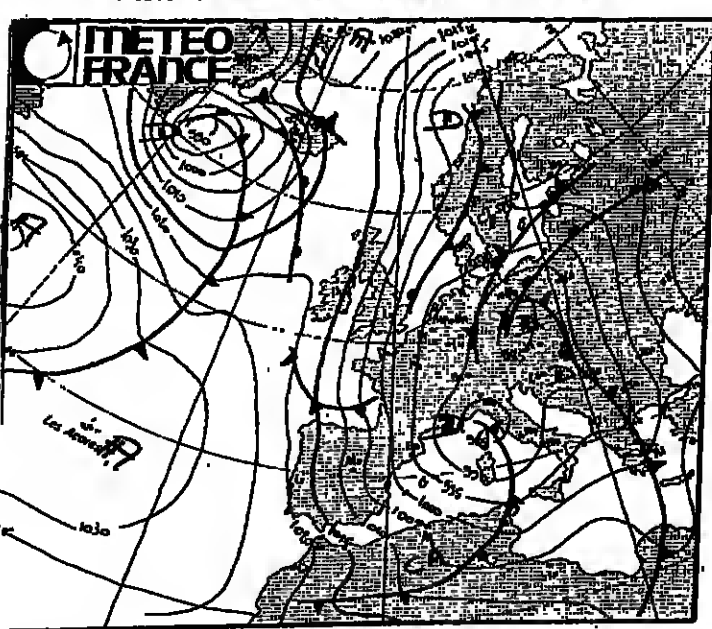
Sur la Côte d'Azur, la Corse et les Alpes du Sud, le temps sera pluvio-orageux le matin puis s'améliorera en cours d'après-midi.

Mistral et tramontane souffleront à 50-60 km/h en Méditerranée. Le vent du nord atteindra 50 à 60 km/h sur la Bretagne, la Cotentin et la côte atlantique.

Les températures maximales seront de l'ordre de 0 à 3 degrés sur le Nord-Est et le Centre-Est, 2 à 4 degrés sur l'Ouest et le Sud-Ouest, 1 à 4 degrés sur le Sud-Est et 5 à 7 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront 8 à 10 degrés d'est en ouest et localement 13 à 14 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxime - minime et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 24-3-1992 à 18 heures TU et le 25-3-1992 à 6 heures TU

le 25-3-1992

FRANCE

ALGER 12 3 N

MARRAKECH 10 4 C

BELGRADE 10 4 C

BORDJES 7 3 C

NUSS 7 4 C

CADIX 9 6 C

ALGER 9 6 C

CLEMONT-FER 9 6 N

DALON 7 3 C

CHENOUA 7 3 C

ALGER 7 3 C

LYON 5 1 C

MARSEILLE 13 8 C

MARTIN 10 6 N

NICE 15 6 C

PARIS-MONTY 15 6 C

PAU 6 6 C

PERPIGNAN 12 5 C

RENNES 16 6 N

ST-ETIENNE 7 1 P

STRASBOURG 7 1 P

TOULOUSE 8 4 C

TUNIS 8 4 C

PORTO-A-PRES 31 21 N

ÉTRANGER

ALGER 17 6 C

AMSTERDAM 6 4 N

ATHENES 17 13 C

BANGKOK 27 27 D

BANGKOK 27 27 D

BELGRADE 21 12 C

BERLIN 7 3 C

BREUCELLES 7 7 C

COPENHAGUE 7 7 C

DAKAR 11 6 N

DURBA 27 15 C

GENEVE 25 2 C

HONGKONG 20 13 C

STAVAILL 12 6 D

JERUSALEM 12 6 D

LA CAIRE 25 10 D

LESBONNE 13 8 D

LONDRES 10 11 N

LOS ANGELES 30 11 N

LUXEMBOURG 5 3 C

MADRID 12 2 C

MARRAKECH 20 7 C

MEXICO 25 13 N

MILAN 5 1 D

MONTREAL -1 -13 D

MOSCOW -7 -3 C

NAIROBI - - -

NEW-DELI - -2 P

NEW-YORK 6 -2 D

OSLO 5 -2 D

PALMA-DE-MAJ 12 3 C

PEKIN 14 4 D

RU-DE-JANIRO - - -

ROME 16 10 C

SINGAPOUR 34 26 C

STOCKHOLM 3 -6 C

SYDNEY - - -

TOKYO 14 7 P

TUNIS 22 7 N

VARSOVIE 7 3 C

VIENNE 12 7 C

VIENNE 14 3 N

A

B

C

D

N

S

P

T

\*

averse

brume

ciel couvert

ciel dégagé

ciel nuageux

orage

pluie

tempête

neige

Temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Vie et mort de La Cinq

Il y a quelque paradoxe à employer ce mot alors que l'agonie entre dans sa phase terminale, mais, si l'on résume sa brève existence, La Cinq fut une chaîne vivante. Face à des rivaux emblématiques, figés dans leurs grilles horaires sans surprises, elle fut attachante, révolte, passionnée, érudite, ouverte à la vie dans toutes ses contradictions. Bref, de la disparition de Pauline Lafont à la chute de Coussieu, toujours instaurée, pour le meilleur et le pire.

Et jusqu'en son naufrage elle resta fidèle à elle-même, chantant sans distinction le sincère déses-

poir des anonymes et les termes soigneusement profilés des indélébiles, et transformant en Barnum permanent ce flot équivoque. Parmi d'autres, à son chevet hoïé de fleurs et de spotlights, se succédèrent Jacques Séguéla, Richard Bohringer, Françoise Sagan, Francis Huster ou Alain Delon, et la photo de ce cortège funèbre dispensa de tout autre commentaire. Comme tout spectacle, celui-ci créa ses méchants et ses traîtres, et l'image d'Yves Sabourat fuyant ses responsabilités, inlassablement rediffusée aux heures chaudes, poursuivra sans doute longtemps l'ancien commandant du navire échoué.

La Cinq fut encore fidèle à elle-même en ce journal assombré par le retrait de Berlusconi - «énorme déflagration», lança en ouverture Béatrice Schoenberg, - appelant en ultime consultation deux spécialistes des espèces en péril, Jacques-Yves Cousteau et Brice Lalonde. Dès qu'il avait appris la funeste nouvelle, dans l'après-midi, le commandant avait appelé des ministres, brassés de l'air. «Et vous avez un projet...», l'interpellait Béatrice Schoenberg, accablée à cette incartoune bous.

Où, enfin, une idée de projet, le commandant souhaitait que La Cinq levât des fonds parmi le million d'adhérents de son comité de soutien. On aurait pu y penser sans lui. «Les chaînes de télévision font partie de notre environnement», rattachait Brice Lalonde, qui promit en direct - «bien sûr, pas de problème, bien sûr», - dès le prochain conseil des ministres, de mener sa petite enquête, histoire de vérifier ce qu'il en était d'un éventuel complot dans les hautes sphères. Cher inspecteur Lalonde, à qui pas une question, soit dit en passant, ne fut posée sur l'accident nucléaire de Saint-Petersbourg. Peu importe, le standard explosait, on rêvait éveillés d'une mégamain, on flottait sur coussin d'air. La Cinq, toujours en direct, mourait debout.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 25 mars

**TF 1**

**NOCTURNE tous les JEUDIS 22 heures.**

Exceptionnel le 26 mars : - 25% sur toutes les literies de grandes marques\* de 19h à 22h.

**SAMARITAINE**

\*Sauf points rouges.

20.40 Sport : Football. Match amical France-Belgique, en direct du Parc des Princes.

22.40 Magazine : Méditations. Nous aussi nous voulons travailler. Invités : Michel Cluysier, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie.

0.00 Journal et Météo.

**A 2**

20.50 Téléfilm : Mémoire d'amour.

22.20 Magazine : Direct. La France raciste.

23.30 Magazine : Musiques au cœur du carnaval. Œuvres de Vivaldi, Campra, Monteverdi (extraits) : sol, Isabelle Poulenard, soprano, Nathalie Stutzmann, contralto.

0.40 Journal et Météo.

**FR 3**

20.40 Magazine : La Marche du siècle. L'hôpital à visage humain. Invités : le docteur Edward Rosenbaum (A Taste of my Own Medicine) ; Pion, dessinateur ; le professeur Claude Jasmin, chef du service hématologie de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif ; Gabriel Baz, responsable de la Mé-

don s'ide au ministère de la santé.

22.20 Journal et Météo.

22.40 Mercredi en France. Programmes des télévisions régionales.

23.35 Traverses. Albanie, planète Terre, documentaire de Michel Riviere. En route vers la démocratie ? Témoignages et archives.

0.30 Musique : Mélomanut.

Les Sept Dernières Paroles du Christ, de Haydn, par le Chœur Moskou. Invité : Jacques Rigaud.

**CANAL PLUS**

21.00 Cinéma : Calendrier meurtrier. Film américain de Pat O'Connor (1988). Avec Kevin Kline, Susan Sarandon, Mary Elizabeth Mastrantonio.

22.30 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : Opération Comed Beef. Film français de Jean-Marie Poiré (1990). Avec Christian Clavier, Jean Reno, Isabelle Renaldi.

0.20 Cinéma : Jeu d'enfant. Film américain de Tom Holland (1988). Avec Catherine Hicks, Chris Sarandon, Brad Douir.

1.45 Cinéma : The Tell Guy. Film britannique de Mel Smith (1988). Avec Jeff Goldblum, Emma Thompson, Rowan Atkinson (v.o.).

**LA 5**

20.50 Histoires vraies. Un amour d'automne. Deux retraités pleins d'entrain. Débat : Y a-t-il encore des vieux ?

23.35 Documentaire : La Merveilleuse Aventure de l'automobile.

0.00 Journal de la nuit.

**M 6**

20.40 Téléfilm : Pour affaire de meurs. L'information spectacle en accusation.

22.20 Téléfilm : La Revanche d'un innocent. Une difficile réinsertion.

0.00 Magazine : Vénus.

0.25 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**

21.00 Documentaire : Premier convoi.

22.45 Cinéma : Victims del Pecado. Film mexicain d'Emilio Fernandez (1950).

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Antipodes.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Arts et artistes : Zao Wou-Ki.

22.40 Les Nuits magnétiques. Demeures intérieures ou la vie monastique aujourd'hui (2).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Yvonne Baby (la Vie retrouvée).

0.50 Musique : Coda. Textile de nuit : exclusivement féminin (3).

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (donné le 10 mars 1991 au Concertgebouw d'Amsterdam) : Fidelio (ouverture), Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur op. 58, Symphonie n° 6 en fa majeur op. 68, de Beethoven, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. : Wolfgang Sawallisch ; Murray Perahia, piano.

22.00 Concert (donné le 24 janvier à Radio-France) : Spintared Unions, de Home ; Cloches en blanc et noir, de Castagnoli ; White Fire, de Toovey ; Sextour, de Maillot, par l'Ensemble TM+4, dir. Laurent Cuniot.

23.10 Ainsi la nuit...

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue.

## Jeudi 26 mars

**TF 1**

15.25 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.

16.20 Série : Tribunal.

18.50 Club Dorothée.

17.30 Série : Les Professionnels.

18.25 Jeu : Une Famille en or.

18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

20.00 Journal, Télé, Météo, Loto sportif et tapis vert.

20.50 Variétés : Secréte soirée.

22.45 Magazine : Le Droit de savoir. Les réseaux de la viande : La médecine business.

23.55 Journal et Météo.

**A 2**

15.15 Tierscé, en direct de Saint-Cloud.

15.25 Variétés : La Chance aux chansons.

16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.

18.50 Magazine : Défendez-vous.

17.00 Magazine : Giga.

18.05 Série : L'Homme qui tombe à pic.

19.00 Série : Filic à tout faire.

19.25 Diversissement : La Caméra Indiscrète.

19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Magazine : Envoyé spécial.

22.15 Cinéma : Sans toit ni loi. ■

0.50 Magazine : Merci et encore bravo.

**FR 3**

15.30 Série : La Grande Vellée.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

18.00 Magazine : Une Pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion. Le 19-20 de l'information.

19.00 De 19.12 à 19.35, le journal de la région. Un jour, un livre.

États d'urgence, de Jean-Pierre Favreau.

20.10 Diversissement : La Classe.

20.30 INC.

20.45 Cinéma : L'Anti-Gang. ■

22.45 Journal et météo.

23.05 Documentaire : Martin Scorsese tourne (v.o.).

0.05 Sport : Patinage artistique. Championnat du monde de patinage artistique et de danse sur glace.

1.05 Musique : Mélomanut.

**CANAL PLUS**

15.20 Magazine : 24 heures.

16.15 Cinéma : Un ange de trop. ■

18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs

20.31 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Le Jour des rois. ■

22.15 Flash d'informations.

22.15 Cinéma : La Roi de New-York. ■ (v.o.).

23.55 Cinéma : Mystic Pizza. ■ (v.o.).

1.35 Cinéma : Slaughter High (Le Jour des fous). ◻

**LA 5**

15.20 Série : Soko, brigade des stup.

16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.

17.05 Série : Les deux font la loi.

17.35 Youpi ! L'école est finie.

18.10 Série : Deux Filles à Miami.

19.05 Série : La loi est la loi.

20.00 Journal et Météo.

20.50 Téléfilm : Les Sept Cascadeurs.

22.30 Téléfilm : La Vertige des sens.

23.55 Journal de la nuit.

**M 6**

16.45 Jeu : Zygomusic.

17.15 Magazine : Zygomachine.

17.35 Série : Ordes de dames.

18.30 Série : Flipper, le douchin.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.50 Météo des neiges.

19.54 Six minutes d'informations

Météo, M 8 Finances.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Météo.

20.35 Mode 6.

20.40 Cinéma : Le Gentleman d'Epson. ◻

22.10 Météo des neiges.

22.15 Téléfilm : L'Enfant bulle. Un adolescent déficient immunitaire.

23.55 Météo des neiges.

0.00 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**

18.40 Documentaire : Boulez XX<sup>e</sup> siècle. 2. La Forme.

17.35 Téléfilm : La Femme de papier.

18.00 Flash d'informations (et à 19.55, 20.55, 21.50, 22.50, 23.20, 0.05).

19.05 Documentaires cubains. Hatti en le Memoria ; Goutte-sol ; La Muerte del Alcoran.

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.

21.00 Magazine : Mégamix.

21.55 Magazine : Avis de tempête.

22.55 Danse : Nuit de Chine.

23.25 Danse : L'Etreinte.

23.35 Documentaire : Viado Perlemuter.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Dramatique. L'Etat de rien, de Bernadette Labarge.

21.30 Profils perdus. Willy Münnzberg (2).

22.40 Les Nuits magnétiques. Demeures intérieures ou la vie monastique aujourd'hui (3).

0.05 Du jour au lendemain. Avec André Bal-tend (l'Amateur).

0.50 Musique : Coda. Textile de nuit : exclusivement féminin (4).

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour piano et orchestre n° 2, en si bémol majeur, op. 83, Symphonie n° 2, en ré majeur, op. 73, de Brahms, par l'Orchestre national de France. Dir. : David Zinman ; Bruno Leonardo Gelber, piano.

33.10 Ainsi la nuit...

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue. Par André Clergeat. Jazz SVP ; C'était hier ; Tous en scène.



## M. Yakoub Khan a été nommé représentant spécial de l'ONU pour le Sahara occidental

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a nommé, mardi 24 mars, M. Sahabzada Yakoub Khan au poste de représentant spécial pour le Sahara occidental, en remplacement de M. Johannes Manz (Suisse) qui avait démissionné de ses fonctions en décembre dernier.

Diplomate de carrière, originaire du Pakistan, M. Yakoub Khan a été notamment ambassadeur de son pays en France, en Irlande, aux États-Unis et dans l'ex-Union soviétique. Il a été successivement ministre des affaires étrangères du Pakistan de 1982 à 1987 puis de 1988 à 1990.

Si cette nomination a été bien accueillie par la délégation du Maroc à l'ONU, elle a, en revanche, suscité une « extrême méfiance » dans les rangs du Front Polisario où l'on se dit cependant prêt « à respecter la décision du secrétaire général ». La tâche de M. Yakoub Khan sera d'essayer de débloquer une situation totalement figée depuis que Rabat et la République arabe sahraïe démocratique (RASD) s'affrontent sur les critères d'identification des personnes habilitées à participer au référendum d'autodétermination, initialement prévu pour janvier dernier.

Début mars, M. Boutros-Ghali, dans un rapport adressé au Conseil de sécurité, avait donné jusqu'à la fin du mois de mai au Maroc et au Front Polisario pour trouver un terrain d'entente, faute de quoi, « une nouvelle approche » serait nécessaire. A la mi-février, les effectifs militaires de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) s'élevaient à 375 éléments.

S. M.

□ JORDANIE : un mort dans l'incendie d'un grand hôtel à Amman. — Bloqué dans un ascenseur, un ingénieur irakien est mort, mardi 24 mars, dans l'incendie de l'hôtel Intercontinental à Amman. Vingt-huit personnes ont dû trouver refuge pendant plusieurs heures dans les étages supérieurs de l'hôtel, avant d'être évacués. Quatre d'entre elles ont été hospitalisées, mais leur état est jugé satisfaisant. — (AFP)

## Après les sanglants affrontements avec les séparatistes kurdes Les forces armées turques tentent de reprendre le contrôle du Sud-Est anatolien

ISTANBUL

de notre correspondante

« Nous briserons les liens qui prennent pour cible le peuple kurde », a déclaré le groupe révolutionnaire de gauche Dev-Sol, revendiquant, mardi 24 mars, l'attaque d'un autobus à Istanbul, qui a fait deux victimes parmi les membres des services de renseignement (le Monde du 25 mars). Alors que les armes se sont tuées, les répercussions des trois jours de combats intenses entre séparatistes kurdes et forces gouvernementales continuent de se faire sentir en Turquie comme à l'étranger. Une dizaine d'intendants dans plusieurs régions du pays ont fait au moins quatre morts et plus de douze blessés. Un calme précaire s'est installé sur le terrain, tandis que les forces armées tentent de reprendre le contrôle de la région du Sud-Est. A Sirtak, où ont eu lieu les combats les plus violents, les forces de sécurité continuent de fouiller les maisons une par une.

Selon le gouvernement, des quantités importantes d'armes et de munitions auraient été trouvées et une trentaine de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) arrêtés. Des hélicoptères et

des avions de combat ont survolé la ville à basse altitude mardi. Des journalistes locaux ont également mentionné l'usage de bombes fumigènes à Sirtak où, tout comme à Cizre, le couvre-feu est encore en vigueur. Les rues des deux localités sont déjà occupées par des blindés et de nombreux soldats.

### Les « mauvais voisins » de la Bekaa

Le gouvernement d'Ankara a envoyé une délégation composée de quatre ministres dans le Sud-Est pour enquêter sur les récents événements. « Notre Etat est déterminé à résoudre le problème de cette sédition dans les limites de la loi », a souligné le premier ministre, M. Suleyman Demirel, devant le Parlement. Un quart d'heure après le passage de la délégation ministérielle à Batman, des balles ont atteint un des véhicules qui avait escorté la délégation et tué un policier.

Des membres du gouvernement ont accusé des puissances étrangères, notamment la Syrie, qui contrôle la vallée de la Bekaa, où Dev-Sol et le PKK ont des camps d'entraînement, d'être « de mauvais

voisins ». Il est peu probable que la Turquie décide d'attaquer les camps de la Bekaa, mais le premier ministre a indiqué qu'il était conscient de l'importance de cette région pour le PKK. « Nous savons, a-t-il dit, où sont les cerveaux de ces opérations. La Turquie ne pourra pas tolérer ces événements pendant bien longtemps. » Le premier ministre a également déclaré que « les 270 kilomètres de frontière irakienne », dont la perméabilité depuis la guerre du Golfe est un motif essentiel pour le PKK, vont être « neutralisés ». « Nous allons édifier un mur que même un oiseau ne pourra pas franchir », a-t-il ajouté.

NICOLE POPE

□ Manifestations dans plusieurs capitales européennes. — A Londres, l'ambassade de Turquie a été attaquée mardi 24 mars par deux cents manifestants. A Paris, des pierres ont également été lancées contre les vitres de l'ambassade de Turquie, alors qu'aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Suède et en Norvège, plusieurs établissements turcs ont été la cible de manifestations.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Comment tu dis ?

J'ai éprouvé un truc renversant, tenez-vous bien, le bruit rend sourd. C'est même ce qu'on appelle un bruit assourdissant. Si, si, je vous jure, ça a fait l'objet d'une étude tout ce qu'il y a de plus sérieuse, entreprise sur des jeunes citadins en bonne santé, et présentée ce matin au journal de TF 1 par un ORL, professeur au Val-de-Grâce.

Vous vous en doutez ? Vous avez même été nombreux à me signaler l'insupportable boucan des poulailles déboulant dans les hennies, des hagnoles roulant à tombeau ouvert sur les axes rouges et des marteaux piqueurs qui vous crèvent et le bitume et le tympan ? Oui, mais bon, je trouve ça normal. Si la paisible rumeur des villes vous dérange, mettez des boules Quies.

Tiens, l'autre jour encore, mon voisin s'est plaint d'être réveillé à 5 heures tous les jours de la semaine par la radio allumée plein tube dans sa salle d'eau, et je l'ai envoyé au bain : Quand je suis sous la douche, faut qu'on me parle fort, autrement j'entends rien. Ils le font bien, à la télé : ils montent le son à tout berzouze

pendant les pubs pour qu'on puisse capter leurs messages, à l'autre bout du couloir, la tête enfoncée dans la frigo.

Et chaque fois que je demandais à mes enfants de me rassurer un peu de la bouillie qui leur tombait des lèvres, répète, j'ai rien compris, j'attribuais ça à un défaut d'élocution plutôt qu'à un début de surdité. En quoi j'avais tort. Les chiffres sont là : à vingt ans, un Français sur deux n'entend plus bien que deux mots sur quatre. Pas la peine de lui faire passer des tests pour savoir qui c'est. Suffit de le regarder. Il porte un sonotone en forme de walkman. A la fois cause et effet de cette perte auditive.

Et ça, je dois bien reconnaître, c'est très inquiétant. Déjà qu'ils s'expriment mal, forcément ils passent leur temps à écouter des cassettes et à regarder un écran, ce qui, je le signale en passant, est très mauvais pour les yeux, qu'est-ce qui leur restera quand ils auront perdu l'ouïe, le vue et l'usage de la parole ? Le toucher. Faudra qu'ils se mettent au braille. Excellent moyen de les obliger à ouvrir un bouquin !

Secrétaire générale du Conseil de l'Europe

## M<sup>me</sup> Catherine Lalumière propose une conférence permanente des comités nationaux d'éthique

MADRID

de notre envoyé spécial

S'exprimant devant les présidents des comités nationaux d'éthique de la plupart des pays européens, réunis pour la première fois à Madrid, M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a proposé, mercredi 25 mars, la création d'une conférence permanente des comités nationaux d'éthique.

Cette structure aurait pour fonction de faciliter les contacts entre ces comités et de sensibiliser les instances aux questions de bioéthique, qui méritent d'être traitées dans le contexte d'une politique européenne. « Le Conseil de l'Europe », a précisé M<sup>me</sup> Lalumière, « pourra mettre à la disposition de cette conférence un secrétariat permanent à Strasbourg.

appuyer ses efforts et diffuser ses avis et ses réflexions. » M<sup>me</sup> Lalumière estime notamment que les rapports entre la bioéthique et l'économie « nécessitent une réflexion urgente », et qu'il est par ailleurs indispensable de réfléchir aux relations entre la bioéthique et la culture et à l'interaction entre la Convention européenne des droits de l'homme et la future Convention européenne de bioéthique.

Pour sa part, le professeur Jean Bernard, président du Comité national français d'éthique, s'est déclaré favorable à la formation du comité d'éthique européen, ajoutant toutefois qu'il « serait sage de se limiter à l'éthique de la biologie, de la recherche biologique et médicale, et d'écarter la génétique ».

J.-Y. N.

Une communication au conseil des ministres

## La France se prépare à une révision en profondeur de la politique communautaire de la pêche

A une semaine de la réunion à Bruxelles des ministres de la CEE chargés de la pêche, M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, devait présenter au conseil des ministres, mercredi 25 mars, le bilan d'un an d'action gouvernementale dans ce secteur.

Le 13 mars 1991, le gouvernement Rocard avait décidé, pour se conformer aux exigences de la Commission européenne, de réduire les capacités de capture de

la flotte française, d'autant que les stocks de poissons dans les eaux européennes sont de plus en plus menacés. Pour preuve, le tonnage débarqué en 1991 dans les dix principales criées françaises a diminué de 8 % après une baisse de 3,8 % en 1990.

Avec des incitations financières de l'Etat, des régions (Corse et Languedoc-Roussillon exceptés), des départements et des fonds européens, le nombre de navires de pêche a été réduit de 973 unités.

Parmi celles-ci, 75 % des chalutiers ou des bateaux poseurs de filets avaient plus de vingt ans ; 82 % des 1174 marins pêcheurs concernés par ces mesures ont, à ce jour, retrouvé un embarquement, un reclassement à terre, ou ont bénéficié de la retraite ou de préretraites.

« Après avoir accompli cet effort parfois douloureux de réduction de la flotte, la France est mieux armée désormais pour s'adapter aux révisions qui vont s'imposer dans la politique commune des pêches en Europe », a déclaré M. Le Drian.

Selon des propos de M. Manuel Mario, commissaire européen chargé de ce dossier, chaque pays devra impérativement adapter ses capacités de capture à un écosystème marin fragile et les activités de pêche feront l'objet de contrôles plus rigoureux. Les ministres des Douze en discuteront le 3 avril.

F. Gr.

L'Atlantique à la rame

## Douze hommes sur un bateau

Gérard d'Aboville ne les suivait pour rien au monde : il préfère ramer seul. Le vainqueur des océans Atlantique et Pacifique est pourtant venu encourager douze rameurs qui, mercredi 25 mars, devaient quitter les Canaries pour la Martinique à bord d'une voile de 15,60 mètres spécialement conçue pour l'aventure. Comme Christophe Colomb, le petit bande suivra la route des alizés et espère « éviter » les 2 500 miles en une bonne trentaine de jours. L'arrivée est prévue entre le 1<sup>er</sup> et le 5 mai. La vitesse maximum espérée est de 2 nœuds. Cette traversée est une première. Jamais un océan n'a été traversé à l'aviron par un équipage de plus de deux rameurs. Les premiers aventuriers à s'élancer de l'Amérique vers l'Europe s'appelaient Géo Harbo et Frank Samuelson. Ils avaient mis cinquante-cinq jours pour relier New-York et les îles Salles, au sud-ouest des côtes d'Angleterre... en 1898.

B. M.

► Pour suivre le périple : Espace formation Jeunesse et sports de la Mairie de Paris, 24, boulevard Bourdon, 75004. Tél. : 42-76-22-60. 3615 code Thélasse.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Politique : « Pour en finir avec la réforme électorale », par Olivier Duhamel ; « La vague verte », par Michel Godet ; « Surdité », par Bruno Durieux ; « Oublier Le Pen », par Marek Halter..... 2

### ÉTRANGER

La réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE... 3  
Multiplication des incidents en Croatie... 4  
Corée du Sud : le pari au pouvoir perd la majorité absolue au Parlement... 6  
Etats-Unis : M. Jerry Brown remporte la primaire démocrate dans le Connecticut... 6

### POLITIQUE

Le palmarès des ministres-candidats... 7  
Les « chasseurs » veulent se tenir à l'écart des combinaisons... 7  
La situation dans les régions après les élections du 22 mars... 6 et 9

### SOCIÉTÉ

Les experts occidentaux relativisent l'ampleur de l'accident nucléaire en Russie... 10  
M. Jean-Louis Bianco se prononce contre le dépistage obligatoire du virus du sida... 10  
L'affaire Carrefour du développement devant la cour d'appel de Paris... 19  
POINT/La sécheresse... 20

### ÉDUCATION • CAMPUS

« L'Europe au creuset de l'école » : Le Tchecoslovaquisme entre deux étiologies • ERASMUS en quête de relais • Les Anglaises tentées par le retour à la sélection • Les étudiants hollandais défendant leurs privilèges • Points de vue : Le

bac des Douze reste à faire, par Jean-François Jallade ; « Le levier des sections bilingues », par Jean-Pierre Maillard..... 11 à 18

### CULTURE

La IV<sup>e</sup> Salon de Mars..... 28  
L'édition française invitée à participer au Salon du livre de Téhéran 28

### ARTS • SPECTACLES

• Cinéma : *Kafka*, de Steven Soderbergh • Sculpture : une exposition Germaine Richier • Architecture : Rem Koolhaas et le villa Dall'Ava • Photographie : Suzanne Lafont au Jeu de paume • Disques : *Human Touch* et *Lucky Town*, les nouveaux albums de Bruce Springsteen • Musique : les cinquante dix ans de l'année Kenickie • La sélection des programmes de la semaine..... 31 à 42

### ECONOMIE

Le patron de Procardia va prendre le tête de Volvo Automobiles... 22  
M. Enzo Friso a été élu secrétaire général de la CISL..... 22  
L'accord Nestlé-Agnelli-BSN..... 23

### Services

Abonnements..... 2  
Annonces classées..... 23 à 25  
Automobile..... 23  
Marchés financiers..... 28 et 27  
Météorologie..... 29  
Carnet..... 28  
Mots croisés..... 28  
Radio-télévision..... 29  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 mars 1992 a été tiré à 554 294 exemplaires.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 mars

### Bonne tenue

Le premier jour du terme boursier d'avril a débuté sur une hausse de l'indice CAC 40 (+ 0,72 %). En fin de matinée, la progression avoisinait les 1 %. Du côté des valeurs plus recherchées figuraient Nord, Sodexo et Saupiquet. En baisse, on notait le Printemps, Essilor, MMB et SAT.

## Le Monde

### L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Tome V

1986-1991

Le retour des nations

212 p., 87 F.

**MONGOLIE**

**Les Escales Vertes**

Karakorum  
Oulan Bator  
Desert de Gobi  
Baotou  
Huehahot  
Datong  
Pékin

**ARSUD**

Circuits tout compris  
24 JOURS : 17.900 F  
22 JOURS : 24.800 F

Demande de brochures sur Minitel : 3615 ASD

**CIRCUITS EN MONGOLIE**  
105, rue Monge 75005 PARIS - 43 37 85 90

PARIS

Grande Halle de la Villette

26

27

28

29

MARS

« POUR PARLER DE VOTRE AVENIR, NOUS SERONS MIEUX AU SALON »

Paris et l'Étudiant organisent le :

**l'Étudiant**

EUROPE

LES INSCRIPTIONS

# RADIO

ENTRETIEN AVEC GU

## « La télé c'est la ga des Glaces »

Supplément au n° 1462. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 1<sup>er</sup> - mardi 2 mars 1992.

« Les 40 jours de Musa-Dagh » tiré du roman historique de... sur Antenne 2



# Le Monde

## ARTS • SPECTACLES



Jeremy Irons (à gauche) dans un film qui dépasse l'hommage aux grands anciens du fantastique.

« KAFKA », DE STEVEN SODERBERGH

### Une aventure de Monsieur K.

« KAFKA, c'est votre vrai nom ? », interroge le flic madré, serviteur de la dictature qui règne sur la ville. Bonne question, inspecteur. Le personnage interprété par Jeremy Irons, petit employé introverti tenté par la littérature, qui deviendra le héros intrépide d'un suspense fantastique, ressemble trait pour trait au grand écrivain. Il s'appelle effectivement Kafka.

Pas Franz Kafka, Kafka tout seul, aussi dépourvu de prénom que Tintin, Fantômas ou Rouletabille. C'est un héros feuilletonesque, masqué sous les oripeaux d'un grand nom de la littérature, paré des symboles attachés à l'auteur du *Procès*. Il faudra bon nombre de rebondissements pour vérifier qu'il ne s'agit ni de biographie filmée ni d'adaptation littéraire, mais d'un jeu infiniment plus subtil et plus réjouissant, imaginé par le jeune cinéaste découvert il y a trois ans avec *Sexe, mensonges et vidéo*.

Une sorte de rêve apocryphe, une fantaisie d'aventures qu'aurait pu cauchemarder Franz Kafka, et qui lui auraient, ensuite, inspiré ses grands livres. Joli pied de nez, soit dit en passant, aux « illustrations de textes » auxquelles se livre le cinéma français depuis que les grands écrivains et leurs œuvres sont redevenus ses fournisseurs attitrés.

Pourtant les premières images du film inspirent la méfiance. Noir et blanc anthologique, monstres et manipulations, clins d'œil explicites ou plus discrets : Kafka est truffé de citations, couvrant tout le sombre arc-en-ciel de l'épouvante artistique, de *Caligari* à *Brazil* via le *Troisième Homme*, et en passant par les hommages à Murnau, à Fritz Lang et à Welles.

On craint alors de retrouver cette maladie sénile du cinéma contemporain qui, faute d'inventer sa propre esthétique, recycle en « valeurs culturelles » pour jeux de société éhics les images des classiques. Tendance qu'on a, à juste titre, comparée au maniérisme qui marqua au seizième siècle la dégénérescence de la peinture après la Renaissance.

La manière dont Soderbergh se sort de cette ornière est l'une des belles surprises du film. Le réalisateur acquiesce ses dettes envers ses prédécesseurs, mais c'est pour aller plus loin, et ailleurs, ouvrir son propre chemin. Il sait quelle histoire il raconte et pourquoi, rien ne l'en fera dévier. Le diabolique docteur qui manipule la ville dans le secret du Château peut s'appeler Murnau et la marque blême de *M s'étendre* sur le cimetière juif de Prague, le récit captif et enchante même si l'on est dépourvu de toute culture cinématographique, même si l'on n'a pas la moindre ligne écrite par le bon Franz.

Cette dynamique de l'esquive face aux dangers de vitrification rétro se retrouve dans la distribution. Autour d'un Jeremy Irons tour à tour coincé et rebougré, puis capable d'incroyables exploits, toujours impavide, toujours époustouflant, Theresa Russell en égérie anarchiste, Joël Burel en dictateur au petit pied de l'administration-usine, Armin Mueller-Stahl en Porphyre *Mittelerde* ou Alec Guinness en vieux phoque manipulateur ne sont pas seulement excellents. Leur visage, leurs attitudes, leur jeu, leur maquillage et leur costume construisent d'improbables créatures, à la fois datées – doublement datées, années 20 et cinéma expressionniste – et actuelles. Kafka peut murmurer, à la fin du film : « Pourquoi aujourd'hui serait-il différent ? »

De toutes les références, la moins prévisible saute aux yeux dès la première séquence. Un homme fuit dans la brume, passe un pont, traqué puis rejoint par un monstre criminel. Ce sont, quasiment identiques, les premières minutes d'*Ombres et brouillard*. Plus troublant : en 1989, l'inspection psychologique et la perversité douce-amère de *Sexe, mensonges et vidéo* signalait en Soderbergh le plus digne héritier de Woody Allen, le seul peut-être. Et voilà qu'au même moment, le maître new-yorkais et le jeune homme de Virginie (vingt-neuf ans) émigrent vers l'Europe centrale et ses brumes littéraires et cinéphiliques.

La coïncidence est peut-être moins surprenante qu'il n'y paraît. Face à une industrie hollywoodienne de plus en plus figée dans ses stéréotypes, quelques-uns des rares auteurs que compte le cinéma américain se tournent vers le Vieux Continent, où survit encore une idée plus ambitieuse, plus inquiète et inventive du cinéma. Vers le Vieux Continent géographique, mais aussi le « vieux continent » artistique, celui des classiques du cinéma et plus encore de l'écriture : voir, sur ce thème, *Barton Fink* des frères Coen ou *Le Festin nu* de Cronenberg.

Tout cela marque la place de Soderbergh dans le cinéma actuel, place déjà stratégique (bien qu'il n'en soit qu'à son deuxième film) en ces temps d'urgence. Mais tout cela ne peut faire oublier ce que son travail a d'éminemment personnel. En apparence, rien de commun entre *Sexe, mensonges et vidéo*, « petit film » fauché, contemporain, comédie sentimentale sur fond d'analyse psychologique, et *Kafka*, spectaculaire thriller en décors d'époque, trépidant de gags et de rebondissements. On y retrouve pourtant le thème de la surveillance, du « contrôle », incarné ici par le dispositif vidéo, là par la puissance omnisciente du Château, siège d'un œil panoptique, totalitaire.

On y retrouve aussi un personnage principal dissimulé, inquiet du regard des autres, et simultanément en quête de vérités cachées, et faisant fonction de révélateur. Ces constantes dessinent la singularité de Steven Soderbergh, même lorsqu'il s'inspire d'un scénariste dont il n'est pas l'auteur (celui-ci est signé Lem Dobbs), aussi sûrement qu'une signature autographe.

Kafka est donc un film « important ». C'est aussi, et d'abord, un puzzle de splendeurs visuelles, de loufoqueries, d'élégante terreur, d'inventions et de rythme. Une vraie partie de plaisir.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire pages 32 et 33

#### SCULPTURE 34

Une exposition de Germaine Richier

#### PHOTOGRAPHIE 35

Suzanne Lafont au Jeu de paume

#### MUSIQUE 42

Rencontre avec Iannis Xenakis

Lire pages 36 à 41 la sélection des rendez-vous de la semaine.

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

### RUMEUR A WALL STREET

de Bernard Chatellier d'après Herman Melville

Mise en scène Bérangère Bonvoisin

du 24 mars au 24 avril

46 14 70 00

POUR PARLER  
DE VOTRE Avenir  
NOUS SERONS  
MEUX AU SALON



L'ÉCRIVAIN, LE CINÉMA,

## Miroirs

LE FILM LE LIVRE

## kafkaïens



Kafka l'auteur, Kafka, le film, Kafka, le livre. Ignorant et méprisant le cinéma, l'auteur du *Château* fut pourtant le créateur d'une écriture «cinématographique». Elle a inspiré, en toute liberté, l'invention visuelle de Soderbergh, puis, par un nouveau et tout aussi inventif jeu de reflets, un roman à François Rivière

**V**OUS n'aimez pas le cinéma? dit un jour à Kafka son ami Gustav Jannouch.

— Je ne le supporte pas, sans doute parce que je suis trop visuel. Je suis de ces êtres chez qui prime la vue. Le cinéma empêche la vision de s'accomplir spontanément. La rapidité du mouvement, la substitution brusquée des images, et cela sans phases de repos, sans vrais temps morts, imposent une vue incohérente. Ce ne sont plus des yeux qui perçoivent des images, ce sont des images qui pervertissent la vue. Et qui, par noyade, asphyxient la conscience. Le cinéma contraint l'œil à se figer, passif, dans un casque, alors que dehors il allait en liberté, à l'œil nu.

— Vous n'êtes pas drôle, dit Jannouch, car l'œil est l'ouverture de l'âme.

— Les films sont ses volets de fer, dit Kafka.

Gustav Jannouch, un autre jour, trouve intelligent d'apprendre à Kafka qu'une salle de cinéma, à Prague, dans le quartier nuvier de Zizkov, s'appelle Cinéma des Aveugles (la salle, une ancienne grange sommairement aménagée, restait propriété d'une Association d'aide aux aveugles). Kafka eut un éclat de rire : « Cinéma des Aveugles! Tous les cinémas devraient s'appeler comme ça. Ces bandes tressautantes ont pour seul effet de nous brouiller le monde réel. »

Savait-il au moins, Kafka, de quoi il parlait? Jamais, dans ses *Journaux*, *Cahiers*, dans sa *Correspondance*, il ne cite le nom d'un film, ni d'un cinéaste, ni d'une salle de cinéma. A peine, très rarement, trois fois en vingt-deux ans, dans ses lettres à Max Brod, laisse-t-il entendre hantusement qu'il est allé, la veille, voir un film.

Tenons compte cependant d'une chose : des chefs-d'œuvre du cinéma allemand, qui peut-être auraient pu faire réfléchir Kafka, *Nosferatu* ou *Mabuse*, par exemple, n'apparaissent qu'en 1922, Kafka a alors trente-neuf ans, il va mourir dans peu de mois, il est trop malade, et trop jeté à corps perdu dans l'écriture du *Château*, pour sortir. Et Kafka aurait pu reconnaître au film *Tabou* réalisé par Murnau (avec Robert Flaherty) une vérité et un calme de regard, mais quand il paraît sur les écrans, Kafka est mort depuis sept ans. Tout près de l'immeuble de l'Office

d'assurances ouvrières contre les accidents, à Prague, où Kafka était employé, se trouvait une salle de cinéma, le Sibir (celui-là était propriété d'une Association d'anciens de la légion tchèque, qui était allée se battre en Russie). Kafka est passé des centaines de fois devant ce cinéma. Y est-il jamais entré? Y avait-il déjà des photos du film punaisées dans le hall des salles? Car Kafka n'aimait pas non plus la photographie (quitte à se faire tirer le portrait pour un ami ou pour un non), et sa méfiance de la photo n'a-t-elle pas confirmé sa haine du cinéma?

C'est encore Jannouch qui, enthousiasmé (mais, pourquoi pas, un brin pervers), vient montrer à Kafka une nouveauté : un Photomaton.

« Regardez! Pour quelques couronnes, on peut se faire photographier, sous tous les angles! Cet appareil est un véritable « connais-toi toi-même » mécanique. »

— Vous voulez dire : « méconnais-toi », dit Kafka.

— La photographie ne ment pas.

— Qui vous dit qu'elle ne ment pas? La photographie bloque le regard à la superficie des choses et fait disparaître leur substance, qui est enfouie, et qui, pour être perçue, doit s'infiltrer, sourdre, à travers la surface. Les lentilles optiques les plus sensibles ne sauraient opérer cela. Seul en est capable l'ensemble de nos sens, et encore, c'est en tâtonnant. »

Le seul cinéaste que Kafka avoue enfin, une fois, connaître, est Chaplin.

« J'ai vu un ou deux petits films de lui. Comme tout véritable humoriste, Chaplin a une denture de grand fauve. Et il s'en sert pour se jeter sur le monde. Il le fait d'une manière qui lui est particulière. En dépit de son visage blanc et de ses yeux cernés de noir, il n'est pas un Pierrot sentimental, mais il n'est pas non plus un pamphlétaire acerbe. Chaplin est un technicien. L'homme d'un monde mécanisé, où la majorité de ses semblables ne disposent plus du sentiment ni des instruments intellectuels nécessaires pour s'approprier réellement la vie qui leur est donnée. Ils n'ont pas d'émotion. Chaplin se met donc au travail. Comme un prothésiste dentaire fabriquant des fausses dents, il fournit des prothèses à l'émotion. Ce sont ses films. Le cinéma dans son ensemble n'est rien d'autre que cela. » (Soit dit en passant, Kafka était un grand obsédé des dents de sagesse et des canines, tout pauvre Chaplin mis à part. Et précisons ici, puisque nous en faisons des citations sauvages, que les passionnantes *Conversations* de Kafka et Gustav Jannouch sont éditées, très bien, chez Maurice Nadault.)

Revenons à la réaction, apparemment bizarre, de Kafka : « Vous n'aimez pas le cinéma? — Je ne le supporte pas, sans doute parce que je suis trop visuel. »

Elle est, cette réaction, le centre de gravité de cette histoire. Car, très étrangement, si Kafka se dit allergique au cinéma, son œuvre est un cas extrême, un cas-limite, d'écriture cinématique. D'écriture aptico-animée. D'écriture foncièrement cinématographique.

Le premier écrit que Kafka ait publié, dans la revue *Hyperion*, en 1908, est titré *Regard*. Kafka est, inguérissablement, un visuel. Trop visuel, même, pour nous donner des « descriptions » de paysages, d'intérieurs, de personnes, au sens habituel du mot; car la description classique se définit, si remarquable soit-elle, par quelque chose d'arrêté, de méticuleusement cadré et mis au point, de trop cérébralement « fini », de trop « écrit ».

## LA CAMÉRA DE FLAUBERT

L'écriture propre à Kafka, au contraire, rompt les amarres. Elle débale, elle s'engage en douceur dans une suite coulée de regards qui est comparable à un travelling panoramique sur des choses et des êtres eux-mêmes en mouvement. Mais le silence de l'écriture, le calme de la lecture et ses pauses à volonté, et, avant tout, l'imaginé, l'immatériel, la porosité, la transparence, la simplicité, de l'écriture de Kafka, lui permettent d'éviter ce qu'il reproche au cinéma. Chez lui, la « vie donnée » s'infiltré, en effet, à tâtons, au travers de l'apparence. Le regard de la « conscience lisante » n'est pas happé et entraîné par la courtoisie de la bande du film. Et Kafka sait donner présence, lumière, émotion, à ce qu'il nous donne à voir dans l'allant de ses travellings.

L'écriture-travelling, Kafka ne l'a pas inventée, il l'a découverte chez Flaubert. Dans *Madame Bovary*, ce livre qu'il lisait et relisait, dans le texte français, et qu'il conseillait à tout un chacun. Et, pour bien voir la filiation, il est nécessaire ici de lire entièrement une page par laquelle Flaubert, d'un seul mouvement de travelling, nous emmène de la portière de la diligence d'où Emma Bovary débarque de bon matin à Rouen, jusqu'aux bras de son amant (nous donnons la version d'après les manuscrits établis par M<sup>me</sup> Leleu, conservateur de la bibliothèque de Rouen).

« Emma descendait place Beauvoisine, des fiacres roulaient, des commis en bonnet grec frottaient la devanture des boutiques, des femmes qui passaient avec des paniers poussaient, par intervalles, des cris au coin des rues, les gens d'argent, à figure rouge, se hâtaient vers leurs comptoirs, des paysans arrivaient, le pavé sonnait sous les sabots, l'étalage des confiseurs

resplendissait, Emma marchait vite, frôlant les murs, et souriant sous son voile noir elle arrivait, haletante, au bas de la rue Nationale, contre la fontaine, c'est le quartier du théâtre, une charrette passait près d'elle portant des débris qui tremblaient, des garçons en tablier semaient du sable jaune sur les dalles entre des arbrustes, au rez-de-chaussée des maisons on apercevait au fond des corridors des femmes en camisole blanche qui riaient, encore trois pas, elle tournait une maison au coin du port, il était là, elle le reconnaissait par derrière à sa chevelure blonde qui dépassait de son chapeau, Léon en l'apercevant ne faisait semblant de rien, il marchait devant, elle le suivait, il prenait le café, montait l'escalier, ouvrait la porte, elle entra, il la refermait, et quelle étreinte! »

Passons directement au travelling de Kafka, présents par exemple l'ouverture du *Chasseur Gracchus* :

« Deux enfants étaient assis sur le mur du quai et jouaient aux dés. Un homme lisait un journal sur les marches du monument, dans l'ombre du héros qui levait houi son épée. Une jeune fille remplissait son seau à la fontaine. Un marchand de fruits, couché derrière son étalage, promenait ses regards sur le lac. Au fond d'un café, par la porte et les fenêtres grandes ouvertes, on voyait deux hommes attablés devant une bouteille de vin. La patronne se tenait assise à une table et somnait. Une barque entra dans le petit port, on eût dit, tant elle allait silencieusement, qu'elle était portée au-dessus des eaux. Un homme en blouse bleue sauta à terre et tira le cordage dans l'anneau. Deux autres hommes, en redingotes foncées décorées de boutons d'argent, le suivaient, portant une civière sur laquelle un grand châle de soie à fleurs recouvrait apparemment un homme étendu. »

Par une succession pure et simple de regards, Kafka fait en douceur lever la petite brise d'une sorte de miracle de gravité, dont ni un défilé de belles photos ni une suite d'images d'un beau film ne sauraient atteindre la finesse de lumière, la limpidité, et surtout la netteté d'âme.

Chez Kafka l'acte de lire file de l'avant, comme par un vol plané, calme, qui va de soi. L'emplacement que Kafka a choisi pour point de vue pour regarder, et nous faire voir, et la trajectoire qu'il parcourt sont

immatériels; ils se fendent insensiblement à ma représentation imaginaire de ce qui est raconté. Au cinéma, en revanche, la caméra, qui est matérielle, a marqué son passage : me voici soumis à ce qu'elle a machiné. Pourquoi donc a-t-elle enregistré de ce coin-là de la chaussée et de cette hauteur anormale, cette femme qui vient vers nous? Pourquoi cette même caméra se met-elle soudain en mouvement et se faufile-t-elle, à ras de terre, comme une souris, pour aller surprendre la même femme de dos? A qui appartient-il, d'ailleurs, ce regard ambulant? A un témoin qui se cache? A l'un des acteurs de l'histoire, qui va quitter sa planque d'observateur pour apparaître dans le champ? Ainsi de suite. Questions sur questions. Rien de tel à la lecture, qui jamais ne provoque ces énigmes « localisées ». Kafka nous emmène sans forcer dans la « recherche, à tâtons, de la substance enfouie ».

Comme dans l'intention de se coller, de se mesurer, pour la beauté de la chose, à cette antinomie-phénomène : Franz-Ciné-Kafka-Diffameur du Ciné, Steven Soderbergh a réalisé un film qu'il appelle carrément *Kafka*.

## PROMENADE AVEC UN ABSENT

Sous un jour d'un gris strictement kafkaïen, Soderbergh nous fait voir Kafka, suppléé par l'acteur Jeremy Irons, un peu plus hagar que nature, qui coupe les rues du quartier juif de Prague, de sa maison à un café, d'une chambre à son bureau de l'Office d'assurances ouvrières contre les accidents, où il travailla si longtemps. « Ce bureau, en venant m'y taper, disait Kafka, j'avais pensé m'y mettre à l'abri : il est devenu mon Cinéma des Aveugles. »

Soderbergh filme aussi — excellente idée — l'attachement de Kafka au mouvement des anarchistes de Prague : il assistait constamment à leurs réunions interdites, une fois il se rendit au siège de la police pour réclamer l'un d'entre eux qui venait d'être arrêté, démarche on ne peut plus dangereuse.



## Loin,

En lui remettant la Palme d'or — exceptionnellement attribuée à un premier film — pour *Sexe, mensonges et vidéo*.

Wim Wenders lui a dit au vertil quelle récompense il lui pesait.

amant que de lui peser.

Steven Soderbergh n'en est pas le moins du monde.

trouvant entre *Sexe* et *Liberté*.

Amérique l'histoire de sa liberté.

« La Palme d'or est le prix de votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».

« Vous avez gagné la Palme d'or pour votre premier film ».



# CINÉMA

LE FILM, LE LIVRE

## kafkaïens

Durant toute cette première partie du film, le cinéaste sait prodiguer des regards bien kafkaïens sur un Kafka indubitable, phénomène de volonté pure, entité spirituelle, décidée, qui traverse l'épaisseur contraire d'un univers imposé, et Soderbergh, aussi, par des petits signes à peine indiqués, réanime le ton exact avec qui Kafka nous fait saisir, en passant, dans le coulé de ses travellings, tel ou tel geste un rien décalé, un rien inattendu, qui exprime tout.

Et voici que le film bascule dans un autre regard, dans un autre récit, et qu'il en devient plus évocateur encore. Tout comme Kafka s'inspire contre son bureau, qui l'empêche d'écrire pour lui, Soderbergh rue dans les brancards de ce Kafka, de ce *Château*, qui l'empêche de décrire et de filmer à sa guise. Dès lors, la fièvre de filmer l'emporte sur le respect : le cinéma se venge du mépris de Kafka. Un film noir, expressinniste, de souterrains et d'épouvante, se substitue aux faits et gestes presque normaux de l'arpenteur du château. Et le château ne domine plus le village, comme chez Kafka, mais la ville même de Prague et son cimetière juif. Et l'arpenteur, devenu Kafka lui-même, pénètre dans le château - ce qui envoie promoeor le thème et l'esprit de toute l'œuvre.

D'une seule embaardée, bien belle, Steven Soderbergh règle son compte aux sacro-saints interdits de l'adaptation filmique des livres, et, ce qui est plus remarquable, il accomplit, « en cinéma », l'incident si singulier de l'« infidélité infidèle ». Comme si Franz Kafka, à la fois charmé et crispé par les soies de Soderbergh, lui mettait le pied à l'étrier, et vogue la galère !

Stéphane Mallarmé a exprimé cet incident. Expédié par le ministère au lycée d'Avignon, loin de son monde, il déprimait. Son ami Cazalis vint lui tenir compagnie quelques jours, et repartit. Mallarmé prend alors sa plume, il écrit à Cazalis qu'il doit « l'avertir » que « pendant deux jours il s'est promené, lui Cazalis, en compagnie de Mallarmé, dans les sentiers de l'île de la Barthelasse ». Et cette île, en effet, a quelque chose d'un paradis, à deux pas du centre d'Avignon. Or Cazalis, durant son séjour, n'avait pas

mis les pieds sur la Barthelasse. Mallarmé s'explique : « C'est vraiment quand mes amis sont partis que je commence à être avec eux, avec leur souvenir voisin de mon rêve, que dérange un peu parfois leur apparition véritable. » C'est bien cela : Soderbergh, au bout de quelques bobines, a réexpédié Kafka à Prague, puis il a filmé des images, voisines de ses rêves de Kafka, de ses rêves de Murnau, et d'autres...

Un usage, de nos jours, est d'éditer les scénarios et de « romaniser » - le français dit « novelliser » - les films. François Rivière, après avoir vu le film, a écrit un livre appelé lui aussi *Kafka*, et ce n'est pas la mise en roman habituelle d'un film, c'est plus neuf. Deux jeunes cinéphilos londoniens, Elsa et Clive, se rencontrent à la sortie d'une projection d'une copie rarissime de *l'Étudiant de Prague*. Ils décident de partir pour Prague, en pèlerinage-cinéma (ils sont diques de Murnau, Lupa-Pick, Henrik Galeen, de tout l'expressinnisme allemand).

François Rivière brouille les pistes. Tantôt nos deux cinéphilos sont bien deux Anglais en cavale, dans la vraie vie, tantôt ils oavignent, à vue de nez, dans l'espace-temps du film même de Soderbergh, et des plans du film apparaissent en coup de vent, mais pas toujours, parce que François Rivière nous fait à son tour le coup de Mallarmé et de l'île de la Barthelasse : il balance Elsa et Clive dans des séquences de *Kafka* que Soderbergh n'a pas tournées.

Toute cette ronde : pages de Kafka, films de Murnau, silhouette de Kafka dans les ombres de Prague, bouffées d'un film d'épouvante de Soderbergh, anarchistes tchèques des années 20, excursions au petit bonheur et discussions enragées des deux ahuris britanniques qui ont trop lu *l'Écran démoniaque*, de Lotte Eisner, vous entraînent dans un vertige, plutôt grisant.

Le point d'attache reste la figure infinie, inéloignable, de Franz Kafka, la vérité de sa voix : « Un jour, quand j'étais enfant et que j'ouvrais les yeux après une courte sieste, j'entendis ma mère qui, du haut de son balcon, demandait d'un ton tout naturel : « Que faites-vous là, ma chère ? Il fait si chaud ! ». Du jardin, une

femme lui répondait : « Je déjeune sur l'herbe. » Elles disaient cela sans y penser et de manière peu distincte, comme si elles eussent profité des évidences. »

Pourquoi ne pas entendre : « Que faites-vous donc là, tous les deux, en ce monde si sombre ces temps-ci ? » Et la voix de Soderbergh : « Ce n'est rien, je filme ! » Et celle de Rivière : « Je ne sais pas, j'écris. »

Et de son côté Kafka, racontant ce souvenir de sa mère à son ami Max Brod, ajoutait : « Alors je m'étonnai de la fermeté avec laquelle les gens savent porter la vie. »

MICHEL COURNOT

★ *Kafka*, de François Rivière. Calmann-Lévy, 216 pages, 92 F.

★ A signaler également une autre digression autour de l'écrivain : *Kafka, le Cercle de Prague*, de la photographe Irina Ionescu, avec des textes de Patrizia Ranfola. Éditions Eric Koehler/Sand, 100 pages, 125 F.

A l'extrême gauche, Jeremy Irons dans le rôle de Kafka. A gauche, en bas, la tombe de Kafka à Prague. Ci-dessous Steven Soderbergh sur le tournage du film. En bas, quelques lignes du manuscrit du *Procès*.



Toute une question de perspective, mais Walter Fabian, lequel H. Weber, meurt longuement et je der Prague arriver habile, war ihm doch die Gsellschaft sein (toute une question de perspective, mais Walter Fabian, lequel H. Weber, meurt longuement et je der Prague arriver habile, war ihm doch die Gsellschaft sein)

ENTRETIEN AVEC STEVEN SODERBERGH

## Loin, pas trop loin, de Hollywood

En lui remettant la Palme d'or - exceptionnellement attribuée à un premier film - pour *Sexe, mensonges et vidéo*, Wim Wenders l'avait averti qu'elle risquait de lui peser autant que de l'aider. Steven Soderbergh ne s'en est pas lassé conter, trouvant entre Europe et Amérique l'espace de sa liberté.

« La Palme d'or et le succès de votre premier film ont-ils constitué un fardeau ?

- Non. Avoir ce prix à Cannes a été une merveilleuse surprise, mais je ne me préoccupe pas beaucoup des récompenses, et je savais que l'année suivante quelqu'un d'autre aurait la Palme d'or.

- Vous saviez aussi que vous seriez « attendu » au film suivant ?

- J'ai mes propres attentes sur ce que je veux faire, auxquelles j'attache plus d'importance. Si je commence à remettre en question mon instinct, c'est dangereux. Disons que si je n'avais pas eu la Palme d'or, j'aurais fait exactement le même film... à condition d'en avoir la possibilité.

« Je tenais à réaliser un film très différent de *Sexe, mensonges et vidéo*. Je voulais donner tort à ceux qui pensaient que je tournerais des variations, que je me laisserais enfermer dans un genre. Et je tenais à faire un film aussi loin que possible de Hollywood, là où personne ne me surveillerait. A Prague, j'étais tranquille.

- Vous étiez un grand lecteur de Kafka ?

- J'avais lu ses romans, et j'en savais un peu sur lui, mais je n'étais pas un spécialiste. Quand a commencé la préparation, j'ai tout lu. C'est un personnage fasci-

nant, mais je pense qu'une biographie filmée de Kafka serait terriblement ennuyeuse. Et l'adaptation de ses romans serait très délicate, parce qu'ils décrivent plus des idées que des événements.

- Comment avez-vous conçu l'utilisation des références, pour ne pas faire un « film-clin d'œil » ?

- *Kafka* est un film de genre, un *mystery thriller*, ce qui implique certaines constantes. Je n'ai pas essayé de tricher avec ça, mais il ne fallait pas y accorder plus d'importance que nécessaire. Lem Dobbs, le scénariste, Jeremy Irons et moi nous étions fixés comme règle que l'intrigue devrait être totalement compréhensible indépendamment des références. Sinon, le procédé devenait déloyal vis-à-vis du public. Mais cela aussi, un film de genre bourré de citations, je ne le referai plus jamais.

- Vous êtes un cinéphile boulimique ?

- Je me suis nourri tout autant de films européens qu'américains, sans exclusive. Il me semble que les deux influences se sentent dans mes films. En Europe, je me sens mieux, on y considère le cinéma, et les autres arts, d'une manière qui m'est plus proche que ce qui se produit aux États-Unis. Je suis réellement partagé entre deux mondes.

- Vous fréquentez des cinéastes américains ?

- Non. J'habite en Virginie. Depuis trois jours que je suis à Paris, j'ai rencontré plus de cinéaste que je n'en ai jamais rencontré aux États-Unis, des Européens comme Wim Wenders ou Jean-Jacques Annaud et aussi des Américains, Phil Joanou, Lawrence Kasdan, Paul Schrader...

- Comment a été produit *Kafka* ?

- Je savais que je ne pouvais pas compter sur un financement américain. Impossible pour un tel projet. Pendant le Festival de Cannes 1989, j'étais avec Paul Rasmussen après que AMLF eut acheté *Sexe, mensonges et vidéo*, et il m'a dit : « Claude Berri et moi serions

intéressés par la production de votre prochain film » (1). Paul a aimé le sujet de *Kafka*, et c'est lui qui s'est occupé de tout. C'est vraiment lui qui a rendu le film possible. La société de Barry Levinson, Baltimore Pictures, a été son partenaire aux États-Unis, mais Barry lui-même tournait *Bugsy* à ce moment.

- Vous avez dit tout à l'heure vouloir être le plus loin possible de Hollywood.

- Vivant en Virginie, je suis loin, volontairement, mais je reste en liaison avec des gens sur place, je suis au courant de ce qui se passe. Il faut dire aussi qu'il y a plusieurs Hollywood. Celui des mondaines, celui de la finance et des avocats, mais également celui des gens qui travaillent beaucoup, et bien. Je connais peu de monde à Hollywood, ils appartiennent à cette dernière catégorie. En fait je me méfie des studios, c'est pour cela que j'ai aussi un accord de production avec Sydney Pollack. C'est lui qui, le cas échéant, négociera avec eux en mon nom. Et il est de taille à me protéger. Avec un homme comme Pollack, qui est à la fois cinéaste et producteur, je n'ai pas de problème. Lorsque j'ai mis de côté un projet que je préparais pour lui afin de me consacrer à *Kafka*, il a parfaitement compris.

« Le problème avec les studios est qu'ils constituent un danger pour l'indépendance lors de la réalisation, mais qu'il est très difficile, aux États-Unis, de se passer de leur réseau de distribution. Je savais qu'aucun studio ne voudrait distribuer un film comme *Kafka*. Les dirigeants des majors l'ont d'ailleurs vu, tout le monde a dit : « On l'aime beaucoup, mais on ne sait pas vendre ce type de produit. On sait sortir un gros film dans mille salles, mais pas ce genre de film. »

« Ce sont des raisonnements comme ça qui font, aussi, qu'il est de plus en plus difficile de voir des

films non américains aux États-Unis. Mais il est vrai que le public américain, sans doute à cause de la crise économique, ne va plus au cinéma qu'à coup sûr, sans prendre de risque. Aller voir un film européen, pour un Américain, c'est prendre un risque. Et aller voir *Kafka* aussi. Donc les films « hollywoodiens » règnent sans partage sur le marché : ceux où tout est évident dès la première vision, ou même avant d'avoir vu le film.

« Pour moi, l'idéal est donc de travailler avec un studio pour bénéficier de sa distribution, tout en préservant ma marge de manœuvre. C'est ce que j'espère réussir avec mon prochain film, qui doit être produit par Universal. Le producteur détient des droits du livre que je veux adapter avant un contrat avec eux.

- Quel est ce projet ?

- Il s'agit de l'adaptation d'un roman intitulé *King of the Hill*, écrit par A. E. Hotchner, qui est surtout connu pour son excellente biographie de Hemingway (publiée en France sous le titre *Papa Hemingway*, au Mercure de France). C'est l'histoire d'un garçon de douze ans qui vit à Saint-Louis en 1933. Il change de personnalité selon les personnes ou les situations qu'il rencontre.

- Encore un film d'époque ?

- Oui, pendant la Grande Dépression. Les parallèles avec la situation actuelle sont évidents, mais je préfère y faire allusion plutôt que de transposer le film aujourd'hui. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

(1) Paul Rasmussen et Claude Berri sont les deux dirigeants de la société de distribution AMLF, et sont également partenaires au sein de la société de production Rean Production.







# PHOTOGRAPHIE

SUZANNE LAFONT AU JEU DE PAUME

## Cas de figures

La photographie selon Suzanne Lafont est un lieu de recherche sur le langage, où l'on peut jouer de toutes sortes d'images et de divers moyens d'expression. Elle le montre en cinq séries à thème.

**A**VEC Suzanne Lafont, on bute sur des compositions narratives qui ne racontent rien et des séries de portraits qui n'en sont pas, des visages provisoirement tordus, des gestes arrêtés au point culminant d'une action, emphatiques ou drôles, dramatiques ou bouf-

fons, et qui, en un premier temps, ne sont pas très parlants. L'affaire est complexe. Sous des dehors simples, à la limite de la banalité : celle de têtes en gros plan, avec menton et joues masquées, taches de rousseur et boutons d'acné - de la peau de tous les jours en somme. Une peau qui se trouve prise dans l'objectif, mais ne saurait être prise comme objectif : on ne s'y note pas comme dans un relief incertain, pas plus qu'on ne se perd dans un luxe de précision hyperréaliste, travers fréquent des photographes d'aujourd'hui.

Le vêtement lui aussi est utilisé comme lieu commun, les personnages photographiés ont des blousons en jean. Autre façon de neutraliser les sujets apparents, de couper la photo de toute donnée sociologique. On aboutit à la même désinformation avec l'environnement des figures, vague, noir, flou. Vague feuille verte et vomissée chatouillant presque les visages grimés, noir de la série sur le thème du bruit, flou de l'archi-

ture pour les personnages de la Chute et des Souffleurs.

Ni reportage ni documentaire, ce ne sont pas non plus des portraits. Lafont ne s'intéresse pas aux traits individuels, qu'elle déforme à plaisir en de faux instantanés, le temps de saisir les joues gonflées et les mimiques d'acteurs improvisés, à la Bresson (et non Cartier-Bresson).

Suzanne Lafont est née en 1949, à Nîmes. Elle vit à Paris, où on ne connaît pas ou peu son travail avec la photographie, domaine qu'elle a abordé il y a tout juste dix ans. Bien armée, après des lectures et des réflexions sur la représentation... en peinture surtout, semble-t-il. C'est en effet dans la peinture ancienne, de Piero à Lebrun, en passant probablement par le Caravage, qu'elle puise ses « têtes d'expression » (séries en couleurs des Souffleurs et du Chœur de grimaces), les postures et les jeux de mains (dans l'Argent, où, d'une image à l'autre, on voit

circuler un billet plié de 200 francs), les parties prises de composition (dans la suite de la Chute) et l'agencement des séquences en frise ou en diptyque.

En fait, Suzanne Lafont amalgame très habilement les données de la photographie, de la peinture, du cinéma et du roman-photo (avec sa série l'Argent, explore méthodiquement et fait communiquer des modes d'expression antagonistes pour nous parler, paradoxalement, de la non-communication, ou d'un langage antérieur au langage des langues (quand on souffle, on ne parle pas, mais on peut, comme Zéphir dans Botticelli, faire avancer la coquille qui porte Vénus-Humanitas). Et - qui sait ? - de glissement de terrain en glissement de terrain, mettre sur pied une langue qui serait la sienne propre.

GENEVIEVE BREERETTE

\* Suzanne Lafont, Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde. Jusqu'au 24 mai.

## RENCONTRE AVEC

Jean-François Chevrier milite depuis dix ans pour l'intégration d'une certaine photographie à l'art contemporain : Suzanne Lafont, Craigie Horsfield, Patrick Falgenbaum, Jeff Wall, Thomas Struth... Autant d'artistes qui travaillent sur le réel, dans une tradition née du pop art, loin des « canons artistiques » qui ont fait l'histoire de la photographie. Un pari en passe d'être gagné.

**A**VEC Suzanne Lafont au Jeu de paume, mais aussi le Britannique Craigie Horsfield, au Musée d'art moderne de Saint-Etienne (1), la photographie fait une entrée remarquée dans des lieux de peinture. Henri Cartier-Bresson, Jean-Loup Sieff ou Helmut Newton ont déjà été consacrés par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris mais, à la différence de leurs aînés, ces deux artistes échappent aux institutions photographiques, sont quasiment inconnus du « milieu photo », au point que ce dernier grince des dents à la vue des grands formats alignés au Jeu de paume. Il n'empêche, Lafont et Horsfield sont en passe de gagner une notoriété internationale par le biais des espaces d'art contemporain. La première sera exposée en octobre au Musée d'art moderne de New-York (MOMA) et le second, après avoir été présenté à Londres et à Amsterdam, rejoindra les cimaises de Zurich et Dublin.

Derrière ces deux artistes, on trouve Jean-François Chevrier qui, depuis une dizaine d'années, mène un travail rigoureux et dogmatique pour définir une photographie singulière, inscrite dans l'histoire de l'art contemporain et qui, par nature, ne peut être exposée que dans des espaces d'art plastique. A la fois historien, enseignant, critique, commissaire d'expositions et mentor d'une dizaine de photographes - « mais pas collectionneur », - Jean-François Chevrier possède une formation qui donne le ton. Normalien et agrégé de lettres, il s'est d'abord penché sur la peinture italienne du dix-septième siècle. A trente-huit ans, il enseigne aujourd'hui l'art contemporain à l'Ecole supérieure des beaux-arts de Paris (ESBA).

Jean-François Chevrier se passionne pour la photo à la fin des années 70 : « J'ai aimé le côté brut de l'image, et surtout son rapport au réel. La photographie est séduisante quand elle est une réponse immédiate au monde. » Il fait son apprentissage - « un travail d'enquête » - en dialoguant avec les professionnels. Depardon le séduit, il écrit un livre sur Doisneau. Il découvre l'histoire à travers la revue Photographies, qu'il dirige de 1982 à 1985, des années déterminantes au cours desquelles sa pensée se précise pour s'affirmer après la rencontre avec Suzanne Lafont, mais aussi avec John Coplans et Jeff Wall.

Sa conviction est faite, exposée dans le catalogue de l'exposition « Une autre objectivité » (1989) qu'il présente avec James Lingwood (de l'Institut d'art contemporain de Londres) au Centre national des arts plastiques à Paris, puis à Prato, en Italie. Chevrier défend onze artistes qui utilisent strictement la photographie : Robert Adams, Bernd et Hilla Becher, Hannah Collins, John Coplans, Günther Förg, Jean-Louis Garnell, Craigie Horsfield, Suzanne Lafont, Thomas Struth, Patrick Tosani et Jeff Wall. Autant de noms qui apparaissent rarement dans les institutions de la photo. On y voit le plus souvent des grands formats, qui déroutent par leur banalité, coupés de toute référence sociologique ou anecdotique, et dont l'objectivité, même relative, oblige l'œil à ne voir que l'œuvre montrée.



Suzanne Lafont, *Le Bruit*, 1990.

## Images-tableaux

Dans le texte dense et convaincant du catalogue, Jean-François Chevrier défend une photographie en prise sur le réel ; mais une photographie détournée de tous les canons « artistiques » du genre, notamment ceux du reportage ; une photographie dans la droite ligne des artistes conceptuels qui, à partir des années 60, ont travaillé sur la banalité de l'image et se la sont appropriée pour créer une nouvelle fiction : Warhol, Rauschenberg, Richter, Polka, Boltanski ; une photographie qui doit résulter d'une démarche artistique - « Je pense qu'un artiste en 1992 ne peut pas ne pas être un intellectuel » - et qui s'appuie sur la « forme-tableau » : « Un plan frontal, délimité, qui fait de l'image une forme autonome par rapport à ses usages. Ce plan clairement délimité instaure une relation de confrontation à l'image chez le spectateur qui va conduire ce dernier à reconnaître une expérience de l'artiste. »

Cette nouvelle façon de voir a naturellement poussé Jean-François Chevrier à dénoncer l'esthétique traditionnelle de la photographie. Premier objectif, s'attaquer au formalisme des tenants du reportage - qui travaillent également sur le réel - et au premier d'entre eux, Cartier-Bresson, avec ses compositions intuitives et géométriques. « Il fallait éloigner cette référence qui avait tout bloqué en France. Je me suis opposé à cette décision artistique réduite à une perfor-

mance de composition, même si elle venait de quelqu'un d'extraordinairement doué. » Sans citer « HCB », le Canadien Jeff Wall, qui a minutieusement recréé des faits divers en grand format couleur, va dans le même sens : « Le spontané est la plus merveilleuse des choses qui puisse apparaître dans l'image, mais rien en art n'apparaît moins spontanément ». Sans les nommer, « HCB » leur avait répondu en dénonçant ces « gens qui ont des yeux qui ne jouissent pas. C'est leur cerveau qui jouit » (2).

Deuxième objectif, s'écarter d'une photo « créative » ou subjective, que l'on retrouve autant chez les plasticiens utilisant l'image pour en faire des abstractions que chez les tenants d'une photographie autobiographique (Plossu, Mora, Nori). Façon également de se détourner de la plupart des galeries parisiennes comme Michèle Chomette, Urbi et Orbi et Pons : « Toutes ces images fabriquées, parfois abstraites, sont du néopictorialisme », affirme Jean-François Chevrier. En rejetant le reportage et la photo créative - les deux principaux courants de l'image fixe - Jean-François Chevrier a dénoncé avec virulence le monde de la photo qu'il côtoyait : « Je trouve le milieu photo nul et non avenu. On ne parle pas de la même langue, ils sont dans une histoire de la photographie que je récusé et ils sont assez incultes. Ça peut paraître prétentieux, mais j'ai d'autres exigences intellectuelles. »

## JEAN-FRANÇOIS CHEVRIER

Les ponts ainsi coupés, Jean-François Chevrier a dû affronter la méfiance des centres d'art contemporain. « Au début, le milieu artistique considérait la photographie soit comme un art mineur soit comme un moyen d'expression pauvre. Mais les préjugés sont en train de tomber et la distinction photo-art n'a plus de sens. » Le cas de Suzanne Lafont est exemplaire : remarquée lors d'une exposition collective, réalisée par Chevrier, au Musée d'art contemporain de Los Angeles en 1991, elle exposera en octobre au MOMA à la demande de la section peinture, et pas du département photo, pourtant le plus réputé au monde. Au-delà de cet exemple, Jean-François Chevrier a tissé depuis dix ans des relations étroites avec les principales institutions et organisé des expositions en France. Il exerce également son influence en participant à la commission d'achat du Fonds national d'art contemporain, de 1989 à 1991, du FRAC Rhône-Alpes, et en écrivant des chroniques régulières dans *Galleries Magazine*. « Seul le Centre Pompidou pose problème : la politique d'Alain Sayag, le responsable de la photographie, est catastrophique. »

Reste que les artistes de « Une autre objectivité » démontrent, voire heurtent l'œil, quand ils sont en rupture avec la composition. Falgenbaum, Lafont, Horsfield maintiennent cette composition proche de la peinture sans la singer, possèdent un savoir-faire et une qualité de matière tels, qu'on les reçoit, et d'autant mieux qu'ils travaillent à partir de portraits, genre classique par excellence. En revanche, l'exposition « Lieux communs, figures singulières », qui s'est tenue à l'ARC en octobre dernier, était d'un hermétisme qui frisait l'insupportable. « Il y a chez les bons artistes une évidence de l'œuvre qui n'est pas perceptible à cause des habitudes et des préjugés », répond Jean-François Chevrier, qui défend le même noyau d'artistes. « J'ai toujours réagi à partir de convictions intuitives et d'attentes. Ensuite seulement, j'essaie de comprendre pourquoi un travail m'a intéressé. Quand je me suis enthousiasmé pour celui de Suzanne Lafont en 1984, tout le monde m'a pris pour un dingue ! J'ai aussi été le premier à exposer Craigie Horsfield, Thomas Struth, à faire découvrir John Coplans. Aujourd'hui, on ne peut plus parler d'un groupe constitué autour d'un illuminé : tous ces artistes sont reconnus. »

Le monde de l'art est en train de donner raison à Jean-François Chevrier. L'assurance de ce dernier laisse peu de place au doute. Pourtant certains de « ses » artistes ne se confondent-ils pas avec le néopictorialisme que Chevrier dénonce justement ? Comment expliquer l'accumulation de tant d'images morbides ? En dehors des trois ou quatre « grosses pointures », les auteurs échappent-ils tous au procédé ? Que signifie l'utilisation systématique du grand format ? N'est-ce pas une façon de masquer certaines faiblesses ? Un moyen supplémentaire de rompre avec les galeries photographiques ? Les réponses de Chevrier laissent perplexes : « Le grand format est une manière d'accentuer la valeur d'actualité de l'image-tableau et non pas une simple adaptation opportuniste aux hiérarchies du marché et aux espaces des musées contemporains. »

Reste que dans un milieu photographique où la rigueur n'est pas une vertu première, la réflexion des artistes défendus par Jean-François Chevrier est salutaire. Suzanne Lafont a eu sa première exposition à trente-sept ans, après un long apprentissage théorique ; Craigie Horsfield a attendu quinze ans avant de montrer une image.

MICHEL GUERRIN

(1) « Photographies », de Craigie Horsfield, Musée d'art moderne de Saint-Etienne. Tél. : 77-93-59-58. Jusqu'au 18 mai.

(2) « Le Monde Arts Spectacles » du 21 novembre 1991.







# LA SÉLECTION

## DE LA SEMAINE

### THEATRE

#### Spectacles nouveaux

##### A Marat, David

d'après Danielle Cal Guille, mise en scène de Jean Lacombe. Un jeune homme en train de devenir aveugle parcourt les musées, recompose en paroles ce qu'il ne voit plus, et finit par décrire des tableaux qui n'existent pas comme si lui-même les peignait. Atalante, 10, place Charles-Boulin (impasse à gauche), 19. A partir du 25 mars. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-08-11-90. 65 F et 110 F.

##### Après l'amour

de Daniel Soulier, mise en scène de Jean-Christophe Grinevald. Reprise d'une pièce qui met en scène un couple et le communisme. Théâtre de la Main-d'Or, Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11. A partir du 25 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. 80 F et 120 F.

##### Chef Lieu

d'Alain Guérou, mise en scène de Jean-Claude Fall et assisté de Rosine Leblond. Portrait d'un parti d'extrême droite et de ses partisans: la glorie de la haine. Ce n'est pas triste, c'est effrayant. Théâtre Gérard-Philips, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 31 mars. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-59. De 40 F à 100 F.

##### Enfers

de Gil Gallot, mise en scène de l'auteur. Voyage parmi les images de l'enfer, au long des âges et des pays. Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10. A partir du 25 mars. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 18 heures, le mercredi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. Du 70 F à 180 F.

Rectificatif. - Des erreurs de transmission se sont glissées dans l'article d'Antonio Liehm « Jiri Mezel sur la scène de Prague » paru dans le supplément « Arts-Spectacles » du 19 mars : c'est Jan Grossmann, et non Jiri Mezel, qui a été longtemps interdit dans son pays tout en étant autorisé à travailler à l'étranger. Danièle Monmarte a écrit « Le Théâtre libéré de Prague », édité par l'Institut d'études slaves. Enfin, Nitra et Martin, sont les noms des villes slovaques où Roman Pollock a travaillé.

D'autre part, Jacques Lassalle, administrateur général de la Comédie-Française, nous fait savoir que, s'il a bien cité Cyrano de Bergerac au cours de son interview, c'était pour évoquer ce que la pièce, dans les mythologies françaises, a à voir avec le Cid, ou Ruy Blas. Il n'envisage pas de reprendre le chef-d'œuvre de Rostand.

##### La Force de tuer

de Lars Norén, mise en scène d'Elvira Sjöström. Affrontement père et fils dans un univers clos, claustrophobe. La violence des frustrations. Besennot-Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4. A partir du 20 mars. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-71-28-16. 70 F et 100 F.

##### Gardi Hutter dans Jeanne d'Arpo

mise en scène de Ferruccio Caluso. Une nouvelle recrue pour le théâtre des cloches. Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16. A partir du 31 mars. Le mardi à 22 heures, du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-85-64-44. Du 80 F à 180 F.

##### La Grande Tentation de saint Antoine

de Michel de Ghelderode, mise en scène de Samuel Hitz. Avec Stéphane Barrière et Patrick Henry. Ghelderode s'est emparé de la légende du saint dans le désert rempli par des visions. Il en a fait une pièce féroce. Le Prologue, 20, rue des Quatre-Frères-Painnot, 15. A partir du 28 mars. Du lundi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 45-75-33-15. 60 F et 70 F.

##### La Lettre en souffrance d'un homme de peine

de Pierre Peju, mise en scène de Christine Mijol. Rien ne remplace la lettre envoyée, le temps pris pour écrire, et le soin de chercher les mots. Arcene, 168, rue Saint-Maur, 11. A partir du 31 mars. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-38-18-70. 70 F et 100 F.

##### Méloïde pour elle

de Jean Curtelin, mise en scène de Jean-François Châtillon. Ils sont jeunes et beaux, ils s'aiment. Ils sont enfermés dans un monde binaire, et veulent s'enfuir. A leur disposition, ils ont l'humour. Déchargeurs (TLD), 3, rue des Déchargeurs, 1. A partir du 25 mars. Du lundi au samedi à 21 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-36-00-02. De 60 F à 120 F.

##### Papa

de Serge Vallet, mise en scène de Pierre Ascaride et assisté de Xavier Timmat. Il est borge, sa femme l'a quitté, il a trois filles et veut les marier. La vie n'est pas simple, mais elle peut être drôle. Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. A partir du 28 mars. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-65-43-46.

##### Le Théâtre ambulant Chopalovitch

de Leonobor Simovitch, mise en scène de Jean-Paul Wenzel. Dans un village serbe, pendant l'occupation allemande, arrive une troupe de théâtre qui joue les Brigades de Schiller. D'un côté ceux qui vivent l'histoire, de l'autre ceux qui la jouent. Une fable, une satire. Théâtre de la Ville, Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 65 F à 130 F. Jusqu'au 17 avril.

##### Titre provisoire

de Jean Boit, mise en scène de l'auteur. Le retour de Jean Boit. Il se souvient d'une femme très belle qui débauchait des banalités et en faisait des ouragans érotiques.



« Une sale histoire », de Jean Eustache, à Bobigny.

Essalon de Paris, 5, rue Pierre-et-Lord, 4. A partir du 31 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-46-42. 80 F et 120 F.

##### Traki, le vertige des jumeaux

d'après Georg Trakl, mise en scène de Michel de Machin. Il était poète, drogué, alcoolique, fon amoureux de sa sœur. Il est mort à l'hôpital d'avoir sniffé trop fort. Les splendeurs de la névrose absolue. Maison de la poésie (Terrasse du Forum des Halles), 101, rue Rambuteau, 1. A partir du 25 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-36-27-53. 60 F et 80 F.

##### Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de l'auteur. Préparation d'un voyage d'études à Rome pendant la guerre du Golfe. Rumeurs, rires, et crispations. Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Lacour, 92000 Châtigny-Malakoff. A partir du 31 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-61-33-33. Durée : 1 h 30. De 20 F à 120 F.

### Sélection Paris

##### Bérénice

de Racine, mise en scène de Christine Mijol. Une épopée, un hymne à l'apour interprété par de jeunes comédiens qui lui donnent la passion de la découverte. Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 8. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 130 F.

##### Cher Menteur

de Jérôme Kilty, d'après Jean Cocteau, mise en scène d'Isabelle Rattier. Pendant des siècles, Bernard Shaw a poursuivi de ses assauts son interprète favori. Il se sent beaucoup écrit. Résultat : deux rôles en or. Marigny (Petit), carré Marigny, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. 150 F et 220 F.

##### L'Echange

de Paul Claudel, mise en scène de Gilles Bouillon. Affrontement de deux couples, de l'argent et de l'amour. Du désir et du pouvoir. La déesse claudélienne. Théâtre 13, 24, rue David, 13. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-88-82-22. 70 F et 100 F.

##### Emmanuel et ses ombres, le Piège

d'après Emmanuel Bove, mise en scène de Didier Berzou. Le monde d'Emmanuel Bove, un monde d'aveugles, de gogos. Et une grande tendresse. Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du champ de manœuvre, 12. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 43-74-99-61. 60 F et 100 F.

##### Estelle

de François Maré, mise en scène de Mario Gonzalez. Elle a été la mère de tant d'hommes qui n'ont pas ses fils. Elle a aimé tant d'hommes, elle qui rêvait d'un seul. Elle est irrésistible. Marie Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-08-17-30. De 48 F à 110 F. Dernière représentation le 28 mars.

##### L'Eveil du printemps

de Frank Wedekind, mise en scène de Guy Fraux. C'est peut-être la pièce la plus aigüe, la plus juste sur les équivoques et les souffrances de l'adolescence. Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-38-38. Durée : 1 h 40. De 50 F à 110 F.

##### Les Sept Jours de la Bible

de Philippe Viollet, mise en scène de Denis Llorca. La genèse, entre Cain le frère meurtrier, et Noé, l'homme qui a sauvé l'humanité. Cirque d'hiver-Boulogne, 110, rue Amélie, 11. Les mardi, jeudi et samedi à 21 heures. Tél. : 48-05-95-95. Durée : 2 heures. 180 F.

##### Lettres clandestines

d'après Pierre Mortaux, mise en scène d'Henri Mouriès. Biographie imaginaire d'un génie sévère, mélancolique, déclinant entre l'insatisfaction de l'amour et les envolées de la musique. Un génie nommé Alben Berg. Théâtre de Vanves, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-46-47. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 29 mars.

##### Lettres de Louise Jacobson

d'après la correspondance de Louise Jacobson, mise en scène d'Alain Glomburg. Les lettres émouvantes et fortes d'une jeune fille juive, emprisonnée et déportée. Théâtre de la Comédie, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. Du 70 F à 120 F.

##### La Mort de Pompée

de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jaques. La tragédie de l'ambition, les conflits amoureux. C'est Corneille. Théâtre de la Comédie, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. Du 70 F à 120 F.

##### Pandora

de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavaudant. Georges Lavaudant retrouve Jean-Christophe Bailly, compose des images festives autour de cette fable qui se balade dans le temps, entre mythe et réalité. Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-31-11-46. 95 F et 125 F.

##### Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène de Jean-Noël Pica. La poésie et la révolte de Genet par une actrice magnifique, Clotilde Mollet. Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gagneux. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 1 heure. 80 F et 110 F.

##### Rumeur à Wall Street

de Bernard Charlier, d'après Herman Melville, mise en scène de l'auteur. La vie et les mœurs de Wall Street. Sans moralisme. Mais avec un fameux humour. Théâtre des Annuaire, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 95 F à 125 F.

##### Les Sept Jours de la Bible

de Philippe Viollet, mise en scène de Denis Llorca. La genèse, entre Cain le frère meurtrier, et Noé, l'homme qui a sauvé l'humanité. Cirque d'hiver-Boulogne, 110, rue Amélie, 11. Les mardi, jeudi et samedi à 21 heures. Tél. : 48-05-95-95. Durée : 2 heures. 180 F.

##### Septième Ciel

de Caryl Churchill, d'après Jean-Pierre Carasso, mise en scène de Paul Gohé. Portrait de la famille anglaise victorienne - oppression sexuelle et coloniale - et au temps d'une libération mal assumée des mœurs. Un amour virulent. Cartoucherie Atelier du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

##### Le Soir des rois

de William Shakespeare, mise en scène d'Adrien Téphany. Comédie d'intrigues complexes, où les incertitudes des rois sont sources à la fois de souffrance et de lucidité. Théâtre Silvio Monfort, 106, rue Brancion, 15. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-31-10-96. De 25 F à 120 F.

##### Le Supplément au voyage de Bougainville

de Diderot, mise en scène de Dominique Lureau. C'était la découverte de Tahiti, et les fantasmagories de cette « nouvelle Cybèle ». La Vieille Gille, 1, rue de Puits-de-Fer, 5. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

##### Un homme pressé

de Bernard Charlier, mise en scène de Jean-Pierre Vincent. Adaptation du Livre de Job pour en faire une fable contemporaine. Théâtre des Amoureux, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 95 F à 125 F.

##### Une sale histoire

de Jean Eustache et Jean-Noël Pica, mise en scène de Jean-Louis Martinelli. La satirique du voyage. Il y a tout l'humour froid de Jean Eustache, et ses décharges, et sa poésie. Et des acteurs magnifiques. Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-46. 95 F et 125 F.

##### Les Videurs

de John Gubler, mise en scène de Richard Lewis et Roland Monmarte. Les videurs d'une disco caricaturent l'Angleterre des années 80, prise en état entre les certitudes Thatcheriennes et le désastre existentiel. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-66-43-60. 110 F et 140 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard.

**la mort de Pompée**  
tragédie de Pierre Corneille  
mise en scène Brigitte Jaques  
du 10 mars au 12 avril, à 20h 30  
100. 48 34 67 67

**LE COULOIR DE GALILEE**  
COMPAGNIE PHILIPPE TREHET  
LE GALET GRIS  
CREATION D'ANSE  
CREATION  
MARDI 31 MARS, VENDREDI 3 MARS, 4 A 20H30  
JULY DANCE / 11H30 - GRAND VOICAN / LE HAVRE  
VOLCAN  
CONCERTS / 11H30 - 11H30 - 11H30 - 11H30  
LE COULOIR DE GALILEE  
MARDI 31 MARS, VENDREDI 3 MARS, 4 A 20H30  
JULY DANCE / 11H30 - GRAND VOICAN / LE HAVRE

**GENET**  
QUATRE HEURES A CHATILA  
MISE EN SCENE ALAIN MILIANT  
REPRISE  
18 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
17 MARS • 5 AVRIL  
47.93.26.30

**PA**  
Pierre Ascaride  
Serge Vallet  
26 mars • 18 avril  
46 55 43 45

**THEATRE DE L'AQUARIUM**  
«Les Hommes de peu»  
LE PIEGE d'après E. Bove  
Réalisation Didier Bezaco  
«réalisme à la kafka, pessimisme d'élite, douce et cruelle ironie lucide» (L'Evénement du Jeudi)  
LA PEAU ET LES OS d'après G. Hyemoud  
Réalisation Jean-Louis Benoît  
«il y a là, la sublimité même du théâtre» (L'Evénement du Jeudi)  
REPRISE EXCEPTIONNELLE  
31 mars - 12 avril  
43 74 99 61

**La vie parisienne**  
offenbach  
mise en scène Alain Frangon  
27 mars - 1 avril  
43 74 99 61

**VASSA GELEZNOVA**  
de Maxime GORKI - mise en scène Anne-Marie LAZARINI  
La pièce est rapide, aigüe, sauvage. Voir jouer VASSA GELEZNOVA ne peut être que prenant. Anne-Marie Lazarini a dirigé une mise en scène très animée. Michel Cournot - LE MONDE. - Gorki trace le portrait de cette femme à poigne que Viviane Théophilides joue avec beaucoup de justesse, de finesse. Pierre Marcatru - LE FIGARO. - La mise en scène, toujours juste, laisse sourdre le sentiment amer de la trahison de l'histoire. Didier Mérouze - LA CROIX. - La mise en scène d'Anne-Marie Lazarini illustre superbement la fable, dans une sorte de détachement subtil. Jean-Pierre Léonardini - L'HUMANITE. - Anne-Marie Lazarini manie avec précision les mille fils de ce théâtre réaliste, un théâtre de la cruauté, de l'enlèvement fatal, du manque d'âme. Emmanuel Klausner - L'EVENEMENT. - Anne-Marie Lazarini a monté avec beaucoup d'émotion et de force dramatique cette pièce méchante, superbement interprétée. Fabienne Pascaud - TELERAMA. THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS - RES. 48 06 36 02

**Pandora**  
Jean-Christophe BAILLY  
Georges LAUDANT  
avec Michel AUMONT - Laura MORANTE  
Bouzid ALLAM - Gilles ARBONA - Marc BETTON  
Carlo BRANDT - Christophe DELACHAUX - Anouch DURAND  
Roch LEIBOVICI - Robert LUCIBELLO - Philippe MORIER-GENOUD  
Annie PERRET - Marie-Paule TRYSTRAM - Bernard VERGNE  
48 31 11 45  
Librairie Restaurant  
20 MARS - 24 AVRIL



avec **RTL**

A PARTIR DU  
15 SEPTEMBRE 92

**JOHNNY HALLYDAY A BERCY**

**LOCATION :**  
**43 46 12 21**  
**VIRGIN MEGASTORE**  
**FNAC/POPB**  
**MINITEL 3615 CODE BERCY**  
**RENSEIGNEMENTS : 40 02 60 50**

**camus**  
**camus**

**PHILIPS**

## DANSE

Ecole du Ballet  
de l'Opéra de Paris

*Le Prisonnier du Caucase*  
Entre deux rondes  
Anatolien

Les cracks de Claude Bessy ont prouvé depuis longtemps qu'ils pouvaient jouer dans la cour des grands - le plateau de Garnier - et y remporter de vifs succès. *Le Prisonnier du Caucase*, de Georges Skibine, fut l'une des réussites du Grand Ballet du marquis de Cuevas. Entre deux rondes, de Serge Lifar, révèle le flirt nocturne, en plein Musée du Louvre, d'une danseuse de Degas et d'un Apollon de marbre. *Arcaïde*, d'Antônio Labis, est une épreuve de style et d'élégance, autant que de technique.

Opéra de Paris-Garnier, les 25, 27 et 28 mars, à 19 h 30, le 28, à 14 h 30. Tél. : 42-42-53-71. De 20 F à 170 F.

**Stéphanie Aubin**

*Orphée, mettez-y du votre*

Honnêtement, on n'avait guère aimé la dernière pièce de Stéphanie Aubin, un bavard *Art de se taire*. Accordons-lui le droit à l'erreur. L'univers de cette nouvelle pièce « pourrait être, nous dit-elle, celui d'un conte fantastique, celui que nous traversons tous lorsque, par mégarde, nous nous retournons sur l'invisible ». Si Orphée y met du sien...

Centre Georges-Pompidou, les 26, 27 et 30 mars, à 20 h 30, le 28, à 16 heures et 20 h 30, le 29, à 16 heures. Tél. : 42-74-42-19. 85 F.

**Châteauvallon**

Madeleine Châche,  
Maïté Fossen,  
Christine Gérard  
et Karine Saporta

*Autoportraits*

Après la série des *Autoportraits* commandés, il y a quelques mois, à quatre chorégraphes masculins s'inspirant de peintres, le TNDI de Châteauvallon récidive avec quatre chorégraphes féminines, évoquant cette fois des photographies de Dieter Appelt, Arnulf Rainer, Karine Saporta elle-même et William Wegman. Le spectacle s'accompagne d'une exposition à l'Ecole des beaux-arts de Toulon, d'une conférence et de projections.

Théâtre couvert, les 27 et 28 mars, à 21 heures. Tél. : 94-24-11-76. 80 F.

**Lyon**

**Pilobolus**

*Chorégraphies d'Alison Chace*  
*Musée Pindarion, Marche Clarks, etc.*

Il y a tout juste vingt ans, le groupe américain Pilobolus était le monde en réinventant l'alliage improbable de l'acier et du chewing-gum. Les danseurs ont changé, la formule non, puisque Pilobolus vient de remporter un triomphe à New-York. Des configurations et postures démentes, un humour dévastateur.

Maison de la Danse, du 31 mars au 8 avril, à 20 h 30, le 5, à 17 heures. Tél. : 78-29-43-44. 140 F.

La sélection « Danse »  
a été réalisée  
par Sylvie de Nussac.

## MUSIQUE

Classique

Jeu 26 mars

**Brahms**

*Concerto pour piano et orchestre n° 2*  
*Symphonie n° 2*  
Bruno Leonardo Gelber (piano),  
Orchestre national de France,  
David Zinman (direction).  
Retour à Paris du pianiste argentin dans un concerto qu'il affectionne tout particulièrement depuis longtemps. Au pupitre, l'excellent David Zinman, chef choyé aux Etats-Unis pour l'invention de ses programmes et l'originalité de sa démarche musicale. Deux jours plus tard, Gelber se produit dans la salle du Conservatoire d'art dramatique dans Beethoven et Brahms, une salle dans laquelle se sont produits les plus célèbres artistes du siècle dernier et du début du nôtre. Une salle chargée d'histoire !

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 42-30-23-08. De 40 F à 190 F.

**Beethoven**

*Variations pour violoncelle et piano*

**Fauré**

*Sonate pour violoncelle et piano n° 2*

**Janacek**

*Pohádka*

**Brahms**

*Sonate pour violoncelle et piano n° 2*

Marc Coppey (violoncelle),  
Philippe Cassard (piano).  
Depuis une vingtaine d'années, les interprètes français redécouvrent les joies de la musique romantique. Marc Coppey, que la critique américaine a surnommé le « Paul Tortelier » de son époque, et Philippe Cassard en sont à un stade de leur carrière où ils doivent convaincre. Ils seront donc pris pour l'épreuve publique.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 20 F à 160 F.

**Samedi 28**

**Beethoven**

*Sonate pour piano n° 17 « Tempest »*  
*Sonate pour piano n° 28 op. 101*

**Brahms**

*Sonate pour piano n° 3*

Bruno Leonardo Gelber (piano).  
Lire annonce du concert du 26 mars au Théâtre des Champs-Élysées.

Conservatoire national d'art dramatique, 18 heures. Tél. : 42-46-12-31. De 70 F à 110 F.

**Landi 38**

**Scarlatti**

*Sonates K. 141, 532, 533, 183 et 386*

**Schumann**

*Kreisleriana*

**Chopin**

*Balades pour piano n° 1, 2, 3 et 4*

Christiane Zacharias (piano).  
Un pianiste au jeu vibrant, intelligent, qui réinvente la musique qu'il joue, ce n'est pas si fréquent que l'on puisse se permettre de laisser passer Zacharias, surtout lorsqu'il est associé dans un programme aussi grandiose.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

**Haydn**

*Sonate pour clavier n° 50*

**Schumann**

*Humoresque*

**Dvorak**

*Klavierstücke*  
*Deux Pièces*

Ravel

*La Valse*

Cynthia Raim (piano).  
Premier prix du concours Clara-Haskil, l'Américaine Cynthia Raim a travaillé avec Rudolf Serkin. Elle est aussi musicienne que technicienne, à l'image des musiciens de sa génération.

Opéra-Comique, salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-55-55-53. 100 F.

**Mardi 31**

**Haydn**

*Andante et variations*  
*Sonata n° 52*

**Beethoven**

*Sonata pour piano n° 3*

**Schubert**

*Sonata pour piano D.958*

Deszo Ranki (piano).

Il est déjà si difficile d'attirer le public salle Gaveau et ailleurs (malgré la qualité de leur programmation, de nombreuses salles parisiennes peinent à faire le plein), mais le 31 mars restera dans les annales pour le luxe de sa « carte » (cf. les annonces ci-dessous). Il y a lieu de croire que Deszo Ranki ne joue devant des bêtes. Cet artiste mériterait pourtant, en regard du programme qu'il choisit et de son talent, que l'on fasse la queue rue de Miromesnil.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

**Mahler**

*Symphonie n° 7*

Orchestre symphonique de la Radio de Cologne.

Gary Bertini est un chef mahliérien reconnu, et l'Orchestre de la Radio de Cologne l'un des très bons ensembles allemands. Pourquoi-ils tenir face à la concurrence ? Ils enregistrent actuellement une intégrale Mahler, pour EMI.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 350 F.

**Verdi**

*Un bel masqué*

Luciano Pavarotti (ténor),  
Alexandra Agache (soprano),  
Aprile Mito,  
Nicola Focile (soprano),  
Susan Shaffer (mezzo-soprano),  
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,  
Myung-Whun Chung (direction),  
Nicolas Joll (mise en scène).

Il y a plus de places à vendre : la veille de l'ouverture de la location, une longue file s'était déjà formée devant l'Opéra-Bastille, dont le standard avait subi quelques minutes après le début de la location par téléphone. Tentez quand même votre chance !

Opéra de la Bastille, 19 h 30. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 580 F.

**Brahms**

*Sonate pour violon et piano n° 2*

**Beethoven**

*Sonate pour violon et piano n° 5 « le Printemps »*

**Prokofiev**

*Sonate pour violon et piano n° 1*

Viktoria Mullyova (violon),  
Bruno Carino (piano).

La salle Pleyel n'est, ni par sa taille ni par son acoustique, une salle rêvée pour la musique de chambre ou pour le piano seul qui y sonne spécialement mal, mais pour Viktoria Mullyova il faudra se faire une raison : cette violoniste est, en effet, l'un des archers les plus parfaits du moment. Elle aurait simplement dû choisir une autre date...

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 350 F.

**Bach**

*Caritas BWV 201 et BWV 205*

Agnes Mellon (soprano),  
Raff Pogson (alto),  
John Elwes,  
Scott Weir (ténors),  
Peter Kooy.

## Le semainier lyrique

A un doublet près, le 30 mars, jour où il faudra que l'émateur de belles voix choisisse entre le jeune et magnifique baryton russe Dmitri Hvorostovski qui se produit à la Bastille (20 heures, de 50 F à 190 F) dans un programme rare - et russe ! - (Rimski-Korsakov, Tchaïkovski, Borodine et Rubinstein) et le glorieux Margaret Price qui chante Schumann et Brahms à Gaveau (20 h 30, de 110 F à 500 F), chaque soir de cette semaine propose un récital passionnant à l'attention des amateurs de beau chant.

Premier à entrer en lice, le baryton Gilles Cachemille d'une soirée de mélodies consacrées à Franck Martin, Ravel (*Histoires musicales*), Poulenc. Il sera accompagné par Gérard Wyse (le 25, à 20 h 30, Opéra de la Bastille, 90 F). Diction impeccable, goût parfait, Cachemille est un mélodiste accompli. Le 27, le baryton Jean-François Gardell et le pianiste Billy Eidi se produisent dans un programme lui aussi consacré à Poulenc, Darius Milhaud, Francis Poulenc. Dans ce répertoire, ce chanteur rompu au chant baroque nous paraît assez

imbettable. Il forme, par ailleurs, un vrai duo avec son complice (Châtelet, 12 h 45, 40 F). Le 29, le Châtelet reçoit le mezzo-soprano Cecilia Bartoli. Ceux qui ont entendu son récital enregistré en public à Vienne lors de la journée Rossini organisée par France-Musique savent à quoi s'en tenir. Les autres feraient bien d'aller écouter : cette chanteuse est l'une des plus stupéfiantes rossiniennes d'aujourd'hui. Moitié Marilyn Horn pour la virtuosité impeccable, sa capacité de colorer sa voix plus qu'en témoignait la cadence finela de son air de *Semiramide*. Moitié Teresa Berganza pour la perfection du style, la musicalité incomparable (18 h 30, de 70 F à 185 F). Le 31, l'Auditorium des Halles reçoit William Météuz pour un récital sans doute trop composite (Heandl, Scarlatti, Rossini, Rimski-Korsakov, Lalo, Bellini, Donizetti, Donsaudy et Tosti : de quoi donner le tournis), mais ce ténor est un styliste modèle (19 heures, 100 F).

A. Lo.

## DE LA SEMAINE

### Rock

**Wave of the Desert**

Les deux groupes de rock, Wave of the Desert et The Desert, ont enregistré un album intitulé « Wave of the Desert ». L'album est disponible chez EMI.

**Festival**

**Boondoggie**

Le festival de Boondoggie se tiendra à Paris du 27 au 29 mars. Les billets sont disponibles chez EMI.

**Fred Frith**

**Que de la parole**

Fred Frith est un musicien américain qui joue du guitar et du piano. Il a enregistré un album intitulé « Que de la parole ».

**Tom Petty**

Tom Petty est un musicien américain qui joue du guitar et du piano. Il a enregistré un album intitulé « Tom Petty ».

**Crosby**

**Stills and Nash**

Crosby, Stills and Nash sont des musiciens américains qui jouent du guitar et du piano. Ils ont enregistré un album intitulé « Crosby, Stills and Nash ».

**Festival**

Le festival de Crosby, Stills and Nash se tiendra à Paris du 27 au 29 mars. Les billets sont disponibles chez EMI.

**Festival**

Le festival de Crosby, Stills and Nash se tiendra à Paris du 27 au 29 mars. Les billets sont disponibles chez EMI.

**Festival**

Le festival de Crosby, Stills and Nash se tiendra à Paris du 27 au 29 mars. Les billets sont disponibles chez EMI.



# DE LA SEMAINE

Max van Egmond (basses),  
Orchestre et chœur de la Chapelle royale,  
Guillaume Lehoucq (direction).  
A priori, ces cantates ne passent pas lourdes  
(même si Lehoucq dirige face à Pavarti  
et April Mila qui se produisent le  
même soir, à la même heure, à la Ba-  
sille. Et pourtant !  
Opéra de Paris, palais Garnier, 19 h 30.  
Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 250 F.

## Régions

**Lille**  
**Mozart**  
Airs d'opéra  
Symphonies n° 17  
et 29  
Elisabeth Vidal (soprano),  
Jean-Philippe Lafont (baryton),  
Orchestre de chambre  
du Concertgebouw,  
Louis Langrée (direction).  
Venu en voisin, l'Orchestre de chambre  
du Concertgebouw d'Amsterdam s'ad-  
joint deux chanteurs et un chef français  
pour un joli programme Mozart.  
La 28. Opéra, 20 h 30. Tél. : 20-55-  
93-08. De 60 F à 160 F.

## Jazz

**Roots**  
Le groupe s'appelle Roots. Il rassemble,  
autour du saxophoniste et flûtiste Chico  
Freeman, des musiciens de générations  
et d'expériences variées : Arthur Blythe,  
Sam Rivers, Nathan Davis, Don Pullen,  
Santl Debariano et Idris Muhammad.  
C'est l'esprit qui est commun : la fidé-  
lité et une forme de communauté musi-  
cale.  
La 25. New-Morning, 21 h 30. Tél. : 45-  
23-51-41.

**Von Freeman**  
Atypique, gai, unique, père du pré-  
sident (Chico Freeman). Von Freeman est  
sans doute le plus dégoûté des musiciens  
à l'affiche. C'est ce qui arrive quand on  
a toujours été un musicien sacré du  
Southside de Chicago, quand on a en la  
prudence d'écouter son premier dis-  
que à cinquante ans, en 1972, et de se  
lancer dans les tournées internationales  
à soixante. Von Freeman joue bon sans  
contrôle, free sans intention, rhythm'o  
blues sans calcul. La seule certitude, ce  
qu'on a toujours su, c'est que tous les  
musiciens de Chicago se recommandent  
de lui, styles et âges confondus, et que  
tous les musiciens de passage, les plus  
grands, ceux avec qui se confrontent l'his-  
toire du jazz, ont voulu jouer avec lui. Il  
dit y avoir une raison.  
Du 25 au 28. La Villa, 22 heures. Tél. :  
43-26-60-00.

## Un drame musical instantané

Auteur d'une œuvre troublante en com-  
pagnie du réticent et du tambour Daniel  
Laloux (*Jeune fille qui tombe*, In Situ,  
Adda, 590 074). Un drame musical in-  
stantané vient en scène pour constituer  
l'intégrale Mingus. Projet aussi inhabituel  
que la constitution de ce groupe.

La 26. Passage du Nord-Ouest,  
22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

## Randy Weston et les Gnawas du Maroc

Randy Weston est un pianiste de car-  
rière très longue. Musicien de club, il  
n'attend pas la mode pour réintégrer la  
tradition africaine et mener des liens  
avec les musiciens et les pays du conti-  
nent d'origine. Il est né à Brooklyn en  
1926. Proche de Dollar Brand dans la  
mise en œuvre de l'héritage d'Ellington  
et de Monk, il ouvre encore de nouvelles  
pistes dans son dernier disque. Con-  
viction immédiate. Randy Weston est pris,  
dans la semaine de Banlieues bleues,  
entre l'hommage à Albert Ayler et  
Elvin Jones, pas bien loin des jeunes  
musiciens du cru : Yves Robert et  
Antoine Hervé.  
La 27. Drancy, Salle des fêtes, 20 h 30.  
90 F.

ORCHESTRE NATIONAL  
BORDEAUX-AQUITAINE  
ALAIN LOMBARD  
SAISON 91/92  
THEATRE NATIONAL  
DE CHAILLOT  
Dimanche 5 avril à 15 h  
ALAIN LOMBARD  
dirigeant  
ERNEST ANTONIO GILBER  
piano  
BRAMHSE  
Concerto n° 1 en ré mineur, op. 58  
Symphonie n° 1 en ut mineur, op. 68  
RENSEIGNEMENTS : 47-27-81-15



Sons of the Desert, au Passage du Nord-Ouest.

## Rock

### Sons of the Desert

Groupe tellement indissoluble, tellement  
méprisant à l'égard des conventions de  
l'heure qu'il a même pas de maison de  
disques dans son pays natal, la Grande-  
Bretagne. Et pourtant ce cabaret hysté-  
rique, ces mélanges musicaux contre  
nature méritent le détour, car ils s'ac-  
compagnent d'un humour assez frais.

La 27 et 28 mars à 22 heures, Passage  
du Nord-Ouest. Tél. : 47-70-81-47.

### Festival Bonadventure

Vous voulez savoir où se sont les  
groupes du conglomérat alternatif  
Bonadventure/Houlala ? Ils seront presque  
tous là en deux soirées, des Thugs in-  
fernaux aux intellos-exotiques de Dazibao  
avec leurs cadets, Joueurs et Cadavres.

La 27 et 28. Vitry, Théâtre Jean-Vilar,  
19 heures. Tél. : 46-82-94-90, 100 F.

### Fred Frith Que d'la guenle

C'est quoi Fred Frith ? Un musicien, et  
c'est la seule certitude. Il ne fait ni du  
rock, ni du jazz, ni du contemporain. Il  
fait ce qu'il veut, il n'est jamais là où on  
l'attend. C'est un musicien fatigué,  
mais il existe de bonnes fatigues.

La 28. Cité internationale universitaire,  
20 h 30. Tél. : 45-89-38-69.

### Tom Petty

Tom Petty donne dans cette tournée le  
plus long, le plus beau, le plus charmant  
des concerts de rock. Le manquer serait  
une erreur.

La 30. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-  
60-00, 180 F.

### Crosby, Stills and Nash

On ne sait plus que retentir de l'interna-  
tionale histoire de Crosby, Stills and  
Nash : les harmonies célestes ou la mi-  
sère des textes, les quelques grandes  
chansons ou la pléiade de refrains  
médiores ? Toutes questions auxquelles  
on répondra en fonction des souvenirs  
que l'on a gardés du début des années  
70.

La 30. Au Grand-Rex, 20 heures. Tél. :  
45-03-93-59.

## Festival Ricard Live

Une programmation bizarre pour  
le festival amis cette année avec  
deux titres d'affiche tout à fait  
surprenants, surtout si l'on se  
réfère aux excellentes habitudes  
prises les années précédentes.

Premier soir à tendance funk et  
dance avec Incognito. Galliano (les  
jazzmen-prêtres-rappeurs london-  
niens valent à eux seuls le déplai-  
cement). Seal (qui devrait décider  
s'il veut ou non être le nou-  
veau Terence Trent d'Arby) et les  
Ecosseurs sucrés et mouillés de  
Wet Wet Wet.

Seconde soirée encore plus  
déconcertante avec Jud Wio (rock  
français décadent, dans tous les  
sens du terme), Wander Stuff  
(l'un des meilleurs groupes de  
rock britanniques du moment), les  
jeux lyriques de FFF, Roachford,  
rocker noir britannique sans par-  
sonnalité bien définie, et les  
ancêtres de Status Quo qui ont  
depuis longtemps dépassé leur  
date de péremption.

Les 27 et 28 mars à 19 heures, au  
Zénith, porte de Pantin, Paris 19,  
140 F.

## Chanson

### Charles Trenet

Bon pied, bon œil, les rumeurs ne sont  
que des rumeurs. Trenet remplit : le  
« bon chanteur » mesure ses pas et ses  
mesures au gré des concerts après avoir  
repris pied à la scène, sur celle du  
Châtelet, il y a trois ans.

La 28. Athlè-Mona, Salle Ventura,  
21 heures. Tél. : 60-48-46-18, 120 F.

### Mouloudji

Est-il déjà si éternel pour que l'on se  
prive de le voir et de l'écouter encore ?  
Poète qui a traversé toutes les modes et  
les modernités, Mouloudji, discret et  
cultivé, apparaît, disparaît, revient, fait  
son petit tour de chanteur.

La 28. Eugène-Ionesco, Théâtre du  
café, 20 h 30. Tél. : 34-12-94-94. De  
65 F à 180 F.

### Les Toros

Rock, chanteur de rock-flamenco, avait  
en la bonne idée, l'année passée, d'or-  
ganiser des toros (version espagnole du  
band) surprises au Rex Club pour pro-  
mouvoir son idée d'un monde musical  
mêlé. D'Higelin à Oryema, ils étaient  
tous venus. Reprise le 30 mars.

La 30. Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-  
93-69, 50 F.

### Tournées

#### Jacques Higelin

Le Rex n'avait pas démenti, même si  
les changements de temps et de lieux ne  
permettent plus vraiment le tôle-  
ment un peu forcé du public. Avec les  
cinq Zap Mama, jeunes filles mâtées  
belges et zairoises, Higelin s'en donne à  
cœur joie pendant des heures. Sachant  
prendre des risques, le magicien crée la  
musique : petites étoiles (la comédie musi-  
cale), grandes voix (les Zap) et ravisse-  
ment musical (les nouvelles chansons  
d'Higelin).

La 27 mars, Limoges, palais des sports,  
20 h 30, 170 F. La 28, Rennes, Salle  
omnisports, 20 h 30, 175 F (complet). La  
31, Lille, Espace-Jazz, 20 h 30, 187 F. La  
1<sup>re</sup> avril, Grande-Synthe (palais de Dan-  
que), palais du Littoral, 20 h 30, 120 F.  
La 2, Troyes, Espace Argence, 20 h 30,  
185 F.

#### Arthur H

Toujours en tournée. La perfection n'est  
pas le but d'Arthur, mais l'ap-  
prentissage du métier, le redouble, avec  
amour de la scène à la clé, certainement.  
Jazz, cool, remix, voix poussée dans les  
graves et originalité.

La 27 mars, Bourgoin-Jallieu, salle poly-  
valente, 21 heures, 100 F. La 28, Mont-  
luçon, Athanor salle Epillon, 21 heures.  
La 31, Aubagne, Théâtre Comédia,  
20 h 45, 110 F. Les 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 avril,  
Nogent, Théâtre de Nica, 21 heures,  
85 F et 120 F.

#### Claude Nougaro

Maurice et Claude, Claude et Maurice.  
Un piano, une voix, une maîtrise remar-  
quable de la scène. Avec eux, la France  
paraît immense, ils la croquent à coups  
de chants, de long en large, avec un  
talent sans égal.

La 27 mars, Chalon-sur-Saône, Espace  
des Arts, 20 h 30, 120 F. La 28 mars,  
Bourges, centre culturel municipal,  
20 h 45, 140 F.

## Musiques du monde

### Musique algérienne

La musique algérienne est à l'honneur à  
l'Institut du monde arabe, trentième  
anniversaire de l'indépendance oblige.  
Le virtuose du maqam constantinois  
Hamdi Benani (le 27) et les musiciens  
arabo-andalous Nasreddine Chaoui et  
Hamidou (le 28) s'appliquent à nous la  
faire découvrir.

Institut du monde arabe, 20 h 30. Tél. :  
46-34-25-25, 80 F.

### Ross Daly

Crétois d'adoption, fils de nulle part (de  
parents irlandais, élevé entre le Canada  
et le Japon), ce musicien éclectique n'a  
choisi de résider en Grèce. Avec ses  
longs cheveux et ses envies d'apatride,  
Ross Daly joue de toutes les sortes d'in-  
struments à cordes et archet (sax, rebab,  
sella, kamanche, mbola, et en premier  
lieu de la lyre crétoise). Pour la première  
fois en France, avec un orchestre éclecti-  
que : trois Grecs, dont un chanteur, un  
percussionniste soudanais et un iranien  
joueur de zarb (Djamel Chemirani).  
Ici, tous les mélanges sont permis.

La 28. Théâtre de la Ville, 18 heures.  
Tél. : 42-74-22-77. De 60 F à 75 F.

### Compagnie Chez Bousca

Chez Bousca était un célèbre bal  
musette de début d'été, et Bouscaïel un  
virtuose de la cabrette invaincue qui  
eut la bonne idée d'engager à ses  
côtés un fils d'immigré italien, l'accor-  
déoniste Charles Ferri. Les quatre  
compères de la compagnie (Marc  
Anthony à la vielle, Jacques Lavigne à

l'accordéon diatonique, Bernard Subert  
aux chœurs et Jean-François Vrod  
aux violons et percussions) leur rendent  
un hommage dévoué. Au chant,  
l'Asturienne Equidat Baras, venue  
rejoindre la compagnie pour interpréter  
des chants de quête de la période de  
Pâques. Inscrit le même soir, l'ensemble  
traditionnel Bleu Nuit.

La 31. Maison de Radio-France, 20 h 30.  
Tél. : 42-30-15-16, 20 F.

### Fleuve Jamme

La musique chinoise faite à Paris. L'art  
des instruments silencieux et des allégo-  
ries, bien ciselées perdues en dehors des  
frontières qu'ont dû quitter ces maîtres  
de musique trop marqués par le passage  
de la Révolution culturelle.

La 28. Théâtre du Gymnase à 16 heures.

### Farah Maria

Reine des grands shows à paillettes et à  
la cape du temps des Rits, Farah  
Maria vient pour la première fois en  
France avec deux musiciens adeptes de  
la salsa et de la charanga.

La 28 et 21 h 30. New Morning.

### Fawzi Al-Aleidy

Français d'origine irakienne, joueur de  
saxophone, de oud et de tout, Fawzi et  
son Oriental Jazz font le pari de tous les  
mélanges, avec une souplesse et une  
habileté très particulières.

Les 25, 26, 27, 28, 30 et 31. Café de la  
danse, 20 h 15. Location FNAC, Virgin,  
100 F.

### Traditions chantées : La Tanzanie

Deux chanteurs et joueurs de ilimba,  
une saute rectangulaire, vantent les  
mérites et les exploits des rois Walogo.  
Un troisième accompagne son chant à  
l'aide d'une lyre à cinq cordes. Une Afri-  
que de l'Est à découvrir (CD : *The art  
of Hukwe Ulu Zwawe*, VID 25011).

Les 27 et 28, 20 h 30 ; le 29, 17 heures.  
Maison des cultures du monde. Tél. : 45-  
44-41-42.

### Tania Maria

Star du jazz Brésil, Noire et carioca,  
Tania Maria qui a quitté la France pour  
les Etats-Unis il y a quelques années,

promène son piano et son swing dégan-  
gandé, comme toujours. On l'a vue de  
passage à l'Olympia, presque abonnée  
au New-Morning, elle est aujourd'hui au  
Dejazet.

La 29. Déjazet-TLP, 20 h 30. Tél. : 42-  
74-20-80, 140 F.

### Leila de Permet

Des polyphonies albanaises telles qu'on  
en connaît peu, dans un nouveau et fort  
sympathique lieu parisien. Permet, une  
petite bourgade perdue à la frontière  
grecque, a son lot de chanteurs et char-  
mantes. A comparer à d'autres mys-  
tères vocaux.

La 31 et le 1<sup>er</sup> avril. Passage du Nord-  
Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

### Tournées

#### Angélique Ionatos

Nena Venetsanou

Il y a dans la voix de ces deux femmes  
grecques une tension maîtrisée, une  
magie peu commune. Le travail de mise  
en musique des poèmes de Sapho de  
Mytilène, en grec ancien et dans leur  
traduction en grec moderne, effectué par  
Angélique Ionatos est remarquable. Créé  
l'an passé au Théâtre de la Ville en col-  
laboration avec le Théâtre de Sartrou-  
ville, repris aux Bouffes du Nord, le  
spectacle ne s'est depuis jamais montré  
ennuyeux.

La 27 mars, Combs-la-Ville, la Coupole,  
20 h 45, 80 F. La 28, Chevilly-Larue, cen-  
tre culturel André Malraux, 20 h 30,  
75 F. La 31, La Vierge, 21 heures,  
150 F. La 2 avril, Saint-Brieuc, Centre  
d'action culturelle, 20 h 30, 60 F et 90 F.

La sélection  
« Classique » a été établie par  
Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sotinel.  
« Musiques du monde »  
et « Chansons » :  
Véronique Mortaigne.  
« Danse » : Sylvie de Nussse.

1841 ~ 1991

cent-cinquantième de la naissance du peintre

Renoir

LIMOGES

La ville de Limoges remercie tous les donateurs  
qui ont participé à la souscription publique ouverte  
par la Société Archéologique et Historique du Limou-  
sin pour acquérir le

PORTAIT DE MADEMOISELLE LAPORTE (1864)  
destiné au musée municipal de l'Évêché\*.

et tout particulièrement :  
LA CAISSE D'ÉPARGNE DU LIMOUSIN,

ainsi que :

SOCAC COPRECO, PÉCHINEY, LA BANQUE FRANÇAISE  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR, LA BANQUE POPULAIRE  
DU CENTRE, L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES, LE CRÉDIT  
MUTUEL, JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC ;

LEGRAND S.A., LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CHAUSSURES,  
LA BANQUE DE FRANCE, LES AMIS DES MUSÉES DE  
LIMOGES, L'ENTREPRISE TÉLÉPHONIQUE DU CENTRE,  
EDF GDF SERVICES HAUTE-VIENNE, LA CAISSE RÉGIO-  
NALE DE CRÉDIT AGRICOLE DE LA HAUTE-VIENNE...

\* Le tableau a rejoint les deux portraits offerts de son vivant par  
l'artiste à sa ville natale et deux toiles déposées par le musée d'Orsay.



## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## ARTS

## Nouvelles expositions

## Salon de Mars

Supprimer la barrière des styles, des genres et des époques : telle serait l'originalité de ce salon créé il y a quatre ans, sur le Champ-de-Mars. Où galeries qui y sont invitées croisent les meubles anciens, les objets d'art primitifs et l'art contemporain.

Eplanade du Champ-de-Mars, place Joffre (face à l'Ecole militaire), 75007 Paris. Tél. : 43.87.04.85. Tous les jours de 12 heures à 20 heures, jeudi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Du 25 au 30 mars, 45 F.

## Paris

## Orsay dans les parages de Lautrec

Le Musée d'Orsay se devait d'accompagner l'exposition Lautrec de quelques dossiers. Qu'il faut savoir trouver ! L'un traite des architectures du spectacle, l'autre évoque le cabaret du Chat noir, un troisième porte sur les photographies de la Luit Fuller, un quatrième rappelle Maxime Delmas à notre bon souvenir. Enfin il est question des « arts incobérents », dont les expositions, pendant dix ans (de 1882 à 1893), ont fait rigoler tout Paris.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 8 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 mai. 31 F (billet d'accès du musée).

## Clodion, sculpteur (1738-1814)

Claude Michel, surnommé Clodion, sculpteur au temps de la Révolution et

**PROSCENIUM**  
35, rue de Seine - 75006 Paris  
43 54 92 01  
**CLAYETTE**

de l'Empire, a produit en abondance des petites galanteries en terre cuite, qui ont fait sa réputation. L'exposition (une centaine d'œuvres) le montre sous d'autres jours : monumentaux, traitant la pierre et le marbre, et pratiquant le bas-relief.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par le Pyramid, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 29 juin. 36 F.

## Cubismes tchèques, 1910-1925

Pendant une quinzaine d'années, de 1910 à 1925, est apparu à Prague et en Bohême ce qu'il est convenu d'appeler le cubisme tchèque. Inspiré par le cubisme français, ce mouvement empruntait aussi à l'expressionnisme allemand, voire norvégien. La peinture, le design sous toutes ses formes ont participé à cette école, mais aussi l'architecture.

Centre Georges-Pompidou, galerie du Col, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 mai.

## Paul Hankar, dix ans d'art nouveau

Venue, comme il se doit, de Bruxelles, cette exposition révèle un des maîtres de l'art nouveau, dont la capitale belge fut un remarquable foyer, bien au-delà de la célébrité de son patrimoine, a fait beaucoup disparaître de l'œuvre de Paul Hankar, comme tant d'autres chefs-d'œuvre. Comme le massacre n'est pas près de s'arrêter, il faut aller visiter cette exposition, non seulement pour le plaisir, mais par esprit de solidarité.

Centre Walonien-Bruxelles à Paris, Beaulieu, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-16. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 juin. 20 F.

## Louis I. Kahn

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de béton, des pièges à lumière : l'architecture de Louis Kahn s'expose au 5<sup>e</sup> étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

## Ellsworth Kelly, les années françaises, 1948-1954

Le savait-on ? C'est à Paris, où il a vécu plusieurs années, après la guerre, que le peintre américain Ellsworth Kelly a forgé son art abstrait dur et pur. Des dessins, des collages, des photographies (notamment de murs et fenêtres de l'île Saint-Louis) comme notes de travail, en amont des peintures, témoignent de ses recherches d'alors. Presque une leçon.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-80-88-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 24 mai. 30 F.

## Les concours d'affiches vers 1900

En 1903, la marque Byrrh organise un grand concours d'affiches pour célébrer la gloire de son spirit. Mais c'est la fin de l'affichisme, et les trouvailles de



Zadkine, au Musée Réattu d'Arles.

Gus Bofa, Vallotton ou Maurice Denis resteraient dans les cartons. Que l'on vienne de retrouver dans un grenier de l'usine Byrrh à Thoiry.

Musée de la publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mai.

## Les Lantrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Mensart et Mazenod, 1, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 47-03-61-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F avec un billet du Grand Palais. Conf. mer. 25 mars à 18h30.

## Machines d'architecture

Treize architectes internationaux de la tendance branchée explorent vaillamment toutes les formes d'art, de la peinture au théâtre, susceptibles d'apporter un petit ou un grand quelque chose à un métier, le leur, et à une pratique, inventer la ville, dont ils considèrent l'avenir comme bouché. En fait, se recrée un ancestral va-et-vient entre l'utilité et l'esthétique, auquel il ne manque que la solidité pour faire un parfait hommage à Vitruve.

Fondation Cartier, 2, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-59-46-46. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 avril. 25 F.

## Richard Parkes Bonington

Passant le Chanoël en 1817, Richard Parkes Bonington fut l'élève de Louis Francia à Calais, puis du baron Gros à

Paris. Après quoi il se voua au paysage, à la poésie des ruines des abbayes normandes et plus généralement au pittoresque, dans l'ancienne France, à Londres (avec Delacroix) ou à Venise. Il mourut à vingt-six ans, sans avoir pu réaliser son rêve de grande peinture d'histoire.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 17 mai. 35 F.

## Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes normandes de Georges Roussé et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agit d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer la réité, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 26 F (entrée du musée).

## Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prostituées, juges et figures de cirque avec féroce. Pour illustrer ces débuts mal connus - à l'art - de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

## Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne saurait échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace d'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Souvenirs de voyages : autographes et dessins français du XIX<sup>e</sup>

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, ou à l'étranger, par Delacroix, Chénier, Corot, Bouffin, Gaudin, Redon et quelques autres voyageurs.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès, jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 8 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 mai. 31 F (prix d'entrée du musée).

## Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. En fait, se recrée un ancestral va-et-vient entre l'utilité et l'esthétique, auquel il ne manque que la solidité pour faire un parfait hommage à Vitruve.

Grand-Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au 48-04-38-88 (de 11 heures à 18 heures) ; par Minitel : 3615 Lautrec ou Franc. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin. 60 F.

## Galleries

## Hommage à Germaine Richier

Cela doit faire près de trente ans qu'il n'y a pas eu d'exposition Germaine Richier à Paris. Soit presque depuis la mort du sculpteur de l'Arrière, de l'Ogre, de l'Hydre et de nombre d'autres êtres fantastiques, au corps en lambeaux. L'hommage est donc bienvenu.

Galerie Odeum-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 42-66-52-58. Tous les jours, sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

## Alfonso Ossorio (1916-1990)

Artiste singulier, originaire des Philippines, qui compte parmi ses amis Pollock et Dubuffet, Alfonso Ossorio aura véhiculé une part de l'héritage surréaliste et travaillé avec ferveur et mysticisme à des assemblages de papiers déchirés, qu'il nourrissait à la cire avant d'y jeter ses dessins quasi automatiques.

Galerie Zabzda, 37, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-36-47. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 avril.

## Arnulf Rainer

L'exposition propose les *Face Faces* de 1960-1972. Soit un ensemble d'autoprototypes photographiques grignotés à son goût, que l'artiste autrichien, alors pris dans la spirale du body art, a fait puis que retoucher. Il les a rajoutés, recouverts, surchargés de rouge, de noir, liant pictorialité et réalité d'un grand geste assumé.

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Dabell, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-89-00. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 mai.

## Régions

## Arles

## Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis vingt ans. Celle que propose Arles réunit, au Musée Réattu, un ensemble de bois et de pierres éclairant le parcours austère du statuaire au long de la première moitié du siècle. À l'espace Van Gogh sont exposées les gouaches des années 20.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 80-49-37-58. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin. 20 F.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 80-49-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

## Bourg-en-Bresse

## Judith Reigl

Un choix de peintures de la période des Guano (autour de 1960), et des toiles plus légères qui leur font suite retracent un bout du chemin de cette artiste d'origine hongroise, fixée depuis quarante ans à Paris. Qui travaille par séries à des toiles loquacement mûres, jusqu'à la sédimentation de la matière, jusqu'à la saturation des couleurs, jusqu'à l'épuisement des signes. À Paris, la galerie de France présente ses dernières peintures, qui admettent l'image simple du corps humain.

Musée de Brou, 53, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-45-39-00. Tous les jours de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 12 avril.

## La Roche-sur-Yon

## Paul-Armand Gette

Peu d'artistes ont la finesse et l'élégance de Paul-Armand Gette, observateur minutieux de choses et d'autres, qui glisse un œil sur la bordure d'un chemin, la lisière d'une robe, ou l'ourlet d'une rose, ce amateur de Monet jardinier et de Lewis Carroll.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

## Le Cateau-Cambrésis

## De Matisse à aujourd'hui

Treize des trente musées du Nord-Pas-de-Calais possèdent des sculptures du vingtième siècle, de Matisse, Maillol et Laurens à Dodeigne et Flanagan. Les meilleures sont réunies, associées à des œuvres du Fonds régional d'art contemporain, au Musée du Cateau-Cambrésis et au Musée de Cambrai (pour les plus récentes).

Musée Matisse, palais Fénéon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf

mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 avril.

## Marseille

## Magritte

Exubérantes, burlesques, piteuses et de mauvais goût, une série de peintures à l'huile exécutées à la bâte, en 1948, en vue d'une exposition à Paris. Provocation dans la tradition surréaliste, ce pied de nez à l'art du bien peint pris dans la capitale française reçut plutôt deux fois qu'une la caution de Louis Scutenaire, qui prépara le catalogue.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 3 mai.

## Meymac

## Brigitte Nahon, Ernesto Tatafiore

Brigitte Nahon est un sculpteur français d'une trentaine d'années. Ernesto Tatafiore vit à Naples, est plutôt peintre, et a vingt ans de plus. On peut cependant trouver des points communs aux deux artistes exposés à Meymac, pour le printemps : un goût pour les constructions et les images légères, précieuses, en référence amusée à l'art conceptuel. Non sans poésie.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mai. 15 F.

## Nantes

## Jean-Pierre Bertrand

Une trentaine de grandes peintures en « barres » mêlant le papier au miel et l'acrylique rouge sombre, quelques photos, des vidéos... Pour entrer dans le secret d'une œuvre méditée, sensible au temps, à l'air, mais pas à l'air du temps, et qui commence à être reconnue au-delà de l'Hexagone.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 avril.

## Saint-Etienne

## Craigie Horsfield

Loi de l'anecdote et du document sociologique, le photographe britannique Craigie Horsfield réalise des portraits, paysages urbains et ours tirés ex grando formati et d'un noir et blanc à la texture tendre. Rarément visages, entre Nadar et Sander, ont aussi bien traduit la réalité et la fragilité de l'homme.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-69-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 18 mai.

## Sète

## Julije Knifer

Julije Knifer est un artiste de Zagreb peu connu en France, malgré sa longue carrière de peintre et la qualité de son œuvre strictement abstraite. Qu'il poursuive malgré tout, pour le moment hors du pays. L'exposition présente les tableaux et les dessins au noir, acryliques, très beaux, qu'il vient de réaliser lors de son séjour à la Villa Saint-Clair, une résidence pour les plasticiens.

Espace Paul-Boyd, 32, rue Paul-Bouquet, 34200. Tél. : 67-53-78-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 31 mars.

## Villeneuve-d'Ascq

## Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été l'un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl Andre, Sol LeWitt, Robert Rymen notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Toroni, et Deuzeu, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, qui est présentée simultanément au Musée de Villeneuve-d'Ascq et au Musée de Tourcoing, est l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brasseur. Sélection « Photo » : Michel Guerrin.

**VOTRE TABLE CE SOIR**

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

**DINERS**

**RIVE DROITE**

TY COZ F/Dim, Lundi soir 35, rue Saint-Georges, 9<sup>e</sup> 45-74-42-93-14-1

ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la mer 150 F TTC.

LE RELAIS D'EGUISHEIM Brasserie d'été 6, place de la République, 11<sup>e</sup> 47-00-44-10

LE COSSAIRE 45-20-87-83 et 45-23-53-23

Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, pâtes fraîches. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F et carte. Fermé samedi.

**RIVE GAUCHE**

NOS ANCIENNES LES GAULOIS 46-33-66-01 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> 42-22-21-56

Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE SYBARITE F/sam, midi et dim. 42-22-21-56

AU COEUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI<sup>e</sup> s. Déj. d'affaires, dîners aux chandelles. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 168 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

RESTAURANT THOUJIEUX 47-05-49-79 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

Spécialité de coq au canard et de cassoulet au coq au canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

**SOUPERS APRÈS MINUIT**

**LES GRANDES MARCHES**

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSONS DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR « Brasserie de luxe » JARDIN D'HIVER

Tous les jours de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

مكتبة الشامل

HUMAN TOUCH

LE CAS NIKOLAI MEL

Le contrepoint sur gr

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-69-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 18 mai.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brasseur. Sélection « Photo » : Michel Guerrin.

LA LEGENDE

20

franc

20

franc



# DISQUES

« HUMAN TOUCH » ET « LUCKY TOWN », LES NOUVEAUX ALBUMS DE BRUCE SPRINGSTEEN

## Silence, le boss bosse

**H**UMAN TOUCH et Lucky Town, les deux albums de Bruce Springsteen qui seront commercialisés le 26 mars, sont déjà entourés d'une légende officielle : alors que le travail sur Human Touch aurait dû être plus de deux ans, Bruce Springsteen en a rétrogradé la sortie parce qu'il lui manquait une chanson. En s'isolant pour écrire ce dernier titre, Springsteen a composé la totalité des dix titres de Lucky Town. On parle ici de légende, parce que Springsteen ne donne pas d'interviews et que son entourage - surtout l'ancien journaliste Jon Landau - a toujours su distiller le mythe en se préoccupant bien plus de l'image du « boss » (un surnom qui souligne le paradoxe essentiel du héros de la classe laborieuse américaine) que de l'exactitude historique.

La présentation à la presse de ces deux disques par Columbia - le label de Sony Music qui diffuse l'œuvre de Springsteen - s'inscrit dans le mystère de l'événement entretenu autour de chaque publication importante. On ne peut disposer des CD avant leur sortie chez les disquaires, il faut les écouter (les deux d'ailleurs, une seule fois) dans les sous-sols de l'immeuble de la compagnie. Quelques écoutes supplémentaires auraient peut-être modifié les remarques qui suivent.

Les premières mesures de Human Touch (le disque s'ouvre sur la chanson du même titre) provoquent un sentiment d'accablant qui ne se dissipe jamais tout à fait. On y retrouve un concentré de Springsteen : énormes accords de guitare, mélodie indifférente (son talon d'Achille de toujours), batterie qui résonne comme les canons de l'ouverture de 1812 de Tchaïkovski et surtout les configurations usées de l'univers de la route selon Bruce Springsteen. Dix-sept ans après Born to Run, notre héros est toujours à errer dans des « rues sans pitié » et face aux « visages sans compassion des étrangers », il n'y a que « toi et moi chérie ». Si les inconnus s'attaquaient aussi aux anglophobes, Human Touch est sans doute la chanson de Springsteen qu'ils auraient écrite.

On soulignera tout de suite l'exception de 57 Channels, un rockabilly drôle et nerveux, la seule



Bruce Springsteen

chanson qui parle de la vie sur Beverly Hills (Springsteen s'est établi à Hollywood il y a quelques années), qui fait mieux ressortir l'écrasante monotonie qui pèse sur le reste du disque.

Springsteen a toujours joué sur des aller et retour entre la grandiloquence et la simplicité désolée, d'album en album parfois (entre Born in the USA et Tunnel of Love), et d'autres fois sur le même disque - (Darkness on the Edge of Town). Mais le panache qui faisait passer la présomption du propos et de la musique a fait place à une emphase de synthèse. Springsteen est un songwriter américain trop imparfait - loin derrière Dylan, Neil Young ou le jeune Robbie Robertson - pour se passer d'une exécution impeccable.

Ici, on part à la recherche du E Street Band. Officiellement dissous en 1989, le groupe qui accompa-

gnait son boss depuis les débuts dans le New Jersey est remplacé par un conglomérat qui réunit des musiciens californiens de studio au curriculum vitae long comme le bras (Jeff Porcaro, ex-Toto, à la batterie, Randy Jackson à la basse) et la pianiste Roy Bittan, seul survivant de l'E Street Band. Quelques invités (les chanteurs de soul Sam Moore et Bobby King, le multi-instrumentiste David Sancious, qui débute avec Springsteen avant de travailler avec Sting) font plus chic sur le livret que sur le disque : c'est à peine si on les entend, noyés dans une production qui magnifie tous les tics inventés à l'époque de Born to Run, comme si le E Street Band existait toujours. Enfin, Springsteen assure lui-même presque toutes les parties de guitare, et les limites du guitariste recourent assez exactement celle du chanteur (ce tout cas tel qu'on l'entend sur

Human Touch), la fureur et le volume sonore ne masquant jamais tout à fait l'absence d'invention.

Sur les quatorze chansons du disque deux ou trois suivent presque leur peau, en plus de 57 Channels. I Wish I Were Blind est un remake assez réussi de Save the Last Dance for Me. With Every Wish une tentative de chronique rurale avec une jolie partie de trompette bouchée gâchée par l'envoie lyrique de la fin. Le reste se résume à l'énumération des titres : Real World on Real Man (les rock stars sont-elles encore d'authentiques êtres humains ? Oui, répond Bruce Springsteen sans convaincre personne), Man's Job (« T'aimer bébé c'est un boulot d'homme », même Johnny Hallyday se ferait gronder pour une ligne comme celle-là)...

Ahuri, on passe à l'écoute de Lucky Town. Ici Springsteen joue de tous les instruments, accompagné de Garry Mallabar, batteur qui a droit à la rubrique « Comme son nom l'indique » du Canard enchaîné. Dix titres seulement, quarante minutes à peine, et la mémoire revient. On se souvient comment, à force de travail et d'honnêteté, Bruce Springsteen a conquis sa place. Il y a là une absence d'affectation que l'on avait crue impossible à l'écoute du disque précédent.

Passé Better Days, le premier titre qui retombe dans les erreurs de Human Touch, Springsteen rend hommage sans complexe à Bob Dylan (le très joli If I Should Fall Behind), joue du rock pour le plaisir (Leap of Faith), du blues à la manière des jeunes gens d'aujourd'hui (The Big Muddy, le genre de musique que pratiquent Chris Whitley ou Daniel Lanois) et termine sur une ballade agreste et délicate, My Beautiful Reward.

Finalement, la légende dit peut-être vrai. La pression qui pèse sur un artiste comme Springsteen est sans doute devenue incompatible avec l'apparition du genre de rock'n'roll qu'il pratique. Il a fallu l'exorcisme pénible de Human Touch pour parvenir à la simplicité de Lucky Town.

THOMAS SOTINEL

\* Human Touch, Columbia 471423-2.  
\* Lucky Town, Columbia 471424-2.

### LE CAS NIKOLAI MEDTNER

#### Du contrepoint sur grand écran

Le Russe Nikolai Medtner (1880-1951) ignore les bouleversements provoqués par Debussy, Stravinsky et Schoenberg, et d'une certaine façon, il fut à la manière de Brahms, qu'il vénérait (il n'avait cependant pas son génie), un compositeur de son temps qui prenait appui sur les formes et les techniques anciennes. Après avoir quitté l'Union soviétique, il vécut à Paris qu'il quitta en 1938 pour Londres, où sa musique lui attira l'admiration de Sorabji (le Monde du 11 octobre 1938). Medtner avait étudié Polesina et Fux. A l'imitation de ses modèles, il fut un remarquable contrapuntiste. Il plaçait également très haut Scarlatti, Bach, Beethoven et, moins fréquemment à l'époque, Mozart et Haydn.

Aussi peu joués en concert qu'enregistrés, les concertos pour piano de Medtner ont toutefois eu les honneurs du disque à la fin des années 40 : le compositeur las et lui-même enregistrés pour EMI. Sponsorisés par le metteur en scène de l'époque, ces disques, diffusés à l'époque par souscription, n'ont jamais été réédités. Il y a dix ans, toutefois, Tatiana Nikolaeva a gravé le Premier Concerto pour Melody avec Svetlanov, mais ce microsilicon n'a pas été édité à l'ouest (a-t-elle enregistré les deux autres ?). Les partitions sont introuvables... Il est donc difficile de porter un jugement objectif sur des interprétations qui nous parviennent à la même semaine. Neeme Järvi et Geoffrey Tozer (un pianiste australien toqué de Medtner depuis l'âge de sept ans) jouent comme s'ils voulaient prouver l'originalité de facture de ces œuvres. Ils en évacuent les relents postromantiques, gommant ce qui peut être grandiloquent ou épigonal (on y entend Gershwin, le Faure de la Ballade, le Ravel du Concerto en sol, Rachmaninov, Poulenc, et le Prokofiev néoclassique). Assez impérieuse, leur interprétation impose.

Nikolai Demidenko et Jerzy Maksymiuk jouant la carte de la séduction, ils réussissent à humaniser un contrepoint parfois fastidieux dont ils s'amusent à l'occasion : leur élégance dans la toccata qui ouvre le Deuxième Concerto est irrésistible. Le jeu de Demidenko est par ailleurs autrement chatié que celui de son confrère australien. Ils nous paraissent toutefois moins séduisants que Nikolaeva et Evgeny Svetlanov. Cette pianiste n'a, semble-t-il, aucun mal à épouser la cause de Medtner : elle est elle-même compositeur, connue en Russie pour l'immensité de son répertoire, ses interprétations de Bach, de Chostakovitch et du répertoire contemporain (elle a beaucoup joué Schmitt et Goubaudouline). Sans doute voit-elle plus clair dans une musique aussi savamment construite que déconcertante dans ses incessantes métamorphoses rythmiques, thématiques et harmoniques, son hésitation permanente entre musique sérieuse et musique de film. Vogue serait bien inspiré de publier ses interprétations sur disque compact dans la série Archives soviétiques. EMI, de son côté, nous prive d'« originaux » inestimables : les témoignages s'accroissent pour dire que Nikolai Medtner fut l'un des pianistes les plus fascinants de son temps.

ALAIN LOMPECH

\* Intégrale des trois concertos, par Geoffrey Tozer (piano), l'Orchestre philharmonique de Londres, Neeme Järvi (direction) : 2 CD Chandos 9040. Distribué par Média 7 qui distribue aussi, sous la marque Marco Polo, trois disques compacts de sonates jouées par le pianiste hongrois Adam Fellag.

\* Concertos pour piano n° 2 et 3, par Nikolai Demidenko (piano), l'Orchestre symphonique de la BBC écossaise, Jerzy Maksymiuk (direction) : 1 CD Hyperion CDA 66580. Distribué par Harmonia Mundi.

### Classique

Mahler

Symphonie n° 7 « Chant de la nuit »

Klemperer

Symphonie n° 2 « Quatuor à cordes n° 7 »  
Orchestre New Philharmonia de Londres, Otto Klemperer (direction) ; Quatuor Philharmonia.

Cette réédition sur disques compacts de l'enregistrement de la Septième Symphonie de Mahler prend place dans une série qu'EMI consacre au chef d'orchestre disparu en 1973 : on y trouve l'intégrale des symphonies de Brahms et de Beethoven, la Fantastique de Berlioz, etc. Des interprétations captées à Londres de la fin des années 50 au début des années 70. Cette œuvre, créée en 1908, dure une heure et demie. Elle est déconcertante tant elle semble constamment partagée entre le passé (le romantisme) et la musique de l'avenir. Elle est monumentale et dans le même temps d'une grande transparence instrumentale. Mahler y use de sonorités scintillantes ; il privilégie l'éparpillement acoustique des pupitres, l'aphorisme à la grande phrase galbée.

La direction acérée, peu amène de Klemperer, plutôt portée vers des mouvements métronomiques mesurés, une métrique stricte et un refus du pathos, accentue l'étrangeté, le côté fantastique, peut-être énigmatique de cette œuvre. Une telle lecture lapidaire, humainement désengagée, pouvait légitimement dérouter dans l'enregistrement de la Quatrième du même chef (EMI, avec une Elisabeth Schwarzkopf trop « bourgeoise » dans la finale), elle prend tout son sens dans la Septième.

Deux œuvres de Klemperer complètent ce coffret. L'influence de Mahler, de Richard Strauss et de Sibelius (cf. thématique et orchestration) pèse sur les quatre mouvements de la symphonie (compo-

sée en 1967-1969), mais sa brièveté (vingt-cinq minutes) empêche la monotonie de s'installer. Le quatuor (vingt-trois minutes) est lui aussi sous l'influence de la musique que l'on composait dans les premières décennies du siècle : son premier mouvement fugué est construit sur un sujet de douze notes, et son finale, un adagio, baigne dans une atmosphère post-impressionniste. Klemperer n'est certes pas un compositeur de premier plan, mais à la différence de celle de Furtwängler, sa musique n'est pas « trop pleine de notes ».

A. Lo.

2 CD EMI « Classics » CMS 7 641472. Le texte inclus dans le boîtier scellé concerne un album Bach.

### Chanson

Sapfo

La Traversée du désert

Après le spectacle, l'album : dix titres parfois embrouillés mais jamais exempts de passion, enregistrés à la force du poignet entre Rabat, ville où Sapfo a grandi et débuté, Mnich, Paris et Lille. Un poète d'amour du Palestinien Mahmoud Darwish, une chanson, les Ruines, d'Ibrahim Nagui et Riad el Soumalti à propos du Liban, un producteur israélien présent sur cinq titres (Izhar Ashdot, celui de la chanteuse Ofra Haza), des chansons en anglais et d'autres en arabe : Sapfo signe un disque parfaitement français, tanté par Eros et Thanatos et qui finit en fausse douceur avec Parles-moi d'amour.

V. Mo.

1 CD Gorgone Productions GP 0591. Distribué par WMD.

**LA LEGENDE**  
COFFRET 10 CD - THE PRESTIGE RECORDINGS ET 24 AUTRES REFERENCES A PRIX DECORRENTS

de découvrir **fnac** **20%**

**JOHN COLTRANE**  
JAZZ

Livres anciens sur les

**PROVINCES DE FRANCE**

Catalogues par Provinces

Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-26-07-91

**ANDROMAQUE DE RACINE**

MISE EN SCENE, MARC ZAMMIT

AVEC GAËL BARON, LAURENCE BIENVENU  
RÉGIS BOUQUET, SABINE HAUPÉPIN  
CLAIRE LASNE, DIDIER SANDRE  
OPHELIA TEILLAUD, MARC ZAMMIT

LOCATION / RENSEIGNEMENTS : 47 27 81 15  
SALLE GEMIER DU 18 MARS AU 25 AVRIL 1992

**THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT**



## MUSIQUE

LES SOIXANTE-DIX ANS DE IANNIS XENAKIS

## L'évidence abrupte

Résistant, il combattit pour la liberté. Architecte, il conçut des formes nouvelles. Pouvoir inventer est aussi l'espoir suprême du musicien Xenakis, sa seule raison d'exister. Les festivités qui, de Caen à Evreux, marquent son soixante-dixième anniversaire, permettent de se remettre dans l'oreille des œuvres anciennes, de mesurer leur inusable singularité. Malgré son imposant catalogue et son immense notoriété, le compositeur reste sans descendance. Minéral et solaire.

La musique de Xenakis regarde avec entêtement vers le futur. Vers cet avenir qui exige, selon l'expression même du musicien, « un artiste-concepteur de nouvelles formes abstraites et libres ». On pourrait donc créer à partir de rien quelque chose de nouveau ? Cette utopie garde-t-elle même un sens aujourd'hui ?

La réponse, on a pu la chercher dans l'importante rétrospective que l'université de Caen vient de consacrer au compositeur, comme elle l'avait fait pour Kagel l'an dernier, mais avec un luxe de moyens encore plus considérable. Cinq concerts mêlaient œuvres anciennes, récentes, et une création française. Des conférences tentaient d'explorer l'influence sur le musicien de la Grèce antique, le rapport dans son œuvre entre pensée architecturale et pensée musicale.

On est d'emblée frappé par la résistance, face à l'agression du temps, des œuvres anciennes. Preuve que la radicalité est source de pérennité, à condition qu'elle soit ancrée dans une conception ambitieuse, ignorante des arguments stylistiques et conjecturaux. Ces partitions – *Metastasis* et *Piropaktia* pour grande formation symphonique – sont celles qui ont le plus choqué à leur époque, lors même qu'elles furent exécutées dans les années 50 devant les habitués des festivals d'avant-garde, sous la direction de Rosbaud ou de

Scherchen. La surprise qu'elles suscitent n'est pas moindre aujourd'hui – auprès d'un auditoire qui, pourtant, en a vu d'autres. Car la nouveauté absolue le reste pour toujours. Le geste véritablement fondateur reste fondateur. Inassimilable.

Peu de compositeurs peuvent se vanter d'avoir imaginé des sonorités aussi fières, aussi sauvages. Peu ont voulu alimenter leur inspiration à des sources aussi éternellement renouvelables : les mathématiques en tant qu'instrument et modèle, mais pas seulement elles ; la philosophie présocratique ; et jusqu'à la pensée d'un ermite médiéval comme saint Grégoire Palamas. Ce qui n'exclut pas que l'on puisse découvrir aujourd'hui, grâce à une longue fréquentation de cette invention ardue, les traces d'une certaine tension subjective, quasi autobiographique, proche de l'expressionnisme dans *Metastasis* ; une conception ludique et figurale dans *Piropaktia*. Autant d'éléments de médiation qui contredisent l'image d'un compositeur insouciant de toute codification.

Xenakis est le père de cette musique « stochastique » qui, fondée sur le concept de masse sonore,

Maurice Fleuret, qu'à nous « rendre à l'évidence abrupte ».

« La musique n'est pas une langue, rappelle le compositeur. Toute pièce musicale est comme un rocher de forme complexe avec des strates et des dessins gravés dessus et dedans, que les hommes peuvent déchiffrer de mille manières sans qu'aucune soit la meilleure ou la plus vraie. » Absence de code n'entraîne donc pas absence de signification. L'univers musical comprend aussi le silence profond du minéral. La réduction du discours aux oppositions essentielles entre son et silence, unisson et accord, longues et brèves – comme dans *Aroua* pour douze cordes par exemple (1971) – agit psychologiquement sur l'auditoire plus que n'importe quel message caché. La signification se dégage de cette stratégie « des blocs », rappelle les chocs tectoniques et ouvre sur le tragique pur de l'immanence.

Xenakis se pose ainsi en interprète de la nature, se dit inspiré par les « nuages de sons » que constitue le chant des cigales, le bruit de la pluie. Or il n'est pas question d'imitation. Mais d'un parallélisme avec la nature

« dans sa façon d'agir », comme disait l'hindouiste Ananda Koomaraswami. Le motif du fleuve, dont le destin fut si riche d'Héraclite à Hölderlin, réapparaît en tant que liquide vital dans *Ikhoor*, pour trio à cordes (mais aussi en tant que symbole du pur écoulement du temps, de l'absence de toute structure.

La musique de Xenakis rend audible le processus de la pensée, dans ce qu'elle a de plus abstrait et de plus sensible à la fois. Cependant, elle est menacée par l'arbi-

traire et risque de ressembler au jeu naïf avec la matière de quelque enfant démiurge. La « théorie des cribles », l'utilisation des traditions byzantines furent autant de moyens d'échapper à cet arbitraire. Leurs développements ultérieurs ont permis à l'intervalle musical de se faire entendre – mystérieux rapports entre les sons, dont le sens n'est pas altéré par le temps et qui demeure, par là-même, extérieur aux conventions et à l'axiomatique humaine.

Mais Xenakis a surtout trouvé son équilibre dans le modèle glorieux de la tragédie antique, espace mythique où ordre et désordre, collectif et individuel, Apollon et Dionysos se rencontrent et se dynamisent mutuellement. En tragédien antique, Xenakis fit entendre dans *Nuits* les plaintes de ce siècle ou conçut son *Orestia* selon le modèle circulaire du théâtre grec (Nietzsche faisait remarquer que le héros tragique est incarné à tour de rôle par tous les membres du chœur). En fait, le musicien comprend dès lors que ses instruments de composition peuvent s'adapter à n'importe quel propos. L'architecture peut en devenir de plus en plus inouïe (*Tetras* pour quatuor, 1983), la couleur de plus en plus riche et imprévisible, les structures d'une définition de plus en plus subtile (*Tetras*, toujours pour quatuor à cordes, composé en 1990). Le rythme peut retrouver la simplicité féconde des rapports fondamentaux.

Car cette musique vit dans un espace qui lui est propre. Selon le cas, cet espace peut être vide (un vent débrillant y souffle alors, comme dans le finale de *Bohor*, œuvre « électromagnétique » de 1962) ou peuplé de figures musicales individualisées. Cet espace est, en fait, infiniment mouvant. Mais c'est un espace de dépassement, de foi dans l'invention créatrice, qu'on ne peut qu'admirer vraiment.

COSTIN CAZABAN

\* Fêté pendant dix jours par l'université de Caen, du 17 au 26 mars, Iannis Xenakis reçoit du 3 au 10 avril l'hommage de la ville d'Evreux avec, à nouveau, l'adéquation d'œuvres anciennes et récentes, la reprise du programme du Quatuor Arditi, une soirée consacrée au Xenakis Ensemble de Middelburg (7 avril), conférences, débats, master-classes (tél. : 16-32-31-52-06). A Berlin à ce lieu, le 24 mars, la création mondiale de *Réol* pour grand orchestre. Enfin, la maison Seibel, qui imprime les partitions du compositeur, a réédité pour l'occasion son catalogue (tél. : 48-24-55-60).



Iannis Xenakis.

## Le progrès, ça n'existe pas

De passage dans son atelier, entre deux hommages français et une importante création en Allemagne, Iannis Xenakis apparaît toujours, entre engagements et pudeurs, entre théories et subjectivité, comme le plus insaisissable des créateurs du temps.

« L'exposition universelle se prépare à Séville ; vous participez à celle de Bruxelles en 1958 auprès de Le Corbusier avec qui vous avez construit le pavillon Philips. Qu'est devenue entre temps l'idée de progrès ?

– En 1958, je n'étais plus communiste. Je n'ai été inscrit au parti qu'entre 1941 et 1947. En 1940, j'étais entré à l'Ecole polytechnique d'Athènes, mais c'est alors que Mussolini envahit la Grèce. Je faisais partie d'une organisation nationaliste, j'en étais une sorte de leader, je me suis retrouvé en prison, puis j'ai adhéré au Parti communiste, dans lequel l'idée de progrès était essentielle : socialisme généralisé sans différence de classe, à chacun selon ses capacités ; nous étions en ligne directe avec Lénine. Mais j'ai assez vite déchanté de l'optimisme politico-social. Tout cela s'inscrivait chez moi sur un vieux fond de platonisme, qui ne m'a jamais abandonné. Ma jeunesse s'est passée en lisant Platon. Et je le relisais en livre de poche, dans les prisons d'Athènes.

» Pendant l'occupation de la Grèce par les Allemands, le pays était à soixante-dix pour cent communiste. Mais les communistes ont eu le tort d'accepter des compromis avec les Anglais quand ces derniers ont débarqué. Je venais d'être nommé dans un bataillon de résistance à un grade politico-militaire. C'est par un char anglais que j'ai été blessé au visage.

» Alors, je me suis replié sur moi-même : que devais-je faire de cette vie ? J'ai décidé de partir pour les Etats-Unis, où j'avais de la famille, pour étudier la physique nucléaire, l'astrophysique, les mathématiques et la musique. Je suis passé par Paris. Là, j'ai trouvé du boulot chez Le Corbusier, chez qui j'ai rencontré beaucoup de jeunes venus de tous les pays. A la tête de son « Atelier de bâtisseurs », l'ATBAT, Le Corbusier construisait alors la Cité radieuse de Marseille. « La femme doit avoir sa cuisine dans la salle

commune », voilà à quoi se résument l'idéologie communiste de Le Corbusier, même si son cousin et collaborateur, Pierre Jeanneret, avait appartenu au Front populaire.

– Vous êtes grec ou roumain ?

– Français et Grec. Mon grand-père, originaire de l'île d'Eubée, était parti s'enrichir en Roumanie. Nous étions des Grecs vivant en Roumanie.

» Xenakis est en fait un nom crétois : Crète ou Eubée, ma famille est originaire des îles. Les îles subissent, paraît-il, moins d'invasions ; on dit que certaines régions du sud-ouest de la Crète étaient restées indépendantes pendant les invasions vénitienne et turque. Mais ça ne veut rien dire, tout ça. Les gens se battent partout. On a cru que les progrès de la technologie rapprocheraient les humains, que bouddhistes, chrétiens, musulmans et brahmanistes cesseraient de se battre parce qu'ils utilisent tous les mêmes technologies. Mais ils continuent de plus belle ! Il ne faut pas monter sur le char de l'idéologie.

– Alors, vous êtes devenu architecte, compositeur, vous avez décidé de créer ?

– Je regarde mon petit-fils : il emboîte des formes, il range des cubes. Il fait. L'être vivant est enchaîné à cela, à la création. Mais créer pour quoi, à partir de quoi ? A l'image du Big Bang, cette étincelle d'où serait né notre univers voici quinze milliards d'années, le rien est-il générateur de quelque chose ? J'ai donné une conférence sur ce sujet à l'Institut. Messiaen est resté jusqu'au bout (pas les autres !) et m'a dit : « Vous voyez bien, il y avait Dieu. » Et j'ai répondu : « Non, il n'y avait rien. » Dans les années 50, j'ai composé une pièce pour vingt et un musiciens, *Achorripsis*, qui commence par ce rien : quelques étincelles de sons. Je m'y posai la question : quelle serait l'allure d'une musique dont les parcelles n'auraient pas de direction, de mécanique propre, hors de toute règle de composition ? Parménide écrivait : « Ce qui est est vrai. Ce qui n'est pas, il faut l'écarter de la pensée. » Le rien, comme dans l'astrophysique moderne, est donné par le philosophe grec comme la négation de l'être, d'où rien ne pourrait surgir. Or il y a l'étincelle primordiale du Big Bang. Mais personne ne peut la toucher du doigt ni l'imaginer.

– Vous n'avez cessé de vouloir relier l'architecture et la musique, les présocratiques et les mathématiques modernes.

– Entre architecture et musique, il y a des liens, on n'y peut rien. Un glissement, qui est la variation des hauteurs dans le temps, peut être assimilé par exemple à une droite dans un plan. Mais il ne faut pas se laisser abuser par un lexique trop simplificateur. Quand Messiaen, comme le faisait Scriabine, assimile les accords aux couleurs, il oublie qu'il n'y a pas la même essence abstraite derrière.

» Les mathématiques, je ne les ai jamais utilisées de manière systématique. Certains moments d'une composition peuvent être traités par le calcul, d'autres non. J'ai l'air de m'enrouler d'un mur de formules mathématiques mais en fait, derrière, j'agis à ma guise. Les mathématiques font partie de notre cerveau. Elles constituent un langage universel qui permet d'énoncer, de construire. Alors qu'on ne peut pas parler de musique au sens esthétique, car elle est trop subjective.

– C'est vrai que vous parlez souvent de constructions mais jamais de beauté.

– La beauté fut une catégorie platonicienne, elle ressortit désormais du pompiérisme. J'ai pris l'habitude de remplacer « beau » par « intéressant », ce qui ne signifie rien non plus. Je dirais des femmes qui m'attirent qu'elles sont plutôt intéressantes que belles. Quand j'écoute des œuvres que j'ai écrites il y a longtemps, certaines me paraissent intéressantes ; pour d'autres, je reconnais que je les ai faites, mais elles ne sont plus de ma sensibilité. Quand on écrit, on ignore toute l'étendue de ce qu'on écrit. Quand on pense, on ne sait pas ce qu'on pense. Des tas de choses vous échappent car enfouies dans les habitudes, les conventions.

– Reconnaissez-vous néanmoins que vous avez changé de manière de composer ces dernières années ?

– Il se peut que ce soit vrai, que certains aspects soient différents. Par exemple, j'ai toujours employé des échelles spéciales (1). Je peux dire que dans *Dox-Ork*, mon récent concerto pour violon et orchestre, j'en ai employé de nouvelles, irrégulières, qui enrichissent le son de manière imprévisible, et qu'en revanche j'ai renoncé à une certaine complexité rythmique. J'en avais marre du rythme. Je voulais « voir » la musique d'un autre point de vue.

– Lequel ?

– Rien à dire là-dessus ! Je ne veux pas faire d'auto-analyse. Je ne veux pas faire comme Orphée, qui perd Eurydice parce qu'il a voulu la regarder. On vit constamment avec ces choses-là, voyez-vous, il faut y prendre garde, les laisser mûrir ou soi et ne pas en parler pour ne pas les banaliser. Comme tout homme, l'artiste est un instrument. Il est fait pour créer, comme le bourreau pour tuer, sans se révolter. Or, la création est une chasse, tout de même. On a une petite idée en tête, qui peut se développer à l'aide d'une stratégie, d'un jeu avec soi.

– Alors, le progrès ?

– L'univers est un laboratoire où tout semble se complexifier peu à peu, chez l'homme en particulier, et sur terre en général. A mon avis, il s'agit d'une évolution, pas d'un progrès, puisque rien ne s'améliore en fait. Tout ce qu'on invente pour le bien de l'humanité ne tarde pas à révéler ses revers négatifs. La faute, le diable ont toujours existé aux côtés des dieux !

» Et puis il y a l'invention, la création *ex nihilo* dont nous parlons. Regardez comment la Bible règle ce problème : Dieu crée le ciel, la terre. Puis il a dit : « Que la lumière soit. » Puis, poursuit le texte, « Dieu vit que la lumière était bonne... ». On croit que les divinités sont toutes-puissantes, qu'elles peuvent tout prévoir *ex nihilo*. Elles sont pourtant, en cours de route, obligées d'apprécier ce qu'elles ont réalisé. Il y a donc place pour une création, non prédéterminée. Les dieux sont, comme des artisans, des démiurges.

» On prétend qu'il y a les créateurs et les autres, ceux qui n'inventent ni ne découvrent rien. Tous les hommes, qu'ils soient riches ou pauvres, chrétiens ou musulmans, bornés ou intelligents, sont égaux parce qu'ils ont tous les moyens de créer et même de procréer des génies pour l'avenir de l'humanité. Mais il y a eu aussi des dinosaures géniaux. Et ils ont radicalement disparu de la planète.

Propos recueillis par ANNE REY

(1) Des modes grecs au « total chromatique », les échelles, ou gammes, sont une succession de notes, séparées par des intervalles fixes, sur laquelle s'appuie, différemment selon les époques, l'écriture musicale.

Les limites de l'écriture en Tunisie

Après l'é

Le p

« des cha

M

Crise on

La volte-f

ARLI

ARLI

ARLI

ARLI

مكتبة من الكتب